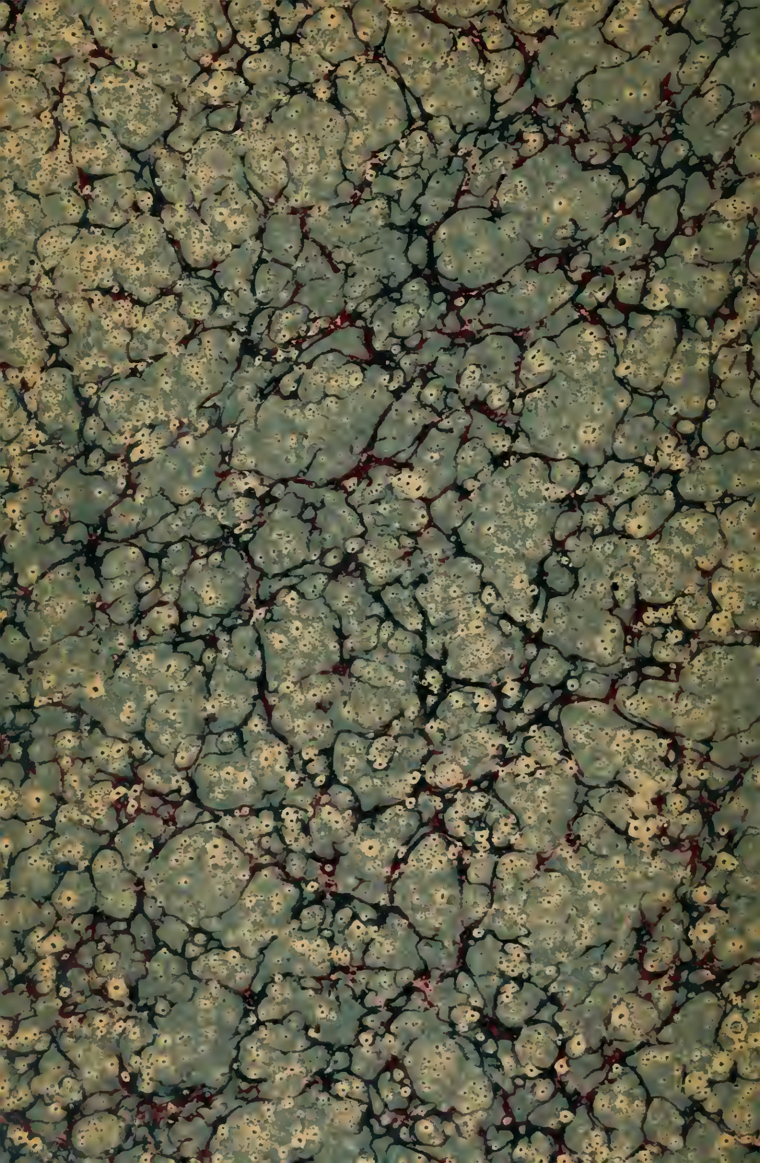
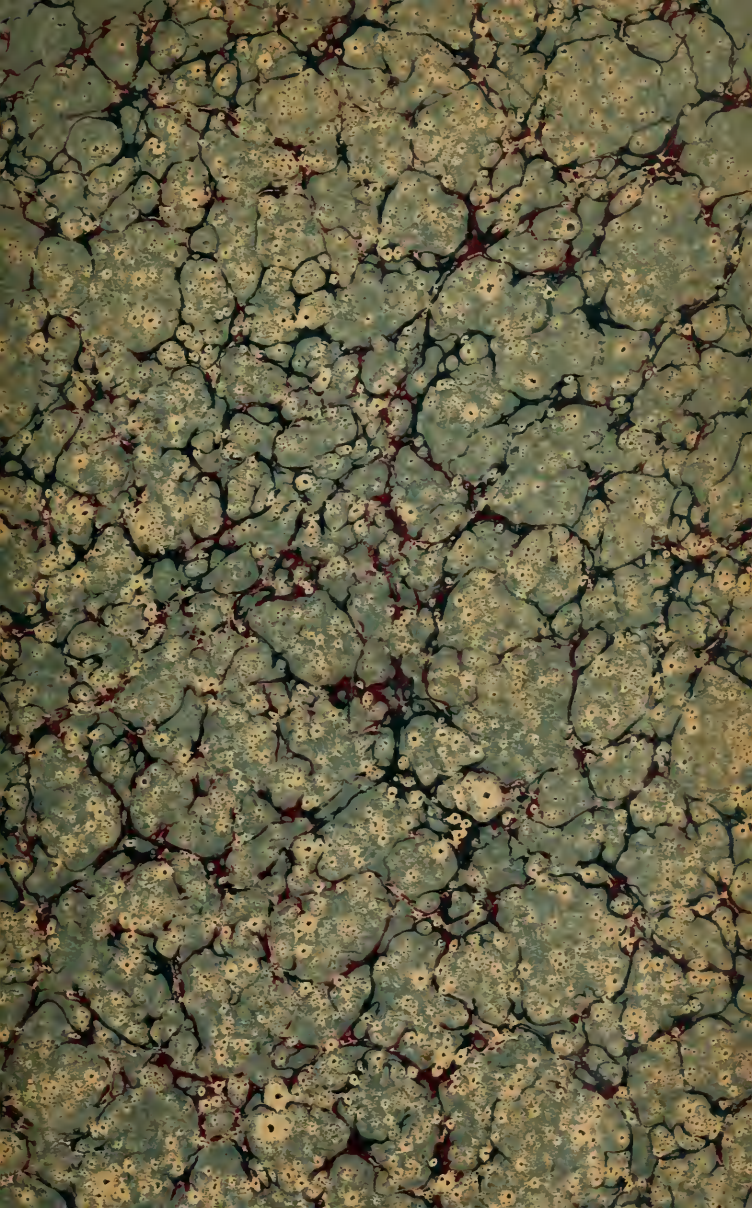






# CORRESPONDANCE

DE

# LAMARTINE

CORBEIL. — TYP. ET STÉR. CRÉTÉ.

# CORRESPONDANCE

DE

# LAMARTINE

PUBLIÉE

PAR Mme VALENTINE DE LAMARTINE

DEUXIÈME ÉDITION



TOME QUATRIÈME

(1839 — 1852)

PARIS

HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

FURNE, JOUVET ET Cie
45, RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 45

ÉDITEURS

MDCCCLXXXII

# CORRESPONDANCE

DE

# LAMARTINE

---

## ANNÉE 1839

### DCLXXXVIII

**A monsieur le comte Léon de Pierreclos**

A Mâcon.

Paris, 21 janvier 1839.

Mon cher Léon,

Je vous remercie de ce que vous me dites de l'impression de mes discours. Ici et en France je vois que c'est la même. Je reçois des lettres par centaines, et la popularité même des salons et des magasins est ici immense pour moi et contre la coalition. La morale et l'intérêt se sentent blessés. Il n'y a contre nous que tous les journaux et tous les partis, ils sont hideux.

J'ai terminé hier ma tâche par deux discours dont un capital à la Chambre (1), vous ne l'aurez que dans le

(1) Sur le projet d'Adresse (troisième discours) et Réplique à M. Guizot. Séance du 19 janvier 1839. V. *La France parlementaire*, t. II, p. 156 et 170.

*Moniteur*. Il était neuf heures quand j'en ai eu les épreuves. J'en ai fait deux avant-hier à la réunion des députés où j'avais été prié de paraître. J'ai été constamment là couvert d'applaudissements; mais il n'y a pas de sténographes. Les 226 députés m'ont prié d'être leur chef. J'ai répondu que je ne m'alliais à eux que dans le but provisoire et déterminé d'empêcher le triomphe de la coalition et la guerre de Belgique, et qu'après cela je retournerais à mes convictions indépendantes.

Ainsi lisez ceci à mon père et à la famille, et assurez-les tous de ma ferme résolution de ne pas accepter une place dans le cabinet en recomposition. On me tourmente de *toutes parts* pour cela ; mais j'ai mon rôle et n'en veux pas sortir jusqu'à force majeure et venant du pays.

Je ne pense pas qu'il fût opportun pour vous de témoigner si vite l'ambition d'une place en chef au parquet. Je n'en parlerai pas à M. Collin, je me bornerai à lui dire que, pour plus tard, c'est votre désir et le mien. Mais il faudra certainement aller ailleurs aux environs.

Adieu et amitiés.

## DCLXXXIX

**A monsieur le comte de Virieu**

A Lyon.

1839.

Mon cher ami,

Je viens de faire une campagne de treize jours pendant laquelle j'ai fait un ou deux discours par jour à la tribune ou dans les réunions de deux cents personnes de la Chambre. Je suis éreinté. Je t'envoie ma dernière lutte d'hier soir contre Guizot, Thiers et Berryer, Barrot, Garnier-Pagès et compagnie. Les journaux n'ont pu le don-

ner, je n'en avais pas les épreuves à dix heures du soir, et j'avais dîné à neuf heures.

La lutte a été violente. J'ai le résultat que je voulais : une majorité quelconque pour empêcher Thiers d'être *roi* et ces hommes de nous jeter dans la guerre en Belgique, qu'ils veulent pour remuer la révolution à leur profit au dedans.

Je me suis, avec l'approbation unanime, même de tous les salons Saint-Germain, posé énergiquement conservateur et ministériel du point de vue du pays, bien que tous les journaux des triples coalitions soient acharnés sur moi.

## DCXC

### A monsieur le comte de Virieu

Paris, février 1839

Mon cher ami,

J'ai bien tardé à te répondre, mais j'ai eu bien des milliers d'excuses. A la lettre, j'ai été, de sept heures à minuit, déchiré en minutes. Ma main et ma langue n'y tiennent plus.

Les événements se sont accumulés. La dissolution a été prononcée contre mon avis, non pas que je voulusse faiblir et remettre la royauté et la guerre entre les mains de MM. Thiers, mais je croyais à une combinaison possible qui les eût plus et plus constitutionnellement enfoncés.

J'ai été appelé *seul* et confidentiellement au Conseil où cela a été résolu. Je n'ai pu l'emporter. J'ai ébranlé.

Une fois fait je n'y pense plus, et il faut combattre, sans quoi nous avons inévitablement la guerre révolutionnaire et le gâchis le plus irrémédiable à l'intérieur

J'espère que la Providence et le bon sens public nous sauveront. Nous aurons alors une *mer dure,* mais un horizon de deux ans devant nous.

En ce moment je reçois les offres de vingt-deux départements pour les représenter, offres certaines et enthousiastes. Depuis Thibaudeau, pendant le Directoire, on n'en a pas tant vu. Je refuse presque tous, à cause de l'incertitude de Mâcon où une acceptation publique me perdrait au détriment certain de la majorité. Je me laisserai porter seulement, à tout hasard et silencieusement, dans deux ou trois, aux deux extrémités, Nord et Gironde. Les électeurs de Sauzet m'écrivent en masse pour m'offrir sa place à Lyon. Ma table est un meeting et une pétition électorale en miniature.

J'ai continué à tenir fermes et sages les 226 dont je suis momentanément le chef. Je parle deux ou trois fois par soirée chez eux. Je leur ai dit que, jusqu'à la crise passée et à la paix sauvée, j'étais leur homme ; je les quitterai ensuite, laissant là pour l'avenir un germe de confiance et une odeur d'honnête homme bien établis. Je fonderai avec quinze ou vingt seulement un nouveau *centre droit libéral et social,* destiné à s'unir un jour à la gauche nouvelle pour la modifier. C'est là tout le secret de ma manœuvre.

Au reste, excepté Berryer et Suleau et tous les enragés de la droite, il est impossible d'être plus satisfait que je ne le suis de tes amis. Le faubourg Saint-Germain tout entier, que je vois tous les jours, est parfait, moral, conservateur, et indigné, comme toi, contre les tapageurs de la Chambre. Cela promet une *réconciliation, selon moi indispensable, entre le juste milieu et la sommité sociale également menacés au jour des combats.* Voilà la seule politique ; le reste est bête et malhonnête.

Je suis très populaire dans ce monde ancien. Vois comme tout change : les duchesses et les salons m'ap-

plaudissent et m'adoptent au moment même où je fais l'acte apparent le plus énergique de gouvernement ; Royer-Collard parle de moi comme de son messie futur. Mais tout va à la diable, et Dieu seul peut nous sauver dans quelque temps. Gloire à lui! et adieu encore.

Je vois ta sœur. Elle me déteste et me méprise, mais elle est charmante, et je la retrouve comme à Lemps. Je dîne avec elle tout à l'heure.

*P.-S.* Comment t'envoyer un recueil de cinq *orationes* prononcés aux 226 et fort applaudis?

Je publie un volume, samedi, *vers*.

## DCXCI

### A monsieur Ronot

Mâcon.

Paris, 12 février.

Mon cher ami,

Je n'ai rien à dire et ne dirai rien à tout ce tapage, vous savez ma pensée intime : au service du pays, et trop content s'il les dédaigne ! Il est désagréable de servir les gens malgré eux.

La coalition me poursuit avec raison, j'entends par coalition *Thiers, Guizot et les intrigants*. Quant à la gauche, je ne lui fus jamais moins hostile, et elle est restée à sa place ; il n'y a rien à lui dire, si ce n'est qu'elle est la gauche ; mais elle est même une gauche qui s'améliore.

Pour les légitimistes ameutés là-bas, dites-vous, contre moi, c'est par trop plaisant pour n'en pas rire : cela me rappelle le bon temps où ils étaient pour M. Pétion contre M. de Lafayette. Ils proscrivent à Mâcon le seul homme qui à la Chambre les ait honorés par la sévérité de son

indépendance, la franchise de ses regrets, et le sacrifice de sa fortune diplomatique, et ils caressent les hommes qui les ont vaincus et bafoués. Royer-Collard me le disait hier : « C'est le parti des honnêtes gens qui est le moins honnête de tous les partis. Tout le monde, même dans ses erreurs, était honnête à l'Assemblée Constituante, excepté le côté droit. » Ce sont leurs enfants.

J'irai à Mâcon vers le 20. Je n'y dirai rien, je n'y écrirai rien dans ma cause, je laisserai faire à droite, à gauche, au milieu, à Mâcon, à Cluny, puisque M. Mathieu s'y laisse porter. Il en résultera un gâchis électoral dont je vous écrirais bien d'avance le résultat.

Du reste la coalition baisse partout. J'ai à présent vingt-deux propositions plausibles d'élection : je n'en accepte aucune, j'en tolère une ou deux. Je ne demanderais pas mieux que d'aller voyager un an ou deux sur le Nil. Ce que nous bâtissons ne vaut pas les Pyramides.

Je ne puis partir avant la correction de la dernière épreuve de mon nouveau volume (1), cela finira dans deux jours.

Souvenez-vous bien, si on parlait de banquets, réception ou quoi que ce soit de semblable pour moi, de déclarer que vous êtes mon organe en vous y opposant inébranlablement. J'ai de grandes raisons futures pour cela.

Adieu et amitié.

(1) *Recueillements poétiques.*

## DCXCII

### A monsieur le comte de Virieu

A Lyon.

Saint-Point, 25 février 1839.

Ici depuis trente-six heures, et en paix quoiqu'avec une maison pleine d'électeurs. J'en jouis délicieusement. Je suis couché sur mon tapis pour entendre le vent qui rugit avec une voix connue autour de ma tour. Je viens d'écrire une préface de trente pages comme un chapitre des *Confessions* de J.-J. Rousseau ; cela s'imprime dans trois jours. Tu l'auras, et je crois que cela te plaira, bien qu'écrit sans rature en deux heures et demie, entre cinquante dérangements. Pour moi, en la relisant, je déclare qu'elle me ravit. C'est le récit des heures que je passe, de cinq heures à neuf heures du matin, seul dans mon réduit quand je fais des vers. As-tu lu dans *les Débats* et dans *la Presse* les morceaux cités ces jours-ci ? As-tu lu aussi là un discours de moi aux 221 députés anti-coalitionistes ? Cela fait fureur dans les départements.

On me mande de Paris que tu me demandes une naturalisation pour ton grand et honnête Allemand. Il faudra me rappeler cela et les pièces vers le 1er avril ; je ne retourne pas avant, j'espère.

Quant à un mot de politique que je lis de toi, j'en suis content : voilà la première fois, depuis juillet, où nous nous rencontrons. L'homme a deux chemins pour aller à un but : l'optimisme et le pessimisme. Je suis pour l'optimisme, l'autre route ne mène qu'au mal par le mal.

Je ne sais si je passerai à Mâcon. On fulmine contre moi de tous les feux coalisés du *Charivari* au *Constitutionnel*, mais *impavidum ferient.*

Je devais avoir d'autres candidatures, vingt-trois offertes et certaines, j'en laissais faire trois ou quatre ; mais j'apprends que le gouvernement m'y trahit et m'y combat. N'importe ! gouvernemental quand même ! Je pourrai donc bien rester sur le carreau. Dunkerque (la ville) m'offre l'unanimité, comme Bergues, mais veut une promesse d'option. Je refuse.

Et toi, paresseux indigne, enveloppé de ton chaud manteau de philosophie, tu dors au bruit des orages auprès de ta femme et de tes enfants. Lis ma préface, la fin, cette partie où je méprise les nonchalances politiques, et tu auras un scrupule. Ta place serait au plus épais, au plus haut des Chambres, entre Mounier et Royer-Collard, pas ailleurs bien entendu. A propos, Royer-Collard, depuis un an, prophétise enfin immensément pour moi : « Monsieur, m'a-t-il dit solennellement le jour où j'ai quitté Paris, allez, vous avez de bien grandes destinées ! les plus grandes, entendez-vous, monsieur ? Vous êtes le seul homme public et honnête de l'avenir. C'est vous qui détruirez ces gens-là ; mais avant ils auront détruit bien autre chose ! »

Nous sommes à merveille ensemble, et, ce qui t'étonnera, avec M. de Chateaubriand maintenant, — il tient le même langage à peu près et se repent de ses bêtises de brochures de 1830 à 1832 : jamais la passion n'est de la politique durable — et, ce qui t'étonnera bien plus, avec *Cormenin* qui écrivait des caricatures sur moi et qui est venu m'en faire amende honorable ou polie. Il revient à mes idées, aussi populaires mais plus applicables que leurs rêvasseries républicaines.

Adieu. Cela m'a délassé de t'écrire. Hélas ! tout m'est indifférent, excepté *nous*. Je vais rester encore trente-six heures en paix ici, puis j'irai aux élections ; mais je n'y dis ni n'écris rien. Je veux rester libre d'envoyer Mâcon au diable : c'est le pays des ingratitudes, j'y suis un paria.

et je les ai comblés de trois ou quatre millions de bienfaits cette année. Adieu encore.

## DCXCIII

### A monsieur le comte de Virieu

A Lyon.

Mâcon, 5 mars 1839.

Je suis nommé à Mâcon *intra muros* à une majorité de soixante-dix voix et trente à moi non présentes, faisant bien cent voix, augmentation de confiance de quatre-vingt-quinze voix, car, à la dernière élection, je ne passai là qu'à cinq voix.

A Mâcon *extra muros*, Cluny, Tournus, etc., je me suis refusé, et j'ai porté toutes mes voix sur un honnête garçon qui n'a manqué que d'une voix son élection. J'aurais passé moi à cent voix au moins de majorité. Jamais je n'ai vu les campagnes plus dévouées à moi. Je suis maître désormais de ces deux collèges, quel que soit celui où il me convienne de me présenter. J'ai laissé tomber toutes mes candidatures ailleurs, même Dunkerque, pour ne pas choquer Mâcon. J'ai gardé seulement pour un autre une ombre de candidature à Dunkerque. Voilà les nouvelles.

Quant aux doctrines :

Ta dernière lettre jure tellement avec toutes les dernières que je me suis demandé si je rêvais. J'ai relu face à face seulement les trois dernières renvoyées ici de Paris ; c'est deux hommes, l'un voulant l'ordre, l'autre le désordre pour revenir à un meilleur ordre. Décidément il n'y a pas moyen de s'entendre. Le principe de l'alliance de la partie aristocratique avec la partie honnête et con-

servatrice du pays, sur lequel nous semblions d'accord, le principe que tout *mal mène au pire* comme tout *bien mène au mieux*, tout cela est enfoncé dans ta dernière épître politique. C'est une lettre d'un directeur du comité royaliste de Lyon. Il faudrait un volume pour la réfuter. Je me contente de dire : Non, ce n'est pas cela. C'est le rajeunissement de la mauvaise politique que tes amis suivent depuis neuf années, à leur ruine et à celle de la France. Tu leur prêtes ta pensée et les couleurs habiles de ta logique ; mais la logique c'est de sauver et de faire vivre les sociétés. Celle qui les trouble et les compromet n'en est que l'apparence, c'est-à-dire un spirituel sophisme. Hélas! le sophisme des *légitimistes-gauche* est bien vieux. Je le lis tous les jours dans les Mémoires de l'Angleterre.

Voici ce que je lisais dans *Burnet* ce matin :

« Les Cavaliers vaincus se firent les plus logiques des républicains. Personne ne poussait aussi loin qu'eux les conséquences de la révolution, et, quand on leur demandait pourquoi ils proclamaient d'une façon si absolue des principes contradictoires à leur ancienne nature, ils répondaient : Nous avions une logique pour la monarchie, nous en avons une pour la république ; elle est sincère, nous voulons l'extension indéfinie des principes que le pays a adoptés. La restauration ayant eu lieu, ils revinrent à leurs anciens principes, mais ils avaient perdu toute autorité pour les faire de nouveau prévaloir. On leur opposait leurs paroles récentes, et de là vint le *discrédit où ils tombèrent justement et la chute définitive de la dynastie.* »

Pardon de la citation, mais j'en trouve cent autres. Remarque de plus qu'ici il ne s'agit pas seulement de dynastie mais de *société, ô imitatores!*

Adieu. Je suis, depuis quatre jours, furieux contre toi et ta lettre.

Je suis ici encore pour dix jours. Je vais les passer à Saint-Point avec Dieu et ses œuvres.

## DCXCIV

### A monsieur le comte de Virieu

Saint-Point, 13 mars 1839.

Mon cher ami, j'ai lu ta lettre d'hier. Ce qu'il y a à en conclure c'est ce qui est déjà conclu depuis les siècles. Le raisonnement n'a pas de puissance, le sentiment seul en a, et le sentiment ne se raisonne pas. Tu veux renverser ceci par ses vices, malgré tout ce qui se trouvera écrasé dessous ; je veux conserver tout ce qui serait bouleversé par la chute de l'édifice que je n'ai pas élevé, comme dit Royer-Collard, mais qui se trouve, par un fait providentiel au-dessus de ma volonté, couvrir les trois quarts des intérêts de mon pays et de l'Europe. Voilà décidément entre nous la différence. Marchons donc chacun ainsi dans nos pensées, et *Dieu sait le meilleur!* comme disent mes amis les Turcs. Quant à moi je n'en doute pas, et un jour viendra où vous n'en douterez plus vous-mêmes.

Comment ! tu me dis que je prends ceci un peu chaudement pour une question entre Louis-Philippe et ses agents, et, vingt lignes plus haut, tu me dis : Si la guerre en Belgique avait dû s'en suivre, j'aurais fait comme toi. — Et c'est précisément là la question ; il s'en suit non-seulement la guerre de Belgique, mais la guerre avec et entre toute l'Europe. *C'est moi seul*, j'ose le dire, qui ai empêché la guerre de Belgique. Si je l'avais pris mollement, elle avait lieu inévitablement. Eh bien ! de la conservation de l'autorité du roi dans ses conseils, de la sincérité de la majorité du sens du pays dans la Chambre,

dépend une série de faits, visibles à l'œil nu, qui sont l'appel au sentiment révolutionnaire dans les masses, la surexcitation du patriotisme soldatesque qui emportera cent gouvernements de cette nature et toi, et nous, avec les gouvernements, et tu peux dire : Qu'importe ! et il n'y a pas là de quoi exciter l'intérêt d'un honnête homme ? Ah ! que tu vis dans un faux milieu des choses pour avoir des impressions si peu justes des conséquences !

J'admets qu'après un cataclysme terrible nous nous retrouvions sur nos pieds, nous, nos amis, nos enfants, nos maisons, nos familles, nos biens, toujours est-il que des milliers de malheureux seront restés sur le champ de bataille ! *Rêver le passage de ceci à Henri V, entouré d'institutions libérales, monarchiques et religieuses, c'est un million de fois rêver.* Ce qui pourra arriver de mieux, c'est qu'après cinq ans de massacres, d'anarchie populaire, de guerres civiles atroces, d'invasions immenses de l'Europe en France, vous retrouviez Henri V à Paris sur un trône abaissé de cent coudées, en tutelle de l'Europe, avec des amis insensés dans son palais et un peuple exécrable dehors, n'aspirant qu'à le renverser par des explosions nouvelles. Un misérable règne de trois ou quatre ans à ces conditions, c'est le seul avenir que ses amis lui préparent ainsi. Et après !... Non, non, non, alliance des honnêtes gens avec la partie honnête et conservatrice du peuple, fusion ainsi, action ainsi, préparation ainsi aux grandes secousses qu'on aura même ainsi assez de peines à supporter : voilà l'honnête, l'habile, voilà la conscience et la politique ; le reste, machiavélisme de vieille femme qui se tue elle-même pour faire une malice à ce qui lui déplaît. Cela commence à être compris ainsi, et je te déclare que Paris à cet égard ne sent ni ne pense comme la province légitimiste. Le faubourg Saint-Germain, excepté vingt intrigants du comité Berryer, est admirable de raison maintenant.

Mais adieu. Je pars dans une demi-heure pour Mâcon et après-demain pour Paris. J'y resterai peu, seulement pour une bataille politique. Je reviens après.

Adieu encore, et mille choses à ta femme. Mais ne parlons plus politique, tant pis !

## DCXCV

### A monsieur le comte de Virieu

A Lyon.

Mâcon, 18 mars 1839.

Mon cher camarade,

Ne te fâche pas, et ne m'écris plus à Mâcon mais à Paris. Je pars ce soir après avoir reçu un banquet municipal et électoral monstre de deux cents couverts, avec accompagnement de harangues, musiques et ovations. Je vais y haranguer moi-même, malgré la migraine et les palpitations.

Je ne réponds pas à tes huit pages. Ton esprit est beau et brillant, mais tu aimes, sans t'en douter, le sophisme. Cela est plus difficile que la vérité, il y a de l'invention, cela te flatte à ton insu. La vérité est grosse comme le bras. Où est le mal, où est le bien ? Non futur contingent hypothétique, systématique, mais immédiat : empêcher l'un, faire l'autre, voilà mon affaire et celle du bon sens et du bon Dieu.

La révolution est un mal, dis-tu ? Eh bien ! faut-il donc s'opposer à ce mal, ou le favoriser? voilà la question de ces dix ans. Nous la résolvons autrement.

Il n'y a rien à faire à ces dissentiments, ils sont radicaux : s'aimer malgré ces nuances d'esprit et s'en rapporter au jugement du seul sage.

Adieu, je n'ai qu'une minute pour me préparer à parler. A revoir, de Paris.

## DCXCVI

### A monsieur le comte Léon de Pierreclos

A Mâcon.

Paris, 2 avril 1839.

Je ne dis pas non, mon cher Léon, pour le voyage de Pau...

Je suis, en effet, en ce moment l'homme de résistance, et j'ai ici une force de confiance de deux cent cinquante voix dévouées dans la Chambre et de vibrations bien fortes dans le pays : vous jugez si je suis fatigué. La tribune n'est que le délassement de mes journées ; on ne cesse de parler et d'agir.

Je vois en noir. Le coup d'État du despotisme démocratique est fait en M. Thiers. La révolution, cachée aux yeux vulgaires, est *faite* pour moi. Qui pourra la faire dévier? Dieu seul. Nous approchons des grandes luttes que j'ai toujours vues dans le lointain. M. Thiers n'est plus un ministre ; il ne se possède plus lui-même : c'est un tribun, instrument de ruine, et bientôt lui-même ruine.

Il faudra combattre et peut-être mourir avec honneur et vertu : voilà l'avenir, je le crains. La coalition était un germe de mort. Deux misérables peuvent mettre le feu à assez de poudre pour faire sauter l'Europe.

Adieu. La Providence veille toujours et ne meurt pas : voilà l'espoir. Quant au choix il n'y en a pas.

J'espère que le printemps va vous fortifier. Quant à moi je suis mal presque toujours.

Mille amitiés. A revoir.

## DCXCVII

**A monsieur Dubois**

A Saint-Laurent, près Cluny.

Paris, 23 avril 1839.

Mon cher voisin,

J'ai eu ce matin une entrevue sérieuse au sujet de M. de *** avec le ministre. Il est difficile de le *sauver*. Entre nous, cependant, j'espère y avoir réussi. Sans vous il était perdu.

Je vous écris tout tremblant. Je descends de la tribune où je viens d'avoir une lutte corps à corps avec M. Guizot et avec mon propre parti (1). Il m'a fallu déchirer avec éclat l'étoffe des 221 qui acceptaient la honte du patronage et l'amnistie des doctrinaires. J'ai été couvert d'applaudissements et de colères.

Vous lirez cela bien mal dans les journaux. Je vous l'enverrai plus tard. Tout à vous.

## DCXCVIII

**A monsieur le comte de Virieu**

Paris, 12 mai 1839.

Mon cher ami,

Et d'abord je suis, comme toi, profondément triste et malade depuis trois mois. Je passe mon temps en migraine sur mon canapé : ainsi pas de meilleure humeur

(1) Interpellations ministérielles. Séance du 23 avril 1839. V. *La France parlementaire*, t. II, p. 187.

que toi. Est-ce que tu n'as pas reçu les *Recueillements poétiques*, que tu ne m'en dis rien? ou t'ont-ils semblé mauvais? Lis *La Cloche*, l'*Épître à Dumas*, les *Vers sur Julia*.

J'ai vu ton neveu, et je le recevrai en amour de toi et en mémoire de sa mère. Il paraît bien et bon. Ta sœur me ravit comme à Lemps : esprit, bonté, naïveté.

Je viens de passer une demi-semaine agitée et laborieuse : huit discours aux 221, et deux à la Chambre, sans compter que je vais ce matin parler aux bureaux. Je sens le progrès oratoire. Sur les huit il y a eu deux d'improvisations complètes et subites aux 221, avec l'ordre, exorde, péroraison, etc., qui m'ont confondu moi-même et vivement frappé mes auditeurs. Je te fais envoyer par Mâcon mon grand discours à la Chambre (1). Cela fait grand effet là et dans Paris. La séance n'a pas été reprise de trois quarts d'heure, c'est le thermomètre. Royer-Collard me disait hier : « Monsieur, respectez-vous ! Vous avez la plus belle parole du pays et la destinée la plus haute du gouvernement représentatif. Encore une fois, respectez-vous ! Votre passé poétique a été beau, mais je crois votre avenir politique aussi beau et plus utile. » Tu entends sa voix doctorale d'ici.

Quant au point de vue politique dont tu pars pour juger mon action actuelle et transitoire des 221, si j'écrivais à un ami *en Chine* sur la politique de l'empire des Yu, je ne me tromperais pas plus gros. Moi un ultra-monarchiste? Mais tu ne sais donc pas que toute mon action a été, ce que tout le monde sait, de séparer les indépendants et les honnêtes gens des 221 de ce qu'on appelle *cour*, et qui n'existe que très peu ou point, et d'arrêter leur symbole dans les termes plus libéraux de beaucoup que M. Barrot, pour la révocation des lois de septembre,

(1) Séance du 8 mai 1839. V. *La France parlementaire*, t. II, p. 201.

une réforme électorale, en un mot tout le républicanisme unitaire qu'on appelle monarchie représentative. Les journaux de Thiers et Guizot et les journaux de la cour falsifient tous les matins à plaisir ma situation et mes gestes, c'est leur rôle ; et, comme tu ne peux juger qu'à travers cela, tu parles dans les ténèbres. Mais les ténèbres n'existent pas ici parmi les hommes sérieux qui jugent la scène ; et ma petite puissance est devenue au contraire tellement immense que tous les partis, depuis M. Guizot qui me caresse malgré mes coups jusqu'à M. Barrot, font les derniers efforts pour me faire pencher vers eux, et dans le pays honnête et dans les royalistes honnêtes et non pessimistes j'ai une faveur qui va à l'adoration. Tout cela pour le quart d'heure, bien entendu.

Aucun rapport avec les Tuileries : je me borne à défendre ce qu'il y a et ce qu'il doit y avoir de royauté, pour sa moitié ou son tiers dans la constitution du pays, et je fais bien mieux que vous et vos hommes qui tuent leur principe et leur honnêteté au profit d'une misérable tactique qui ne leur produira que l'anarchie parlementaire et une révolution de bas étage. Non, là-dessus nous ne nous entendrons jamais. Une femme royaliste de beaucoup d'esprit me disait hier : « Si Bonaparte n'eût pas fait de la monarchie, Louis XVIII n'eût pas régné ! » Eh bien ! si vous faites du gâchis révolutionnaire, la république règnera, c'est indubitable, autant du moins qu'elle peut régner. Trois ans de rapines et de sang, les prenne qui osera sur sa responsabilité ! De la liberté, oui ! du gâchis révolutionnaire au nom de Henri V, jamais !

Adieu. Tu es dans le faux jusqu'au cou, je le crierai jusqu'à mon dernier jour, et j'en suis plus affligé que je ne le dis, car il est pénible à deux esprits qui gravitent depuis leur origine ensemble et vers le même but moral de ne pouvoir se prêter consolation intellectuelle et appui au milieu des luttes de la vie publique et d'employer à se

controverser l'un l'autre les forces énormes qu'ils se prêteraient contre leurs misérables ennemis communs. Eh! je marcherai seul, et vive la Providence! Salut donc et amitié quand même.

## DCXCIX

**A monsieur Ronot.**

Mâcon.

Paris, samedi.

Mon cher ami, j'ai obtenu pour 1,600 fr. deux ouvrages magnifiques, pour votre Académie, du gouvernement.

Ces jours-ci huit à dix heures à la Chambre et malade. Je ne puis rien, je m'occuperai de vous après la révolution ministérielle ; mais ce sera difficile.

Je viens d'avoir un tel succès que je n'en ai jamais *vu de semblable depuis* 1830. Vous connaissez le mot de Royer-Collard, il m'en a dit de plus beaux encore. Je ne suffis pas, embrassements, visites, lettres de mes collègues et du dehors. La coalition, de son côté, me couvre de colère et de boue.

Lisez-moi au *Moniteur*, mais encore là il n'y a que les mauvais deux tiers de mon improvisation furibonde.

De toutes parts on m'offre des ministères. Je veux absolument rester l'*humble député* des braves gens de village ; mais pas longtemps député de Mâcon : on s'y conduit aussi trop mal pour moi. J'aime mieux me retirer que de représenter des gens par force.

Je suis souffrant, au delà du terme, de fatigue et de rhume, voilà pourquoi je suis court, mais toujours bien affectionné.

## DCC

### A monsieur le comte de Virieu

A Fontaines.

Paris.

Ce n'était pas M. Isoard dont on m'avait parlé, mais pour Lyon un cardinal ne fait pas mal. J'ignore la valeur de l'homme.

Rien de nouveau. Tout est mort, et moi au grabat depuis vingt-sept jours avec des douleurs telles dans le genou que j'ai fondu de soixante livres. O rhumatisme aigu ! N'en prends jamais !

Je suis ici encore pour un bon mois afin de défendre les Enfants trouvés au ministère de l'intérieur, lors du budget.

Qu'as-tu toi-même ? est-ce fièvre ? est-ce rhumatisme? Heureux d'être à Fontaines ! Ici nous avons vingt-six degrés, cela vaut trente à la campagne. Adieu.

Je lirai M. Ardaillon, mais à présent rien.

## DCCI

### A monsieur le comte de Virieu

Paris, 6 juillet 1839.

Mon cher ami, ne m'écris plus ici qu'une fois, car j'espère partir le 20. Je n'attends que cinq minutes pour les Enfants trouvés qui me coûtent deux mois de mon temps et six mille francs de mon argent. La Chambre m'accordera-t-elle même les cinq minutes? Elle est bien fatiguée.

Je t'envoie ma discussion sur l'Orient, le *discours et la*

*réplique à Barrot* (1). L'un et l'autre surtout ont fait une impression telle que je n'en ai jamais vu, même aux plus grands jours de Berryer.

Je ne suffis pas aux serrements de main de la Chambre entière, depuis trois jours. Le mot général est que de *dix ans*, et peut-être de *quarante ans*, la tribune n'a pas vu mieux. La gauche en cela dit comme la droite et le centre. Tu vois que même à quarante ans, toi et moi, nous pouvons, si nous voulons, parvenir par du travail à égaler, non, mais à atteindre de temps en temps ces *fortunés avocats*. Je suis, depuis quinze mois, en veine et réellement l'enfant gâté de l'auditoire. Les journaux ont beau crier : *Tuons-le!* ils ne tuent rien, et je marche encore, mais je marche mal au physique.

Dis-moi ton avis, non sur les opinions de ces deux morceaux, mais sur la forme et la parole, et dis-le sévèrement. Cela me profite. Tu sais que je reconnais sa grande valeur à la critique sérieuse et surtout à la tienne, et j'étudie encore cinq ou six ans. Quant au mérite, j'irai plus haut ; quant à l'effet, non, c'est impossible. Les journaux, mes ennemis les plus acharnés, le *Siècle* lui-même, disent *magie*, *enchaînement*, *une Chambre haletante aux pieds de la tribune*, et Barrot lui-même a traversé la salle pour venir me serrer avec transport la main. Je regrette vivement que tu n'aies pas été là.

Aujourd'hui je vais parler encore, mais très certainement *hué*. Je m'y dévoue, le sachant d'avance, par amour d'une vérité : les grandes lignes de chemins de fer à l'*État*, à l'*État seul* (2). Je vais me faire jeter de la boue et de la honte sciemment et déchoir de mon haut rang pour un mois. *Vitam impendere vero*.

(1) Sur les Affaires d'Orient. Séance du 1er juillet 1839. V. *La France parlementaire*, t. II, p. 215 et suiv.

(2) Discours sur le chemin de fer de Paris à la mer. Séance du 6 juillet 1839. V. *La France parlementaire*, t. II, p. 235.

Après cela je ne dirai plus un mot jusqu'aux Enfants trouvés. M. Royer-Collard me répète sans cesse son mot : *Respectez-vous, respectez-vous!* paraissez rarement, vous êtes *doué !*

Adieu. J'irai certainement te voir après mon arrivée à Mâcon.

Mille tendres et respectueux compliments à ta femme et aux enfants.

## DCCII

### A monsieur le comte de Virieu

Fontaines.

Paris, 17 juillet 1839.

J'ai vu, mon cher ami, ton protégé. Nous n'avons rien obtenu. Les Fulchiron triomphent toujours des Virieu et des Lamartine. Cependant j'écris encore au ministre ce matin.

Je pars cette nuit pour Monceau, j'y serai le 6, et je ne bougerai pas de là ou de Saint-Point. Viens-y donc, si tu as plus de liberté que moi, ou bien j'irai à Fontaines. Je ne compte rien faire du tout que baguenauder ces six mois, j'ai assez travaillé depuis huit. J'ai parlé quarante-quatre fois dans l'intérieur des travaux de la Chambre et dix-huit fois en grand à la tribune. Avant-hier la Chambre a été vaincue par moi, à peu près, dans les Enfants trouvés (1). J'ai combattu contre Dupin lui-même avec un succès d'improvisation dont le *Moniteur* ne donne ni l'idée ni le texte. Aussi, à te dire vrai, depuis que je suis à Paris, je n'ai pas vu une sympathie si chaude et si nom-

(1) Séance du 15 juillet 1839. V. *La France parlementaire*, t. II, p. 243.

breuse, quoique non unanime, se manifester pour un homme dans un corps politique. Je n'aurais qu'à dire *oui* pour être chef de deux cents voix ; mais je suis en secret chef de leur conscience.

J'ai, d'un autre côté, l'insuccès le plus éclatant et le plus général que puisse ambitionner un mauvais poète. Je m'attendais à la chute et à la colère, mais pas à autant d'injures et de coups de pierres que j'en reçois des presses combinées. C'est un roulement d'insultes et de mépris que j'ai rarement vu plus complet. Cela n'est pas totalement mérité, et, sous quelques rapports, pas du tout. *Impavidum ferient.* Dans dix-huit mois ce sera la réaction, comme pour le *Voyage en Orient*, écrasé deux ans, et auquel les presses ne suffisent plus en ce moment. J'ai aussi des vengeurs nombreux.

Ta dernière lettre politique me frappe encore. C'est une des choses les plus profondes et les plus claires que tu aies jamais prononcées. Nous en causerons à fond à Monceau. Tu verras que je ne me suis nullement lancé en étourdi dans l'isolement politique très savamment combiné par moi en 1830, et que cet isolement des passions et sottises du pays pendant dix ans est l'indispensable préliminaire à toute force pour les dix années suivantes. Cela se voit, se sent, et s'applaudit unanimement à présent, par tout ce qui a repris du sang-froid et conservé ici-bas du sens. Demande à MM. de Chateaubriand, Mounier, Noailles, Brézé, Neuville et compagnie ; c'est le cri de Paris, malgré les grandes colères des journaux royalistes contre moi. Tu ne te fais pas d'idée des injures qu'ils me disent depuis deux mois. Je ne les en aime que mieux. J'ai le bonheur de n'avoir point de colère d'opinion, cela donne lumière et patience, les deux forces du champ de bataille. Mais le papier finit. Adieu.

## DCCIII

### A monsieur le comte de Virieu

Saint-Point, 4 août 1839.

Mon cher ami, voilà ta lettre de Toulouse, et j'y réponds. Non, je ne vais pas aux Pyrénées malgré l'extrême besoin que j'en aurais. Je suis aux derniers expédients pour servir, mois par mois, mes charges financières. Je n'ai plus un sou, et je ne puis bouger. Il faut donc rester à Saint-Point, heureux encore si l'on ne vient pas m'y tracasser. Quant à toi, puisque tu es si près, tu serais bien coupable envers toi-même de n'y pas aller : tu sais ce que c'est que de respirer l'air nouveau et tiède de l'autre côté des Alpes ; les Pyrénées sont plus balsamiques. Vas-y donc, et retrempe-toi, ta femme, tes enfants, dans ces flots de vie qui roulent autour des grands poêles naturels que Dieu a bâtis en Italie, en Syrie et aux Pyrénées. Tu as deux mois devant toi, et tu n'as pas mes soucis.

Je suis seul à Saint-Point qui ressemble assez ces jours-ci aux Pyrénées. J'y passe le temps à lire, à écrire une tragédie moderne qui me ravit et à errer à cheval sous les châtaigniers. Mais je suis souffrant, mécontent, obéré, inquiet, et je ne prends le temps bon que goutte à goutte avec défiance.

Merci de tes leçons oratoires. Je les sens bonnes et vraies, comme jadis les leçons poétiques. L'oratoire est plus appris que la poésie, qui ne dépend que d'elle-même. La tribune veut un auditoire, et c'est la nécessité de convenir à cet auditoire qui rend l'éloquence relative et transitoire. L'heure et la disposition d'esprit passées, il n'y a plus d'orateur : c'est pourquoi c'est inférieur au fond.

Cela n'est ni universel ni éternel, les deux conditions du vrai beau. Dans mes cinq ans j'ai fait des progrès, je commence à les constater, plusieurs même des plus connaisseurs me mettent hardiment au premier rang dès aujourd'hui. Cependant je sens en moi une puissance *triple* et *quadruple* de celle qu'il m'est donné de manifester en dehors. Le style vient bien, et souvent bien supérieur à ce que tu lis de moi dans les journaux, c'est quand l'auditoire est animé de la même inspiration que moi, comme aux 221 ou ailleurs. Là, tout le monde avoue que je dépasse beaucoup la tribune. Mais il ne faut pas se dissimuler deux choses : 1° que, physiquement, le métier est tuant, témoin tous les orateurs sérieux qui ne parlent que rarement et sont malades avant et après ; 2° que mon rôle à moi est le plus ingrat de tous parce que je ne veux d'aucun des partis existants et que j'en construis un à moi tout seul, m'appuyant tantôt sur un instinct ici, tantôt sur une vérité là, mais n'étant l'homme de personne. Malgré cela je marche immensément dans le pays, et je m'enfonce dans le sol rebelle et dur de la Chambre. Ainsi sous ce rapport je ne me plains pas. Je déplore seulement d'être seul. Je n'ai que des admirateurs sympathiques par moment, mais point ou peu de parti lié. Pourquoi ne viens-tu pas ?

Mon symbole de révolution de 1789 éclairée et vivifiée par l'expérience de cinquante ans s'expliquerait mieux que tu ne crois avec toi. Me vois-tu flatter la démocratie envieuse, irréligieuse, tracassière et destructive ? Non, jamais personne ne lui dit plus sévèrement qu'elle est impuissante et honteuse, à moins qu'elle ne se fasse hiérarchie et ordre ; personne ne place son principe plus haut dans le ciel, au lieu de le laisser traîner dans la boue et dans le sang de ses anarchies ; personne ne lui répète davantage qu'elle n'est respectable qu'à la condition d'être morale et religieuse dans ses instincts. Je suis

brouillé avec tous ses organes à cause de cela. Tu n'es pas un aristocrate autrement que de bons sentiments et d'intelligence, que suis-je autre chose? Qu'est-ce donc qui nous diviserait? Rien, car tu veux aussi la liberté religieuse absolue. De tout cela je conclus qu'il faut te baigner aux eaux des Pyrénées et revenir te faire élire dans un an en Dauphiné. Je te rendrai les leçons que tu me donnes, et, au bout de cinq ans, tu parleras mieux que nous. Ne te rabats pas sur l'âge. L'âge politique est de cinquante à soixante-dix; et même plus l'homme politique vieillit aux affaires, plus il acquiert d'autorité naturelle. C'est Dieu qui a fait cette loi. Tu as vingt ans devant toi.

Adieu. Voilà un long bavardage, rends-le-moi. Tout le reste m'ennuie. Mille respectueux sentiments à madame de Virieu.

## DCCIV

### A monsieur Émile de Girardin

11 septembre 1839.

J'ai oublié, mon cher Girardin, de vous envoyer ces deux petits discours. Celui pour l'agriculture (1) est seul bon et pourrait être cité; l'autre (2) est pour madame de Girardin.

Rien de nouveau. Je vous attends si vous vous décidez à venir nous voir. Mais si c'est pour travailler à la *Presse* autrement que par mes vœux pour son succès, non.

Je persiste à penser sérieusement à la retraite de la Chambre.

(1) Discours prononcé à la séance publique de la Société d'agriculture de Mâcon (1er septembre 1839). V. *La France parlementaire*, t. II, p 266.

(2) Discours prononcé à la distribution des prix du collège de Mâcon (28 août 1839). V. *La France parlementaire*, t. II, p. 261.

Mille amitiés et respectueuse affection à madame de Girardin.

## DCCV

### A monsieur Émile de Girardin

Mâcon, 20 septembre 1839.

Je vous attends un peu tous les jours. Dites-moi si vous viendrez ou non. Pagès m'écrit de Toulouse que M. de Montglave lui dit que vous voulez partir pour la Russie, pour plusieurs années, et remettre la direction de la *Presse* entre des mains étrangères pendant cette absence; que vous voudriez surtout la remettre avec direction et indépendance absolues. Vous ne m'aviez rien dit de tout cela. J'approuve beaucoup quelques années d'expatriation : on ne connaît pas le monde quand on ne l'a vu que d'un point de vue. Vous reviendrez plus fort de tout le temps et de toute la distance que vous aurez mis entre vous et nous. J'irais moi-même aux Indes orientales demain si je pouvais. Je suis triste et ennuyé de l'impuissance bavarde de ce pays-ci.

Quant à vous affermer la *Presse* pendant cinq ou six ans avec de bonnes conditions, je ne dis pas non. Mais cela ne pourrait être néanmoins que si un capitaliste, banquier, exploitateur quelconque, faisait simultanément le marché matériel et se chargeait de toute la partie argent et abonnés. Je pourrais, dans ce cas, me charger exclusivement de la direction morale et politique en m'associant Carné, Pagès, etc., mais une souveraineté absolue sur la rédaction.

J'ai voulu vous dire cela pour le cas où les *on dit* de Pagès seraient vrais.

Je suis occupé de mes affaires de fortune et des moyens

de tenir encore à la politique pendant quelque temps. Mais ce n'est pas aisé. Cependant avant six semaines je ne désespère pas tout à fait encore de conclure un emprunt pour me faire vivre. Je m'adresse à mon vin, puisque les libraires ne peuvent que tuer leurs hommes en ce temps-ci.

J'arrive de Lyon, de Genève. Me voici en pleines vendanges pour un mois, et sans bouger d'ici.

Adieu et amitiés.

Si un nom poétique pouvait être décemment encadré dans des phrases d'affaires et de politique, je vous dirais de me rappeler à madame de Girardin. Si elle va en Crimée, nous perdons ce que nous avons de mieux ici, et nous attendrons le courrier d'Odessa comme nous attendons *celui de Paris*.

## DCCVI

### A monsieur le comte Léon de Pierreclos

Pau.

Monceau, 20 septembre 1839.

Mon cher Léon,

J'apprends avec bien du plaisir que les eaux vous ont été salutaires, et avec plus de plaisir que vous vous décidez à passer l'hiver et une partie de l'année à Pau. Vous serez tout porté pour la seconde saison qui complète les cures. Vous avez Alix — votre enfant sera soigné comme par vous-même — le plus beau pays et le premier ciel du monde. Ne vous inquiétez donc de rien, et jouissez en paix du repos et du bon air. Votre carrière n'en souffrira pas. J'aurai soin qu'on vous tienne compte de ce temps perdu comme d'un temps employé. Tout le monde ici

en comprend la nécessité. Paris n'est jamais plus sévère que la localité. Si même vous pensiez qu'un changement de carrière vous fût commandé par les ménagements de voix et de poitrine, je ferais les démarches pour une sous-préfecture au Midi cet hiver. Voyez et réfléchissez, et surtout ne vous tourmentez pas de l'absence. Votre tribunal et votre procureur du roi sont admirables pour vous.

Tout va fort bien ici et suit le train-train accoutumé des choses et des personnes. Nous sommes en pleines vendanges, de ce matin. Elles paraissent assez bonnes. Je suis fort accablé d'affaires embarrassées, et je délibère sur ma démission de la Chambre ; mais je crois pouvoir tenir bon encore quelques mois de cette année et remettre toute décision à 1840. Cela me permettra de vous servir, s'il y a lieu encore, plus d'un an. Je vends des chevaux, je renvoie cuisiniers et grooms, je me mets à la réforme par tous les étages, et je tâche de faire beaucoup de vins. Mais, hélas ! tout cela ressemble un peu à l'enfant qui puise de l'eau avec le creux de sa main pour empêcher un navire qui fait eau d'aller à fond. Je vais me remettre aussi à ma tragédie interrompue au troisième acte, et j'espère la terminer avant Paris. Mais voilà mademoiselle Rachel condamnée au silence quand je veux la faire parler.

Nous n'avons pas M. de Champeaux avec nous, et je ne désire personne. Le coin du feu et un coin au soleil me suffiraient cette année. Si j'étais libre, j'irais à Pau. Peut-être irons-nous au mois de mai prendre les eaux en compagnie.

Je puis avoir des relations à Pau par la Chambre, voulez-vous des lettres ? Indiquez-moi quelles sont les maisons ? Avez-vous besoin des Etchegoyen ? un des leurs est de mes amis et m'avait offert hospitalité et maison dans vos voisinages.

Adieu, mon cher Léon, faites nos amitiés à votre femme, et comptez sur toutes les nôtres.

## DCCVII

### A monsieur le comte de Virieu

Monceau, 29 septembre 1839.

Mon cher ami, je reçois ta lettre tardive de Bordeaux. L'essentiel est que tu reviennes, et assez bien portant. J'admire et j'envie ton beau voyage, les Pyrénées, la vallée d'Andorre, les oliviers, les figuiers dans les vignes, et l'esprit que tu as eu d'emmener là ton spirituel et énergique voisin, M. Cardon. Seulement je croyais que ta femme et tes enfants y étaient aussi. Sans cela j'aurais été les voir l'autre jour en faisant une course d'affaires à Lyon. J'irai avec un double plaisir quand tu me diras : J'y suis.

En ce moment je suis à Monceau et à Milly alternativement, heure par heure, à suivre mes vendanges qui sont mon pain et mon vin tout à la fois, à cheval avec le jour et à cheval avec la nuit, véritablement accablé d'affaires personnelles. Ma fortune a reçu de graves échecs, elle en est où était la tienne il y a quelques années : tes capitaux engouffrés dans les mines du Rhône, et les miens ensevelis dans les ceps du Mâconnais. Je suis à présent dans ce défilé étroit où je devais me trouver si mes charges de famille, acceptées pour en garder les terres, se prolongeaient au delà des calculs ordinaires de la vitalité humaine. Je donne quarante mille livres de rentes viagères ou non sur des terres qui les rendent à peu près ; avec cela il faut vivre de la vie d'homme public dans Paris, chose écrasante aujourd'hui. Les intérêts des dettes reviennent avec chaque mois, il faut être prêt et faire face de tous côtés. Les ressources littéraires sont taries, au-

cun libraire de Paris ne donnerait cent mille francs au génie collectif de l'époque. On possède pour huit ans encore mes œuvres passées. La Belgique escompte au rabais notre travail et notre gloire. Je ne puis vendre des terres parce qu'elles sont toutes engagées. Le quart d'heure est difficile. Un grand emprunt pourrait seul me soutenir sur l'eau pendant ces huit ans, je le rembourserais aisément alors, soit sur un héritage probable, soit sur la possession et la revente de mes quatorze volumes échéant à cette époque. Mais je trouve difficilement ou point à emprunter. Il s'en suit que je songe à donner ma démission de la Chambre, à mon grand regret. Je crois sérieusement que je ne repartirai pas pour Paris, ou que je ne repartirai que pour aller vendre mes meubles et louer mon appartement. Si c'est la nécessité, c'est la voix de Dieu : il faudra se résigner et nager ici de mon mieux dans le vin et dans la boue de Saint-Point. Peut-être ainsi pourrai-je m'en tirer.

La politique ne serait pour rien dans ma retraite, car on m'offre la pairie, et je la refuse. Je n'en sortirais que contraint et forcé, faute de pain et de feu à Paris. Un mandat du gouvernement? je n'en veux pas.

Veux-tu savoir pourquoi nous ne nous entendons pas en politique dans la région inférieure des applications et du temps? c'est que par ton état tu vis dans l'idéal, et que par le mien je vis dans les faits. Les idées sont toujours d'accord dans deux têtes bien faites, mais l'application de ces idées crée les dissentiments aussitôt qu'on veut les faire toucher à la terre. Le droit comme base de toute société, qui est-ce qui le conteste? Mais où est le droit dans l'année 1839? est-ce dans un petit pays ingouvernable, appelé la France? Là commence la dispute. Tu dis qu'il est dans le passé, moi je dis qu'il est dans l'avenir. Tu le vois sacré et incorporé à jamais dans une famille que j'aime, que je respecte ; mais moi je dis qu'il

est dans l'impérissable famille du genre humain et dans la conformité du gouvernement aux intérêts moraux et matériels de l'époque et du peuple. Tu dis : Je voudrais bien concilier ces deux droits ; je dis comme toi, mais concilier ces deux droits n'est pas le fait d'un vain désir, c'est le fait d'une laborieuse intervention dans les affaires et dans les opinions de son temps et de son pays. Les faits politiques, les possibilités, les circonstances, les sympathies, les répulsions, les préjugés d'une nation sont des éléments de conduite politique, qu'on ne peut nier ni écarter à moins d'être purement un philosophe spéculatif ne tenant compte que des idées. C'est ce que tu es, il me semble, depuis dix ans. Tu te ranges de côté et tu dis : Ceci ne me convient pas. Moi je me jette dans la mêlée faite par la Providence, et je dis: Combattons pour le mieux possible dans un état de choses donné et que toutes les négations du monde n'empêcheront pas d'être. Une nation ne vit pas d'une idée bonne ou mauvaise, d'un gémissement ou d'un regret, elle vit de la coopération vertueuse de tous ses enfants, dans tous les temps, à ce qui est nécessaire à son existence. Tu es malade? tu ne te tues pas, tu ne commandes pas à ton sang de cesser de circuler : tu continues à respirer, à te nourrir, à t'exercer; et tu fais bien, car autrement tu serais *suicide* par amour platonique pour un état de santé théorique. C'est ce que sont tes amis relativement à la santé morale et politique de leur pays. Là-dessus nous différons eux et moi de tout le *bon sens* que Dieu a mis dans mon organisation.

Adieu et à revoir.

## DCCVIII

### A monsieur Martin Doisy

Septembre 1839.

Monsieur,

Vous ne vous tromperez jamais en pressentant un ressentiment de joie et d'amitié là où vous aurez fait retentir un succès. J'avais lu votre nom dans la commission, et je m'étais félicité comme je me féliciterai de tout ce qui vous mettra en évidence. Il y a des esprits qui n'ont besoin que d'être placés haut pour briller de leur vraie lumière; l'air méphitique des bas-fonds éteint au moral comme au physique. Que d'intelligences et de forces qui meurent faute d'atmosphère! Hélas! je sens que j'en suis une, quoique vous en disiez; je sens des forces intérieures que je ne puis exercer. Il faut ce que les anciens appelaient la fortune d'un homme, l'homme ne suffit pas.

J'ai lu l'article, et j'en ai même remercié l'auteur, sauf restriction. Vous savez que je ne suis pas difficile, quoique vos magnifiques commentaires de *Jocelyn* m'eussent donné le droit de le devenir. On a toujours assez d'amour-propre.

Je n'écris rien que quelques scènes de drame. Je vois que mademoiselle Rachel tombe malade, et je m'arrête.

Je suis occupé d'ennuyeuses affaires d'intérêt. Gravement atteint dans ma fortune, peut-être serai-je contraint de quitter la Chambre. J'en gémirai, mais je me résignerai : il ne faut jamais perdre de temps et de force à lutter avec les forces fatales et supérieures. Il faut dire comme les Turcs : Dieu le veut! et penser à autre chose. Pour la poésie, ce n'est pas l'année pour moi. Si je me retire forcément de la politique, à mon grand désespoir, ce n'est

pas même de la poésie que je ferai, mais de la philosophie religieuse.

Je ne partage pas votre sentiment sur les religions d'accommodement et de circonstance. Je crois qu'il ne faut rien frapper de ce qui est dans le cœur d'autrui, mais qu'il faut confesser ce qui est dans le nôtre. L'homme est une petite vérité vivante et relative, il faut qu'il dise qui il est.

Adieu, monsieur. Je vous remercie de cette aimable distraction, et je rentre parmi mes vendangeurs en reprenant mes sabots, comme Machiavel à San Miniato, sauf respect.

## DCCIX

### A monsieur Guichard de Bienassis

Au château de Bienassis.

Monceau, 8 octobre 1839.

Mon cher ami,

Nous t'attendons vainement depuis un mois, car c'est le temps où les amis et les hirondelles voyagent. Les tours de Saint-Point ont un nid pour toi comme pour elles, et tu réjouirais le cœur de ceux qui les habitent. Ne viendras-tu donc pas cette année? As-tu quelque embarras domestique ou quelque chagrin qui te retienne cloué à Bienassis? Dis-le-moi.

J'ai été à Lyon, il y a huit jours, avec la ferme intention de pousser jusqu'à Crémieu. Une journée de pluie épouvantable, la seule dont j'avais à disposer, m'a retenu à l'auberge de Lyon. J'ai tant d'affaires publiques et personnelles que j'ai été obligé de revenir bien vite sans avoir accompli l'objet de mon pèlerinage. Toi qui es plus libre, dédommage-nous.

Je serai encore ici, Monceau ou Saint-Point, très longtemps, et peut-être toujours, car j'ai eu des revers, et j'éprouve des gênes de fortune telles que je suis à hésiter si je ne me retirerai pas de la vie publique. En ce moment il me serait de toute impossibilité même d'aller passer trois mois à Paris. Je me remue pour arranger tout cela; mais, si je ne réussis pas, mon parti est pris, je me retire. Il n'y a rien à dire contre l'impossible, c'est la voix de Dieu. Il m'en coûtera beaucoup.

Monceau et Saint-Point sont encore charmants à cette époque de l'année. Ton lit est fait dans l'un et dans l'autre. Nous passons la vie à courir à cheval depuis le matin jusqu'au soir pour suivre mes affaires et mes vendanges; le soir, un coin de feu, des journaux vides et des lectures plus substantielles. Nous n'avons personne ou rarement du monde. Cependant je finis ma courte épître pour aller recevoir dix-huit électeurs qui dînent chez moi aujourd'hui.

Adieu. Un mot. Rappelle-moi à la mémoire de ta mère si elle a gardé le nom d'un enfant où les souvenirs de Bienassis ont grandi et vieilli sans s'obscurcir et sans perdre de leur fraîcheur et de leurs charmes. Dis à ta charmante femme combien je désirerais enfin lui être présenté par la main d'un ami comme toi. J'espère que ce jour viendra, surtout si je recouvre un peu de liberté de mouvement. Il y aura bien de mon loisir pour Bienassis, car il y a beaucoup de mon cœur. Adieu encore, et pense à nous.

## DCCX

### A monsieur Émile de Girardin

Monceau, 20 novembre 1839.

Mon cher ami, je ne suis ni *gravement malade ni mort*,

mais c'est tout comme. Ainsi cela ne vaut guère la peine d'être démenti. Le fait est que je suis depuis six mois possédé d'une névralgie de la tête qui me rend semblable à ceux qui ne sont plus ; par-dessus cela, accablé de difficultés et d'affaires dont je ne vois pas une bonne solution. Je n'ai pas pu réaliser en entier l'emprunt nécessaire au rétablissement de mes affaires. Je n'ai trouvé que peu et mal. Cependant j'essayerai d'aller encore à la Chambre un an, si la névralgie s'atténue. A présent je ne serais capable de rien, pas même d'assister aux débats.

Je vous ai fait envoyer l'autre jour un article d'un journal obscur (1), que j'ai inspiré et dicté en me promenant avec le rédacteur à Saint-Point. Qu'en pensez-vous ?

Je ne sais rien. Je lis à peine. Je ne puis lire tout un journal ni écrire plus de dix lignes, et quelles lignes !

Adieu et merci de votre bon intérêt. Ma femme y est bien sensible. J'ai voulu répondre moi-même pour vous mieux rassurer. Cependant si vous apprenez que je suis mort, un jour, ne soyez pas trop surpris, et surtout ne vous affligez pas pour moi : la vie est trop bête pour des hommes de sens. Et la politique, qu'en dites-vous ? Je ne vois plus la *Presse*. Abonnez-moi donc, et je vous porterai mon denier à Paris. Je ne sais à qui m'adresser ici.

Tout à vous.

Mille affectueux souvenirs et regrets à madame de Girardin. Je lis *Hortense Mancini*, j'en suis très content : mais il me faut un jour pour dix pages.

(1) *De la Reconstitution des* 221 (premier article, 16 novembre 1839, inséré dans le *Journal de Saône-et-Loire*). V. *La France parlementaire*, t. II, p. 271.

## DCCXI

### A monsieur Émile de Girardin

Mâcon, 30 novembre.

Mon cher Émile,

L'auteur du premier article sur les 221 dans le *Journal de Saône-et-Loire* vient d'en faire un second (1) et en fera un troisième dans peu de jours sur la même question. Il vous prie de le reproduire en entier aussitôt qu'il vous arrivera et vous remercie bien vivement de la publicité que vous avez donnée à ce document qui retentit bien loin. Il espère que ses conclusions, à la portée des esprits élevés, seront approuvées par vos amis.

Tout à vous.

On vous l'enverra en épreuve de manière à ce qu'il vous arrive mercredi soir à Paris. Gardez place dans la *Presse* de jeudi.

## DCCXII

### A monsieur Émile de Girardin

Mâcon, 3 décembre 1839.

Mon cher Girardin,

L'auteur des articles du *Journal de Saône-et-Loire* vous a envoyé le second, il vous enverra le troisième (2) vendredi 6, de manière à ce que vous puissiez lui donner place lundi dans vos colonnes.

(1) *De la Reconstitution des* 221 (deuxième article, 4 décembre 1839). V. *La France parlementaire*, t. II, p. 280.

(2) *De la Reconstitution des* 221 (troisième article, 7 décembre 1839). V. *La France parlementaire*, t. II, p. 287.

Il est hardi, et je le trouve plus fort de vues que les précédents. Osez l'insérer malgré les 221. Rapportez-vous-en à ce qu'ils en diront plus tard.

Celui-ci sera le dernier, et l'auteur vous remercie de la brillante hospitalité donnée par vous à ses pensées.

## DCCXIII

### A monsieur le marquis de la Grange

Député.

Château de Monceau, 5 décembre 1839.

Mon cher ami,

Merci du bon souvenir : il n'y a pas une de vos lignes qui ne soit comme dictée par ma propre pensée. Nous avons le même sensorium, par conséquent la même impression sur les choses.

Je ne puis ni écrire, ni arriver, ni savoir au juste quand je pourrai partir. Je suis malade, depuis six mois, d'une gastralgie nerveuse sur l'estomac, la tête anéantie, perclus de la pensée et de l'action ; de plus ruiné à ne pas avoir de quoi faire le voyage et vivre là-bas. J'espère encore que tout cela s'arrangera avant la session, que le rhumatisme s'adoucira, que nos vins se vendront, que les prêteurs me prêteront, et que je vous verrai le 22 décembre ou le 1er janvier. Mais Dieu est le maître ! En mon absence voyez et agglomérez nos amis, c'est le moment de faire corps ou nous serons foulés aux pieds par tout le monde dans la poussière générale. Écrivez dans ce sens dans quelques journaux. Les 221, les 221, les 221 debout, et en observation ! Peu importent cent défections, elles reviendront, soyez-en sûr.

Voici mon deuxième article, anonyme toujours. Je ne

veux pas passer officiellement pour faire du journalisme, mais qu'on me devine, cela m'est égal. Lundi, je vous enverrai le troisième et dernier article. Au nom du ciel, tâchez de le faire insérer en entier dans un journal quelconque.

Oubliez vos travaux littéraires, et venez au secours du pays. La patrie est en danger : les honnêtes gens en permanence !

Moi, je ne peux rien que servir en volontaire dévoué dans le régiment. Je vous dirai pourquoi. Prenez la présidence des 221, ou place au bureau importante. Arrivez vite à Paris, commencez à vous réunir, ne fût-ce que cinq à six, et nous irons vous grossir. Donnez ma parole qu'aussitôt arrivé, je me réunis à vous.

Bonsoir. Ma force ne va pas au delà de dix lignes, mais je dicte tant qu'on veut : en trois heures j'ai dicté ces trois articles. A revoir.

## DCCXIV

### A monsieur Dubois

A Saint-Laurent, près Cluny.

Paris, 28 décembre 1839.

Mon cher voisin et ami,

...Rien de nouveau ici que la lâcheté et la corruption générale. Je voulais au moins reconstituer quelque chose de stable et d'indépendant dans la Chambre, un petit caillou au milieu de ce lac de terre et d'eau. Grand retentissement, grand applaudissement dehors, mais ceux-là mêmes que je voulais dignifier et sauver conspirent les premiers contre moi : les 221, M. Molé, plus haut, plus bas, partout, conjurent contre leur réunion. Il n'y a rien

à faire d'un pays sans caractère civil. Il faut être patient comme le bon Dieu, si l'on veut espérer quelque chose pour la vraie liberté.

Quant à mon ambition, j'en ris ici comme à Saint-Point. Je serais bien fâché que le pouvoir me vînt avec de tels instruments, qu'en ferais-je ? Je n'en ai qu'une seule, c'est de me tenir à l'écart de tout pouvoir dans un temps où on ne peut l'emprunter qu'à des complaisances honteuses et l'employer qu'à des nullités. Si jamais je le désire, c'est quand il y aura un grand usage à en faire. Mais quand ?...

Adieu et amitié.

# ANNÉE 1840

## DCCXV

### A monsieur le comte de Virieu

Lyon.

Paris, 13 janvier 1840.

Je viens de lire tes douze pages. Merci. Ma foi! cette fois-ci tu dis d'or. Tu n'as jamais parlé si juste et si profond dans le sens réel des choses. Ton opinion sur le fond de la question, c'est-à-dire sur la marche logique des événements, est vraie. Les choses mauvaises portent en elles leur conséquence, voilà ta pensée : rectifier le plus possible ces mauvaises conséquences, c'est l'œuvre des hommes de bien, voilà la mienne : elles s'associent à merveille.

Quant à ta tactique, les faits étant admis, et à ton coup d'œil sur la situation parlementaire immédiate et le rôle latéral que je veux y prendre, nous sommes cent fois plus d'accord que tu ne le crois. Tiens, prends et lis, voilà mon troisième article aux Corinthiens (1). Tu y verras poindre ta pensée autant que je puis la dire. Elle a fait un effet énorme et un grand ravage ici. Crois-tu que je pense aux 221? Ah! pas le moins du monde. J'y prends un point d'appui et un point de départ, voilà tout, c'est le rivage sur lequel on met le pied pour pousser le navire au courant. Ils n'ont en masse ni vues, ni courage d'esprit, ni indépendance suffisante, bien que parmi eux il y ait beaucoup

(1) *De la Reconstitution des* 221.

de tout cela et beaucoup de probité et de vertu, probité surtout.

Tout est confusion dans la Chambre maintenant, et nous n'en sommes plus là. Le roi et ses aboutissants ont peur d'une majorité spontanée et indépendante et me décomposent ce corps d'armée à qui mieux mieux. M. Molé lui-même, qui sort d'ici il y a un quart d'heure, n'est rien moins que bien. M. Guizot cabale. M. Thiers se repent et a eu une entrevue secrète avec moi, chez moi, un soir (ceci pour toi seul). Rien ne serait si aisé que de faire un gouvernement un peu propre de trois ans. Cela ne se fera pas. Pour moi personnellement tu connais ma pensée : *on ne doit jamais être ministre sans une absolue nécessité de son pays.*

Si jamais, dans un avenir inconnu, je le suis, ce ne sera qu'à cette condition trois fois constatée. Il n'y a honneur que là, et il n'y a *force d'action* que là. Sans cela à quoi sert d'être ministre? MM. Sauzet, Salvandy, Dufaure, Cunin, Teste, ne le sont-ils pas?

Tiens, voilà aussi une assez bonne *improvisation* de moi, faite hier à mon corps défendant, sur l'Orient (1). La Chambre, qui abomine ma pensée énergique sur ce sujet, m'a écouté avec répugnance, mais enfin m'a écouté par force de fermeté, d'élocution et de volonté, jusqu'au bout. Maintenant elle est très en colère contre moi. Mais cela passe, et, en gardant le silence longtemps, ce qui convient aux névralgies, sa sympathie revient. Elle m'aime quand je m'abaisse, et me prend en grippe et en colère quand je monte. La moyenne n'est pas haute. Je vais remarcher seul quelques mois.

Rien de neuf au reste. Je tâche de conclure un emprunt qui me fasse nager huit ans ici. Dans huit ans, de deux choses l'une : ou j'aurai hérité et vendu mes œuvres pour

(1) Sur la question d'Orient. Séance du 11 janvier 1840. V. *La France parlementaire*, t. II, p. 294.

5 ou 600,000 fr. en tout, ou je vendrai Monceau 800,000 fr., et je serai des deux façons debout encore.

Quant à toi, je ne comprends pas ta situation. Il faut nous voir pour en causer et nous consulter. Adieu, je vais un peu moins mal, mais bien mal encore depuis les froids, et mon âme est aussi triste que mon corps est malade. Prions Dieu et attendons de lui! Adieu encore.

## DCCXVI

**A monsieur Ronot,**

Avoué à Mâcon.

Paris, 3 février 1840.

Mon cher ami, il n'y a plus ni Chambre ni hommes, tout est en poussière; qu'en sortira-t-il? Dieu le sait! mais rien de longtemps. Les systèmes vieillissent comme les hommes : le nôtre s'use, et moi-même je m'en décourage un peu. Il y a longtemps que je vous le dis, cela ne vaut rien pour agir, et l'action est la vie des peuples. Honte aux siècles critiques!

Oui je combats seul et ferme votre ennemi, le garde des sceaux. Il a dit qu'il se retirerait devant ce discours, si la Chambre ne lui en faisait réparation. Or c'est demain que nous vidons face à face le différend devant la commission des crédits supplémentaires. Je parlerai plus haut encore. L'amitié m'inspire. Adieu.

Je n'ai pu le servir, je voudrais le venger.

## DCCXVII

### A monsieur Émile de Girardin

8 février 1840.

Voulez-vous, mon cher ami, me garder une bonne colonne, mardi ou mercredi, dans la *Presse*, pour un *speech* qu'on me prie de faire à la réunion des abolitionnistes anglais, français et américains, dans un banquet qui leur est offert (1) ?

Je viens d'en faire le canevas. Je vous l'enverrai. Cela est tout à fait conservateur et en harmonie avec les colons sensés. Leur propriété et leur indemnité sont reconnues. Cela ne jure donc pas avec votre journal.

Tout à vous.

## DCCXVIII

### A monsieur de Champvans

A Mâcon.

Paris, février 1840.

L'idée est bonne, voici le mot. Je vous demande pardon pour la brièveté, je suis très malade toujours.

Vos articles m'ont ravi. Ils sont habiles, fermes et écrits. Vous avez été dans le juste en tout point, et tout seul.

Ici rien, tout est mort. Les 221, d'abord très disposés à s'unir, en ont été empêchés par en haut et par leurs pro-

(1) Ce discours sur l'abolition de l'esclavage fut prononcé le 10 février 1840. V. *La France parlementaire*, t. II, p. 307.

pres chefs animés de pauvres sentiments. Je me brouille insensiblement avec eux.

Le ministère tombera, je crois. Cependant, tant que nul parti n'est prêt à saisir le pouvoir, nous ne poussons pas à sa chute. Je veux pour ma part faire tomber seulement M. Teste.

Soutenez la loi des sucres telle qu'elle est, et dites que le cri poussé contre le projet n'est que la clameur des intéressés. La France perd cinquante millions par an à cette protection absurde.

Adieu et mille compliments et amitiés sincères.

## DCCXIX

### A monsieur de Champvans

Paris, 26 mars 1840.

Monsieur et cher aide de camp,

Faites insérer ces lignes du *Siècle*, cela couvrira un peu l'impopularité du moment. C'est le seul des journaux conjurés qui me traite poliment et qui me ménage. A-t-il peur déjà de cette dictature de M. Thiers, et se réserve-t-il une retraite ?

Je suis accablé. J'ai parlé hier trois heures et avant-hier quatre heures contre et avec M. Thiers (1). Cela a été vif des deux parts. A la Chambre on dit que je n'ai pas encore si bien parlé. A peine cela fini, il faut reparler au comité, à la réunion, et *négocier* le cabinet, plus une horrible névralgie. Où en est Mâcon ? Après l'article du *Siècle* ou avant, insérez le mot ci-joint.

Tout à vous.

L'armée ralliée tient bon jusqu'ici, mais...

(1) Sur les fonds secrets (24 mars 1840) et Réplique à M. Piscatory (25 mars 1840). V. *La France parlementaire*, t. II, p. 314 et suiv.

## DCCXX

### A monsieur Ronot

A Mâcon.

Paris, mars 1840.

Merci, mon cher ami, d'une voix amie criant courage! au milieu de la mêlée. Elle est finie. La révolution recommence, non au profit de nos grandes idées libérales, populaires, fraternelles, mais au profit du despotisme corrupteur des roués de 1830. Cela fait pitié pour une si belle nation. Mais elle est comme quelques belles femmes du même pays, elle aime trop les roués.

Merci de vos éloges exagérés par l'amitié. Vous n'avez vu que la lutte théâtrale de la tribune. Elle a été précédée d'une lutte corps à corps dedans qui a été plus vive et bien plus dramatique encore.

J'ai eu neuf discours contre M. Thiers dans cette affaire, et vingt ou trente pour tenir ferme nos amis et les diriger.

Malgré la défaite, qui ne vient d'aucune défection ni trahison de nos amis, mais du manque de cabinet, le dernier jour, et d'une prudence excessive de quelques hommes, la Chambre m'est fanatiquement sympathique en ce moment. Le second jour j'ai réellement été porté sans toucher terre dans la salle des conférences, et je n'ai pu me dégager des groupes où l'on me serrait les mains et où même on me les a plusieurs fois *baisées*.

Je n'ai cependant montré aucun talent que très commun; mais le ton d'honnête homme et de haute franchise plaît aussi au pays. S'il a ses vices, il a sa vertu, c'est le courage.

Adieu, à revoir. Votre ami.

## DCCXXI

### A monsieur de Champvans

A Mâcon.

Paris, 1840.

On m'envoie, et je vous envoie un morceau assez remarquable sur moi de l'*Univers* de ce matin.

Voyez si cela ne peut pas être bon à insérer, en citant l'*Univers* qui a crédit sur les électeurs légitimistes, et pour les autres qui attachent toujours du prix à ce que les journaux parlent de leur député local. Ils doivent être satisfaits sous ce rapport depuis deux mois, car à Paris le bruit et la faveur publique sont grands, entre nous.

Je ne vais pas à la Chambre sans avoir des marques ardentes de fortes et très nombreuses adhésions; c'est de la force pour les crises futures. J'y crois. La révolution est faite pour moi. Le coup d'État de la presse contre la Chambre et contre la royauté et la Chambre des pairs s'est accompli. C'est bien la faute de la dissolution Molé. Je l'ai bien senti alors. C'était le moment de remettre le pouvoir à M. Thiers et à la coalition, qui auraient succombé sous le fardeau.

Aujourd'hui une minorité de quarante voix d'ambitieux opprime à la fois la couronne, les pairs et la vraie majorité de la Chambre. M. Thiers n'est plus un ministre parlementaire, c'est une personnification de la force extra-parlementaire de la presse, c'est le dictateur de l'ultra-révolution. Il ne peut plus être un ministre, il est condamné à être une tyrannie. Cette tyrannie le poussera lui-même et ne le lâchera qu'en brisant son instrument.

Voilà comment je vois les choses, et les hommes éminents voient de même : ou avilissement de la représenta-

tion, ou trouble, ou majorité par intimidation, ou la guerre avec ses retours et ses irritations : voilà la condition inévitable des années à passer.

Je suis si occupé et si souffrant que je ne puis rien écrire encore; plus tard ! En attendant broyez ceci, si vous voulez, mais en vous montrant *très libéral*, *très populaire*, et en adoucissant extrêmement les mots, les choses, les impressions, quant à M. Thiers et à son règne.

Adieu et à revoir.

*P.-S.* Dites-bien à M. Dejussieu imprimeur à Mâcon de faire attention à ce qu'on ne nous enlève pas le *Journal*, notre seule force là-bas avant peu. On fera tout pour cela. Nous nous arrangerons pour le prendre, s'il le fallait.

## DCCXII

### A monsieur de Champvans

Mâcon.

Paris, 1840.

La panique s'est mise en effet dans l'armée de l'opposition, hier matin, malgré mes efforts ; et le résultat pitoyable d'une Chambre et d'une gauche surtout qui se livrent au pouvoir quand même a eu lieu.

J'ai essayé, sans succès, de dire encore quelques mots à la tribune, et, quoique je sois ce qu'on appelle le *favori actuel* de la Chambre, j'ai échoué. Je n'ai pas pu, comme je l'espérais, avoir un coup d'éclat dans un discours pour l'amendement, à la fin. Il n'a pas été discuté. On a fait silence, et la réunion de tous les transfuges nous a tués. Le château a voté et travaillé contre nous.

Cependant sur 180 (221) présents à Paris, 130 sont restés fermes et résolus jusqu'au bout. Ce n'est pas mal, et, pour dire le vrai, les autres n'ont pas fait défection

par intérêt personnel, mais par peur d'une manœuvre politique trop énergique et trop périlleuse pour leur organisation.

M. Barrot et la gauche sont disparus honteusement et ralliés au ministérialisme sans condition. Il n'y a plus de gauche.

La droite a voté pour Thiers. Berryer, son ami, lui a fait une position dans son discours d'avant-hier.

Maintenant il n'y a rien à faire qu'à se licencier et à attendre des forces et des occasions du temps.

Si nous avions vaincu, je vous appelais à Paris sur-le-champ. La situation était trouvée dans une presse plus sonore que celle de Mâcon. Je trouve cependant que votre journal se signale très bien.

Dites à Dejussieu que je lui griffonnerai la situation dans deux colonnes quand on y verra clair.

Moi personnellement je n'ai rien perdu dans ce combat de trois semaines. Le mot de la Chambre hier était : Nous sommes tous vaincus, excepté M. de L.

Ne donnez pas mon petit mot d'hier *à M. Jaubert* (1) imprimé aux électeurs, mais simplement dans le journal, surtout la partie libérale et la fin.

Bâclez un article avec tous ces éléments, si vous voulez.

Mille amitiés.

## DCCXXIII

**A monsieur le comte de Virieu**

A Lyon.

Paris, mardi, 1er avril 1840.

Je t'écris peu, je suis trop malade et trop surmené d'af-

(1) Réplique à MM. Odilon-Barrot et Jaubert. Séance du 26 mars 1840. — V. *La France parlementaire*, t. II, p. 333.

faires. Je n'ai pas eu, depuis trois semaines, moins de dix heures par jour de réunions, paroles et actions.

Je voudrais causer avec toi, impossible ; je t'envoie seulement les choses de tribune, c'est la moindre de mes peines.

Voici de plus quelques vers improvisés hier.

Nous allons mal, et, selon moi, au plus mal. Le coup d'État de la révolution ou de l'ultra-révolution de juillet est fait dans la personne de M. Thiers. Il n'y a plus ni Chambre des Pairs, ni royauté, ni même Chambre des députés, opprimée à droite et à gauche par une minorité de tribuns de la presse, qui l'intimident et la subjuguent. Je ne crois pas que nous soyons bien loin du *sauve qui peut*, et je crains que tout ne finisse par le démembrement. C'est la pensée de Mounier et de tous les hommes dont la tête dépasse la foule et voit plus loin que le jour. L'avilissement seul peut retarder cela, et n'est-ce pas encore la plus vile des fins de l'homme ?

Je viens d'être fanatiquement réadopté pour chef par toutes les parties honnêtes et saines de l'opinion.

Ma faveur publique ici est plus immense en ce moment que tu ne peux te la figurer de loin. Cela grandira encore quelques années, puis j'aurai à faire usage de cette force que Dieu donne, pour essayer d'une réaction vers le salut public.

Adieu. Je suis bien triste, bien ennuyé, bien souffrant, bien seul de cœur. Mais je t'aime bien. Écris et console-moi.

## DCCXXIV

### A monsieur de Champvans

Mâcon.

Paris, 1840.

Je vous envoie un *Siècle* de ce matin, où il y a un mot sur vous et sur moi, sur vous mauvais, sur moi tel que j'aurais pu le dicter. Je n'y connais personne, et la faveur soutenue de ce côté de l'opinion tient à une manœuvre que j'entrevois et qui nous rallierait un jour la gauche honnête. Ne lui dites pas d'injure, au contraire caressez ce côté, dites qu'il se formera une jeune gauche, qu'elle commence à poindre, qu'elle a encore la moitié inférieure du corps dans l'ombre des préjugés révolutionnaires qui s'en vont, mais qu'elle a déjà la tête dans la lumière de l'avenir; c'est là que nous l'attendons. Quelque chose comme cela.

J'ai parlé hier, avec plus de succès que je n'en ai jamais eu dans les bureaux, sur les chemins de fer. Cela a fait une impression telle que tous mes ennemis qui disaient que j'étais trop élevé pour les affaires sont venus me faire amende honorable et me dire que jamais question épineuse de cinq lois à la fois n'avait été mieux débrouillée Nous ne vous nommons pas, m'ont-ils dit, parce que vous entraîneriez la commission.

Ma situation dans la Chambre et dans Paris devient importante. Je n'ai plus qu'à attendre les grands événements, en maintenant ma situation.

Donnez ma lettre au *Courrier*, elle me rallie immensément d'esprits jeunes. Avec toutes les forces que nous créons, un jour nous ferons la guerre.

Je suis fort souffrant, surtout quand je parle, et j'ai parlé hier *quatre heures*. Voilà pourquoi je n'écris plus.

On est *unanimement* frappé de votre article et de votre rédaction. Continuez, lisez du bon, écrivez beaucoup, vous finirez avec votre faculté par aller très bien et très haut. Point d'impatience ; le temps ne laisse en chemin que ce qui ne vaut pas la peine d'être ramassé, mais rien de ce qui a de la valeur.

Allez, je vous prie, lire cette lettre à mon père, pour lui donner de mes nouvelles. Elles sont bonnes au fond, je n'ai que les nerfs fatigués.

Mes amitiés à Dejussieu. Il ne se doute pas combien son journal a d'importance ici, tout le monde m'en parle.

## DCCXXV

**A monsieur de Champvans**

Mâcon.

Paris, 24 avril 1840.

On m'apporte, à l'honneur de votre journal, le morceau suivant ; je vous l'envoie pour votre satisfaction.

« Le journal trimestriel anglais *Quarterly Review* contient sur le journalisme français un article où on lit le passage suivant, nous le citons avec un juste orgueil, non pour nous, mais pour notre pays :

« Il n'y a pas longtemps encore que, dans le journal de
« sa province (Mâcon), M. de Lamartine a produit par la
« voie du journalisme départemental une grande sensa-
« tion par toute la France et en Europe. L'élévation des
« sentiments, la nature éminemment pratique quoique en-
« thousiaste de sa philosophie, les bases solides de logi-
« que et la droiture des intentions, ont donné à cet écri-

« vain et à ses opinions un poids immense, bien que, « n'aspirant pas au pouvoir, il ait contre lui l'esprit de « parti de toute couleur. »

## DCCXXVI

**A monsieur le comte Léon de Pierreclos**

**Pau.**

Paris, 12 mai 1840.

Mon cher Léon,

Nous espérons toujours aller à Pau vers le milieu ou la fin juin, mais il ne faut pas vous déranger des Eaux-Bonnes. Nous n'irons à Pau que pour vous voir, et nous vous verrons aussi bien aux Eaux-Bonnes, et ensuite en courant les montagnes. Nous vous écrirons d'avance. Envoyez-moi un itinéraire de Mâcon à Pau, avec le nom des villes et des auberges pour coucher toutes les nuits.

Rien de nouveau ici que la dictature révolutionnaire de M. Thiers et de ses scorpions, qui fait baisser la tête à tout le monde, excepté à Villemain, à moi et à bien peu d'autres. Il est impossible que cela ne finisse pas par une catastrophe. Thiers lui-même est entre les mains des passions dont il s'est fait l'allumeur et le serviteur. Cela mènera très loin.

Les cendres de Napoléon ne sont pas éteintes, et il en souffle les étincelles.

Que Dieu nous sauve ! car il n'y a plus de roi et point de peuple.

Adieu, à revoir.

## DCCXXVII

### A monsieur le comte de Virieu

à Fontaines.

Mâcon, 2 juin 1840.

Mon cher ami, je ne t'ai pas écrit depuis longtemps parce que ma névralgie me tient toujours un peu, et que je me borne à parler beaucoup, mais ne puis pas écrire sans extrême difficulté.

Mais me voici *seul* à Monceau et Saint-Point pour quinze jours. Ma femme est restée à Paris pour des œuvres de son état charitable. Si donc tu es libre et à Fontaines, du courage! demande tes chevaux et arrive. Nous causerons, nous récupérerons en huit jours un an de silence.

Rien de nouveau que ce que tu vois ou ne vois pas dans les journaux. La France boite et le soleil marche. Les vérités s'entre-croisent, la tienne s'entre-choque avec la mienne qui en heurte beaucoup de milliers d'autres, et, comme disent les excellents musulmans, *Dieu sait le meilleur!*

Je t'avertis pour ta gouverne, ou du moins pour que ta pensée se dirige à moi comme la mienne à toi, que je reste ici occupé d'affaires rurales un mois, qu'au 1er juillet je pars pour les Pyrénées, que là je me promène, de la mer aux montagnes et de France en Espagne, environ *trois mois*, qu'ensuite je reviens ici faire mes vendanges.

En tout cela trouve une heure à me prêter, toi le plus libre des deux. Tu sais combien je suis heureux d'un seul bon moment avec toi, je n'en ai plus qu'ainsi.

Adieu. Respects à madame de Virieu, amitié à toi.

## DCCXXVIII

### A monsieur le marquis de la Grange

Député.

Mâcon, 3 juin 1840.

Je n'ai pas douté de votre succès sur cette affaire que vous saviez si bien (1), et que vous développiez à merveille. Elle nous appartenait. Un mot encore, et un mot court et énergique sur la *généralité* de la question des Enfants trouvés. Moquez-vous de la Chambre, je vous réponds des applaudissements de la France. C'est ainsi qu'on fait violence au Palais-Bourbon : allez et du courage ! Vous avez volonté, style et talent, le reste viendra à *coup sûr*. J'ai trouvé mon pays retourné par le *thiérisme*, le *bonapartisme*, etc. Je suis *ultra-populaire* jusque dans les cabarets des villages, qui cette fois s'avisent d'avoir le *sens commun* et d'être indignés des jongleries napoléoniennes. Décidément le niveau des sentiments s'élève.

Je pars ce matin pour les champs. Adieu. Écrivez-moi, et soyez sûr qu'aucune écriture ne me fait plus plaisir sur une adresse.

Mille amitiés bien respectueuses mais bien senties et bien rendues à madame de la Grange.

Pourquoi le sort vous a-t-il enracinés en Normandie et moi en Mâconnais!

Adieu et merci. Je vous lirai demain au *Moniteur*.

(1) La question des subsides demandés pour Buenos-Ayres.

## DCCXXIX

### A monsieur Guichard de Bienassis

A Crémieu (Isère).

Saint-Point, 11 juin 1840.

Je partage bien vivement et bien sincèrement ta douleur, mon pauvre ami. On perd ainsi la moitié de soi-même, tout son passé. Et qu'est-ce que l'avenir ? Que Dieu te garde du moins l'excellente et aimable consolation qu'il t'a donnée dans ta femme ! Tant que cela reste, tout est supportable et consolé.

Je te remercie de ta sollicitude pour mon père ; il vieillit, mais robuste encore. Le bruit de sa maladie était sans fondement.

Je suis venu passer quelques jours près de lui, et je pars dans huit jours pour les Pyrénées et l'Espagne. J'y serai trois mois. Ne viendras-tu pas après ?

Reçois mes félicitations sur la justice de paix. J'y ai peu contribué cette fois, M. Marion a tout fait avec un zèle et une amitié persévérante. Fais-lui mes compliments, je l'ai beaucoup goûté.

Adieu, adieu. Je t'écris du milieu du tumulte, mais au repos. Mon souvenir est bien habituellement à Bienassis. Il y sera plus encore depuis qu'on y est moins heureux.

## DCCXXX

### A monsieur le comte de Virieu

A Fontaines.

Monceau, 20 juin 1840.

Je vais, comme toi, fort mal de l'estomac et de la tête, névralgie partout. Je pars *précisément* pour Ussat et les Pyrénées, drôle de conformité et triste ! Je serai là trois mois et un peu en Espagne, Valence, Grenade, Barcelone, Séville. Je ne te verrai à Lyon que si tu peux venir dîner avec moi à l'hôtel de Provence, le jour que je t'indiquerai.

Ta lettre, qu'on me renvoie de Paris, me fait un extrême plaisir : tu me nommes au rang de l'homme qui est mon idéal depuis vingt ans, le *grand* Chatam ; c'est l'orateur moderne par excellence. Arriver là pour moi un jour, en ce genre, c'est le pic du mont Blanc. Je m'en sens *aisément* la force, mais l'occasion et le temps, Dieu sait seul !

Quant à mon opinion sur Bonaparte, je ne suis pas si sage que tu crois. Je n'ai pas d'opinion sur cet homme qui *incarna le matérialisme dans un chiffre armé :* je n'ai que haine, horreur, et, le dirai-je ? mépris ! oui mépris, et mépris pour ceux qui l'admirent ! Ainsi ne raisonnons pas, nous sommes d'accord.

Je voulais bien être plus sévère et plus véhément (1), mais, arrivé à la tribune contre les conseils et les supplications de mon parti même qui courbait la tête et me disait : Vous allez vous perdre, j'ai fléchi, et, voyant la

(1) Discours sur la translation des restes mortels de Napoléon.

gauche sur laquelle je comptais m'abandonner au début et paraissant s'entendre avec Thiers pour m'écraser, j'ai fait de la diplomatie à la tribune au lieu d'éloquence et de raison, et j'ai changé instantanément ce que je voulais dire en douceurs pour la mémoire du grand homme. J'ai ainsi coupé le terrain à la coalition napoléonienne, et cela m'a réussi, car jamais tu n'as vu changement en vingt-quatre heures pareil à celui que j'ai opéré à Paris et dans la Chambre. Mais voilà pourquoi j'ai été doux. Ah Dieu ! quel discours je ferais, quelle appréciation j'écrirais de cet homme, si j'avais l'auditoire libre !

N'importe, je suis content, et, en tout, ces deux dernières années, j'ai acquis, entre nous, plus que qui que ce soit jamais faveur et *passion* dans la Chambre. Je pourrais me jeter à mon choix aux trois partis qui me supplient de les guider. Ce n'est pas mal. Qu'en résultera-t-il au jour des liquidations ? Dieu le sait. Rien peut-être.

Mais adieu. Je t'écrirai la veille du départ, et ensuite des Pyrénées.

## DCCXXXI

### A madame de Girardin

Paris.

Hyères, 10 août 1840.

Je suis depuis longtemps si souffrant que je n'ose écrire à quelqu'un qui se porte bien. Voilà l'excuse de mon silence. Or vous vous portez divinement, j'en juge par votre dernier *courrier* qui est un chef-d'œuvre de bon sens, de haute politique et de grâce sévère de l'esprit. Nous l'avons lu, relu et fait lire à tout le pays. On vous y adore.

Merci du mot sur moi. Il est bien aimable, mais il me fera des ennemis de tous les bossus et de toutes les mauvaises tournures ou physionomies de France. Ce n'est pas politique. La démocratie là comme ailleurs! Respect à elle !

Nous voici donc à la guerre. Si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera demain, peu importe. Ne vous ai-je pas dit : La révolution est faite le 1er mars ? M. Thiers, c'est la guerre ; M. Thiers, c'est la fin du monde ; il faut qu'il tombe ou que nous y restions tous, pas de milieu.

Votre mari combat à merveille depuis huit jours. Bon terrain, bonnes armes, bons coups. Il a grandi de toute l'importance de la cause. Nous sommes ravis. Les *Débats* ont fait le plongeon le plus bourbeux. Où diable ressortiront-ils ? Je suis indigné.

Je pars demain, je vais à Saint-Point. J'écrirai de là deux jours après, dans le *Journal de Saône-et-Loire* pour prétexte, deux ou trois articles tels que la France en tremblera, j'espère. Ceci entre nous, et avertissez Girardin que je les lui enverrai le jour même où ils s'imprimeront à Mâcon. S'il peut les insérer en un ou deux jours, ou trois jours de suite, nous sauverons le pays, comme cela se fait si souvent. J'ai griffonné cela hier ici. Je le recopierai à Mâcon, en l'abrégeant. Je crois que c'est mon chef-d'œuvre politique didactique. C'est évident d'un bout à l'autre. N'en dites rien avant qu'à Girardin.

Point de vers cette année. Névralgie persévérante et affreuse. J'ai vu les Pyrénées et les mers en vain.

A propos, on m'a reçu partout, comme député et comme poète, avec un enthousiasme de politesse et de bon augure inouï. L'autre jour, à Arles, à peine étais-je arrivé, le peuple se presse sur la place et m'appelle au balcon pour me faire discours et sérénades. En arrivant à Hyères, à l'improviste, même accueil deux heures après. Que serait-ce donc si vous voyagiez, vous poète, plus belle que la poésie même !

Mais adieu. Ceci passe mes forces, c'est la seule lettre écrite en deux mois. Mille regrets et affections à vous et autour.

## DCCXXXII

**A monsieur Émile de Girardin**

Paris.

Le 19 août 1840.

Je ferai comme vous me dites pour l'envoi de l'article. Vous l'aurez vingt-quatre heures avant tout le monde. Vous mettrez toujours un mot indiquant qu'il vient du *Journal de Saône-et-Loire* et qu'on me l'attribue d'autant plus légitimement que je me désigne de mille manières. Je pense comme vous sur la guerre. C'est l'ennemi de la liberté et de la démocratie, comme de l'humanité. Quel peuple de dupes volontaires que cette grande nation!.... Dites à madame de Girardin que j'ai perdu en route, mais très réellement perdu, deux actes de ma tragédie. Il y a un mois que je les cherche en vain. Je n'ai plus d'espoir. Je suis désolé, car j'avais reçu le prix, et j'ai à le rendre. Pour la gloriole ou les sifflets, peu importe, tout est bien. Qu'elle n'en parle pas dans le journal.

## DCXXXIII

**A monsieur le marquis de la Grange**

Député.

Saint-Point, 20 août 1840.

Mon cher la Grange,

Il y a un siècle que je veux vous écrire, mais, depuis

deux mois que je voyage sans avoir été deux jours sous le même toit, je n'aurais pu indiquer d'adresse pour avoir une réponse. Or, en fait de correspondance, le monologue est une bêtise ; donc je me suis tu. Maintenant je vous dis deux mots par la main de madame de Lamartine, car je suis plus souffrant de mon rhumatisme nerveux que je ne l'étais avant mon voyage, je ne puis ni lire, ni écrire, je n'ai plus de facultés, je n'ai que des passions : vous savez que mon amitié pour vous deux en est une, et que ma haine contre ce ministère de démolition en est une autre. Je suis donc de plus en plus votre ami et de plus en plus son ennemi. Vous le verrez après-demain dans deux articles très sérieux et très irrités que je viens de dicter au *Journal de Saône-et-Loire* (1) pour passer de là avec un passeport départemental à la presse de Paris, et, j'espère, dans celle de l'Europe. Je désire que vous en soyez content et que ce cri d'alarme, que je ne crains pas de pousser tout haut, trouve un écho secret dans la conscience et dans la terreur publiques. J'ai été obligé d'être réservé, poli, parce que je suis député, mais la draperie laisse percer les muscles, et l'on doit voir clairement que je regarde ce ministère comme l'étourderie du crime.

Me voici chez moi à la campagne, seul et triste pour moi-même, encore plus triste pour mon pays. Je ne suis pas dans le cas d'assister à mon Conseil général, je n'y paraîtrai qu'un jour ou deux. Je présume que nous serons convoqués incessamment. Aurons-nous alors assez d'énergie pour secouer ce ministère sinistre et remettre l'Europe d'aplomb ? Fléchirions-nous sous un Danton ? Nous avilirons-nous sous un Walpole ? Dieu le sait ! Quant à moi, je crois beaucoup à la sagesse et beaucoup à la fai-

(1) *La Question d'Orient*, *la Guerre, le Ministère*, quatre articles qui ont paru successivement dans le *Journal de Saône-et-Loire*, 28 août 1840 et jours suivants. V. *La France parlementaire*, t. II, pages 357 et suiv.

blesse de mon pays ; je n'ose donc à cet égard rien prophétiser. Cependant les colossales étourderies de M. Thiers et le fabuleux ébranlement que trois mois de son gouvernement ont donné aux intérêts et aux esprits l'engloutiront, je l'espère, dans la tempête même qu'il a si malheureusement soulevée.

Écrivez-moi, tenez-moi au courant de vos propres pensées. J'aimerais à les voir semblables aux miennes, cela m'y confirmerait. Ces six mois-ci nous avancent de douze ans. L'heure des grandes crises, et par conséquent des hommes courageux, s'approche.

Adieu. Tâchez donc de venir nous voir, et dites donc à madame de la Grange, qui est si puissante sur la Providence, de faire quelque bonne prière, aumône, pèlerinage, je ne sais quoi, pour obtenir du bon Dieu, dont j'aimerais tant être un bon soldat et même un martyr, qu'il me guérisse deux ou trois fibres de la tête et de l'estomac, qui paralysent toute ma vaillance, et qui me rendent, l'année du combat, incapable d'autre chose que de gémissements et de résignation. Si jamais je guéris de cette névralgie, je le lui rendrai quand elle aura la sienne. Maintenant je vous dis adieu, et je remercie madame de la Grange de m'avoir fait causer cinq minutes avec ce que j'aime le mieux dans la Chambre et dans le salon.

A revoir.

*P.-S.* J'ai eu le malheur de perdre en route deux actes de ma tragédie que j'avais portée pour la finir. Je suis désolé, car je n'ai point de brouillon, selon mon habitude, et obligé de rendre au Théâtre-Français ce que j'en avais reçu. Je ne sais comment je vivrai honorablement l'année prochaine.

## DCCXXXIV

### A monsieur de Champvans

Mâcon.

Mâcon, août 1840.

Voici les journaux, rendez-les-moi ce soir ou demain. J'ai une vingtaine de lettres de très haut, toutes à l'enthousiasme et à la terreur. Nous ne glissons plus, nous roulons au précipice.

Voici un article de l'*Univers* si platement ministériel il y a huit jours et qui tourne à nous. Citez-en un morceau.

Voici le *National*, quolibets usés ; — le *Constitutionnel*, id. ; — le *Courrier*, décent ; — le *Siècle*, embarrassé ; — la *Presse*, hostile sourdement. M. Molé se repent de son *transport*.

Mon père est bien mal encore et moi bien tourmenté. J'y suis pour vous tout le jour.

## DCCXXXV

### A monsieur Villemain

Mâcon, 28 août 1840.

Merci de votre mot. Je vois tout comme vous, mais plus en noir. Dieu seul peut nous sauver. Le roi n'est plus qu'un point d'appui.

Le maréchal devrait revenir. Chaque jour peut être une date. Il faut la coalition des hommes de cœur et d'ordre, et encore si on n'a pas soixante mille hommes au moins près de Paris, comment soutenir le mouvement

que ces hommes-là vont faire au moment où il faudra lâcher la France mise en feu par eux ?

Dehors tout est à réparer, dedans tout est à craindre. Cependant les provinces se désenchantent et s'alarment. Mon appel les remue au delà de ce que j'attendais. Je suis assiégé de lettres, même du peuple. 33 journaux m'ont déjà vulgarisé dans les départements voisins.

Adieu. Vous devez ou jamais montrer ce que vous êtes, avant peu. C'est l'heure des hommes libéraux contre les Dantonistes et les Impérialistes du jour.

## DCCXXXVI

### A monsieur Émile Deschamps

Mâcon, 28 août 1840.

Mon cher Émile,

Je vous réponds du chevet de mon père mourant. Ah ! oui, certes, j'accepte. Vous ne savez donc pas assez que je vous regarde comme le génie aimable du bon sens en France. Très sérieusement vous êtes le sel et le levain de ce triste temps.

Unissez donc de plus en plus nos deux noms : vous me rendrez fier dans l'avenir, heureux dans le présent.

J'allais mieux, la maladie de mon père me rend la mienne. Il a quatre-vingt-huit ans et son esprit plus que moi. Dernier lien qui va se rompre ! Où les renouerons-nous tous ? Là-haut !

Écrivez-moi.

## DCCXXXVII

### A monsieur Émile de Girardin

Mon cher ami,

J'ai perdu mon digne père. Je ne puis vous en dire plus, c'est pour moi moitié de la vie perdue.

Je dicte confidentiellement quelques lignes au *Journal de Saône-et-Loire* sur cet événement : ce sont les seules que je désire voir reproduites (1). On vous les enverra demain.

Tout à vous.

(1) Les Éditeurs croient devoir reproduire ici cette notice nécrologique qui ne se trouve pas dans les œuvres de M. de Lamartine :

« Une famille honorable vient de perdre son chef, notre ville un juste, et la vie humaine un de ces exemples rares de ces vieillesses saines et augustes qui s'élèvent çà et là au-dessus du niveau ordinaire des générations, avec toute leur sève et toute leur majesté, comme pour nous consoler de la nécessité de vieillir et pour nous adoucir la nécessité de la fin. Cette vie comble de jours, de bonheur et de paix, ne s'est retirée qu'à près de quatre-vingt-dix ans. Ce ne fut pas un homme de bruit, n'en faisons pas sur sa tombe. Que l'expression de nos regrets soit juste et modeste comme il le fut lui-même.

« M. de Lamartine naquit à Mâcon, au milieu du dix-huitième siècle. Sixième enfant d'une famille dont quelques membres étaient toujours voués aux armes, il entra au service, à seize ans, comme officier de cavalerie. Il servit avec distinction jusqu'en 1790. Il épousa à cette époque Marie-Alix des Roys, chanoinesse du chapitre noble de Salles, fille de M. des Roys, intendant des finances de S. A. R. M[gr] le duc d'Orléans, et de M[me] des Roys, sous-gouvernante des enfants de ce prince. C'est cette femme comblée de toutes les grâces de la beauté, de l'esprit et de l'âme, que nous avons longtemps connue, chez laquelle les années avaient mûri tous ces dons sans en flétrir un seul, et dont la mémoire a laissé ici, après dix ans de disparition, un parfum d'amour et de vénération qui semble immortel. De ce mariage naquirent huit enfants; l'aîné de cette nombreuse famille fut M. Alphonse de Lamartine.

« La Révolution française commençait; M. de Lamartine ne voulut pas émigrer. Au 10 août 1792, il alla volontairement défendre, avec la

## DCCXXXVIII

### A monsieur Ronot

Avoué à Mâcon.

Mâcon, 31 août 1840.

Ce mot me pénètre ; il n'y a que cela à dire. Oui, quand les affections nous échappent, il faut serrer les rangs et s'aimer davantage.

garde constitutionnelle de Louis XVI, ce qui restait de la royauté et de la Constitution, un roi, une reine et des enfants assaillis dans leur palais qui n'était déjà depuis longtemps que leur prison. Blessé dans le Jardin des Tuileries et poursuivi par les *Marseillais*, il traversa la Seine dans une barque et fut arrêté à Vaugirard. Il allait subir le sort de toutes les victimes de cette journée de massacres quand il fut reconnu, réclamé et sauvé par un officier municipal de la commune de Vaugirard, jardinier de M. Henrion de Pansey, le célèbre jurisconsulte et oncle de madame de Lamartine. Il dut la vie à ce hasard. Revenu dans sa famille, il ne tarda pas à être emprisonné de nouveau. Il sortit de prison au 9 thermidor et se retira à la campagne. Élever sa nombreuse famille, soigner une fortune médiocre mais toujours large pour l'hospitalité ou la bienfaisance, cultiver son esprit, aimer, servir, assister les pauvres habitants de la terre où il vivait, ce fut toute son existence. Il représenta pendant vingt ans son canton au Conseil général du département ; son ambition ne s'éleva jamais au-dessus des dévouements obscurs et gratuits. Très capable des grandes choses par la facilité, la justesse et l'étendue de son esprit, sa modestie le renferma volontairement dans les plus humbles. Ses sentiments politiques participaient essentiellement de la justesse, de l'équité et de la modération de son caractere. Cette politique n'avait qu'un seul mot : *l'honnête*. Elle était le résumé de son âme. N'est-elle pas aussi la plus infaillible des théories? N'y a-t-il pas, après tout, quelque chose de plus sûr que les opinions, et qui leur survit à toutes, la conscience?

« Il vieillit ainsi, si l'on peut appeler vieillesse une vie si pleine, si chaleureuse, si renouvelée, et qu'on ne reconnaissait en lui qu'à la date de ses souvenirs, à la dignité imposante de son attitude et à la majesté de ses cheveux blancs. Peut-on, en effet, appeler vieillesse cette maturité saine qui se perfectionne sans cesse sans se corrompre d'aucun côté ? Rien ne s'était usé dans cette forte nature, ni le corps, ni l'esprit, ni le cœur. Il semblait au contraire que les fibres de ce cœur s'atten-

Ma femme me dit que vous n'avez pas été averti.

Vous êtes le *premier nom* de Mâcon que j'aie désigné et écrit moi-même, et elle-même a adressé. Ainsi il y a eu erreur.

Si je tenais à une larme à côté des miennes, c'était à la vôtre.

## DCCXXXIX

### A monsieur Émile de Girardin

Saint-Point, 6 septembre 1840.

Mon cher ami,

J'ai perdu mon père auquel j'étais attaché comme à un père et comme à un fils. Je suis retiré et recueilli à Saint-Point. Je me suis remis ce matin au travail pour me distraire. Je vous ai fait un deuxième article plus court de douze pages et plus nerveux et plus écrasant que le premier (1). Voulez-vous l'insérer? Je vous l'enverrai pour la fin de la semaine prochaine, samedi ou dimanche. J'aimerais qu'il parût le dimanche : on lit plus et mieux ce jour-là.

drissaient sans s'amollir avec les années. Nous nous souviendrons de lui toutes les fois que nous voudrons honorer la vieillesse. C'est le plus beau et le plus mâle vieillard que nous ayons connu. C'était une de ces figures patriarcales que la Providence fait apparaître quelquefois comme un souvenir des temps bibliques ; un de ces chefs de tribu qui laissent beaucoup d'enfants sous beaucoup de tentes, et qui s'en vont tard se reposer, dans le sein d'Abraham, du long et droit chemin qu'ils ont suivi sur la terre. Puissions-nous le suivre dans la même route, du même pas et au même but !

« Il est mort en homme de raison et en homme de foi, ne disputant pas avec la nature et plein de certitude dans l'éternité. On disait de lui autour de son lit, en le voyant prier et mourir, qu'il avait manifesté dans toute sa vie la vertu humaine sous ses trois plus belles formes : dans sa jeunesse, l'honneur ; dans son âge mûr, la probité ; dans sa vieillesse, la religion. »

(1) *La Question d'Orient, la Guerre, le Ministère.*

Merci de l'article d'hier. Il est superbe et va bien à un but précis. Votre grand article, sauf l'Égypte, était excellentissime.

Faites toutes mes amitiés à madame de Girardin. Pourquoi Saint-Point est-il si loin de la rue Laffitte? Je vais bien mieux par le seul effet du temps.

Je me pose presque en entier sur le *statu quo*, terrain qui convient mieux à vos amis.

## DCCXL

### A monsieur Martin Doisy

Saint-Point, septembre 1840.

Cher et excellent ami,

Je viens de vous lire, c'est vous dire que je suis au moins aussi ému et aussi ravi que le jour où je lus ce beau morceau sur *Jocelyn*, qui servit d'initiative à l'opinion. Vous fûtes deux fois le parrain de mes deux œuvres: vous baptisâtes l'une au berceau, vous baptisez l'autre déjà adulte, mais vous leur porterez bonheur à toutes deux. Le Dante eut des commentateurs cinquante ans après sa mort, vous faites mon commentaire moi vivant; mais vous faites plus, vous refaites mon œuvre et vous créez en expliquant. Réellement l'article est un chef-d'œuvre de tact politique et poétique. Je voudrais bien qu'il fût reproduit dans *la Presse*, dans *l'Artiste* et dans *la Gazette*. Il faudrait pour cela le leur envoyer en retranchant toutes les citations et tout le récit.

Vous savez ma perte et mon deuil profond, un père de quatre-vingt-dix ans avec la tête et le cœur de vingt-cinq ans, cela ne se console plus.

La politique d'étourdis conspirateurs que vous voyez

me donne le cauchemar. Je sais bien que cela finira par des *platitudes*, mais les platitudes avilissent plus une nation que les accès de démence. Je suis pour la politique héroïque ; j'aime mieux l'échafaud pour un peuple que les simonies des fonds secrets. J'ai envoyé, il y a trois jours, un article sur l'Orient.

Je suis hors d'état d'écrire tant j'ai encore de névralgie, mais cependant je commence à me sentir moins mal au fond.

Adieu.

Madame de Lamartine est enchantée et dit : J'ai bien placé mon amitié. Elle fait de vous autant de cas que moi, c'est beaucoup dire. *Pauci quos æquum amavit.*

## DCCXLI

**A monsieur le comte de Virieu**

Fontaines.

Saint-Point, 9 septembre 1840.

Tu as vu la mort de mon père, il y a quinze jours, dans les journaux; cela t'explique mon silence. Il est expliqué surtout par mon impuissance d'écrire ; bien que j'aille névralgiquement mieux, elle redouble, le chagrin ne la diminue pas. Mon père était devenu mon fils et un saint, bon, doux, admirable ; une tête et un cœur de vingt-cinq ans. Je suis déraciné, tronqué par les rameaux et par le pied. Enfin Dieu est par-dessus tout et vit toujours, revivons en lui !

Je vais demain dans ton voisinage, chez M. de Fleurieu, pour affaires, mais pour une heure. Sans cela je pousserais jusqu'à Fontaines ; mais je ne puis laisser ma femme en ce moment, elle est aussi triste que moi. Nous sommes à Saint-Point.

Je ne sais si j'ai répondu à deux lettres *admirables* de toi en politique. En tout cas je les ai lues. Sur la première d'accord, sur la deuxième à demi. Tu t'en prends à la révolution de juillet, mais ni toi ni moi nous ne l'avons faite. Il s'agit de faire vivre un pays malade, voilà tout. Tu veux qu'on le laisse mourir, et moi non. Il meurt, et tu vas avoir raison. Ce ministère d'étourdis le jette à croix ou pile, et, comme à l'ordinaire, le pays se laisse faire. Quel pays ! J'ai écrit hier un nouvel article nerveux et court pour mes collègues, je te le fais envoyer. Cela sème du doute et a beaucoup d'écho. Je suis accablé de lettres d'adhésion et d'injures et de menaces anonymes. Je m'attends à un 10 août avant peu de mois. Qui sera vainqueur? Dieu le sait. Mais si je m'appelais le maréchal Soult, je dirais: C'est moi.

On me fait beaucoup de propositions d'entrer aux affaires. Je crois que l'heure approche, mais *pas encore*. La voix de Dieu n'est en ce genre que celle de la nécessité. Nous verrons si elle se fera entendre nette ou si je resterai seul et impuissant à gémir sur mon pays.

Adieu. Écris-moi, et viens me voir en octobre si tu as un jour. Je t'aime de plus en plus à mesure que le vide se fait autour du cœur. Mille respectueuses affections à ta femme et amitiés aux enfants.

## DCCXLII

**A monsieur de Champvans**

Mâcon.

Mâcon, 10 septembre 1840.

Voici l'épreuve. Je tremble d'avoir fait quelque erreur en envoyant celle à Girardin, c'était la nuit.

Les lettres de Paris de ce matin font trembler sur ce pays. J'en ai de plusieurs députés qui tournent à nous de plus en plus.

O coalition ! O Égypte ! Avec cette folie dedans et cette folie dehors, où n'irons-nous pas?

M. de Lacretelle m'écrit pour se plaindre de ce que je ne lui réponds pas. Je le renvoie *amicalement* au troisième chapitre.

Tout à vous.

J'ai écrit ma préface.

## DCCXLIII

### A monsieur Émile de Girardin

Septembre 1840.

Mon cher Girardin,

Faites attention que, par erreur, on vous a envoyé deux fois la même page commençant par *arme dans le fourreau.*

J'ai votre lettre d'aujourd'hui. Je crois bien qu'on donnerait mille ambassades à *la Presse*, c'est le dernier écho qui reste à la vérité. Gardez-le lui. Vous devenez très important. *Les temps se pressent*, les mauvaises heures menacent. Je connais M. Thiers, c'est l'audace dans le calme, mais le trouble dans le trouble. Je tremble pour ce malheureux pays qui a remis son sort au plus spirituel mais au plus étourdi des hommes. Je plains même Thiers ; je suis convaincu qu'il voudrait être à cent lieues d'où il est. Il n'a plus qu'un salut, c'est de perdre tout son pays avec lui.

Adieu. Je ne puis écrire tant je suis encore souffrant.

## DCCXLIV

### Au marquis de la Grange

Député.

12 septembre 1840.

Votre lettre me touche et me console autant qu'on peut être consolé : il est si doux de voir que quelques bonnes affections solides survivent dans ce vide fait par la mort autour du cœur. Celle que j'ai pour vous et celle que vous me témoignez est au premier rang, gardez-la-moi, mon cœur en est inépuisable et insatiable.

Je vous croyais partis pour vos cantons électoraux. C'est un mauvais moment pour les aborder, ils ne savent où ils en sont. Thiers fait les ténèbres avec les quatorze journaux; à peine peut-on leur jeter un doute. Cependant j'observe que les doutes croissent et qu'on a de ce petit homme étourdi plus de peur que d'admiration. Où en sommes-nous? En 92, ou à une veille de 10 août? On a des platitudes et des reculades qui feraient honte à M. d'Aiguillon. Je n'ai pas assez de colère et de pitié pour ce pays politique. Vous voudriez n'y plus être! Je crois bien, et moi aussi. Mais notre rôle est d'y être jusqu'à ce qu'on nous en chasse, cela ne tardera pas. Il faut combattre jusqu'au bout. Si nous étions *dix* comme vous et moi, je garantirais la victoire. A la garde de Dieu! Vous lirez, dimanche 16, dans *la Presse,* un second article de moi plus résumé et plus nerveux pour les masses. J'en ai écrit un troisième large et philosophique ce matin : il servira de préface à ma brochure composée de tous mes articles, discours et opinions sur ce sujet, publiés par Gosselin.

Je ne fais rien du reste, j'en suis incapable. Je vais bien mieux, mais non pour lire et écrire. O névralgie ! J'en enrage au dedans, bien plus que je n'en souffre à la peau. Si je ne l'avais pas, je serais à Paris, et je ferais feu sur le pavé soir et matin. Je lis à peine un journal, il faut qu'on me lise, comment écrire? Je dicte un peu, je m'y reprends à trois fois pour écrire ce billet, et j'ai eu hier *vingt-huit lettres*. Plusieurs députés légitimistes m'écrivent et paraissent se jeter à nous dans le péril.

J'ai aussi beaucoup d'injures anonymes ou non.

Je m'attends *aux grandes catastrophes*, d'ici à quatre ou six mois. Le jour où les lâches nous ont abandonnés et ont donné le pouvoir à Thiers pour éviter une misérable émeute de deux heures, ils ont rendu un 10 *août* inévitable. Qui sera vainqueur? Cela dépendra du maréchal Soult, du duc d'Orléans, et surtout du bon Dieu. Notre salut n'est plus que là. Adieu donc, et aimons-nous.

Mille affectueux respects à M. le duc de la Force. Que pense-t-il? et que pensent ses amis?

## DCCXLV

### A monsieur le comte de Virieu

A Fontaines.

Octobre 1840.

1° Je suis désolé de te savoir si malade et si ennuyé. Moi souffrant, mais ennuyé non, pas le temps.

Je pense un peu comme toi sur le lumignon qui fume et peut un jour se rallumer. Je vois avec bonheur qu'il est bien brillant et bien pur. Il y a longtemps que je l'ai appelé étoile dans la nuit. Il est possible, et rien de plus; c'est assez en un temps qui tourne si vite. J'en ai

des rapports fort bons et fort instruits. Il ne me juge pas comme ces imbéciles qui en perdraient un cent comme lui. Si je t'avais vu, nous en aurions causé.

Lis mon troisième article. — Philippique, Corinthienne, etc... C'est vrai et plus populaire. C'est l'avantage des lignes droites de couper quelquefois les autres. On est populaire en diable ces jours-là. Les cafés et les estaminets me feraient un buste aujourd'hui, m'auraient lapidé hier.

Quant aux chiens, admirable ! c'est ma pensée en action. Ne fais venir personne, mais envoie-moi l'homme à Paris, au printemps 1841, un jour où on ne fait rien ; donne-lui un mot en mon nom. Ton nom vaut le mien près de moi et mieux. En attendant qu'il écrive, je le patronnerai, tant qu'il voudra, en l'honneur de la nature et de son auteur qui a mis son souffle partout où il a mis son doigt.

Adieu.

## DCCXLVI

### A madame de Cessia

A Mâcon.

Paris, 23 octobre 1840.

Ma chère Cécile,

Le ministère s'est retiré hier. Depuis ce moment je suis accablé de messages, et on me fait toutes les offres possibles, même le ministère des affaires étrangères, de la part des uns et des autres. J'ai passé la matinée chez le maréchal Soult, et je vais à un autre rendez-vous chez M. Molé. Rien ne sera décidé avant le retour de Londres de M. Guizot à qui on a expédié un courrier. Je ne crois pas que je me décide à entrer dans un cabinet où la coa-

lition s'apercevra encore. Cependant je ne décide rien avant le retour de M. Guizot, qui me fait lui-même l'offre des affaires étrangères. J'aimerais mieux, pour mon goût et ma considération, rester en dehors et soutenir gratuitement le gouvernement nouveau.

L'arrivée de Ligonnès au moment de notre départ nous désole, nous aurions été si heureux de le voir. Dis-lui de pousser jusqu'à Paris.

Arrangez tout sans moi pour la succession comme vous voudrez, je serai content de tout.

Paris est tranquille, le renvoi du cabinet, que j'aurais voulu plus tardif et devant la Chambre seule, fait un bon effet dans le commerce et dans les esprits sensés. Cependant la masse révolutionnaire surenivrée pourra bien tenter quelque chose, mais on est prêt.

Dis tout cela à M. Guigues, qu'il parle en ce sens, mais sans parler des combinaisons que l'on m'offre personnellement.

Adieu, et mille tendresses à tous.

## DCCXLVII

### A monsieur le comte de Virieu

Paris, octobre 1840,

Mon cher ami, merci de ta fatigue pour moi, cela me tranquillise.

J'ai commencé la lecture des *chiens*, mais cela ne me semble pas *neuf*. J'en sais plus que cela, et je ne publie pas de miracles. Dis que je suis content, mais que je n'ai pas le cœur de m'en occuper.

Je vois la gravité de la crise comme toi. Je suis au plus épais. J'ai refusé tous les cabinets secondaires comme

compromettants et me diminuant sans profit pour personne. J'accepterais l'intérieur ou l'extérieur après mûre délibération, pour le moment de cette crise, si on m'y poussait par nécessité. J'en ai peur encore ce soir où la balle me revient. Je serais désespéré, mais je marcherais en avant. Il n'y a plus rien entre l'abîme et nous que le dévouement héroïque d'un bon citoyen. Prie Dieu que cela ne m'incombe pas!

Je vois le vieux maréchal à chaque instant; mon cabinet est devenu un *centre*. Guizot me répugne et me repousse. J'espère encore rester dehors. J'ai bien de la force dans le pays, même à la Bourse, mais peu à la Chambre encore. Je n'ai pas vu le roi; je me tiens muet et immobile, mais résolu, s'il le faut.

Je suis content du parti légitimiste honnête qui sent le péril et qui ne l'aggrave pas.

On craint des mouvements à chaque minute. On a chargé la mine partout pendant huit mois, et la mèche est encore aux mains des hommes de trouble.

Adieu.

## DCCXLVIII

### A monsieur Ronot

Avoué à Mâcon.

Paris, octobre 1840.

Mon cher ami,

Rien de nouveau ici que la plus déplorable crise où jamais Catilina en frac ait jeté Rome. Il est beaucoup question de moi en effet. Je suis prêt à me dévouer, si la nécessité m'appelle à un poste politique exposé et sérieux; je ne le désire pas, au contraire. J'ai répondu ainsi à toutes les propositions. On m'annonce, dans une heure, la visite

de M. Guizot pour m'offrir l'*intérieur*. Je répondrai de même. Je rougirais de moi-même si, dans l'état où est ce débris de gouvernement qui va écraser le pays et l'Europe, je me refusais à mettre ma faible main entre la ruine et ceux qui sont dessous. Mais j'espère beaucoup encore que les défiances de ma capacité et de mon talent prévaudront, et que je resterai, ce que j'aime à être, un bon soldat sur mon banc.

Adieu. Priez du haut de la colline pour les combattants! Le courage ne me manquera pas, mais la fortune est à Dieu seul.

Tout à vous.

Lisez ceci à Guigues, qui aime les nouvelles, et dites-lui de ne pas partir pour Paris encore et avant un avis de moi. Ce matin les nouvelles sont à la décomposition, même de ce qui se formait. J'attends M. Guizot pour en savoir plus long.

## DCCXLIX

### A monsieur de Champvans

Paris, 28 octobre 1840.

Mon cher ami,

Voici les nouvelles et la direction. Thiers est mal tombé, c'est-à-dire bien pour lui. Cependant l'extrémité du péril rallie tout ce qui a perdu. C'est 1831 après le cabinet Laffitte.

On *sue* à recomposer un cabinet. Le personnel vieux et faible, sauf Guizot et Villemain *trop connus*, aura peine à frapper l'esprit public d'un caractère d'autorité et de prestige, qu'il aurait fallu en ce moment. Ce matin même, Villemain et deux autres de ses collègues sont venus me conjurer d'accepter un ministère, en m'affirmant que la situation entière était dans mes mains, et

que, moi refusant, rien ne pouvait se faire. J'ai répondu que j'étais dévoué à mon pays de toute mon individualité, mais non pas jusqu'à l'anéantissement de mon individualité ; or que l'acceptation d'un petit cabinet, où je n'aurais ni situation politique ni direction politique à contrebalancer celle de M. Guizot, m'anéantirait aux yeux de mon parti et ne ferait plus de moi en quinze jours qu'une écorce d'homme d'État, sucée avant d'être mûre et bonne à rejeter à l'impopularité finale, que par conséquent *non*, que, si j'étais indispensable, j'étais prêt à prendre un ministère gravement important et politique, c'est-à-dire l'*intérieur;* qu'on pouvait, si on doutait, comme on en doute, de mon aptitude aux détails, m'envelopper d'hommes forts et spéciaux, que j'accepterais tout le monde parce que je ne craignais personne, mais qu'encore une fois je ne savais me dévouer que pour être utile. Ils se sont en allés désespérés et répétant que tout était perdu : car l'intérieur est affecté et promis aux *doctrinaires*, et ni le roi ni eux ne veulent me le donner à aucun prix. Je consens cependant à le partager, mais je veux que mon rôle soit politique ou *rien*. Les journaux, les hommes de mon *parti* qui *grandit ici d'heure en heure*, expression de Genoude ce matin, sont fermes de cet avis.

M. Guizot sort d'ici à l'instant. Il m'a offert alors de m'engager à les soutenir en me désignant pour être l'*ambassadeur extraordinaire à Londres ou à Vienne, au congrès*. J'ai dit que je n'accepterais une mission de ce genre que momentanée, et pour une crise extérieure grave et évidente aux yeux de tous, mais pas une ambassade fixe qui me *départementerait* et ruinerait mon influence politique à l'intérieur, en donnant pâture aux accusations d'ambition. J'offre mon concours gratuit et héroïque aux urgences du moment, mais je ne m'engage pas dans une voie que je ne dessine pas et que je n'inspecte pas tous les jours. Il est parti. On est réuni en ce

moment chez le maréchal à délibérer sur tout ceci. Je ne doute pas que l'*intérieur* ne me soit refusé et ne soit gardé aux individualités habituelles. Je voulais en faire un programme d'idées nouvelles et libérales qui auraient plu au pays.

Vous en savez autant que moi maintenant. Si j'entre, je vous appelle ; si je n'entre pas, je vous cherche une place dans un cabinet et chez le maréchal surtout : elle est en vue, attendez. Mais si ce soir le cabinet ne s'accomplit pas, Thiers revient, le roi déchu abdique, et le chaos, mené par un insensé discrédité même chez ses amis, roule où Dieu veut que nous roulions. Adieu. Lisez cela à Léon et à madame de Cessia, et brûlez devant eux.

De tout ceci dites seulement : Les journaux sont pleins des combinaisons ministérielles dans lesquelles on presse de toutes parts M. de Lamartine d'entrer. Nous ignorons sa résolution, mais nous sommes convaincus qu'il n'acceptera qu'un rôle sérieusement politique et déterminé par l'urgence et les périls de la France.

## DCCL

### A monsieur de Champvans

Paris, 29 octobre 1840.

Mon cher ami,

*Consummatum est.* Je n'ai rien voulu à aucun prix qu'un grand rôle politique, l'*intérieur ;* j'ai été inflexible sur les autres ministères. Je ne comprends que les dévouements utiles, mais non les suicides au profit d'autrui et au détriment des idées. Je suis donc comme avant, sans liens et sans action. Mais je m'occupe de vous : j'ai écrit ce matin au maréchal pour une place dans son cabinet. Je ne lâcherai pas que vous ne soyez quelque part. Vous

pouvez donc partir quand vous voudrez, et, si vous n'avez pas vingt-cinq louis, je les ai à votre service pour attendre un appointement. Je vous ferai travailler pour moi si nous ne trouvons rien de mieux, mais nous trouverons sans doute. Gardez une position influente et un peu *rétribuée* au journal de Mâcon.

Rien de nouveau. J'ai eu hier la visite de M. Guizot, avant la formation du Conseil, et ses offres. Je n'ai rien accepté. Une position équipondérante à la sienne et influente dans la lutte était la seule qui me déterminât. Je ne dirai pas la *lâcheté*, mais la *vileté* des 221, qui seuls se sont posés contre moi comme trop libéral, a ajourné cette position. Je ne la vois plus possible du tout dans les chances de l'avenir (et vous savez que je prophétise) ; en conséquence je rentre dans ma tente, et, comme je ne veux pas faire éternellement de la politique sans grande action, et, comme les hommes manquent décidément à l'âme qui voudrait les animer, je ne veux pas jouer le *rôle d'une âme en peine*, comme on dit à Saint-Point, et je pense sérieusement à donner ma démission de la Chambre. Je ne le ferai que quand le défilé actuel sera passé, l'ordre rétabli, la paix conservée, c'est-à-dire dans quelques mois. Je veux avant caser Pierreclos et vous. Je le ferai avant douze semaines.

Ainsi donc lisez à Pierreclos, et brûlez ceci, et partez.

*P.-S.* Je suis devenu presque populaire dans les boutiques, même de Paris, et le mot d'hier au soir était : M. de L. accepte-t-il ? car il nous faut du nouveau. Voici ce qu'il y a à dire à Mâcon au journal ci-joint.

## DCCLI

### A monsieur le comte de Virieu

A Fontaines.

Paris, 4 novembre 1840.

Ma foi ! mon cher ami, jamais le magnétisme de l'intelligence ne fit un miracle plus complet. Pendant que tu pensais à cela à Fontaines, je le sentais et je le faisais exactement à Paris. Je me suis dit : Le moment est venu, la crise est suprême ; si j'ai une force et une vie politique à jouer, jouons-la pour Dieu et pour mon pays ! On m'a offert, j'ai dit oui sans hésiter ; mais seulement j'ai cru devoir, par *conscience* et non par *vanité*, me refuser à tout ministère secondaire où mon action subalternisée eût été une compromission sans résultat que de me compromettre, et un dévouement inutile, par conséquent mauvais. Or les 221, mes stupides amis, s'étant, dit-on, dans leur conciliabule opposés à ce qu'on me confiât le *dedans* ou le *dehors*, sous prétexte que je suis un homme *inapte* aux affaires et un libéral dangereux, l'affaire en est restée là. J'ai eu le mérite de l'acceptation, et je n'ai pas la charge, Dieu soit loué !

Seulement on est venu m'offrir l'ambassade de Vienne ou de Londres, pour représenter le cabinet au congrès ou à la conférence s'il y en a. Pour une mission temporaire et nationale d'ambassadeur extraordinaire à une conférence, j'ai dit : *Probablement oui;* pour une ambassade fixe et permanente, j'ai dit : *Non;* et bien m'en coûte, car c'est l'idéal, selon moi, d'une belle vie. Mais j'y perdrais la force de mon désintéressement dans le pays.

Tu en sais maintenant autant que moi, et je suis bien heureux que tu aies pensé juste comme et avec moi-même.

Quant aux choses en elles-mêmes, elles sont extrêmes; le dehors a été par ces misérables enchevêtré de telle façon qu'à moins d'un homme de génie et d'une Chambre idem il n'y a qu'à choisir entre la guerre impossible et la paix honteuse.

En dedans la grosse et hideuse révolution dirigée à peine par un arlequin en habit d'empereur ou de Danton, la rue menaçante, la Chambre hébétée, la cour *inhabile*, la presse conjurée, tout contre nous, excepté Dieu qui fait lever son soleil sur les bons et sur les méchants. Prie-le donc avec tes enfants et ta femme! c'est la seule politique en ce moment.

Adieu. J'ai peu de minutes et la névralgie m'en ôte encore la moitié, mais ma pensée est avec toi. Amitiés et regrets à Montchalin.

*P.-S.* M. Mounier est dans mon cabinet et veut que je te serre fortement la main en son nom.

## DCCLII

### A monsieur Ronot

Avoué à Mâcon.

Paris, 11 novembre 1840.

Mon cher ami, j'avais prévenu vos vœux; cinquante mille francs sont alloués pour Mâcon d'urgence par le ministre (1). J'ai souscrit moi-même pour mille entre les mains du maire. Je redoublerai encore. Le roi vient de

(1) A l'occasion des ravages causés par l'inondation de la Saône, du 2 au 6 novembre.

donner *deux cent mille*. La Chambre va voter six millions. J'ai engagé hier le ministre à demander de nouveau beaucoup plus et à vous donner les fortifications imbéciles de Paris, dont je travaille à dégoûter mes amis de la Chambre.

Faites savoir toutes ces consolations aux malheureuses victimes parmi les indigents ou pauvres commerçants de Mâcon. Les autres sont à plaindre, mais pas autant à soulager. Il ne faut porter le fardeau que de ceux qui ne peuvent pas le porter eux-mêmes.

J'ai obtenu le collège, le lendemain même de la création du cabinet. Le maire me mande que le Conseil n'en veut pas dans ce moment. Mais voyez donc les membres du Conseil, et dites-leur que le collège est considéré par le ministre et par moi comme une immense indemnité, un bienfait permanent de cent mille francs consommés et de quarante mille francs donnés à la ville par an. Engagez-les à voter tout ce que l'on demande pour la forme à cet égard.

Adieu et amitié.

## DCCLIII

### A monsieur le comte de Virieu

Paris, 14 novembre 1840.

Mon cher ami,

J'ai ta lettre. Nous voyons de même. J'attends ton ami et parent. Je le ferai avancer en Grèce par l'ambassadeur, qui est de mes amis, et le roi qui est de *mes clients*, comme dit Cicéron. Je suis très lié avec son frère, le roi futur de Bavière.

Je n'ai pas une minute à moi. Mon salon et mon cabinet sont des enfers d'idées. Je me sauve à cheval, deux

heures le matin, au bois de Boulogne, pour causer avec le soleil ou le vent. Si tu étais ici, nous y aurions rendez-vous. Je souffre de nouveau immensément de ma névralgie de la tête et de l'estomac. O vie ! Ce soir est mon samedi : au lieu de me reposer, il me faut recevoir jusqu'à minuit. J'aurai, dit-on, tous les ministres qui proclament *mon patronage*.

La Chambre est pacifique ; les choses se raffermiront si l'Europe est raisonnable et concessionniste. Si non, nous boiterons six mois et nous tomberons au bout.

Je t'envie ta paix, même au milieu des désastreux spectacles de l'inondation. Tu trouveras là matière à un grand développement de charité. Je m'occupe de mon côté de Mâcon, et j'ai déjà fait soixante mille francs.

On est en général fort juste maintenant et fort bienveillant pour ma politique, dans le monde, et le parti légitimiste lui-même, hors de la Chambre, est tout pour moi. Dans la Chambre, c'est autre chose, ils viennent de nouveau de voter pour Thiers et la guerre. Rien ne peut les corriger ; c'est par faiblesse et non par perversité. Ils en sont honteux isolément. Oh ! quel caractère que le caractère civil des Français !

Ne viendras-tu point ? Pour moi, une fois le coup de feu des grosses affaires passé, je m'en irai, car je suis trop malade.

Adieu. Mille respects à ta femme et affection à toi.

## DCCLIV

### Au marquis de la Grange

Député.

Novembre 1840.

Mon cher ami,

Forcez les portes, et venez *dîner* demain, nous causerons à fond.

La note Palmerston est un soufflet posthume qui est parti pour l'un et reçu par l'autre. Je ne doute pas que, si le ton et la discussion de l'adresse sont modérés en France, il ne vienne des propositions de partout.

Adieu. Bien des regrets pour ce soir.

## DCCLV

### A monsieur le comte Léon de Pierreclos

A Mâcon.

Paris, 3 décembre 1840.

Je vous envoie, ou plutôt à M. Dejussieu, dans deux ou trois jours, *mille exemplaires* de mon discours d'avant-hier (1), imprimé ici à la demande de tant de gens que trois mille exemplaires n'ont pas suffi.

Jamais une émotion pareille n'a frappé l'opinion. Je vous enverrai les détails plus tard. Dites à M. Dejussieu de le donner d'abord dans le journal sur celui de la *Presse* d'aujourd'hui que vous recevez, et ensuite d'envoyer aux électeurs des deux arrondissements et aux cafés et cabinets et cercles de Mâcon.

Je suis à la lettre submergé de billets. Il y avait hier à ma porte plus de queue de voitures que chez tous les ministres, on était un quart d'heure à entrer à la file.

Ce discours m'a immensément grandi dehors et même, comme talent, dans la Chambre aussi; et cependant ce n'est pas du tout mon discours, qui devait durer deux heures et que je n'ai pas commencé.

Nous sommes dans la mêlée. Le ministère a une situation fausse et l'aggrave. Il tremble entre M. Thiers et moi

(1) Sur la Question d'Orient. Séance du 1er décembre 1840. V. *La France parlementaire*, t. III, p. 1.

et n'ose faire un mouvement. S'il va à M. Thiers, il est déconsidéré ; s'il se tait, il est humilié. Cependant il faut qu'il se taise. Mais le roi le pousse, et la peur le prend. C'est pitoyable. M. Guizot baisse de cent coudées dans mon esprit. Je ne le dis pas pour ne pas l'affaiblir. O conservateurs ! ils perdraient cent mille gouvernements.

M. de Lacretelle est converti. Il me disait hier, ainsi que MM. Royer-Collard et Pasquier, témoins tous trois, et j'en suis bien raffermi, que jamais, même à l'Assemblée constituante, il n'avait entendu ni lu rien d'égal. — Dites cela à ma tante et à Cécile, et brûlez ensuite, pour qu'on ne m'accuse pas d'orgueil après ma mort. Cela n'est pas, certes, mais cela me donne du courage. C'est de même dans tous les salons et même dans les rues.

## DCCLVI

### A monsieur le comte de Virieu

A Pupetières.

Paris, 6 décembre 1840.

Je m'empresse, mon cher ami, de t'annoncer que j'ai réussi dans ton affaire. Le ministre est venu me le dire hier. Ainsi fini.

Quant au cousin de madame de Virieu, je l'ai vu et conseillé. Je vais maintenant le servir ; mais en France c'est impossible, et illégal en Grèce.

Nous sommes vainqueurs dans la Chambre et dans l'opinion, et j'y suis pour plus des trois quarts. Je suis parvenu à reprendre fil par fil une majorité décousue, et, aidé par le danger et par la peur, je lui ai donné de l'aplomb. La voilà debout.

Maintenant nous aurons peut-être une journée de

combat dans la place publique. Je le crains, mais pas pour le gouvernement, pour les malheurs et le sang qui en seraient l'horrible suite. M. Thiers et son parti révolutionnaire sont en déroute complète dans les esprits.

J'ai eu dans la Chambre un épisode de combat auquel j'aurais bien voulu que tu fusses présent. Jamais il ne me fallut un tel courage. M. Berryer avait été sublime de véhémence, de popularisme, et la Chambre et les tribunes étaient pulvérisées; personne n'osait affronter une telle situation des esprits et des sens. Je suis monté à la tribune sur le refus de tous les autres et des ministres, et j'ai ressaisi violemment et passionnément l'Assemblée dans une *réplique* plus longue que son discours et entièrement improvisée (1). Je te l'ai envoyée; lis-la sans penser au style, mais à la difficulté. N'en crois pas les journaux vendus tous à nos ennemis : l'effet a été immense et il s'accroît. M. de Chateaubriand qui y était et M. Royer-Collard disent que j'ai été au delà de leur pensée. Mais je suis l'homme en ce moment le plus impopulaire et le plus bafoué de France.

Adieu et amitié. *Va bene.*

*P.-S.* Je rouvre ma lettre en recevant ta délicieuse idylle de Pupetières. Oh! que n'y suis-je! Non, elle ne m'ennuie pas. C'est dimanche, et j'ai deux heures à me reposer des deux cents personnes restées hier au soir jusqu'à minuit dans mon salon; le samedi est mon jour de revue et de misère.

J'ai du loisir quelques jours. Je vais aller en Bretagne passer huit jours, si le temps est doux, avec un ami collègue, au bord des flots.

Chauffe-toi et fais de la philosophie de sentiment au bruit du vent dans ta tourelle, il n'y a que celle-là de bonne; cependant l'action ferme et chaude est bonne aussi.

(1) Sur la question d'Orient (1er décembre 1840).

On a encore besoin de moi pour les fonds secrets, pour défendre la situation ; après cela j'attaquerai à mort les fortifications de Paris, *mesure barbare*. Envoie-moi vite tes idées en ce sens, et de l'histoire, vite, vite, et bon, des armes ! Adieu. Je suis bien souffrant aussi, cependant moins mal peut-être que cet été.

## DCCLVII

### A monsieur le comte Léon de Pierreclos

Mâcon.

Paris, décembre 1840.

Mon cher Léon,

Merci de ce mot et de ce renseignement. J'avais peur qu'on ne fût trompé à Mâcon par les journaux sur l'esprit et l'effet de ce discours. L'écho a menti hors la Chambre ; dedans l'effet a été prodigieux et le combat rétabli par une réplique directe qui a duré un quart d'heure de plus que Berryer. La France ne s'en doute pas, mais la Chambre, les tribunes et les diplomates étrangers en ont été émus et m'accablent de félicitations. Répandez le discours tant et plus dans les deux arrondissements.

Je vais à onze heures ce matin pour vous chez Passy et Duchâtel. Duchâtel était, samedi, avant-hier, chez moi. Nous en avons parlé : une sous-préfecture quelque part, ce serait fait à l'instant. Mais dans le Midi, où je la voudrais, c'est plus long. Cependant nous verrons, et, si le Midi tardait, nous prendrions ailleurs. Mais je tiens encore au Midi. Il est bien de travailler chez M. Delmas en attendant.

Je vous en dirai plus long dans la semaine. M. Ronot est nommé. Il n'y manque que la signature royale — formalité. J'en suis bien heureux.

Dites confidentiellement à M. Delmas que le marquis de Dalmatie m'a averti hier qu'il était attaqué sur ses rapports avec la gauche. Je vais ce matin le défendre au ministère, mais qu'il soit bien prudent et bien réservé.

Adieu, toujours un peu souffrant et très éreinté de vingt discours rentrés. Nous voilà maîtres pour longtemps. De toutes parts on vient à moi, même les 30 du parti Thiers entièrement démoli, pour m'offrir concours en écartant M. Guizot. Je refuse énergiquement, et j'empêcherai de toute mon influence (immense à présent) qu'on m'ébrèche cette majorité miraculeusement retrouvée le jour de la ruine.

Rien ne peut vous donner une idée de la démonétisation de M. Thiers comme *homme d'État*. Nous l'avons ménagé, ses affaires étaient *inouies*.

Mille tendresses à tous. Où est ma tante du Villars?

Guigues prospère.

## DCCLVIII

### A monsieur Dubois

A Saint-Laurent près Cluny.

Paris, 15 décembre 1840.

Mon cher ami et voisin,

Ah! je sais bien que j'ai un ami intellectuel en vous, et je vous compte le *premier* au premier rang des hommes qu'un grand dévouement tenterait et trouverait égal au danger.

Merci de ce mot qui m'arrive au milieu du combat, et, j'ose espérer, de la victoire. Je la crois remportée. Il s'agira de l'affermir. J'ai été sur le point d'accepter un rôle difficile, par unique sentiment de la gravité des choses. Dieu m'en a préservé, et je lui en rends grâces. Les

dangers reviendront-ils ? Je ne le pense pas, avant longtemps. Nous aurons donc loisir à Saint-Point, *les clairs de lune philosophiques;* c'est mon plus grand bonheur à présent.

Remerciez vos amis et les miens de Cluny de ce que leur confiance si honorable en moi résiste aux dénigrements acharnés de la presse presque entière. Ici on juge par soi-même, et on m'est plus favorable. Mais où vous êtes il faut de l'amitié pour être juste.

Adieu, adieu, vous êtes le trente-deuxième griffonnage d'aujourd'hui ; mais ce mot à vous me console de bien des ennuis.

## DCCLIX

### Au marquis de la Grange

16 décembre 1840.

Mon cher ami, vos pensées sont les miennes ; seulement je sens plus que vous la nécessité de s'appuyer sur un groupe de forces sans s'arrêter à en éplucher les éléments. De quoi était faite la massue d'Hercule ? D'une racine de vieux bois pourri en terre.

A mardi matin donc. Venez dîner. Je vous verrai dîner sans assister, car je suis étrangement malade.

Tout à vous.

## DCCLX

### A monsieur le comte Léon de Pierreclos

Mâcon.

Paris, 17 décembre 1840.

Merci des bonnes nouvelles de tout le monde, mon

cher Léon. Les nôtres sont telles quelles. Celles de la politique me semblent de nature à rasséréner un peu les esprits et à raffermir les choses au moins pour quelques années. Je me félicite bien d'avoir été un des auteurs les plus énergiques de ce revirement de bord sur l'écueil, et en général ici on m'en sait très bon gré, même dans les partis que j'ai combattus. On distingue parfaitement mon patriotisme pacifique de la lâcheté qu'on attribue à tort au cabinet. Les lâches sont les signataires du 8 octobre.

On me tourmente de nouveau pour une des deux grandes ambassades. Je persiste à refuser, à mon grand regret. C'est certainement le plus grand sacrifice que j'aurai à faire à la propagation de mes idées et de ma petite influence dans la nation.

Quant à vous, je crois, sur les avis de Duchâtel et de Passy, qu'il vaut mieux attendre quelques semaines ou quelques mois une situation dans le Midi que de saisir la première venue au Nord. Votre santé et votre agrément s'en trouveront mieux : tout est beau au soleil, tout est affreux à l'ombre. J'attendrai donc, je n'y vois aucun péril. Supposez la chute *impossible* prochainement de Duchâtel et Guizot, qui les remplacerait? Ou M. Molé, ou MM. Passy et Dufaure. Si c'était M. Molé, vous auriez encore un patron; si c'est M. Passy, c'est lui qui vous nomme même aujourd'hui.

Ainsi pas de sollicitudes à cet égard. Les nuances du parti conservateur ont le pouvoir pour longtemps, au moins jusqu'à la fin de la législature, et vous serez nommé avant la fin de la session. J'ai fait nommer un certain nombre d'amis, je ne serai pas assez mal avisé pour vous oublier.

Dites à ma tante et à madame de Cessia toutes ces conjectures, lisez-leur ma lettre et qu'elle serve pour toutes. J'ai aujourd'hui des députés à dîner, et après dîner je vais chez le maréchal où j'étais engagé à un festin

napoléonien avec les princes, ministres et équipage de Sainte-Hélène. Adieu, je vais m'habiller.

*P.-S.* Assurez M. Delmas, dont je reçois un mot, que sa situation est complètement faite, qu'il n'a plus à penser à rien, que je suis tout à lui, et qu'il est au mieux au ministère. Nous n'en parlerons plus. Mes félicitations à Ronot.

Le journal est admirablement fait. Dites à Dejussieu de ne pas y toucher avant mon retour; nous lui ferons un lit de roses.

## DCCLXI

### A monsieur le comte de Virieu

Paris, 30 décembre 1840.

Mon cher ami, avant tout, bonne année à toi, mon seul ami au fond, à ta femme modèle et à tes enfants!

Je viens de recevoir ta lettre de douze pages et de la lire haut devant des hommes d'esprit qui se trouvaient là : elle a eu le plus grand succès. Ton idée des forts détachés à l'*envers* est une découverte de génie. Je n'y avais pas songé, ni personne, mais c'est évident. Certes je le dirai si j'ose, et si par là je n'assure pas le succès de cette démence dont le dernier mot est révolutionnaire. Je la définirai ainsi : *La fortification de la guillotine et de la Convention assiégée.* Cela n'est inventé et soutenu que pour cela.

Je serai seul contre tous, les uns par perversité, les autres par obséquiosité pour le roi, les autres en plus grand nombre par *lâcheté*. Tout dit *amen! Ego non.*

Je viens de passer quinze jours à étudier à fond la question militaire, historique et stratégique, avec les généraux et les hommes d'art. Écoute-moi bien cette fois. Je veux

faire deux ou trois discours des plus complets et des plus forts que comportent ma nature et ma fureur.

Je ne sais pas non plus comment il se fait, que depuis deux ans nous nous rapprochons au point d'être presque ensemble sur toutes les questions. J'en suis bien heureux, et cela me fortifie bien : un seul écho intelligent m'a toujours semblé au-dessus de mille échos matériels. Au reste, je n'en manque pas, comme tu dis. Je suis réellement le ministre sans portefeuille d'une immense opinion en Europe où les *stupides conservateurs*, mes amis d'occasion, ne comptent que pour un vingtième. Je te plaindrais d'être mon secrétaire : sais-tu ce que c'est que cinquante lettres par matinée ? *chiffre vrai !*

Je suis excédé, malade, évanoui de névralgie la moitié du jour, triste le reste. O vie !

Rien de neuf ici, tout se traîne. Tu as raison sur Guizot. Il m'accable de caresses. Il m'a de nouveau tourmenté, ces jours-ci, pour accepter l'ambassade de Vienne. J'ai *refusé net;* seulement, s'il y a un congrès pour organiser la Syrie selon mes idées, j'ai dit que j'accepterais *peut-être* l'ambassade extraordinaire pour le congrès seulement. Qu'en penses-tu ? Cela est probable.

On nous accable d'ouvertures d'alliance du dehors. Madame de Nesselrode et plusieurs Russes sont souvent chez moi pour cela.

Adieu. J'ai pris un moment pour finir l'année et la commencer avec toi. Prie Dieu pour moi et aimons-nous comme toujours !

# ANNEE 1841

---

## DCCLXII

**A monsieur Ronot**

Avoué à Mâcon.

Paris, 27 janvier 1841.

Mon cher ami, merci de l'encouragement (1). Heureusement il n'est pas isolé cette fois, et vous ne vous faites nulle idée de l'écho et même du délire de l'approbation ici et dehors.

Je vais recombattre un peu ce matin et demain, mais l'escarmouche après le feu.

Je suis fort fatigué. J'ai cinquante lettres par jour. Je n'écris plus qu'à vous, les secrétaires font le reste.

Tenez-moi donc compte de ces deux mots, et aimez-moi comme si je vous le disais en mille.

## DCCLIII

**A monsieur le comte de Virieu**

A Lyon.

Paris, 6 février 1841.

Je ne t'ai pas écrit ces temps-ci, étant sur-occupé. Tu ne sais pas ce que c'est d'être à la fois aux commissions

(1) A propos du premier discours sur les fortifications de Paris. Séance du 21 janvier 1841. V. *La France parlementaire*, t. III, p. 22.

de la Chambre, parlant trois fois par jour des heures, comme ce matin, et le point de mire de tout ce qui rêve, en France ou en Europe, une idée, une chimère ou un noble sentiment. Le but est bientôt en pièces, c'est ce qui m'arrive. J'ai plus d'affaires qu'un ministre spécial, parce que je suis ministre d'une opinion, et que n'ayant pas une spécialité, tout me vient ou veut m'aborder. Je me défends *unguibus*, et, malgré cela, je suis vaincu et souffrant. Je quitterais si je l'osais.

Je t'envoie mon second discours, non préparé, sur les fortifications (1), improvisation complète et décousue comme tout ce qui n'est pas pensé ; le troisième est resté dans ma tête, c'était le plus fort en faits et en chiffres. Au moment où je demandais la parole, la Chambre votait l'article et ne voulait plus rien. Trahis par le roi, livrés par le ministère, nous avons succombé, et la France aussi. C'est un crime du cabinet. Cette dynastie le paiera trop un jour. Ici l'opinion tourne déjà à nous. Paris prend peur, on voit la révolution maîtresse de ces murs et les honnêtes gens foudroyés par les canons qu'ils ont chargés. N'en parlons plus. *habent sua fata.* J'ai été encore plus content de ta dernière lettre que des autres. Réellement à présent nous pouvons causer, nous n'avons plus qu'un fossé entre nous ; mais nous suivons la même route, cela me console et me réjouit même dans mes dégoûts.

Ma situation politique est de premier ordre à présent, ma situation au parlement très importante aussi, ma situation d'orateur presque unique, ma situation de poète ce que tu sais, ma situation d'honnête homme avérée, et, au milieu de tous ces rayonnements de gloriole et de force imaginaire, je suis le point noir et triste où tout s'éteint en convergeant, *tristis est anima mea.* La vie est courte, vide, n'a pas de lendemain, peu d'intérêt ; on

(1) Séance du 28 janvier 1841. V. *La France parlementaire*, t. III, p. 46.

voudrait ce qu'on n'a pas, on sent le poids de ce qu'on a ramassé par terre. Je ne me console qu'en priant Dieu souvent et toujours, mais la langue directe me manque : je le prie dans la langue mystérieuse et indirecte qui s'adresse partout et à tout, mais qui ne regarde aucun point comme un aveugle qui parle à quelqu'un qu'il ne voit pas.

Tiens, à propos, je trouve vingt vers que je viens de faire pour la belle princesse Michel Galitzin qui, me sachant souffrant, m'écrivait qu'elle allait prier pour moi.

Adieu, lis et donne cela à ta femme en la priant d'en faire autant.

## DCCLXIV

### A mademoiselle de Virieu

Paris, 14 avril 1841.

Hélas ! je savais notre perte affreuse (1) depuis deux jours. Que puis-je vous dire que vous n'ayez présumé de moi en le sentant par vous-même ! N'était-il pas aussi mon frère, et plus que bien des frères ! Je perds en lui autant que vous-même, tout le passé, tout ce qui me restait d'affection, de jeunesse dans ma vie. Je n'ai plus d'ami que dans mes souvenirs et dans le ciel.

Ce que M. de Miramon et vous me dites de ses derniers moments est consolant pour ceux qui croient fermement comme nous à la réunion dans l'éternité. Mourir avec cette pensée rendue sensible et présente dans la prière et dans une foi ce n'est presque pas mourir, ce n'est que partir le premier. Il l'a eue, et j'en suis heureux comme vous. C'est aussi cette pensée qui nous soutiendra dans notre reste de chemin bien morne et bien solitaire.

(1) La mort de M. le comte de Virieu.

Quand madame de Virieu pourra entendre un mot venant du dehors, je vous prierai de lui parler de moi et de mon dévouement absolu aux souvenirs, aux désirs, aux affections que notre ami a laissés autour d'elle et en elle sur cette terre. Mon seul bonheur sera de lui témoigner en eux qu'il a un frère ici-bas.

Adieu, mademoiselle. Vous avez été longtemps le témoin d'une amitié qui ne finit pas par la mort de l'un des deux amis, soyez assez bonne pour ne pas en laisser effacer en vous toutes les traces et pour permettre que je les retrouve toujours dans le cœur et quelquefois dans le souvenir des deux personnes qu'il aima le plus, madame de Virieu et vous.

## DCCLXV

### À monsieur Guichard de Bienassis

Juge de paix à Crémieu.

Monceau, 2 mai 1841.

Mon cher ami, je n'ai cessé, depuis la mort de Virieu, de penser à toi comme à la seule mémoire vivante de ces temps, qui me reste, et avec ce redoublement d'amitié que n'augmente pas, mais que fait mieux sentir la perte des amis communs. Comment peux-tu soupçonner une affection que tu as retrouvée fidèle et franche après vingt-cinq années de silence ? Elle ne change que pour augmenter.

Je t'ai écrit trois fois depuis six mois. On perd donc tes lettres à Crémieu ? Je te l'affirme.

Ne viendras-tu pas nous consoler un peu par une bonne et longue visite avec madame de Bienassis ? Je suis arrivé hier seul, et je ne bougerai pas de *huit* mois. Je ne

peux guère écrire, opprimé que je suis par une névralgie de dix-huit mois à la tête, mais je cause tant qu'on veut et jamais avec tant de bonheur qu'avec toi. Adieu et amitié.

## DCCLXVI

**A madame de Girardin**

A Paris.

Monceau, 17 mai 1841.

Vous ne m'avez jamais donné une preuve d'amitié si vraie qu'en écrivant ces quatre pages pleines et quelques mots débordant en marge. Il faut bien aimer quelqu'un pour lui consacrer cela, à Paris, au milieu de mille ennuis ou plaisirs de votre cabinet de toilette ou de travail ! Cela me va bien plus avant au cœur que ce que vous avez jamais dit ou fait pour moi. Seulement, il y a encore trop d'esprit. Quand vous n'en aurez plus du tout, alors je croirai que vous avez non pas du génie, mais — ce qui est bien plus rare — une affection.

Voici mes réponses écrites sans y voir et d'une main tremblante, tant j'ai de migraine. Je suis plus triste que jamais, triste de cœur, d'esprit, d'âme et d'affaires, sans compter le corps, malade et ayant sous les yeux un mourant dans quelques jours, ce pauvre et charmant M. de Pierreclos. Jugez si je souris à une pareille vie ! Accompagnez cela de tous les embarras urgents d'une situation critique. Me voilà, plus ce que vous savez, et le cœur déchiré et vide. Cependant, je ne vous demande pas de pitié. Il y en a tant de plus malheureux ! Et la pitié est si pénible ! Mais je vous demande avec confiance cette fois un souvenir quelquefois d'une ligne.

Je suis seul à Monceau avec mon chien et mon cheval.

Je me couche à huit heures, je me lève à cinq. Je voudrais travailler, je ne le puis pas ; je lis à peine. Pourtant le ciel est beau comme à Naples. Des vers ? A vous ! Je ne vous enverrai que les plus beaux que je pourrais jamais écrire. Or ce n'est pas sous cette étoile funeste, il vous faut le rayon le plus limpide d'une nuit du mois d'août : je le demanderai au ciel pour vous le réfléchir.

Hier, j'ai reçu du poète allemand Becker, dédiée à moi, sa marseillaise allemande : *Non, vous ne l'aurez pas, le libre Rhin allemand !* Je lui ai répondu par la *Marseillaise de la paix,* ce matin, dans mon bain. Je l'écrirai dès que le mal de tête tombera, et je vous l'enverrai après-demain. Remerciez Hugo. Nous sommes dignes d'avoir un chaînon aussi brillant que vous entre nous.

L'affaire de Chantilly est le *nec plus ultra* des bouffonneries d'un parti qui serait si beau, s'il était lui-même (1). C'est à en désespérer. Adieu.

Je suis bien touché de la pensée à la maison vide. Il y a bien souvent une pensée à votre porte. Votre feuilleton était charmant hier.

*P. S.* Je n'irai à Paris que quand j'aurai trouvé quelqu'un qui consente à me prêter 150,000 francs sur une hypothèque de 1,400,000. J'attends en vain.

## DCCLXVII

### Au marquis de la Grange

Député.

Monceau, 30 mai 1841.

Mille remercîments, mon cher ami. Votre lettre me

(1) Allusion aux manifestations d'un caractère tout mondain organisées à Chantilly par des légitimistes qui opposaient au bal de la cour ce qu'on appelait un bal d'anti-cour.

console et me touche ; elle m'amuserait si j'étais amusable, mais je suis près d'un mourant et souffrant moi-même. L'amitié ne sonne jamais mieux au cœur que quand il est vide et fêlé, le mien est écrasé.

Ne vous désolez pas, vous, de votre session ; elle a été des bonnes pour vous, croyez-moi d'ici. Vous vous faites un bon nom parlementaire en France. Ce n'est pas dans l'hémicycle de la tribune qu'il faut juger d'un député dans les premières années, c'est de loin : eh bien ! on vous juge à merveille.

J'ai lu vos débats. Je vois comme vous, mais moins en noir. Vous ne connaissez pas comme moi l'impuissance et la médiocrité du tiers parti ; ils ne peuvent ni fonder ni détruire, ils ne peuvent que taquiner. Laissez-les venir, une troisième fois, étaler leur nudité aux affaires.

Ce ministère tiendra avec eux ou sans eux. Je connais ses faiblesses, mais il est nécessaire. Le pays tourne au calme le plus parfait. Tous les électeurs tiennent à moi ici ; c'est comme en 1829. Si M. Guizot était un homme, il règnerait sept ans comme M. de Villèle. Il vaut bien plus que M. de Villèle, mais il n'a pas le tact, seconde vertu d'un homme d'État.

M. Molé s'impatiente, il a tort : on lui prépare une situation sublime dans cinq ans. Qu'importe quand, pourvu que l'histoire écrive : « Ce ministre fut grand tel jour ? » Du reste il est bien jeune, car on m'écrit qu'il est amoureux de madame de Montaut, Madeleine de Demidoff. Est-ce vrai ? Faites-lui mes compliments, malgré ce qu'il dit de moi. Nous faisons ce qu'il y a à faire, donc nous faisons bien.

Ce serait joli de voir MM. de Lamartine et de la Grange faire de l'opposition, au profit du 1er mars, sous le nom de M. Molé, et renverser la machine qu'ils ont relevée !.... Sottise !.... Attendez, nous sommes un parti éminent et qui se conduit bien cette année. Mille tendres respects

à madame de la Grange. Donnez de mes nouvelles à ma femme, je ne lui écris pas.

## DCCLXVIII

### A madame de Girardin

Paris.

5 juin 1841.

Moi! avoir songé à vous faire froidement et systématiquement un chagrin? Je rougirais de moi devant mon ombre. Voulez-vous savoir la grosse bête de vérité? Au moment de vous envoyer ces vers à *la Presse*, je reçus la demande de 500 francs bien pressés d'un homme que j'aime et qui en a bien besoin. J'écrivis à Buloz : Envoyez-moi mille francs courrier par courrier si vous jugez à ce prix quelques mauvaises rimes et mon nom. Trois jours après il m'adressait un billet de mille francs dans une lettre, seul argent que j'aie jamais touché d'un journal ou d'une revue, et voilà tout. Je pensai que *la Presse*, si elle trouvait les vers bons, les reprendrait le lendemain. C'est toute ma confession. J'espère que je suis absous.

Je viens de passer la journée auprès du lit de ce pauvre et charmant jeune homme. C'est un spectacle déchirant que la séparation lente de sa femme et de lui. Ils s'adorent. Il m'aimait bien aussi, et je m'y attachais sensiblement pour lui-même, bien plus que poui ce que l'on croit. Je n'ai plus d'espoir, mais des jours de répit de temps en temps. Je suis très malade moi-même et très fatigué d'un discours d'une heure et demie hier soir à un Conseil de Mâcon que j'ai converti à l'unanimité. Je ne puis jamais dormir après. L'esprit parle encore douze ou quinze heures après les lèvres.

J'attends, le 8, un capitaliste de Paris qui vient examiner de ses yeux si mes terres et mes titres lui présenteraient un gage pour 200,000 francs. Je ne pourrai savoir si je vais à Paris ou non qu'après qu'il aura feuilleté ma fortune et mes dettes. Triste occupation ! Je vous dirai alors quand je pourrai partir. Mais partez donc vous-même, ne laissez pas, pour une misérable rencontre et pour une conversation tronquée, glisser ces jours de soleil et de vie que le ciel nous prodigue cette année. Il y a plus de choses dans un de ces beaux jours sur un coteau de la Creuse que dans tous les salons où vous êtes adorée et dans toutes les intimités même de Paris. Après cela pensez à Saint-Point, si les circonstances deviennent plus douces.

Adieu, on m'appelle. — La pensée de M. de Rothschild serait bien bonne. S'il voulait me prêter 200,000 francs pour sept ans à 5 p. 100 et se contenter d'une hypothèque sur une terre de 600,000 francs, qui a seulement 235,000 francs d'hypothèques, il me sauverait de bien des nécessités dont ma démission est la première.

## DCCLXIX

### A monsieur le marquis de la Grange

Député.

Monceau, 25 juin 1841.

Mon cher ami, je n'ai pas besoin de vous dire pourquoi je ne vous écris plus, c'est que je suis toujours au chevet d'un mourant. Rien de décidé si ce n'est une affection mortelle dans l'état de M. de Pierreclos. Nous restons tout près de Mâcon pour aller le voir tous les jours. Le reste du temps je suis absorbé dans mes affaires

de fortune. Je ne puis savoir encore si je trouverai les 200,000 francs dont j'ai besoin pour vivre sept ans sans me retirer des Chambres. J'offre cependant pour hypothèque deux terres valant ensemble 1,400,000 francs et n'ayant de charges hypothéquées que 465,000 francs. Mais le monde est dur aux poëtes et aux hommes qui veulent rester indépendants. Mon parti est pris de me retirer de tout, même du conseil municipal, dans quatre mois, si je ne trouve pas à assurer mes affaires. Je vais à Genève encore pour cela sous quelques jours, mais seulement pour six jours.

Je me moque de la politique, elle est absurde ; ils fondent tous devant la question orientale. Carné, Dufaure, Thiers, Guizot, Girardin, Molé même, mettez tout cela dans un même sac et vous ne noierez pas une idée. Ils donnent tous leur coup de pioche à la mine qui fera sauter l'Europe. Cela fait pitié. Je ne doute pas le moins du monde que les cabinets, qui ont compris cette impuissance, ne se rient de nous, et n'arrangent leurs cartes sous table pour ne rien montrer que le jeu convenu. Avant trois ans vous verrez dans quelle abominable série d'impossibilités et de catastrophes diplomatiques l'absence d'idées de ces hommes nous engage.

Nous verrons-nous cet été ? Allez-vous au Midi ? Travaillez-vous ? Lisez-vous ? Croyez-vous à une dissolution ? Vous en occupez-vous ?

J'attends Denys ces jours-ci qui me dira le mot secret du ministère à cet égard, je ne suis plus au courant de rien. Le maréchal m'écrit ce matin, mais en énigmes.

Adieu. Ceci n'est que pour vous dire : Je vis ou je végète et je pense à vous. J'en dirais autant à madame de la Grange, mais ce serait trop tendre, j'y pense sans le lui dire.

Ma femme se porte bien, elle a du monde chez elle à peu près toujours. Elle ne vient pas à Genève avec moi.

## DCCLXX

### A monsieur le marquis de la Grange

Député.

Château de Monceau, près Mâcon, 11 juillet 1841.

Mon cher ami, je n'écris qu'à vous. Nous sommes plus affligés, plus frappés que jamais. Pierreclos est au plus mal; mes affaires n'avancent pas; je n'ai pas été à Genève encore ; à Paris rien ne se termine, les hommes d'argent sont des harpies. Je suis dans le double enfer du cœur et de l'esprit ; j'y ajoute quelquefois celui du corps. Que faire et que dire au milieu de tout cela !

Ma femme va bien, dites-le à madame de la Grange. Elle a du monde d'Italie et d'Angleterre en ce moment.

De politique je pense moins mal que vous. Nous avons sauvé l'Europe au 29 octobre, peu importe ce que ceux-ci feront ou ne feront pas pendant leurs deux ans de vie. Ce ministère, c'est du temps donné aux choses. Son seul rôle est de subsister, il subsistera. Après lui reviendront les platitudes d'un tiers-parti, puis les crises que les platitudes amènent, puis *nous ;* nous serons appelés par la clameur publique à sauver de nouveau le monde social. Si Dieu nous aide, nous le sauverons, peut-être au prix de nos têtes. Voilà ma pensée ferme. Restez donc au poste, vous voyez les incroyables efforts de fortune et de convenance que j'essaie pour y rester. Si je ne le peux pas, ce ne sera pas ma faute, et ma conscience de citoyen sera tranquille. Mais vous, riche, bien portant, jeune, actif, indépendant, haut placé dans le monde, ce serait un égoïsme lâche et criminel que de vous retirer. Restez, je reviendrai peut-être vous trouver au jour du combat.

Nous sommes bien mécontents de ce que vous nous dites : *Nous n'irons pas en Bourgogne.* Nous nous serions plus liés en quinze jours de Saint-Point qu'en quinze ans de Paris.

Adieu. Je vous aime et vous honore bien tendrement. Quant à madame de la Grange, je voudrais bien ne pas l'aimer car c'est elle qui vous empêche de venir. Mes respectueux compliments à M. le duc de la Force.

## DCCLXXI

### A madame de Girardin

A Paris.

Au château de Monceau, 16 juillet 1841.

Je réponds courrier par courrier comme à mes flatteurs ou à mes commettants. N'êtes-vous pas la plus flatteuse de mes flatteurs si vous êtes peut-être celui par qui j'aimerais le plus à être flatté ?

Vous êtes triste, mais vous êtes jeune. Cela passera. Moi, je mûris, si je ne vieillis pas encore, et les cheveux blanchissants m'avertissent que mes tristesses sont sans consolation future dans ce misérable monde, mal éclairé par la lune et mal chauffé par le soleil. A propos de toutes nos tristesses, voulez-vous savoir mon opinion, comme on dit parlementairement? C'est qu'un quart d'heure d'amour vaut mieux que dix siècles de gloire, et qu'une minute de vertu, de prière, de sacrifice, d'élan enthousiaste de l'âme à Dieu, vaut mieux même qu'un siècle d'amour. Je ne suis pas toujours mes opinions, mais enfin, les voilà. C'est peut-être une opinion consolante à l'âge où même sans vertu il faut *avoir l'air* de renoncer à l'amour, sous peine d'aimer tout seul, c'est-à-dire de faire

la chose la plus belle et la plus ridicule des choses de ce monde.

Parlons d'autres choses moins belles. — L'homme est venu. Il a examiné mes terres. Il les a trouvées très larges et très bien cultivées. Il a compris enfin, m'a-t-il assuré, ce mot mystérieux du *Courrier de Paris :* « Lamartine, le premier agriculteur de France. » Vous croyiez badiner, eh bien ! il l'a pris au sérieux en voyant mes vignes et mes familles heureuses et bien gouvernées de vignerons. Me prêtera-t-il sur cette valeur morale ? Et me prêtera-t-il à un intérêt moral aussi ? C'est là toute la question. Il me dira son mot dans un mois. Mais j'ai peu de foi dans les mots qu'on ne dit pas tout de suite. En attendant, et comme je suis à quelques mois de ma perte financière, je vais aller à Genève un de ces jours passer six jours et voir si je trouverai là un appui qui ne me perce pas la main. Je ne saurai donc que dans un mois si et quand j'irai à Paris.

Allez dans vos montagnes, ou venez dans les miennes, ce qui serait mieux. Moquez-vous du monde et vivez de vous. Vous avez plus de vie morale et pensante que ces tourbillons de poupées dont vous vous laissez ennuyer, et vous appelez cela occuper ! Vous aurez cinq ou six jours tristes, et puis les sources qui sont en vous couleront, et vous penserez, sentirez, écrirez, rêverez des choses sublimes, et vous direz anathème au mois d'hiver qui viendra vous déranger. Ce qui n'est pas en nous n'est pas. Cherchons seulement ce qui est.

A votre place, je ferais un grand livre de philosophie humaine ou mondaine dans le genre de l'*Allemagne*, de madame de Staël. Vous êtes à sa hauteur maintenant, plus la poésie. Prenez votre sérieux tout à fait ; ne touchez plus que dans le journal la corde semi-sérieuse de l'esprit. La gaieté est amusante, mais au fond c'est une jolie grimace. Qu'y a-t-il de gai dans le ciel et sur la terre ? Le

bonheur est triste lui-même quand il est complet, car l'infini est sublime, et le sublime n'est pas gai.

Quant à moi, ce que je fais ? Rien du tout. Je vois mourir, je vois pleurer, je vois aimer ; je vois ce qui s'aime lentement déchiré par la mort. J'ai dans le cœur mille abîmes qui se couvrent de silence et d'indifférence, et je sens les années se raccourcir et couvrir de l'ombre suprême les dernières choses éclatantes que j'aurais aimé à cueillir. Et puis voilà ! comme on dit ici. Adieu et bonne amitié.

## DCCLXXII

### A monsieur le comte de Fontenay

Genève, 29 juillet 1841.

Mon cher Fontenay, j'apprends par ma femme votre bonne et malheureuse visite. J'ai espéré en vain vous rejoindre à temps samedi. Les quinze jours passeront avant que mes affaires soient terminées. C'est une bonne pensée perdue pour moi, mais dont la mémoire restera dans mon cœur. Votre présence et votre amitié m'auraient rappelé les beaux jours de 1820 à Naples et les sombres jours de 1833 à Stuttgart : bonheur et tristesse vous rendaient également cher à nos souvenirs. Que je vous remercie de les avoir conservés !

Vous quittez la France sous de meilleurs auspices qu'à vos précédents voyages : une révolution extravasée rentre à la fin dans son lit. Les principes honnêtes et les instincts préservateurs finissent toujours par prévaloir quand un gouvernement leur laisse seulement la liberté. Voilà à quoi nous avons tendu depuis trois ans. Je crois que les choses vont marcher dans un sens résolu d'ordre et de paix.

Continuez à nous représenter et à nous honorer en Allemagne. Ma politique à moi est éminemment allemande, c'est la seule qui convienne à ce demi-siècle rempli par la question d'Orient. L'Allemagne est un contre-poids posé au milieu des deux grandes ambitions du monde, c'est à nous à ne pas le jeter dans un des bassins russe ou anglais mais de nous combiner avec elle pour faire force et paix.

J'espère qu'on vous enverra en Italie ensuite. Dans mon faible crédit, si vous avez besoin de moi, je suis à vous comme le disciple est au maître et l'ami à l'ami.

## DCCLXXIII

### A madame de Girardin

A Paris.

2 août 1841.

C'est un seul mot pour vous dire : J'ai reçu, j'ai lu, j'ai béni la main qui a tracé ces lignes.

J'étais en Suisse, croyant le jour suprême encore éloigné. Je suis revenu trop tard. Il est mort (1) en sage d'un autre temps. Son dernier mot, une minute avant sa mort, a été un adieu et un remercîment à moi ; son dernier geste a été de montrer le ciel à sa femme. Heureux les morts ! Heureux le jour où se réunissent tous ceux qui se froissent ou se rencontrent si mal dans le monde !

Je n'ai que le temps et la force de vous jeter ces deux mots. Je vais à Saint-Point mener la pauvre veuve. Je repars pour la Suisse dans peu de jours, c'est pour des affaires.

(1) M. de Pierreclos.

Il n'est pas même aisé de se dévouer et de se ruiner pour son pays. Quel monde! Quelle terre! Quels hommes! Vous le savez, vous à qui ils ont versé tant de fiel, et qui le leur rendez en délices.

Mais adieu. J'ignore si j'irai à Paris. J'ai des embarras extrêmes et qui peuvent m'y faire dire un long adieu.

Ma santé va mieux, sauf les coups terribles qui ravivent tout. Dieu proportionne les forces aux fardeaux. Je serais plein d'ardeur pour combattre, agir, mourir ; mais le terrain manque sous les pieds de tous les devoirs ici-bas. Quand la destinée, contre laquelle on ne doit jamais *s'obstiner*, aura parlé plus clairement encore, je me retirerai de toute action et de toute lutte, et je vous crierai de loin : Vivez et agissez! Adieu encore, aimez-moi, car j'ai pour vous *quand même* une affection vieille, sincère, vraie et universelle. — Excusez ce griffonnage. Je me suis repris et repenti des sottises qui coulaient de ma plume à mon insu. — M. de Girardin est donc en Allemagne? C'est bon. *La Presse* est admirable depuis un mois. Écrivez-le-lui.

## DCCLXXIV

### A madame de Girardin

Septembre 1841.

Le Conseil général m'a retenu quinze jours. Fatigué aujourd'hui, je suis au lit, avec une fluxion douloureuse. Je ne vous écris donc pas que ma joue ne soit désenflée ;
ais je pense à vous bien constamment et à toutes vos peines. Je sens perpétuellement au cœur le coup que le vôtre a reçu. Il n'y a pas beaucoup de femmes capables de vous comprendre. Celle-ci l'avait appris de bonne heure. Quel vide! Cesser à la fois d'être compris et d'être

aimé, c'est ce qui m'arrive tous les ans. On ne s'y habitue pas.

J'attends M. et madame de la Grange demain. Je ne sais ensuite ce que je ferai. Mes affaires financières n'ont pas marché d'un pas. Irai-je à Paris? retournerai-je à Genève? Les prochaines lettres me le diront, et je vous le redirai.

Adieu, ma plume tombe. Je n'ai rien mangé depuis trois jours. Ce n'est qu'un mal de dents. Du reste, je vais bien mieux. Quant à ce que vous savez, rien de rassurant et plus enchevêtré que jamais; mais je rougis même d'y penser. Je dois rester où les années me placent. On parle de moi pour le ministère dans les journaux d'aujourd'hui. J'en suis bien aise pour mes électeurs que cela flatte, mais il n'y a pas le moindre fondement. Si je reste à la Chambre, je verrai soigneusement passer trois ministères avant de faire partie d'aucun, et, si jamais j'y entre, je n'y entrerai que par une *brèche*. On n'a de force que dans les places conquises, dont les bourgmestres vous apportent les clefs. Or, qu'est-ce qu'un ministère sans *pouvoir*? Une duperie.

Adieu encore, et une amitié, en affection, en attachement, mille fois plus forte et plus enracinée que vous ne pensez. Pour votre mère, elle le sait, mais dites-le-lui encore. Cela ne fait pas de mal.

## DCCLXXV

### A monsieur Guichard de Bienassis

A Bienassis.

Monceau, 25 septembre 1841.

Quand tu voudras venir, mon cher ami, pars, je te fais le signe promis. Je suis seul à Monceau ou à Saint-Point,

on te le dira à Mâcon. Madame de Lamartine est à Paris pour quinze jours. Viens me donner le plus de moments que tu pourras. Consolons-nous, nous qui restons, de tous ceux que nous avons perdus, en nous voyant, en nous aimant davantage.

Ne pense ni à habit ni à toilette. Tu me trouveras en veste et en sabots, comme un parfait paysan.

Adieu et amitié.

## DCCLXXVI

### Au marquis de la Grange

Député.

7 octobre 1841.

*Bravissimo!!* mon cher ami, le premier morceau du *Mémorial* me paraît excellent à la lecture imprimée. Vous avez admirablement ordonné, poli et posé tout cela. Je ne doute pas que cela n'ait avant peu beaucoup d'effet sur l'opinion ; il est impossible que les presses politiques, surtout adverses, ne relisent pas cette œuvre d'un député et cette pensée collective de deux.

Je vous répète qu'ici tout ce qui lit cela est ravi. Le *journal* en parlera à fond, et par ma main, quand vous aurez paru, d'une manière courte mais brillante et de nature à être répétée. Je vous écris dans l'émotion. Vous aurez eu du courage, et je ne doute pas que vous n'en soyez récompensé. M. Molé doit être content. Moi, depuis vous, je suis contraint, par l'horrible situation que les manques de foi déguisés de M. Villemain me font, de me brouiller à mort avec le ministère. Je lui ai envoyé ma déclaration de guerre : ou la parole tenue, ou la guerre ; je n'entends pas cependant la guerre politique, la conscience est au-dessus de tout, mais le mécontentement

personnel et la rupture de toute espèce de rapports avec eux. Ils ont mon *ultimatum*, et je crois qu'ils le bravent; ainsi c'est fini entre nous. Villemain n'est pas un homme, et il ne sait pas ce que c'est qu'un homme. Ce n'est pas sa faute, aussi je ne lui en veux qu'officiellement.

Champeaux a écrit un petit article contre les circulaires de cabinet sur la presse, dans le *Journal de Saône-et-Loire ;* il est daté de Monceau et je ne le désavoue pas. Le ministère se perd. Depuis vous, cela m'est évident. Il est mort, il ne sait ce qu'il fait. Vos articles prennent position à propos.

Adieu. Je suis à mes vendanges, ma femme à Paris, mes affaires non faites mais un peu améliorées pour un an. Mille bravos à madame de la Grange pour son courage, elle doit être la femme d'un député dont le nom va être ballotté et couvert d'injures glorieuses par les écrivassiers du pays.

## DCCLXXVII

### A monsieur de Champvans

Paris.

Monceau, 10 octobre 1841.

Mon cher ami,

Madame de L. est arrivée et me remet vos lettres. Nous venons de les lire en famille et en société discrète ; celle sur Pagès est le mot même de son nom. Je le connais très à fond. Je ne m'associerais que si j'étais souverain et lui écrivain.

Je ne partage pas vos idées sur une agression au système du gouvernement royal. J'aime mieux montrer dans les actes et dans les paroles qu'on a un avis indépendant du roi, mais un cœur respectueux pour la personnification du pou-

voir. Souvenez-vous qu'on n'insulte jamais la statue d'un saint sans que la religion en souffre. La religion des Tuileries, c'est la prérogative. Il faut la coudoyer rudement, mais toujours en la saluant. Je ne crois pas non plus à une alliance du 12 mai et du 15 avril. Le 12 mai c'est M. Dufaure, M. Dufaure sera toujours le très timide serviteur de la popularité de gauche ; jamais il n'osera commettre ce crime de *lèse-popularité*, s'allier avec M. Molé ! Il ne l'a pas même osé au 29 octobre avec le maréchal. Non, je crois au 12 mai tout pur, et je m'en frotte les mains. J'aime à voir à l'œuvre les hommes forts. Vous les reverrez. M. Molé et M. Thiers ne viendront qu'après. De moi il n'en sera pas question jusqu'après ces quatre longues phases. Alors, si je suis encore du monde et du monde parlementaire, il est à croire qu'un grand flot de terreur me jettera au timon brisé. Je persiste dans cette idée : une tempête ou rien.

J'ai plusieurs lettres de membres influents de la gauche. Ils me provoquent. Ici la gauche *entière* est à moi, à commencer par des noms qui vous feraient hennir ! Ils sentent que je suis libéral et ferme en même temps, et que, quand leur drapeau aura été vendu et traîné cinq ou six fois encore dans la boue et dans l'ordure par les hommes de paille ou d'argent qui le portent, je suis peut-être destiné à le relever tout déchiré, tout boueux, tout sanglant, et à le porter comme un grand et honnête démocrate en réserve. Cela est vrai et pourra se réaliser un jour aussi. C'est au fond ma pensée. Je suis plus révolutionnaire que les démagogues, mais je suis révolutionnaire au nom d'un pouvoir ayant une volonté, et non pas au nom d'une populace d'écrivassiers n'ayant que des passions. Un journal dans ce sens-là ! Oui, créez-le, trouvez de l'argent, enrégimentez des hommes de courage ; je suis derrière, devant et au milieu. Mais je ne vois jour à rien de ce côté : isolé, ruiné, malade, je n'ai que mon

cœur, il est à cette cause contre laquelle on croit bêtement que je combats.

Adieu et affection. J'honore beaucoup, tout le monde avec moi, votre retraite.

## DCCLXXVIII

**A monsieur Dargaud**

A Paray-le-Monial.

Monceau, 14 octobre 1841.

J'étais absent quand votre mot m'arrive. Je n'irai pas à Paris. Madame de Lamartine y est allée seule. Elle est de retour d'hier. M. R** est toujours ce que je l'ai pressenti. Rien de fait malgré toutes les paroles du monde. Il a passé ici trois jours, a fait des propositions et eu des exigences inouïes. Je vous dirai ce qu'est l'homme.

Je ne bouge pas de Monceau avant le milieu de décembre. Donnez-nous novembre et demi, si vous pouvez. Vous travaillerez ici comme à Paray.

J'essaie en vain, moi, de travailler. La névralgie fort adoucie s'est ranimée depuis les quinze jours d'automne. Je vis en galérien dont la chaîne est en fer rouge et le tient par les entrailles.

La politique me paraît aller sans aucune intelligence. Je me brouille forcément avec le ministère qui me joue indignement dans l'affaire du Collège de Mâcon. Je leur ai envoyé mon ultimatum hier. Passé cela, plus de rapports avec eux. Cela ne m'empêchera pas de les soutenir un peu dans la lutte, mais je ne les verrai ni ne leur parlerai. M. Villemain est moins qu'un homme et moins qu'un roseau, on ne peut ni le plier ni l'appuyer.

Adieu et au revoir.

## DCCLXXIX

### A monsieur Martin Doisy

Mâcon, 15 octobre 1841.

Je ne suis pas *tergiverseur* de mon naturel : quand je consens à une chose malgré ses mouvements, je désire la voir réussir. Villemain ne fait tant de façons que parce que je l'ai pressé par ses collègues, et je ne l'ai fait que parce qu'il m'a joué. Il faut qu'il s'exécute avant un mois ou qu'il accepte la part de responsabilité de ses engagements indignement éludés et de mon caractère politique indignement compromis. Je sais très bien le nœud de l'affaire ; il a peur de son Conseil royal plus qu'il n'a peur de me manquer de parole : libre à lui. Mais il verra que, si je suis un bon garçon, je n'entends pas raison sur l'honneur engagé. Je suis décidé à tout plutôt qu'à avaler cet affront pour moi et pour mon pays.

Vous comprenez assez bien l'affaire, mais elle est cent fois plus légale et plus *sans prétexte* de notre part que vous ne le savez. Si elle échoue, je l'écrirai pièces et lettres en mains, car je ne me suis pas fié à des paroles, et on verra.

Remerciez l'admirable ami Janvier, et animez-le. Il peut partir de là avec assurance : c'est que si M. Villemain n'accomplit pas et ne dégage pas mes paroles données derrière les siennes, rupture éternelle et immédiate. Ce n'est pas un mot étourdi, j'ai réfléchi depuis trois ans, et je connais mes droits et ceux de Mâcon.

Tout à vous de cœur.

## DCCLXXX

### Au marquis de la Grange

Député.

Monceau, 22 octobre 1841.

Tout ce qui a lu *le Mémorial* ici est également satisfait et ravi de vous. Mais, comme vous dites, coalition naturelle du silence. Cela devait être, vous ou moi n'étant pas à Paris pour introduire une discussion si répugnante aux deux partis qui tiennent la presse périodique. J'écris à Girardin. J'ai fait moi-même un mot dans *Saône-et-Loire*, que j'ai envoyé au *Mémorial* et à Paris. Dans votre département cela vous fera infailliblement renommer et monter haut dans l'opinion. Si j'étais de vous, je me poserais dans le pays en dehors du sous-préfet et contre lui, tout en le laissant. C'est une excellente attitude électorale. Malheur alors à ceux que le gouvernement préconise ! L'électeur n'est pas fonctionnaire, il aime cette petite révolte sans péril contre un sous-préfet. Cependant voyez, cela vous donnerait un joli article à faire dans vos journaux : « *Le sous-préfet est contre moi, dit-on, que m'importe!* je ne m'en occupe pas. Il administre bien, tant mieux! je ne fais pas l'administration, mais des lois. Ses juges à lui sont les ministres, les miens sont les électeurs. »

Rien de nouveau quant à mon collège. Je n'écris plus, et j'attends : ils ont le pistolet sous la gorge, et je ne lâcherai pas qu'ils n'aient tenu leur engagement. Ils vont, dit-on, le tenir, sinon non !

Mes affaires sont toujours non faites. Je ne puis rien, je vois, avant janvier ou février; j'irai à Paris en attendant.

J'ai repris bien de la névralgie depuis vous. Je ne fais

rien. La maison est pleine de monde, mais nous ne cessons de regretter les jours que vous nous avez donnés.

Le ministère va à la diable, il est perdu aux trois quarts ici. Maintenant M. Molé monte ; cela n'ira pas loin. *Nous seuls* déciderons de l'adresse. Si le collège ne vient pas, je n'y vais pas. Adieu. Mille tendres respects à madame de la Grange. Elle a été bien avare de journées, mais jamais nous ne les oublierons.

## DCCLXXXI

### A monsieur Émile de Girardin

Monceau, près Mâcon, 23 octobre 1841.

J'ai appris avec plaisir votre beau et politique voyage. Cela vous instruit et vous grandit. Un voyage est une action, cela fait antécédent et porte justement respect à un homme. On ne sait que ce qu'on a vu.

Je suis bien aise aussi de votre retour. Le moment parlementaire va être critique. Cela ne va pas, et pourtant il ne faut pas renverser, car cela serait pis. Mais il y a à manœuvrer dignement devant l'opinion publique. *La Presse* a besoin de vous. Je la trouve pauvre et gauche depuis trois mois, cela a l'air d'une succursale du *Moniteur parisien ;* l'indépendance n'y brille plus. Elle déclinerait et ferait décliner ceux qu'elle dirige. Je vous attendais pour vous le dire.

Je vous approuve bien contre Espartero et pour la reine. Vous savez que je n'ai que deux mots en affaires étrangères : Occupation de la Syrie, et intervention en Espagne. Le roi perd sa dynastie en manquant ces deux idées. Mais laissons cela, on ne comprend ici qu'après coup.

Je suis en froid avec le ministère, et bientôt peut-être en hostilité personnelle pour un manque de parole de M. Villemain à un engagement sacré envers mon département, dont j'ai été garant. Si cela ne finit pas sous peu de jours, je n'aurai plus aucun rapport avec les ministres. Mon pays, justement indigné, ne me pardonnerait pas d'être l'ami de ceux qui lui manquent. Bien entendu que cela n'influe en rien sur ma politique.

Je suis à la campagne. J'y ai passé quelques mois assez doux. Maintenant je reprends la maladie de nerfs avec les pluies et le froid. Je n'irai pas à Paris avant d'avoir satisfaction du ministère. Mes affaires sont toujours au même point. Mais j'ai encore pour une campagne à Paris.

Dites mille et mille choses à madame de Girardin. Je suis trop triste et trop stupide pour les écrire.

## DCCLXXXII

### A monsieur Martin Doisy

23 octobre 1841.

J'ai votre lettre et l'annonce de mon image par M. de Cormenin. Va pour une insulte de plus ! Les mauvais portraits ne déshonorent que les mauvais peintres. Je plains la main assez malheureuse pour se condamner à défigurer ceux que l'esprit estime ; et à cette estime-là je n'y tiens pas. Voyez où j'en serais si j'avais ouvert mon cœur et ma verve à de tels hommes. Vous ne savez pas ce qu'il y a de faiblesse dans l'âme d'un tribun et d'adulation dans la plume d'un pamphlétaire.

J'ai fait mes vendanges assez bonnes, et je viens de découvrir à Monceau quatre hectares que je plante au printemps.

En politique je ne dis rien tant que l'affaire de Villemain

n'est pas faite. Je ne puis dire à quoi je serai contraint ici. Le pays est soulevé contre l'indigne façon dont on le traite ; moi, au contraire, tout le parti libéral et républicain se jette dans mes bras.

Abonnez-moi, je vous prie, aux *Débats*, pour un an.

Adieu et amitiés.

*P. S.* Dites à M. de Cormenin que ma seule vengeance sera de faire mentir d'année en année l'indigne image qu'il fait d'un homme d'honneur. Je lui pardonne le premier portrait, c'était une fantaisie ; mais, après six ans de désintéressement et de doctrines, c'est honteux.

## DCCLXXXIII

### A monsieur Émile de Girardin

Monceau, 30 octobre 1841.

J'ai une lettre de M. Villemain, conforme à la vôtre. Mais pressez-le, car chaque jour est une opinion qui s'envenime contre lui et moi, et à quoi bon ?

Dites à M. Cunin-Gridaine que je suis bien touché de sa pensée de me nommer au Conseil de l'Agriculture, mais que je le prie de n'en rien faire encore. Vous comprendrez qu'étant par *système* en dehors de tout ce qui me serait agréable, utile et influent, je ne dois pas perdre cette attitude par une nomination à une fonction de ce genre. Il ne faut pas me laisser *classer* au rang des hommes de philanthropie et de services neutres. Cela me mettrait hors la loi, c'est-à-dire hors la politique. Je ne le veux pas. Homme politique ou rien, c'est une nécessité pour un misérable dont le crime est d'être réputé philosophe ou poète ; il doit se tenir plus loin qu'un autre de ces deux maîtresses qu'on le soupçonnerait d'aimer encore. Faites comprendre poliment et obligeamment

cette répugnance à notre excellent ami, M. Cunin-Gridaine, et répétez-lui combien je l'aime et me mets à son service pour tout ce qu'il voudra à la Chambre ou dans la presse périodique.

Qui diable a pu vous dire mes affaires belles et bonnes et arrangées ? Il n'en est rien. Je suis aux abois ; mais je tiens bon sur mon fumier, comme Job. Ce qui est vrai, c'est que mon désordre est un ordre et que je suis un grand administrateur de terres et de vignobles. Cela n'empêche pas de mourir de faim honorablement.

*La Presse* s'aperçoit bien de votre absence, non comme talent, il y en a beaucoup, mais comme impulsion. Dieu, que ne l'ai-je ! Quel moment pour reprendre en sous-œuvre le gouvernement de tout depuis dix ans et lui dire : Reprends ta route, la voici ! La France serait à vous.

Adieu et mille affectueux sentiments.

Je suis comme madame de Girardin, je ne puis écrire sans un spasme, et je maudis chaque syllabe.

## DCCLXXXIV

### A monsieur Émile de Girardin

Monceau, 5 novembre 1841.

Ne pourriez-vous pas, mon cher ami, faire citer dans *la Presse* le morceau qui me concerne dans l'article Duvergier de Hauranne (*Revue des Deux Mondes*) ? Il suffirait de dire : « Voilà comment les adversaires du parti conservateur jugent ses organes ! Nous désirons aussi la fusion et le ralliement des hommes capables du pays, mais ils ne peuvent se rallier que sous un drapeau neutre et nouveau. A des idées nouvelles, des hommes nouveaux ! voilà le cri des choses et du pays. Vos partis meurent de

vétusté. Les idées attendent, les intérêts souffrent ; l'Europe ne nous comprend pas, et nous ne comprenons pas l'Europe. Du nouveau, du nouveau ! ou notre révolution mourra de vieillesse à dix ans de sa naissance. »

Adieu.

M. Sauzet, le Président de la Chambre, est chez moi d'hier et repart ce matin. — A revoir dans un mois.

## DCCLXXXV

### A monsieur de Champvans

Paris.

Monceau, 7 novembre 1841.

Mon cher ami, faites-moi un travail, c'est vous demander un plaisir.

Allez de ma part chez M. Paganel, directeur du ministère de l'agriculture, ou chez M. Cunin-Gridaine, et recueillez pour moi tous les documents concernant la question de l'introduction du bétail étranger : le tarif, son origine, ses variations, le nombre de bœufs gras introduits, le nombre de têtes de bétail maigre, le nombre des bœufs en France, ceux gras pour la boucherie, ceux maigres pour le travail ; enfin élucidez-moi bien cette matière, de manière qu'il n'y ait que ma logique à poser.

De plus, ce que coûte un bœuf à engraisser, par livre, en Suisse, en Angleterre, en Allemagne, ce qu'il coûte en France.

J'ai besoin de cela à fond, vingt pages s'il le faut, trente, quarante s'il est nécessaire ; bien digéré. Réunissez de plus ce qui a été écrit là-dessus de mieux, discours Tourret, et faites-moi un dossier.

Rien de nouveau ici, vos articles ont fait l'admiration de tout le monde et surtout la mienne.

Je suis dans l'affaire du collège jusqu'aux oreilles. J'attends Dargaud aujourd'hui pour un mois.

J'ai eu M. Sauzet hier ; j'attends encore du monde. Ma vie est triste et fatiguée ; je reprends la névralgie assez fort. J'irai à Paris le 5 décembre, bien heureux de vous retrouver si bien allant.

On me parle de journal, mais je n'ai pas même de quoi aller quatre mois à Paris avec quoi faire l'apôtre. Il n'y a que deux manières : du sang ou de l'argent. Je suis prêt à donner mon sang le cas échéant, mais je n'ai pas d'argent à jeter dans un journal. Si j'avais le million, ce serait fait à l'instant, c'est l'heure ou jamais.

Adieu et amitié.

Réabonnez-moi vite au *National*, à partir du 1er novembre dernier, pour trois mois.

## DCCLXXXVI

### A monsieur Émile de Girardin

25 novembre 1841.

Mon cher ami, je vous remercie de vos fréquentes lettres qui me tiennent si bien au courant du mouvement intestin de l'opinion et du cabinet. Je vous remercie surtout de celle-ci qui annonce de si bienveillantes prédispositions, dans des collègues de diverses nuances, en ma faveur. Mais je me hâte de vous écrire ma pensée intime sur la présidence, pour que votre amitié et celle de M. Pelletan ne perdent pas à cette pensée un temps et une bonne volonté qui n'aboutiraient pas.

Je ne désire pas la présidence. Bien plus, je serais

affligé si on me mettait dans le cas de dire oui ou non, mais je dirais non avant comme candidature.

Et pourquoi ? Le voici :

C'est une position neutre, et j'aime les positions militantes et actives.

C'est la décoration d'une vie politique, ce n'en est pas la force.

Enfin c'est exposer au hasard d'une bonne ou mauvaise attitude dans un fauteuil la considération, l'espérance, le prestige d'un nom politique qui peut un jour se compromettre et s'utiliser à meilleur escient. On ne grandit pas beaucoup là, et on peut en redescendre amoindri. Ainsi donc, pas de candidature volontaire et sérieuse. Quant à des voix, c'est autre chose, cela ne peut qu'honorer et fortifier une individualité parlementaire au dehors. Sous ce rapport, je ne serais que très flatté d'en avoir. Si même j'en avais assez pour être nommé, je ne refuserais certainement pas ; mais j'accepterais avec la plus vive répugnance et une douleur réelle et motivée.

Cela n'est pas politique, souvenez-vous-en. Or il faut être politique, ou rester comme je suis à regarder jaunir les feuilles des arbres, les pieds dans des sabots de noyer. J'en serais bien tenté, si ce n'était de ce diable au corps politique que je ne puis chasser de moi depuis l'âge de raison et qui me tiendra, j'en ai peur, jusqu'à l'âge où l'on n'en a plus.

Adieu. J'irai tard à Paris pour cause de misère. Écrivez-moi.

Gardez ces motifs exclusivement pour vous, sauf madame de Girardin, esprit politique bien plus qu'esprit féminin, pour qui je n'ai pas de mystère.

## DCCLXXXVII

### A monsieur Dubois

A Saint-Laurent, près Cluny.

Paris, 12 décembre 1841.

Je suis dans le tumulte, assiégé d'offres de tout genre. Qu'il y a loin d'ici Monceau, et que je voudrais y être ! L'opposition en masse se jette à moi pour me tirer à elle. Il s'est opéré un de ces mouvements que je vous ai souvent prédits, où l'homme seul devient l'homme multiple et où l'on lui remet la dictature de deux ou trois opinions. J'aurais, si je voulais dire un mot, l'omnipotence sur la Chambre, donnée par elle-même. Au lieu de cela je mécontente tout le monde en me refusant à tous. Cela me paraît sensé dans ce moment. Je resterai donc sur mon banc, isolé longtemps encore.

Adieu et tout à vous.

# ANNÉE 1842

## DCCLXXXVIII

**A madame de Cessia**

A Nice.

Paris, 12 février 1842.

Je t'envoie, ma chère Cécile, un discours que j'ai prononcé hier (1) et qui a sauvé le ministère et l'ingrate majorité. Il a produit un effet inouï. Ce sont mes adieux. La semaine prochaine, je commencerai à parler en homme de grande opposition. On me fait toutes les offres imaginables ce matin pour me retenir à la vieille majorité ; je n'en veux plus.

J'y joins un article du *Siècle* de ce matin, journal ennemi : tu verras comment mes adversaires eux-mêmes apprécient l'effet de ce discours. Le *National* même en parle ainsi.

Dans quatre ou cinq jours je vais reparler, et ainsi de suite trois ou quatre fois. Je t'enverrai les journaux, sachant qu'il n'y en a pas où vous êtes et l'intérêt que vous y prenez. Jamais la Chambre n'a été aussi impressionnée qu'hier ; on n'a pas pu reparler de plus d'une heure.

Marianne est un peu malade d'une fièvre de rhume depuis cinq jours, moi toujours assez tristement.

Rien de nouveau ici qu'un temps de Nice ou de Naples, 15 degrés et un soleil éclatant. J'arrive du bois de Bou-

(1) Sur les députés fonctionnaires publics. Séance du 11 février 1842. V. *La France parlementaire*, t. III, p. 138.

logne où j'ai été me reposer ce matin des émotions d'hier soir à la Chambre.

Quand revenez-vous, et comment allez-vous toutes ?

Ce bon et excellent M. Guillemardet est à toute extrémité, c'est une désolation de cœur pour nous. C'était notre meilleur et plus aimable ami.

Embrasse tes charmantes filles pour nous. Le temps nous dure de vous revoir tous.

Ma tante m'écrit régulièrement des lettres de quinze ans. Elle est très heureuse de vous savoir bien loin, mais ne la prenez pas au mot.

Mille tendresses.

Dis au secrétaire Valentine de nous écrire *souvent*.

## DCCLXXXIX

### A monsieur Ronot

Avoué à Mâcon.

Paris, 17 février 1842.

Mon cher ami,

Voici en courant, et d'une main lasse, pourquoi je ne vous écris pas. Prenez un télescope et voyez ma table ! Il est dix heures, je suis levé depuis six heures, je n'ai pas quitté la plume, et j'ai reçu au moins trente ou quarante billets ou lettres. Vous ne savez pas ce que c'est que de battre l'eau, elle écume et elle vous mouille. Je viens de sauter un grand fossé au milieu d'un *orage inoui* dans la Chambre (1). Les têtes ondoyaient comme des épis. Les

(1) Discours sur l'adjonction de la liste départementale du Jury (15 février 1842). « Un mot de ce discours, qui résumait le système gouvernemental de résistance suivi depuis 1830, devint populaire comme expression de l'opinion publique sur le pouvoir : « Il n'y aurait pas besoin d'un homme d'État, une borne y suffirait. » V. *La France parlementaire*, t. III, p. 153.

lettres, menaces, compliments, dévouements, anonymes, pleuvent huit jours après comme nos grêles en juillet. — Et puis je sais que vous m'aimez, cela me tranquillise.

J'ai parlé bien mieux que vous ne lisez. Dans les chemins de fer, me voilà commissaire, et je n'aurai pas de six semaines un moment à moi. Les demandes de rendez-vous pleuvent, plus d'heures d'amitié !

Adieu. Aimez-moi quand même, et ne croyez pas aux bêtises qu'on vous dit sur moi. Je sais où je tends, comme la boussole sait le pôle.

Mille tendreses.

## DCCXC

### A Béranger

6 mars 1842.

Puisque vous m'autorisez à parler comme l'amitié, ou comme la gloire, je dirai votre nom tout court. Voulez-vous me fixer un autre jour que lundi ? Tous me sont bons, excepté le samedi.

Je vous justifierai les chemins de fer. Une faculté aussi immense de plus ne doit être ni refusée ni redoutée : tout ce qui grandit le genre humain le fortifie. En sondant l'effet des routes de fer, c'est la fin de la guerre dans le monde, la communauté des idées et des langues. Travaillons-y donc avec confiance. Je ne suis pas plus pour la civilisation industrielle que vous ; mais ceci est plus qu'une industrie, c'est un sens qui pousse à l'homme. Qu'en fera-t-il ? du bien. Nous sommes optimistes tous les deux. L'optimisme, c'est tout simplement la foi dans la Providence. L'athée seul peut être pessimiste.

Des vers ? non, c'est à vous d'en faire maintenant. Vous avez vu mon commencement et ma fin comme

poète, et moi je ne vous ai vu ni commencer ni finir.

Mille amitiés dans la poésie, dans la liberté et dans l'espérance.

J'ai vu M. de Lamennais ; nous avons parlé de vous.

## DCCXCI

### Au marquis de la Grange

Député de la Gironde.

11 juin 1842.

Mon cher ami,

*Bravo* la lettre ! *Bravissimo* l'article du *National!* C'est bon pour vous, pour moi, pour nous. Il n'y a rien de meilleur que d'être injurié par ses ennemis. Je m'honore de l'être avec vous. Je ne réponds pas à ces misérables qui ont vendu la liberté pour les fortifications à Paris, Dieu seul sait à quel prix ! évidemment ce n'est pas pour rien. Ces Mirabeau d'échoppes borgnes ne se paient pas si cher que lui.

Je suis à Saint-Point, content mais souffrant. Je n'écris ni ne pense, excepté à vous.

Mon élection ne paraît pas douteuse, la vôtre est certaine ; votre attitude est magnifique devant le pays indépendant.

J'avais remarqué vos deux allocutions de la fin, c'est excellent. Vous grandissez et vous grandirez trois ou quatre ou dix ans encore ; vous le méritez par l'étude, l'indépendance, la fermeté d'esprit que vous montrez tout autant que moi-même et certes plus que personne de ces saltimbanques qui nous font insulter.

Mille tendres respects à madame de la Grange. Ma femme et Valentine lui disent les choses les plus aimantes.

A revoir, et souvent.

## DCCXCII

### A monsieur de Champvans

Paris.

Saint-Point, 16 au matin.

Mon cher Champvans,

Une nouvelle affreuse nous arrive (1). Nous sommes consternés. Que deviendra le pays pendant des minorités de quinze ans et des jeunesses de dix ans sur le trône de la prudence?

Je pense que je vais partir pour Paris. C'est demain que je partais pour Marseille.

(*Une commission capitale*) Allez à la Chambre des députés, et faites mettre mon nom sur la stalle de M. de Sivry non réélu : premier banc à l'extrême droite, première place du banc. C'est convenu. Cette place est l'objet de mon ambition depuis dix ans. Ne perdez pas une heure, autrement ce sera déjà volé. Je vous conjure, au besoin, d'employer les bontés mêmes du Maréchal pour me faire authentiquement inscrire là. Voyez le général Leydet, mon excellent ami. Assurez-vous que c'est fait, et que les questeurs ne le laissent pas subrepticement enlever, comme à la dernière législature, par un audacieux voleur de places. C'est de la haute politique pour moi que ce banc et cette place de Sivry.

J'étais hier à la Clayette ; c'est là que j'ai appris le coup terrible qui frappe la famille royale et la France. Nous sommes navrés.

Je vous quitte pour aller à Monceau et à Mâcon.

(1) La mort du duc d'Orléans.

Les élections font peu d'honneur à la France. C'est, en général et des deux côtés, pitoyable d'intelligence. Ici le parti conservateur a quatre déroutes, le parti intelligent les a toutes.

Mille amitiés, et réponse prompte.

Faites-moi un travail sur la régence, complet. Voyez Lacretelle.

## DCCXCIII

### A monsieur Émile de Girardin

17 juillet 1842.

Je reçois la fatale nouvelle en montant en voiture pour Marseille. Je m'arrête. Je serai à Paris, non avant mais peu après le jour de l'ouverture. Il y a impossibilité à moi de faire autrement.

Je suis bien heureux de votre double entrée, bien que l'échec même m'eût paru sans inconvénient. Si vous avez des inquiétudes pour votre admission, attendez quelques jours. Je vous défendrai de mon mieux contre un ostracisme de parti.

Mes respects à madame de Girardin. Je suis fort ennuyé, souffrant et affairé dans ce moment, mais le moment est gros.

## DCCXCIV

### A monsieur Dargaud

A Paray-le-Monial.

Monceau, 18 juillet 1842.

J'ai reçu vos deux charmants souvenirs. J'aurais voulu

le succès de notre ami de Mâcon ; mais l'affaire a été trop mal conduite par ceux qui devaient la préparer et par lui-même. Cependant le résultat n'est pas indifférent ; comme on dit ici, il promet mieux.

La fatale nouvelle de la mort du prince paraît plus grosse le lendemain que le jour même. Nous n'avons plus que le choix des fautes. Nous étions dans *la Ligue*, nous allons tomber dans *la Fronde*. Les régences sont le terrain des partis.

Je pars en effet pour Paris dans deux jours. Je n'y veux ni *présidence*, ni *cabinet*, partez de là. J'y resterai juste *le temps patriotique*, et je reviendrai ici où votre lit est fait.

J'entretiendrai M. Villemain dans son amitié et, je dirai, dans son admiration cordiale pour vous. Écrivez-moi tant que vous pourrez et votre avis sur tout, d'avance. Rappelez-moi à M. Bertuca.

## DCCXCV

### A monsieur Émile de Girardin

41, rue Laffitte, Paris.

J'ai entendu à la Chambre de telles colères contre votre nom qu'il m'est évident que vous serez attaqué. La majorité n'est pas douteuse pour votre admission. C'est à vous de bien voir si vous voulez ou non un combat. Je le crois peu utile, sauf le cas de scrutin secret que nous flétririons. Dans le cas d'attaque à la nationalité, en ne sortant pas de là, et dans un discours, écrit court et probant, vous pourriez parler. Autrement, mon avis est que vous vous taisiez.

Faites-moi bien savoir la séance où vous serez vérifié.

J'irai ce soir tard chez madame de Girardin.

## DCCXCVI

### A monsieur Émile de Girardin

Mercredi.

Il est indispensable que nous nous voyions ce matin, si le bruit qui court a fondement. Le voici :

Vous ne paieriez pas le cens, il y manque huit francs, parce que, disent-ils, vous ne pouvez vous attribuer moitié du mobilier de l'association de *la Presse*.

Si cela est fondé, vite une réponse, ou bien venez vers midi en vous rendant à la Chambre, et forcez la porte. Nous combinerons les objections.

A cela près, je crois les autres motifs renversés. Mais celui-là perdrait tout.

Une ordonnance royale de 1824 annotée dans le recueil de Duvergier (année 1831, page 224).

(Chercher vite ce texte pour M. O. Donnell et l'apporter à la Chambre.)

Elle règle en votre faveur votre cas.

## DCCXCVII

### A monsieur Dargaud

A Paray-le-Monial.

9 août.

Mon cher ami, je jouis de votre suffrage (1). Vous ave vu juste et bien, et j'ai frappé si heureusement au cœur d

(1) A propos du discours sur l'élection de M. Émile de Girardi Séance du 2 août 1842. V. *La France parlementaire*, t. III, p. 230.

la Chambre que non seulement je suis excusé mais honoré même pour avoir parlé. Ledru-Rollin et ses amis me demandent pardon et me font amende honorable tout haut. Girardin est réhabilité, et il y a faveur générale pour lui.

J'ai vu Villemain à votre sujet. Il m'a dit de vous dire :

1° Qu'il prolongerait la mission tant que l'année aurait des mois ;

2° Que, s'il quittait le cabinet, il ne quitterait pas sans vous avoir fait une situation inaliénable.

Dormez sur ces deux faits, et priez Dieu pour moi qui vais livrer tout seul contre tous un combat en l'honneur des dames et de la liberté sur la question de régence (1). Cela ne vous plaira pas. Mais attendez deux ans et vous verrez que c'était bien.

Mille affectueux compliments.

## DCCXCVIII

### A monsieur le comte de Circourt

Saint-Point, 6 septembre 1842.

C'est vous qui m'avez admirablement extrait et taillé toutes les pierres dont j'ai bâti ma conviction dans la loi de régence, à vous donc la gloire et la reconnaissance ! Je l'ai dit à tout le monde, et je désirais vous faire imprimer si j'avais su où vous trouver pour vous en demander l'autorisation.

J'ai profité hardiment de l'occasion pour rompre, par une manœuvre inattendue, les vieux cadres faux de la Chambre et débarrasser le terrain des principes démocra-

(1) Ce discours sur la Régence fut prononcé le 18 août 1842. V. *La France parlementaire*, t. III, p. 243

tiques de la présence et de la tactique de M. Thiers qui m'empêchait d'y mettre le pied. Maintenant m'y voici. Je commence de ce jour ma vraie carrière politique. J'étais jusqu'ici comme ces vaisseaux qui louvoient jusqu'à ce qu'ils soient arrivés à une certaine latitude et qui ne partent véritablement orientés que de ce point. Je vais faire de la *grande* opposition, ressusciter les jours de 1815 à 1830, avec cette différence que si l'opposition m'écoute elle sera affirmative et gouvernementale, au lieu d'être négative, critique et démolisseuse. Vous me comprenez à demi-mot. Renverser le pouvoir est un pauvre métier; le conquérir et y rétablir ses idées, voilà l'œuvre.

Secondez-moi de vos vœux et de vos œuvres. N'oubliez pas que je vous dois les deux plus belles pages de mon humble vie parlementaire, les fortifications et la régence. Au nom du ciel, entrez, ou soyez du moins à la porte derrière moi!

Me voici séant de nouveau au Conseil général. Je ne quitterai pas ce pays-ci avant le 15 janvier. Tâchez qu'il soit sur votre route, et venez vous reposer du beau dans le modeste et dans le tranquille.

Madame de L. s'unit à moi pour implorer et complimenter madame de Circourt.

Mille amitiés, et regrets d'être interrompu.

## DCCXCIX

**A monsieur de Champvans**

Paris.

Saint-Point, 26 septembre 1842.

Merci, merci, merci des insertions et renseignements. Je m'attends bien à cela des *Débats*. Ce que vous me dites

du *Siècle* penchant de gauche à M. Thiers m'étonne et ne m'intimide pas. Si *le Siècle* fait cette faute, ce n'est pas nous qu'il perd, c'est lui-même. Nous fonderons sur le terrain qu'il déserte.

Nous venons de lire un excellent article de *la Revue indépendante* sur mon mot à l'École normale (1). C'est topique aux faux libéraux.

Nous sommes ici, Dargaud, de Brauz, Aimé-Martin, etc., passant les jours à lire, causer et ruminer. On y parle bien, et toujours, de vous. Rien de nouveau au *pays*, si ce n'est que le vin est cher, comme dit le conscrit à ses parents.

Vendez des miens, tant et plus, je ne sais qu'en faire. Merci d'y penser.

Je ne travaille à rien. Nous nous promenons. Mon esprit n'est pas revenu. J'ai besoin de végéter trois mois. Je vais pourtant préparer beaucoup de canevas de beaux discours d'opposition pour les années à venir.

Ne vous inquiétez pas des raccommodements de M. Thiers et de la gauche. Cela se fera pendant trois mois, puis, M. Thiers entré aux affaires, M. Barrot, la gauche, moi, nous resterons dehors. Nous creuserons le fossé, et nous combattrons quatre ans en héros. Rassurez Caillé, et expliquez-moi à lui.

Le diable emporte votre visiteur ! Faut-il prendre *la Patrie?*

Écrivez, écrivez, écrivez.

(1) Allocution aux élèves de l'École normale de Saône-et-Loire (septembre 1842). V. *La France parlementaire*, t. III, p. 268.

## DCCC

### A monsieur Martin Doisy

Saint-Point, 5 octobre 1842.

Monsieur et ami,

Janvier, avec sa bêtise de panthéisme, vous a tellement fasciné que vous n'y voyez plus. Il n'y a rien de moins révolutionnaire, de moins hasardé, de moins osé, de plus *un* que mon discours sur l'industrie (1). Cela dit ce que cela veut dire : soyez industriel, et placez entre la richesse et la misère extrême, produits obligés de l'industrie, la charité de l'État bien ordonnée pour empêcher la richesse d'être oppressive et la misère d'être envieuse et révolutionnaire. Je ne crois pas que Fénelon eût dit autre chose, seulement il l'aurait dit mieux, et il faut être Janvier, c'est-à-dire un véritable prodigue d'esprit pour ne savoir qu'en faire et entendre malice à tout ceci.

Je n'ai pas eu moment depuis vous : Conseil général, discussions, journaux, discours, vingt personnes à demeure chez moi, réception de trois cents en une seule fête, et les affaires, et les nuits employées à commencer mon grand ouvrage de philosophie, l'ouvrage de ma vie : en voilà assez pour absorber un pauvre homme.

Mais le cœur est libre et vous demeure très attaché, bien que je ne puisse pas vous faire entendre ma politique, selon moi très simple. Peu importe, dans cinq ans vous l'entendrez, et le monde me rendra justice. Soldat

(1) A la séance publique de l'Académie de Mâcon (12 septembre 1842). V. *La France parlementaire*, t. III, p. 271.

de l'idée, je combats pour elle et non pour moi, et, quand elle aura sa force, elle gouvernera.

Adieu donc et amitiés.

## DCCCI

### Au marquis de la Grange

Saint-Point, 5 octobre 1842.

Mon cher ami, je vous croyais en froid avec moi, et je commençais à m'affliger de la politique puisqu'elle pouvait désunir ce que l'âge, les sentiments, les conformités littéraires et l'amitié avaient uni. Grâce à Dieu, il n'en est rien. Corrigez donc vos épreuves pendant que j'ébauche moi aussi les premières pages du grand ouvrage de ma pensée, celui où je veux rassembler et offrir à Dieu seul l'encens final de ma raison et de mon sentiment humain.

Je me lève la nuit pour l'écrire, et j'y emploierai dix ans. Mais cela ne marche pas si vite que le temps, la souffrance et la mort. Peu importe, il est beau d'avoir commencé.

Je viens de mener, et je mène encore, une vie infernale. Je n'ai pas eu un jour de paix. J'ai présidé mon Conseil général, j'y ai discuté ; j'y ai surtout dîné. O ennui et gastralgie! J'y ai fait des discours extérieurs et intérieurs. J'y ai donné un souper de 312 couverts, avec trois musiques de régiment dans les lointains, et trois mille personnes se promenant sous mes arbres illuminés. Cela fait, et jusqu'à aujourd'hui, je n'ai pas eu moins de dix-huit à vingt personnes à demeure, tombant du ciel de tous les points de l'horizon. Mais, bien que dans le nombre il y ait de vrais amis, je n'ai pas eu M. Sue. Et il vaut mieux que tout cela. Son livre fait fureur ici tous les soirs.

Mes belles nièces en lisent ce qu'on leur permet, et ne rêvent que lui. Qu'est-ce qu'un philosophe, un politique, un poète auprès du Richardson populaire qui fait vivre et aimer tout cela en drame! Faites-lui mes amitiés. Moi, je ne le lis pas, mon esprit est trop impatient; j'aime l'or en lingots et non pas en feuilles. J'attends l'édition.

La politique ministérielle me touche peu. Guizot, Molé, Thiers, Passy, Dufaure, cinq manières de dire le même mot. Ils m'ennuient sous toutes les désinences. Que le diable les conjugue comme il voudra! Je veux aller au fait et attaquer *le règne tout entier*. Dans quatre ans, on nous verra remuer des idées plus puissantes, ou du moins nous aurons remué le sol où elles doivent germer.

Adieu, je finis faute de combattants.

Mille tendresses à madame de la Grange.

## DCCCII

### A madame de Girardin

Paris.

Monceau, 23 novembre 1842.

Enfin, voilà un mot de cette main qui en a tant écrit de ravissants, et qui en fait tant désirer maintenant à ses amis! Est-ce que Bourganeuf engourdit cette âme que ni le malheur, ni les inquiétudes, ni les ingratitudes n'avaient pu affaisser à Paris? Si c'est pour votre repos, tant mieux! Si c'est pour transporter ce feu sacré de l'autel du génie au vent froid et agité de l'ambition mondaine, tant pis! Mais ce n'est pas cela, dites-vous: c'est ce voluptueux engourdissement qu'on éprouve à regarder sans voir la nature inanimée dans une sauvage nature

et par un beau soleil. Alors, tant mieux encore ! Cette paresse-là est divine. Elle compose les plus délicieuses heures de la vie. Non seulement je vous la pardonne, mais je vous la souhaite mille heures par jour. Mais est-ce qu'il n'y avait ni montagnes, ni bruyères, ni ciel bleu et profond, ni éblouissant soleil à Saint-Point ? Au contraire, il n'y a que cela. Que ce soit donc pour une autre année ! Vous êtes cause que je n'ai joui de rien celle-ci, parce que je vous ai toujours attendue. Et, comme je me défie justement de ma propre *amabilité*, j'ai eu du monde sans interruption à votre intention jusqu'à aujourd'hui. Enfin n'en parlons plus.

M. de Girardin me trouvera à travers les frimas, les brouillards, la glace et les inondations, à une heure de Mâcon, dans un château bien triste sur la route de Cluny. Cela s'appelle Monceau. Qu'il m'écrive, et je lui enverrai des chevaux, ou qu'il prenne une voiture à Mâcon. Je serai enchanté de vingt-quatre et de cent heures de causerie avec lui. Il me trouvera un peu ennuyé, un peu assoupi, un peu morose; mais l'âme est un ressort qu'il suffit de presser un peu pour qu'elle reprenne élasticité et vigueur. La mienne les prête à toute action ou à toute pensée qui lui donne l'exercice et le sentiment d'elle-même. Elle est morte un millier de fois et ressuscite toujours le troisième jour. Elle est occupée dans ce moment à compter des tonneaux dans des caves et à calculer le prix des vins. Mais elle ne demande pas mieux que de faire autre chose. Quant au corps, il souffre et s'agite et languit. Quel supplice que cet accouplement d'une intelligence qui en tuerait dix et qui n'en a pas un en bon état ! Que pouvons-nous faire avec un si détestable outil ?.... Consolez-moi donc en m'écrivant. Je ne suis pas heureux ; pas plus que vous. La tristesse est une sympathie. Vous savez la mienne. J'ignore la vôtre. C'est peut-être la même.

Faites-vous des vers ? J'y ai renoncé. C'est trop puéril pour le chiffre de mes années. La rime me fait rougir de honte. Sublime enfantillage dont je ne veux plus.

Philosophie et politique, je ne vois plus que cela, et cela se fait en prose. Ainsi, adieu sérieux non à la poésie, mais aux vers. En philosophie, je prépare pour un avenir éloigné. En politique, j'attends quelques événements qui en vaillent la peine. Quant à user ses beaux jours pour la petite préférence à inventer ingénieusement entre MM. Molé, Thiers, Guizot et Dufaure, je laisse cela à ceux que cela amuse. Quant à moi j'en suis prodigieusement ennuyé. Je ferai l'insurrection de l'ennui, une révolution pour secouer ce cauchemar ; pour cela, il faut des forces dans le pays. En attendant, consolons-nous ensemble en causant de loin et de près de ce texte inépuisable de la pensée humaine et du cœur humain, où personne ne lit si bien et si fin que vous. Adieu.

## DCCCIII

### Au marquis de la Grange

Monceau, 28 novembre 1842.

Mon cher ami,

Hier j'ai lu votre lettre à Champvans. Je ne serai pas à Paris si tôt que vous pensez, mais au dernier moment, 10 ou 15 janvier. — Qu'y faire ? Il vaut mieux entendre le vent d'automne siffler que bourdonner l'intrigue qui court en cabriolet dans les rues. Vous dites que nous devons nous recorder. Non, nous savons d'avance ce que nous avons à faire pendant quatre ou cinq ans : nous séparer de toutes ces tactiques qui manœuvrent sur un terrain sans issue, et former notre armée d'opposition sérieuse et gouvernementale sur un terrain nouveau qui

verra venir à nous toutes les idées jeunes et toutes les forces vitales de la génération pensante.

Le jour où les joueurs de gobelet de 1830 auront perdu la dernière partie avec leurs cartes sales, nous serons les maîtres et les sauveurs de ce qui reste de foi politique en Europe. Tout autre rôle me paraît petit et indigne d'occuper des hommes qui ont mieux à faire. *Ou servir des idées ou rien,* voilà ma devise. Le temps ne garde mémoire que de ceux qui lui ont légué quelque chose. Que lui lègue-t-on en ce moment, si ce n'est un état politique à défaire ? Ainsi pas de faiblesse pour ma part, combattre ferme et chaud, et combattre lorsqu'on triomphe.

Girardin arrive ces jours-ci pour me faire, dit-on, des propositions du roi et de M. Molé (confidentiel).

J'écouterai ; je ne découragerai pas tout à fait, mais je ne crois rien possible ni utile en ce genre. Il faut que M. Molé s'en tire tout seul ou avec M. Thiers. Ne nous compromettons pas avec tout ce passé ! Sachons vivre seuls et attendre : le temps est à nous, il n'est plus à ces hommes. Si vous m'en croyez, vous serez immensément fort et *important* dans cinq ans. C'est évident pour moi. Je vous vois adopté, honoré et exalté par l'opposition renouvelée, comme un de ses fondateurs, et appelé à la représenter au pouvoir, le jour certain où elle y entrera. Vous ne savez pas ce que c'est qu'un aristocrate comme vous tendant la main à une démocratie impuissante tombée dans le fossé ! C'est le beau rôle depuis Rome jusqu'à Mirabeau. La naissance et le caractère vous l'ont préparé ; vous l'avez bien dessiné sept ans. Au moment de la grande scène, vous le déserteriez ! pourquoi ? pour vous ennuyer à peser quelques grammes entre M. Molé, M. Thiers, M. Guizot et une cour ! Vous vieilliriez ainsi à cette œuvre misérable, et votre nom s'évanouirait avec ceux de MM. tels ou tels ! Ce n'est pas la peine pour un homme de talent et de volonté comme vous. Pour moi je

n'en veux à aucun prix. Nous avons bien prouvé que nous étions conservateurs ; prouvons que nous sommes libéraux, et prouvons ensuite que le libéralisme est un moyen de gouvernement plus puissant que l'intrigue et la peur.

Adieu. Je baise la main si belle de madame de la Grange, mais je la secoue avec colère, si elle vous entraîne loin de moi !

Mille respectueux souvenirs à M. le duc de la Force.

## DCCCIV

### A madame de Girardin

Monceau, 3 décembre 1842.

Le lit de M. de Girardin était fait, son feu allumé, hier dimanche, quand j'ai reçu votre lettre. Voilà la troisième fois. Je ne l'attends plus. Qu'il aille ou qu'il vienne, j'irai ou je viendrai. Je n'ai plus de foi. Aussi bien les routes sont gelées, et le brouillard couvre nos collines. Que lui offrirais-je qu'un coin de feu moins confortable que dans la rue de l'Université? Faites-lui mes complîments sur son élection.

Que répondre à votre lettre ? Je suis lyrique et non polémique ; je dis et ne discute pas. Vous aussi. Disons donc, et ne nous répondons pas.

Non, il n'est pas vrai que la politique soit de l'ambition toujours. C'est la petite qui est de l'ambition, la grande est du dévouement. Je ne conçois que la grande. Celle-là est patiente comme l'idée qui la fait agir. Elle n'est pas pressée de saisir aujourd'hui, parce qu'elle a demain. Elle est clairvoyante, parce qu'elle n'a pas l'œil troublé par le vertige de l'intérêt personnel. Elle n'entre au pou-

voir que quand elle sent qu'elle a une force en elle et derrière elle pour l'y pousser et l'y soutenir. Cette force, je ne l'ai pas encore, je l'aurai dans quatre ou cinq ans. Vous verrez alors si je ferai de la philosophie. Mais, en attendant, qui m'empêche d'en faire? Qui est-ce qui me dérange? Et pourquoi me battrais-je avec MM. Thiers, Guizot ou Molé? J'y perdrais mon temps et mon bonheur. Le jour viendra de se battre, mais d'ici là on peut philosopher ou même faire mieux. Mais, hélas! je me hâte de vous dire que je ne fais pas mieux.

Je suis même peu pressé d'aller à Paris, excepté pour vous voir, car je n'ai rien à faire pendant quelques mois. Il y a entre l'opposition et moi leurs vieilles bêtises à liquider. Il faut que les feuilles mortes tombent pour faire place aux bourgeons nouveaux. De plus, ce n'est pas à moi d'attaquer le ministère; on doit des égards à des hommes d'honneur. Si on les chasse, ce ne doit pas être par ma main. Et puis je les aimais mieux que ceux qui vont les remplacer. Mais défendre désormais un cabinet? Non, ce n'est plus l'esprit du rôle. Mieux vaut donc se taire un an ou deux. Ah! si j'avais un journal! c'est là que je parlerais. Mais la Providence me le refuse. Donc c'est pour le mieux. Ainsi toujours content. Vous ne savez pas combien et pourquoi je suis fataliste, comme tous ceux qui ont une fortune. Écoutez si j'en ai une. Hier matin j'avais fait venir une quantité d'énormes carpes de vingt lieues de loin dans un vivier. Une fois les carpes dans l'eau, je ne savais plus comment les en tirer. Point de filet à dix lieues à la ronde. Pays de vigne et de rocher, où on n'a jamais mangé une écrevisse seulement. Je monte à cheval, et je traverse la grande route. Quelque chose fait peur à mon cheval qui se cabre. Je regarde. C'est un homme qui porte un beau filet au bout d'une perche. Il me l'offre à acheter. Je le paye, et nous dînons. Un journal m'arrivera à son heure, comme le filet, et nous

prendrons beaucoup d'hommes. Car nous serons pêcheurs d'hommes, comme Jésus-Christ disait à saint Pierre. En attendant, pêchons des brochets.

Mais adieu. Je voulais raisonner et je cause. A revoir, et un bien sincère et croissant attachement.

## DCCCV

### A monsieur Émile de Girardin

Château de Monceau, près Mâcon, 9 décembre 1842.

Mon cher ami,

Venu ou non venu, soyez le bien arrivé. J'ai suivi vos triomphes. Ici on vous aurait offert de l'affection et du recueillement.

J'ai entendu parler, en effet, de combinaisons Molé où l'on me destinait l'intérieur. Je ne vois que nuage et poussière dans l'horizon actuel du pouvoir. Nous causerons de tout cela. Je crois l'opposition nécessaire, à grandes doses, à une situation léthargique. Mais je ne veux plus me mêler que de mes propres affaires, et marcher mon chemin sans savoir avec qui. Le siècle vaut mieux qu'un compagnon. En tout cas, comptez sur bienveillance et politesse dans les formes, pour vos amis.

Je n'irai à Paris que les premiers jours de janvier. Je n'ai rien à y faire, et ici j'ai deux cents ouvriers et je crée de la terre. Trouvez-moi à vendre des vins à bas prix. J'ai à passer quatre ou cinq années difficiles. Après cela, ou j'entrerai aux affaires ou je me ferai *dominicain*, comme on dit de Berryer. Mais mon couvent sera ailleurs qu'à Rome. Berryer n'a plus d'autre issue qu'un cloître, je le lui ai dit vingt fois. On n'a jamais fourvoyé plus complétement un beau talent, un charmant homme et un su-

blime parti. Oh! si j'avais eu cette armée à conduire! Mais ma foi n'aurait pas été avec mon drapeau. Il vaut mieux porter haut et loin celui de la révolution où sont écrits, il y a cinquante ans, les vrais dogmes de mon âme.

Adieu et amitié.

## DCCCVI

### A monsieur le comte de Circourt

Monceau, près Mâcon, 18 décembre 1842.

Monsieur et savant ami,

Retenu ici par des affaires graves et nombreuses, je ne pourrai me rendre à Paris que dans les jours qui approcheront de la discussion de l'adresse. On m'écrit qu'on s'y occupera surtout du *droit de visite*. C'est une question perdue si on ne soulève pas l'esprit public un peu plus haut que les misérables susceptibilités populaires fomentées à force de mensonges par les misérables colporteurs de noirs et par les agitateurs de la Chambre.

Il n'y a pour nous qu'un moyen de défendre un peu nos clients, les noirs, c'est d'avoir présent à l'esprit et de présenter froidement à la Chambre le tableau vrai et historique de la traite depuis son origine, de rappeler les premières voix qui s'élevèrent contre le commerce, d'avoir copié des fragments des plus beaux discours prononcés en Angleterre par Wilberforce et ses amis, d'étaler la statistique vraie et croissante ou décroissante de la traite, enfin de savoir où, comment, en quel nombre, sur quels rivages, la traite s'opère encore aujourd'hui.

Voilà ce que j'ose vous prier de me préparer en vingt ou trente pages, nourries de citations et de preuves, pour

réfuter d'avance toute contestation. Armé de vos armes, j'essayerai, sinon de vaincre, on ne fait pas reculer un ouragan, au moins de faire réfléchir la Chambre et de sauver un peu ce tiers intéressé qu'on va autrement abandonner à ses bourreaux. Dites-moi si vous le pouvez. Si vous avez accès auprès de M. de Larochefoucaud, notre excellent président de la morale chrétienne, il vous procurera, par lui ou par ses amis, les cinq ou six volumes anglais à compulser. Ce sont des recueils de *meetings* et de *speechs* très éloquents sur cette affaire. Aux Affaires étrangères on vous communiquera les deux ou trois traités à partir du traité de Vienne.

M'excuserez-vous, et m'aiderez-vous? Nous avons bien parlé de vous ici avec l'aimable Hüber.

Rappelez-moi à madame de Circourt, et croyez à mon bien sincère et haut attachement.

Vous trouverez l'histoire du droit de visite dans l'*Histoire du droit des gens*, par Wheaton, ministre des États-Unis à Berlin. Envoyez-le chercher chez M. de Brautz, n° 39, rue Laffitte, de ma part.

*P.-S.* Non, on vous l'enverra demain.

Adieu et excuse.

# ANNEE 1843

---

## DCCCVII

### A Béranger

2 février 1843.

Cher et illustre ami, je reconnais précisément votre nature d'homme d'État à la prophétique prévoyance de vos conseils. Avant de me décider à faire ce que je fais j'ai toujours pensé et dit que les difficultés d'amélioration dans la constitution ne me viendraient pas tant de la résistance de l'oligarchie bourgeoise qu'il faut élargir, que de la timidité de vos amis qui craindront de se déranger. Aussi je serai prudent jusqu'à l'heure où j'aurai des forces. Mon affaire pendant quelques années c'est de m'en créer. Les éléments y sont, et Dieu nous viendra en aide. Un de ses instruments les plus sages et les plus populaires à la fois, ce serait vous!

Soyez donc avec moi, et employons cette courte vie à préparer les voies du Seigneur, c'est-à-dire le terrain d'un gouvernement qui ait l'*unité* monarchique et la *dilatation* républicaine. Nous retournons *aux carrières*. C'est évident. Il faut reprendre un autre chemin.

Dès que cette petite bataille (1), que je ne peux pas quitter, sera finie, à la fin de la semaine, j'irai vous serrer la main et chercher l'*Égérie* de Passy.

(1) On discutait à la Chambre le paragraphe de l'adresse relatif au droit de visite.

## DCCCVIII

**A monsieur Dubois**

A Saint-Laurent, près Cluny.

Paris, 3 février 1843.

Mon cher voisin et ami,

Un mot entre dix mille, car depuis six jours mon bureau est une table de bureau de poste. Mais l'amitié a l'œil adroit, elle reconnaît votre ferme et large écriture, elle lit et elle répond.

*Je prends le terrain et non les hommes de la gauche* (1). Le terrain est à moi parce que j'ai su le conserver dix ans dans toutes les questions libérales; ils ne peuvent pas m'en chasser. C'est tout ce qu'il me faut. Ne vous inquiétez pas du reste. J'y agirai dans ma liberté. Quand ils m'appuieront, tant mieux ; quand ils feront du gâchis, tant pis pour eux, tant mieux pour moi qui m'y opposerai tout haut. Le terrain libéral et très libéral est le seul sur lequel on puisse rallier les grandes forces vives et neuves dont ce pays-ci aura besoin dans quelques années. Voilà la pensée de ma situation.

Cela dit, méditez-le, et vous verrez que j'ai raison.

Au reste l'étincelle tombée de la tribune a, contre mon attente, immédiatement allumé un incendie des esprits dont rien ne peut vous donner l'idée. Je ne croyais pas la désaffection si profonde, et je m'en effraye. A ce coup de tocsin les forces me sont accourues de toute part avec fanatisme. J'ai tâté le pouls de toutes les opinions, je sais

(1) V., pour le développement de ce programme, Discours sur l'adresse, séance du 27 janvier 1843. *La France parlementaire*, t. III, p. 238.

à quoi m'en tenir, et je reste dans l'attente et le repos.
Adieu et affection.

## DCCCIX

### Au comte de Puymaigre

10 février 1843.

Monsieur et ami,

Merci de cette voix connue et aimée qui me crie de loin : Courage. J'en ai besoin et vous m'en donnez. Ce petit coup de tocsin a réveillé en effet beaucoup d'esprits ; l'heure viendra de les appeler au secours du pays et de la société. Il est bon de savoir qu'ils existent, il est bon qu'ils sachent où ils pourront se rallier ; c'est le seul but de mes démarches actuelles. Les événements en commanderont d'autres. Prendre le terrain sans s'occuper des hommes qui l'occupent aujourd'hui, voilà ce qu'il y a à faire. Rassurez-vous donc quant aux idées anarchiques : il n'y a de force contre l'anarchie, aujourd'hui, que dans la liberté.

Aimez-moi, secourez-moi de vos vœux et éclairez-moi dans l'occasion de vos bons conseils. Vous savez combien mon esprit et mon cœur vous rendent tout cela.

## DCCCX

### A monsieur Ronot

Avoué à Mâcon.

Paris, 10 février 1843.

Mon cher ami,

Ma plume est lasse. J'ai en trois jours (compte fait hier)

314 lettres des départements, fanatisme d'entraînement et d'enthousiasme. J'en ai répondu de ma main une soixantaine, le reste attend ou se répond par secrétaires en deux phrases circulaires. Ainsi, excusez-moi. De plus j'ai les journalistes et les hommes politiques avec lesquels il faut s'entretenir tout le jour. Pitié, pitié, pitié !

Merci des bonnes nouvelles des chiens.

Peu importe que le *Progrès* imprime.

Je suis très content de Dejussieu et de M. Lenormand. C'est cela.

Je vais tout à l'heure parler une heure à la réunion des oppositions, pour les empêcher de faire une bêtise sur l'Espagne en soutenant Espartero qui nous insulte.

Ah oui ! j'aurais de la peine si je me proposais, ce qu'on suppose, de diriger, rectifier, discipliner la gauche ; mais je n'y pense pas. Entre nous, ce qu'il me faut, c'est son terrain et non ses criailleries. Sur ce terrain, dans cinq ans, nous aurons les idées et la France. Souvenez-vous-en, et moquez-vous de ceux qui se moquent de *moi*. Je ne suis rien, mais les situations en politique comme à la guerre sont toutes-puissantes. Or j'ai l'œil qui sait les voir de loin et le pied qui ose hardiment s'y poser. Cela suffit. Le reste est l'affaire de la Providence et du temps, son instrument.

Adieu donc, à revoir. J'oublie l'heure avec vous. Parlez dans ce sens à Dejussieu, mais un peu confidentiellement ; qu'il écrive en ce sens, mais en termes couverts. L'opposition ne me pardonnerait pas d'avoir l'air de ne pas l'estimer assez haut. J'estime immensément la place où elle s'assoit, je l'estime assez pour avoir voulu la prendre et pour en avoir attendu l'heure patiemment huit ans. Maintenant que j'y suis et bien entré et que mes colonnes d'opinions se forment immenses dehors, oubliez-moi quelques années, et ne pensez plus qu'au vigneron de Monceau qui vous aime.

Que n'êtes-vous ici ! vous en apprendriez de belles.

## DCCCXI

### A madame la comtesse d'Agoult

Paris, 20 février 1843.

Madame,

Les poètes n'ont besoin que d'un regard pour comprendre une âme ; et quand on comprend on aime : c'est la même chose avec les belles natures comme la vôtre.

Je suis heureux qu'on m'ait trahi devant vous. J'en aurai plus de courage, quand j'aurai le bonheur de vous rencontrer, pour m'approcher d'une personne que j'admire avec désintéressement et en silence.

Je suis plus heureux encore que le jour soit venu où vous voulez bien, à votre tour, comprendre ma pensée politique. Elle n'est pas d'hier, elle est constante et une, mais elle n'était pas encore dans le jour où vos amis et vous vous pouviez en entrevoir l'unité et le but. Être compris, c'est déjà être fort, et, quand on l'est par vous, c'est être déjà récompensé.

Agréez, avec mes bien vifs remercîments, madame, l'assurance de mes sentiments respectueux.

## DCCCXII

### A monsieur Ronot

Avoué à Mâcon.

Paris, 7 mars 1843.

Merci, mon cher ami ; c'est aussi l'impression d'ici, si ce n'est cependant que, comme effet de Chambre immé-

diat et improvisation, le second discours a produit *intra muros* plus d'effet que le premier (1).

Je songe à m'en aller, ces jours-ci, passer un mois solitaire à Monceau et à Mâcon avec vous. Il n'y a plus qu'une discussion politique sérieuse et très belle pour moi ici, celle sur le Conseil privé. Je vous promets là de discuter fort et creux et de montrer où nous en sommes. C'est un sujet constituant. Il n'y a que ceux-là qui donnent de la grande verve.

En ce moment je suis le *lion public*, ici, et en Allemagne plus encore. Je vous dirai tout bas pourquoi je crée ce rôle inattendu. Je laisse penser, calomnier et dire. C'est le seul à créer pour être suffisant au jour des grands périls.

Je reçois des milliers d'adhésions frénétiques et quelques injures anonymes, mais je m'en moque. Il n'est pas vrai que je travaille pour moi, je me suis dévoué dès longtemps à n'être qu'un soldat des idées et de Dieu.

Les journaux de province sont en masse à moi, et ici j'aurai la presse tant et plus. Mon rôle en ce moment est de m'y effacer, pour ne pas offusquer l'ancienne opposition qui ne doit m'adopter que peu à peu.

Voici un article de ce matin dans l'*Unité*, revue politique, qui exprime bien ma situation, et qui est bon à répéter à Mâcon où l'on dit que les électeurs me désertent d'effroi.

J'ai été très content du mot du *Progrès* hier sur mon dernier discours, intelligent et fort. Que devient *Saône-et-Loire?* Est-il vrai qu'il nous sape dans le département par ses articles de tête ?

Il faut que je voie M. Dejussieu, et que nous nous entendions ou que nous nous quittions pour deux ou trois ans. Il m'en coûtera bien, car je l'aime tendrement, mais,

(1) Dans la question ministérielle. Séances des 3 et 4 mars 1843. V. *La France parlementaire*, t. III, p. 305 et suiv.

pour ce qui se prépare, un homme politique ne peut pas rester désarmé devant le gouvernement, sur le terrain même de son élection.

Adieu et tendre amitié.

## DCCCXIII

### A monsieur Desserteaux

Procureur du roi à Mâcon.

Paris, dimanche 20 mars 1843.

Je n'ai qu'une minute, mais elle est pour vous remercier cordialement de votre cordiale lettre. J'étais sûr d'être bien compris par un esprit aussi haut et par un œil aussi clair que le vôtre. Vous savez que je suis soldat des idées et que je ne prends de position que pour elles. Aucune passion politique mauvaise, c'est-à-dire personnelle, n'a jamais approché de mon cœur. C'est mon seul mérite et ma force unique. Je travaille pour *Dieu* et pas pour un misérable vermisseau comme moi. Je cherche à discerner la route qui mènera le mieux les hommes à lui, et à prendre un point de départ qui ne les ramène pas aux ténèbres. C'est tout le secret de mes soi-disant évolutions qui sont en moi logiques comme une seule idée, quoi que le public en pense. Il s'apercevra plus tard qu'il y a unité et identité dans tous les actes et dans toutes les paroles. Ne craignez pas que je sacrifie au parti avec lequel je suis en ce moment une parcelle de conscience. Voyez si je ne lui ai pas confessé et fait confesser la *paix*, l'*alliance anglaise*, l'*intervention en Espagne*, l'*Orient*, même le *droit de visite*, tout ce qui lui est antipathique en apparence. Demain je vais le combattre sur le faux principe des épurations de la Chambre par des lois restrictives. Mais d'un autre

côté voyez qu'en lui disputant le faux, je lui donne le vrai à plus grande dose qu'il ne savait ni n'osait le prendre. Je lui apprendrai qu'on ne fait pas les grandes forces avec les petites questions. Je lui poserai les grandes, mais je les poserai toujours de façon à ce que leur solution soit un progrès et non une révolution.

Cependant je ne me le dissimule pas : les révolutions paraissent devenir inévitables sous les conséquences des fautes commises. *Alors comme alors!* Mais je ne veux pas y avoir concouru. Je sais ce que c'est qu'un peuple échappé. Je m'y opposerai autant que je pourrai.

Vous voyez que nos politiques concordent par le sentiment, et, en causant avec vous, je me flatte de vous convaincre que je n'ai à faire que ce que je fais. Le temps est plus chargé d'électricité qu'on ne croit. Il faut s'approcher de la foudre pour la soutirer et la diriger.

Je passe une heure chaque jour avec Dargaud qui vous apprécie et vous aime tendrement. Il me console de mon brouhaha perpétuel.

Adieu, merci et à revoir!

Mille choses à Ronot et à nos amis intelligents. Quant aux autres, s'ils m'abandonnent et me laissent à Saint-Point hors du combat, mille et mille fois *tant mieux!* Je n'y suis pas pour mon plaisir.

## DCCCXIV

**A monsieur Charles Rolland**

Mâcon.

Paris, 8 mai 1843.

Monsieur,

J'ai relu la brochure, et j'en soutiendrai les conclusions de mon mieux dans la réunion et dans la commis-

sion du budget. Nous avons peu d'espoir, mais nous avons droit. Le droit finit toujours par être la force.

Je suis bien reconnaissant de l'adhésion cordiale et réfléchie que vous voulez bien donner à ma situation nouvelle. Vous ne me compreniez pas bien à Saint-Point, parce qu'il existait des préjugés entre vous et moi. Je vous parlais avec assurance, parce que j'étais sûr de moi et que je savais où tendaient mes pensées intimes depuis le jour où je suis entré dans la politique. Je ne devais pas faire plus tôt ce que j'ai fait. L'opportunité est nécessaire à toute action. Les Athéniens adoraient l'*heure*, pour signifier cette convenance des partis pris à propos. L'heure de servir la cause des idées de liberté et d'organisation modernes ne passera jamais pour moi : c'est servir Dieu dans les hommes.

Recevez, monsieur, les nouvelles assurances de ma haute considération.

## DCCCXV

### Au marquis de la Grange

Député.

Saint-Point, 24 juin 1843.

Merci de votre bulletin de la session nulle, mon cher ami, il diminue mes regrets. Rabâcher sur les chemins de fer ou sur les chevaux ne vaut pas une des feuilles vertes qui jettent leur ombre sur mon front pendant que je vous écris. Une seule chose m'afflige, c'est que madame de la Grange soit encore à l'ombre de ses rideaux. Espérons que Chandai la recevra bientôt et lui fera oublier ce vilain mois retranché de son bonheur et du vôtre.

Nous sommes ici, seuls et heureux. Ombrages, che-

vaux, chiens, oiseaux, sont nos seuls entretiens. Je reçois seulement cinq ou six journaux par jour qui m'apportent le contre-coup prolongé des banquets de Mâcon. Voilà un drapeau par hasard bien planté ! La moitié du pays s'y rallie. Que serait-ce si madame de la Grange l'appuyait auprès de vous d'un battement de main, vous auprès de l'Europe d'un bon discours dans le même esprit ? la *néo-démocratie* serait fondée, elle n'est encore que dessinée. Elle n'est pas révolutionnaire, comme on le dit, la vérité est la contre-révolution du mensonge où nous vivons.

Je vais lire votre rapport sur le vin. Vous faites une solide année parlementaire. Votre discours sur les monnaies m'a ravi, et mon ravissement se soutient. Je me défie de l'idée du rapport sur l'eau colorée, c'est une niaiserie. Je désire que la Chambre la rejette. Si j'y étais, je la combattrais.

Adieu, je vous quitte à regret pour griffonner avec moins de bonheur d'autres pages. Merci à ceux qui me comprennent dans la Chambre. Patience aux autres, et oubli de tout jusqu'en janvier, excepté de l'amitié.

## DCCCXVI

### A monsieur de Cormenin

Cher et illustre collègue,

Je trouve sur ma table, à la première heure de liberté que les affaires me laissent, la note que vous avez bien voulu me confier sur votre plan du Cours populaire. Les idées sont sœurs quand les esprits sont de même famille, car vous trouverez exactement les mêmes vues présentées par moi dans une lettre à M. Chapuys-Montlaville (1), qui

(1) *Des publications populaires.* — Lettre à M. Chapuys-Montlaville 6 juillet 1843). V. *La France parlementaire*, t. III, p. 386.

doit être imprimée bientôt je ne sais où. Je suis donc tout à fait de votre avis sur l'utilité morale, intellectuelle, politique, de cette université des masses. Il faut tourner en bas le miroir de la civilisation, c'est l'œuvre de ces temps-ci. Toutes ces régions de l'humanité doivent être éclairées à leur heure par cette clarté générale que les sommets trop élevés leur dérobaient autrefois ; on n'a nivelé la terre que pour cela depuis cinquante ans.

Avec toutes les prudences et toutes les garanties que votre plan comporte, je ne vois pas de gouvernement assez ombrageux pour s'en alarmer et y mettre obstacle. La raison, la vérité, la charité sont impartiales ; on ne voudra pas reléguer toutes ces bonnes pensées parmi les factions.

Quant au faible concours que ma parole et mon nom pourraient apporter à votre œuvre, je m'empresse de vous l'offrir, et je vous remercie de l'avoir demandé. J'ai bien peu de moments et moins encore de forces, mais, heures et forces, tout sera volontiers consacré par moi à élever d'une goutte d'eau de plus seulement le niveau moral de cet océan qu'on appelle l'esprit humain. Si votre idée mûrit et s'organise en une institution pratique, je vous demanderai le cours de haute philosophie ou celui de politique générale. Je crois qu'il n'y a pas de sujet trop élevé pour le peuple, et que s'il ne monte pas assez souvent jusqu'à la raison transcendante c'est qu'on la lui présente sous des formes scolastiques et dans une langue de convention qui l'obscurcissent à ses yeux.

Il faut traduire les plus hautes pensées en langue vulgaire et lui faire comprendre tout. Une fois qu'il aura compris, il aimera ; une fois qu'il aura aimé, il pratiquera, et la civilisation sera accomplie, car la civilisation d'un peuple n'est que sa raison en action. Ce temps-ci n'a pas tant à faire par les lois que par les mœurs. Vous l'avez senti, et vous voulez agir en conséquence. Qui le peut mieux que

vous ! vous avez ce qui fait écouter un siècle : l'âme et le talent. Parlez donc, vous aurez en moi un cœur pour vous animer à l'œuvre, deux mains pour vous applaudir et une voix pour vous multiplier.

## DCCCXVII

### A monsieur Dargaud

4, rue Lascases, Paris.

Monceau, 15 août 1843.

J'écris et j'avance le premier livre des *Girondins*. Je n'ai rien gravé de ce style. Mais je ne puis, à cause de mes souffrances et de mes autres nombreuses affaires, espérer un volume avant la fin de 1844. Or il faut que je sache, avant la fin de 1843, si j'ai l'espoir certain de traiter de ce livre et si j'en recevrai le premier terme d'avance dans les premiers mois de 1844. Sans cela la nécessité immédiate de retraite est absolue. Le wagon ne doit pas sortir du rail, et pour cela il faut mesurer sa distance. Je détaille tout aujourd'hui à Aimé Martin, seul ami sérieux avec vous. Il est ravi de vous et de votre supériorité en sentiments comme en affaires.

Nous sommes quinze jours ici pour le Conseil. Je devais faire demain un discours sur les études lettrées au Collège pour les prix, M. de Lacretelle aussi. Le recteur de Dijon est arrivé avec contre-ordre. Il paraît qu'on trouve Mâcon trop sonore depuis quelques mois. On nous a interdit la parole. J'en suis ravi, la ville très mécontente. Les spectateurs et la musique voulaient s'abstenir, j'ai intercédé ce matin pour ne pas montrer d'humeur contre un établissement qui prospère et qui fait notre orgueil. J'espère que tout se passera bien. J'irai, mais je ne parlerai pas.

Adieu et tendre amitié.

Tâchez de faire dire à *la Patrie* ou à *l'État* deux mots qui seraient repris sur cette brutalité bête de l'administration, mais que cela ne vienne pas de moi.

## DCCCXVIII

### Au marquis de la Grange

Saint-Point, 27 septembre 1843.

Mon cher ami, votre lettre m'a ravi. Je n'écris pas en ce moment parce que je travaille tous les matins quatre heures et que je cavalcade le reste du jour; mais nous vous aimons en silence comme de vrais amis. Les lettres indéchiffrables de madame de la Grange font le désespoir des yeux de ma femme, mais nous supposons qu'elles sont remplies de son esprit et de son âme. C'est une femme faite pour être imprimée vive : elle ne vaut rien autrement.

Champvans s'évertue au *Bien public*, et il va bien. J'y glisse quelques phrases de temps en temps, sans responsabilité. Cela revient en écho au *Bien public*, et lui fait sinon du bien, au moins du bruit.

Je ne sais ce qui se brasse en politique, je suis tout à mes affaires qui vont très mal. J'écris des volumes pour les restaurer. L'indépendance coûte cher, mais sans elle il n'y a pas d'homme. J'aimerais mieux aller à Sainte-Pélagie qu'à Madrid ou à Turin.

Le comité vinicole est absurde, je vous l'avais dit. J'ai trouvé les Girondins ivres de leurs vins. Ils raisonnent comme des gens ivres. Vous avez eu du génie à les laisser là. Mauguin leur va, je ne vois que lui à leur hauteur dans cette question. Je vais écrire contre eux au premier

jour, ils perdent notre cause avec leurs gasconnades. Rien de nouveau dans nos montagnes, nous n'avons eu personne et nous n'attendons pas plus.

Je vis de coquillages et d'herbes. Je tâche de faire argent de tout pour me soutenir encore un an à Paris ; je doute même d'y réussir.

Je lis à peine les journaux, bien que j'en sois inondé. Le gouvernement n'a plus aucune résistance. Il faut recréer une opposition forte et juste.

Je vous quitte pour dicter un mot sur les fortifications (1). Mon opinion est de réunir *Siècle*, *National* et nous, pour combattre l'armement. Le mal de l'opposition, c'est la division. Il faut commencer par la faire combattre avec un peu d'ensemble, elle en prendra l'habitude.

Adieu, amitié bien vive à vous, et autour de vous respectueux sentiments et hommages.

A quand le roman de Blaye ?

## DCCCXIX

### A monsieur Émile de Girardin

Mon cher ami,

Pendant que vous vous occupiez de nous (*Bien public*), nous nous occupions de vous à votre insu. Lisez mon allusion à *la Presse* (2) dans le numéro que je vous envoie. Toutes les fois que je pourrai vous crier amitié à travers le fossé, je le ferai. L'article est de moi. Il y avait eu l'autre jour un mot malsonnant sur *la Presse*, écrit pendant mon

(1) *Des pétitions sur les fortifications de Paris* (1er oct. 1843). V. *La France parlementaire*, t. III, p. 420.

(2) Au journal *la Presse* (15 octobre 1843). V. *La France parlem taire*, t. III, p. 431.

voyage en Charollais, je les ai grondés et remis dans les bons rapports.

Votre marche actuelle m'enchante. Les hommes d'avenir doivent voir que le présent ne les porte pas.

Adieu. Mille respects, attachements et amitiés autour de vous. Madame de Lamartine part demain pour Paris avec ma sœur et ma nièce ; elle vous verra, j'espère. Moi je reste à l'ouvrage, j'ai déjà écrit un volume de 400 pages de ma grande histoire des *Girondins*. Je vais commencer le second.

Je ne sais si mes affaires, étroites toujours, me permettront de faire de l'histoire au lieu d'en écrire. J'aimerais mieux l'action. Mais il en faut les conditions.

Adieu encore.

Je vous réponds encore jeudi au *Bien public*.

*P.-S.* Je vois que *les Girondins* auront peut-être cinq volumes, car c'est au fond toute la révolution. Peut-être publierai-je d'abord, comme introduction, le premier volume qui est prêt — et puis je vendrais la suite, pour être livrés en trois ans, les quatre volumes à faire. Je vais commencer le second.

## DCCCXX

### A monsieur Émile de Girardin

Monceau, 17 octobre 1843.

Merci, mon cher ami, d'avoir été chercher et aider madame de Lamartine.

Je n'ai pas vendu *les Girondins*. Je ne pourrai pas les vendre à un libraire avant qu'ils soient presque faits. Ils ne veulent pas donner d'argent d'avance. Il m'en faut.

Mes affaires sont plus lourdes que jamais, au point qu'entre nous je ne crois pas retourner à la Chambre.

J'attends encore six semaines avant de me décider. Je suis dévoué, mais je suis prudent. Je ne veux à aucun prix compromettre mes créanciers. Il faut être honnête homme avant tout. On se relève de tout, hors d'une banqueroute.

Je travaille ferme tous les matins, l'*angelus* de cinq heures me trouve debout. Je ne suis ni triste ni abattu. La vie est une marche. Allons!

Je ne demande pas mieux que de dialoguer avec *la Presse* dans *le Bien public*, quand j'ai une demi-heure de temps après ma tâche journalière accomplie. Cela ne peut qu'illustrer la controverse et donner ses éperons à M. de Champvans que je souffle quelquefois.

Vous avez vu mon dernier article sur le ralliement de l'opposition. Ce ton vous va-t-il ? En voulez-vous un autre?

*Omnis Aristippum decuit color.*

Dites à madame de Girardin que je lui en veux de n'être pas venue dans nos beaux jours de septembre. Que fait-elle? M. Ponsard-*Lucrèce* est venu ces jours-ci et y est encore ; mais nous ne parlons que politique. Il est plein de sens et très bon enfant, il faut que vous le connaissiez. Demain je serai absolument seul.

Quant à paraître en feuilleton, je crains que cela ne décrédite l'histoire. La postérité ne rend pas ses oracles comme la sybille. Le temps seul parle jour à jour.

Adieu et attachement.

## DCCCXXI

### Au marquis de la Grange

Député.

Monceau, 3 décembre 1843.

Cela vous est bien commode à dire, à vous heureux enfant de la fortune, riche du siècle : Allez le 16 à Paris. — Mais moi, je n'ai pas même de quoi faire le voyage, et comment y vivre ? Ah ! la vie est dure, et l'indépendance, si honorable après la mort, est chère pendant la vie !

Je reste donc, mon cher ami, indéfiniment, jusqu'à ce que quelques amis généreux me prêtent quelques mille francs pour passer cinq mois dans votre quartier. Mais les amis généreux sont toujours des amis pauvres, il faut attendre qu'ils en trouvent eux-mêmes.

Votre politique est trop découragée. Bah ! ce n'est pas fini. Les idées se chargent. Le monde moral n'est pas parfait. La boutique ne tient pas le monde. Vous en verrez bien d'autres. Qu'importent les ministres ! qu'importe M. Guizot ! je n'y pense seulement pas. Eh oui ! sans doute, ils passeront des sessions. Je m'en félicite, et rendez-moi la justice que je ne les attaque jamais. C'est vous qui faites de l'opposition ; moi, je fais de l'opinion.

Je me réjouis d'entendre le roman nouveau de madame de la Grange. Ah ! quand serons-nous au coin du feu pour cette bonne soirée ? Il n'y a plus de littérature que chez vous ; ici, c'est de l'histoire.

Champvans, Champeaux, Dargaud, sont ici, et nous philosophons quand je rentre de vendre mes arbres et mes vins. De temps en temps *je fonde le Bien public* par quelques articles dictés après déjeuner. Soyez donc assez gé-

néreux pour m'envoyer deux ou trois abonnements de vingt francs ! Songez que j'y ai mis déjà trois mille francs, Champvans autant. Nous faisons la gloire et la guerre à nos dépens. Aidez donc ceux qui se remuent ! Adieu.

# ANNÉE 1844

## DCCCXXII

### Au marquis de la Grange

Premiers jours de janvier 1844.

Mon cher ami, merci de vos beaux détails sur l'anatomie d'un cadavre. Tout est mort là ! Quelle vie y cherchez-vous? une Chambre capable de prendre ou de faire semblant de prendre au sérieux les grimaces de M. D... N'en parlons plus ; je rougirais d'y donner attention.

Je voudrais bien être à mon poste ; mais mon poste est où la nécessité me retient par l'inflexible loi de l'impossible. Heureux les hommes qui ont du foin dans leurs bottes ! je n'y ai que des cailloux. Je ne pourrai pas partir que je n'aie cinq ou six mille francs en bourse, je ne les vois pas encore.

Je vous plains de siéger devant la farce parlementaire de l'adresse de 1844. Mais ne le dites pas, dites le vrai : Il enrage de n'être pas ici, mais ses affaires, atteintes par deux grosses faillites, sont prêtes à sombrer. Il faut qu'il avise : il renvoie sa maison, il se défait de tout, chevaux, tableaux, livres, terres non grevées ; il quitte son hôtel et se met en chambre. — M'en savez-vous une?

Adieu, adieu. Écrivez-moi pour me consoler et me dérider. Du reste je fais, comme dit Mirabeau, mon métier gaiement.

Quoi que vous disiez, vous êtes heureux d'être riche. Je ne suis que patient.

## DCCCXXIII

### A monsieur Dubois

A Saint-Laurent, près Cluny.

Monceau, 8 janvier 1844.

Voici les caisses de livres. Nous vous attendons, excepté mercredi soir, je dîne à Mâcon.

Gardez-vous de regretter la paix et la sécurité calme que donne une foi positive et sur parole. Heureux qui peut l'avoir et la conserver! Je ne voudrais pas l'altérer en vous, ce serait vous voler votre âme.

Chacun a sa foi dans sa raison. Dieu seul connaît le mieux! disent les Turcs. C'est leur plus beau mot.

Je veux que la politique ait une âme et un but, mais je ne veux pas confondre néanmoins l'œuvre du politique et du philosophe. La politique vit d'idées reçues, la philosophie d'idées contentieuses. Je sais, comme vous, qu'un homme serait perdu qui prendrait la tribune pour une chaire et le forum pour une cathédrale. Jésus-Christ lui-même le comprit bien devant Pilate qui lui apprit ce qu'était un proconsul devant un homme-dieu.

Ne croyez donc pas que moi, faible insecte, je pense à faire par la politique ce que les prophètes et les incarnations n'ont jamais fait qu'en mourant. A chaque œuvre sa place, à chaque chose son heure!

Adieu. J'attends vos hommes de Saint-Point. J'ai résilié et vendu 1,500 de bois nouveaux. Tout va bien si vous nous aimez comme nous vous aimons.

*P.-S.* Quant à mon avenir, l'homme n'en a point, il n'y en a que pour les idées et pour l'humanité.

## DCCCXXIV

### Au marquis de la Grange

Monceau, 10 janvier 1844.

Mon cher ami,

J'allais vous écrire quand on m'apporte votre lettre. Je ne voulais pas vous parler fortune, sachant que vous êtes gêné vous-même. Votre lettre m'attendrit et me montre un cœur aussi ouvert que j'en pusse désirer dans un véritable ami. J'accepte avec une reconnaissance qui n'égale pas mon attachement. J'en aurais fait autant, mais c'est que je vous aime. Je ne savais pas que vous m'aimiez autant.

Je reste encore au cœur de mes affaires jusqu'à ce qu'elles soient non finies mais bien préparées. J'espère que ce sera dans dix ou douze jours. Je me mets au régime de l'étudiant de vingt-cinq ans. Je reste votre voisin, mais plus de salon de quelque temps.

(Entre nous.) Je ne suis pas ruiné, mais à bout d'embarras et de charges et de dettes. Je commence ma liquidation qui durera quatre ans; après quoi j'aurai tout payé, et il me restera une existence très indépendante et moins onéreuse. Pendant ces quatre ans, j'ai besoin de toute mon intelligence et de toute mon activité pour ne pas sombrer au port.

Me voilà bientôt au niveau des nécessités de ces quatre ans. La panique mise parmi mes créanciers me force à leur faire face de toutes parts. Encore quelques jours, et ils ne peuvent plus rien.

La Chambre n'a que vous qui me rappelle. Je crois bon de n'y être pas beaucoup et d'y peu dire cette session. Je vous expliquerai pourquoi.

Tout attendri que je suis de votre amitié, je suis furieux que vous preniez *Champvans* pour *Lamartine.* Je n'écris pas une ligne au *Bien public* depuis un mois et jusqu'en juillet prochain.

Adieu. A revoir vers le 25, si j'ai terminé mes ventes de bois, noyers, buissons, terres et prés. Je fais argent de tout pour tenir bon à la politique. Vous aurez en moi un Dupont de l'Eure second, de misère et de vertu. Ma vertu sera de loger à l'étroit et de n'avoir plus de chevaux.

A revoir donc encore, et mille tendresses autour de vous, de ma femme autant que de moi.

*P.-S.* Laissez bien dire dans la Chambre que je suis ruiné et luttant contre les impossibilités absolues de venir à Paris, à cause d'immenses remboursements que je fais (*non dolet!*).

## DCCCXXV

### A monsieur de Champvans

A Mâcon.

Paris, 2 février 1844.

Merci. Cela va bien. Suivez la ligne des journaux les plus avancés, *Commerce*, *Réforme*, etc. La gauche s'en va à la dérive. Soyez seulement caressant dans les termes avec MM. Barrot, Tocqueville, Beaumont, etc., et dites que vous espérez bien d'eux.

La farce de Salvandy amuse le tapis. On ne fait rien, on ne prépare rien. Je parlerai, comme je vous l'ai dit, une seule fois, aux fonds secrets.

Je prévois que je serai seul à gauche entre la constitution et la république (république en dehors avant un an). Paris est aussi anéanti que Mâcon. J'y suis mal vu, on a peur de moi. Les légitimistes et les républicains seuls me

tolèrent. Il faut passer par là, ferme et bien cuirassé sous le feu. M. Guizot a décru de cent coudées. Son parti même se détraque. Le roi est le maître de le renvoyer ; il flotte entre Thiers et Molé, l'un ou l'autre peut recevoir la majorité de lui indifféremment. Pour nous il vaudrait mieux Thiers. Il n'y a aucune réunion de partis encore, tout est mort.

Adieu. Je vous quitte pour des visites sans fin, j'en suis accablé. Mon discours (1), que je croyais mauvais, est très goûté et réputé habile. Ainsi point de mal d'avoir dit un mot. Envoyez-moi l'adresse de M. de Latour.

Envoyez *le Bien public* à M. Béranger, n° 15, rue Vineuse, à Passy (gratis).

Je vous félicite du banquet dont je reçois la nouvelle. C'est bien, et les absents sont ceux qui devaient s'absenter. Il ne faut pas s'en apercevoir avec eux.

## DCCCXXVI

### A monsieur de Champvans

Mâcon.

Paris, 24 février 1844.

Mon cher ami,

Il se passe de grandes choses. L'opposition est entièrement déclassée. Les républicains se sont séparés de l'extrême gauche, laquelle rentre ainsi dans le cadre parlementaire et fournit un élément de plus aux différentes combinaisons qu'on peut créer dans l'opposition constitutionnelle. MM. Thiers et Barrot sont complètement réconciliés. On me fait des offres splendides pour être le

(1) Sur l'Adresse. Séance du 28 janvier 1844. V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 1.

nœud et l'arbitre de cette alliance, l'*Antoine* de ce triumvirat. Cela mérite de grandes réflexions. Il y a certainement là une combinaison féconde. Reste à savoir si elle me conviendra, et c'est ce que je vous dirai beaucoup plus tard.

En attendant, la gauche de M. Barrot va recommencer 1840 avec M. Thiers. Trente à quarante voix de M. Barrot, et vraisemblablement leur honorable chef lui-même, s'identifieront avec le tiers parti ; cela s'appellera l'opposition modérée. A ce moment-là, qui est déjà accompli pour moi, la gauche sérieuse se repliera vers l'extrême gauche et formera un tout d'environ cent voix. Tout ce monde-là n'a plus de journal pour le diriger. *Le National* reste aux républicains, *le Siècle* est entièrement inféodé à M. Thiers, *la Patrie* restera entièrement à M. Barrot et à l'alliance, *le Courrier français* est à M. Thiers par ses propriétaires. Il va y avoir là un vide immense à remplir pour le journalisme. C'est juste le terrain où l'on peut planter un journal du gouvernement de l'opposition. Je vous dis donc confidentiellement qu'il faut cirer vos bottes, régler vos comptes, sangler vos reins et vous préparer probablement à arriver à Paris avec *le Bien public* en croupe. Voyez habilement si, parmi les mille abonnés du *Bien public*, il y en aurait quatre ou cinq cents qui consentiraient à s'abonner au même journal devenu grand journal quotidien, journal de M. de Lamartine, à cinquante-un francs par an. Voyez aussi s'il vous serait possible de trouver vingt-cinq ou cinquante actions au susdit journal, de mille francs, tant dans le département de Saône-et-Loire que de l'Ain, à Lyon, etc. Et puis répondez-moi après mûres réflexions. Ceci est très sérieux, et je vous en dirai plus long dans deux ou trois jours.

Quant à ma situation à moi, elle est dans ce moment juste ce que je l'ai prévue depuis huit mois à Mâcon, entièrement isolée, en apparence très faible, et en réalité

indispensable à tous. Mon isolement est un capital que je ne dépenserai pas légèrement. Je ne veux accepter d'aucun parti des antécédents qui me feraient sacrifier quelque chose de l'avenir.

Adieu et mille amitiés.

## DCCCXXVII

### A monsieur de Champvans

Mâcon.

Paris, 3 mars 1844.

Mon cher ami,

Je vous envoie *le Commerce* d'hier. Prenez-y mon petit discours contre les fortifications (1), imprimez-le au journal, de plus imprimez-en cinq ou six cents et faites-les adresser aux électeurs. Assurez-vous que cela soit bien fait et bien adressé à tous mes électeurs.

La lutte a été réellement belle et l'effet d'agitation sur la Chambre grand. Je suis très content de ma journée cette fois. Je reparlerai sur les détails samedi. Mon but a été d'opposer dans cette circonstance l'accent de la grande et sérieuse opposition nationale à l'accent des petites oppositions ministérielles. Je crois que les départements seront contents. La gauche et les centres font tout ce qu'ils peuvent pour m'étouffer, mais je lutte avec énergie. La gauche sérieuse me soutient, et le fond de l'opinion est pour moi, bien que je semble noyé cette année.

Insérez dans le journal les jugements du *Siècle*, de *la Presse*, du *Commerce* et de *la Démocratie*.

Adieu et amitiés.

(1) En faveur des pétitions contre les fortifications de Paris. Séance du 2 mars 1844. V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 12.

## DCCCXXVIII

### A monsieur Ronot

A Mâcon.

Paris, 8 avril 1844.

Mon cher ami,

Je vous remercie du bon retentissement qu'un succès de tribune (1) a dans votre cœur. L'amitié grossit tout, je ne m'en plains pas.

Je reste en effet quelques semaines de plus pour Mâcon. Son chemin de fer, il l'aura. Je le lui ai assuré en 1842, mais je ne réponds pas que ce soit avant 1846. Cependant je reste pour pousser à la roue de la fortune.

Hier soir, 112 députés, dans la réunion du Midi et de l'Est, m'ont nommé le premier commissaire de cette ligne nationale. La Chambre le ratifiera-t-elle ce matin ? J'en doute, car c'est pour m'éviter que le Nord et l'Ouest ont obtenu que la nomination se ferait Chambre complète et en séance publique. Je vais parler aux bureaux ce matin, mais là pas de sténographes.

Je consacre six semaines à ce chemin et aux *prisons pénitentiaires*, puis je m'en vais vous revoir.

Il n'y a plus de politique. Je suis en suspicion à tous les partis ; on me croit un *roué* dans l'embarras, je ne suis qu'un *niais* honnête homme et trop honnête homme pour le quart d'heure. J'intimide l'opposition modeste qui voudrait bien se perdre une seconde fois dans le pouvoir.

Mes affaires personnelles vont bien et se soulèvent.

(1) Discours sur l'abolition du timbre des journaux. Séance du 4 avril 1844. V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 40.

Dans quatre ans et demi je serai bien net de dettes. Je vis à cent francs par semaine. On voit maintenant que je ne suis pas vendu ni cher ni bon marché, et je ne puis pas me plaindre de l'estime de la Chambre et du pays.

Adieu. Je vous renvoie Champvans à regret. Il va ranimer la presse, s'il y a moyen. Quant à moi j'ai trop à faire, il faut marcher sans moi.

## DCCCXXIX

### A monsieur de Champvans

A Mâcon.

Paris, 20 avril 1844.

Mon cher ami,

J'apprends que vous arrivez. La commission a proposé, sur ma demande, et le ministre a accepté le prolongement. Dites-le sans parler de moi et sans dire de qui vous le tenez, on s'est promis une certaine discrétion.

Je suis grippé. Cela me retient providentiellement au logis pendant cette deuxième bêtise de Haïti et me dispense de voter l'absurde.

Tout est plus mort que jamais. Je n'ai plus de rapport avec l'opposition qui se fond dans Thiers et Billault. J'en suis heureux et fier. Dès qu'ils seront au pouvoir, nous prendrons position.

On m'offre *la Nation* pour cent mille francs; elle a 4,000 abonnés. J'y pense, je cherche des capitaux. Je vous rappellerai, s'il y a lieu.

Ne vous expliquez pas sur Haïti, donnez les discours, et dites seulement ou laissez penser que cela vous semble bien petit et bien exclusivement des agressions ministérielles.

Opposez cela aux grandes questions de réforme électo-

rale, d'Orient, de fortifications, de système, mais en induisant l'esprit de vos lecteurs, sans approuver trop la campagne de l'opposition modérée.

Adieu. Dargaud est malade, moi guéri.

## DCCCXXX

### A monsieur Dubois

A Saint-Laurent, près Cluny.

Paris, 4 mai 1844.

Cher voisin et ami,

J'ai bien pensé que les bornes ne seraient posées qu'aux beaux jours. Je n'ai qu'une chose à vous recommander, c'est de me garder, en face du château, dans les prairies d'en bas, plutôt plus que moins du nombre convenu de *coupées*, pour que le regard joue librement et gracieusement jusqu'à la route et à mes peupliers.

Le prix est bas, mais l'affaire est bonne en masse. Elle commence bien ma liquidation qui dans quatre ans sera terminée. Tout me semble s'éclaircir pour cela. J'ai déjà 500,000 fr. assurés pour ce terme, plus les ouvrages, histoires et les éventualités.

Je travaille peu à la Chambre cette année. Je ne veux pas avoir l'air de me mêler aux petites oppositions qui visent au ministère et qui renouent les petites intrigues de 1840. Je vis seul, et je ne reprendrai de rôle que quand Thiers et Barrot auront consommé leur réunion. J'ai refusé d'y participer. On m'y faisait arbitre et maître, mais l'*Octave* de ce triumvirat ne me convient pas.

Je retournerai dans un mois. Si d'ici là rien n'est délimité, je vous demandera de m'aider un jour, et ce sera fait.

Je parle de vous souvent avec votre ami, M. Poisat, excellent et aimable homme mais bien sage à tout prix.

Adieu, aimez-nous comme nous vous aimons.

## DCCCXXXI

**A monsieur de Champvans**

Mâcon.

Paris, 8 mai 1844.

Voici un discours (1), et un fameux, comme on dit à Milly. Jamais vous n'avez vu un effet de Chambre plus grand et plus inattendu pour moi. Ma femme et Surigny y étaient. La loi était perdue, je l'ai relevée pour quelques jours par la déportation, sans quoi la loi ne vaut rien.

Je vous prie d'imprimer au journal, et à 500, en feuilles, envoyé aux électeurs.

Les journaux ne donnent que des absurdités. C'était trop tard. Mais la Chambre a été plus impressionnée que je ne l'ai jamais vue, amis et ennemis. Je n'ai pas dormi, je n'en puis plus.

Le chemin de fer me submerge. Arriverons-nous cette année? J'en doute, on trahit de toutes parts.

Rien de nouveau en politique, sommeil profond. Adieu et à revoir dans un mois.

*P.-S.* Je vous préviens que ce n'est pas là mon discours sur les prisons, de grande discussion.

Je pense que je le ferai à l'article 22, si cela se ranime.

(1) Sur les Prisons. Séance du 7 mai 1844. V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 45.

## DCCCXXXII

### A monsieur de Champvans

Mâcon.

Paris, 26 mai 1844.

Mon cher ami,

J'ai prié M. de Latour de vous dire avec détail de pencher pour l'intervention souveraine de la France à Saint-Domingue. La France n'a jamais perdu sa propriété ; le traité était un rachat : les conditions n'en étant pas accomplies, nous sommes légitimes. Mais ajoutez que, tant que nous n'aurons pas émancipé nos noirs, notre souveraineté d'Haïti est impossible. Les noirs, au nombre de 300,000, voudront bien être sujets jamais esclaves d'un pays qui garde des esclaves.

Montrez cette difficulté énorme que la France s'attire par sa paresse et son égoïsme à émanciper. Si nous avions émancipé nos colonies, Haïti aujourd'hui tombait dans nos mains. Les Anglais l'ont fait, eux, et voilà pourquoi ils ont plus d'influence que nous à Haïti. Concluez ainsi :

1° Émancipation de l'esclavage dans nos colonies ;

2° Reprise de nos droits et influence à Haïti.

Conquérir sans avoir émancipé, ce serait un massacre de 300 mille hommes !

Adieu, tout va bien. Ma séparation de la coalition et de la fausse opposition qui paraissait m'avoir diminué, il y a deux mois, m'a grandi universellement aujourd'hui dans l'opinion. Le public est très à moi, chaque jour des propositions. Je crois que le journal aura lieu. J'ai donné ma parole de m'abstenir de tout engagement, un mois.

Des compagnies de libraires me font aussi des offres très belles pour *les Girondins* et mes œuvres.

Ces deux combinaisons réunies me liquideraient presque. Je m'ennuie à mourir, j'attends le chemin de fer. Il est assiégé d'intrigues. J'y ai plus de mal qu'à toute la politique. (Ceci entre nous), je soutiendrai l'amendement, etc., mais, si cela tarde, je perds courage et partirai.

Votre campagne est admirablement conduite et serrée sur les chemins de fer. Continuez.

## DCCCXXXIII

### A monsieur Rolland

Mâcon.

Paris, 27 mai 1844.

Monsieur et ami,

Je suis bien touché des sentiments toujours affectueux que vous me témoignez. Je vous les rends avec toutes les espérances qui s'attachent à votre jeunesse et à votre talent.

Je m'use sur les chemins de fer. On me donnerait un tronçon à moi tout seul que je ne recommencerais pas.

J'ai de vives inquiétudes. Voilà six semaines que je plaide à huis clos. Je plaiderai de mon mieux à la tribune. La victoire là est aux boules plus qu'au bon sens.

Adieu et mille amitiés à vous et à M. de Champvans. J'ai écrit un mot à Champvans sur Haïti.

Il a divinement deviné le tour à prendre, hardi et délicat, sur la brochure *thiériste* dont le prince de Joinville semble l'éditeur. Dites-le-lui, et *macte !*

## DCCCXXXIV

**A monsieur Dubois**

A Saint-Laurent, près Cluny.

Paris, 1844.

Un mot seulement. Je ne réponds qu'à l'amitié et à la haute politique.

Vous voyez juste et loin. C'est là ma pensée : il faut se différencier, sans passer à l'ennemi, des hommes qui se font ennemis d'eux-mêmes. Il est à croire, comme je vous l'ai dit cent fois, que j'aurai plusieurs campagnes à faire avec une opposition nouvelle et à séparer le bon du mauvais libéralisme. Revenir à 89 et aux grands principes sans s'embourber dans l'anarchique impuissance des révolutionnaires de forme et de passion, procéder de Fénelon et de Mirabeau et non de la petite révolution de trois jours, voilà ce que le temps nous commande.

Je m'attends à être méconnu à droite, comme j'ai été méconnu à gauche, mais peu importe ! j'ai maintenant des forces extérieures au Parlement, toujours plus grandes et plus fanatiques. Je ne suffis pas aux audiences, aux adresses, aux offres de concours passionnées. Preuve que je touche la fibre où elle devient sensible.

Adieu. Je n'ai qu'un moment, je cours aux chemins de fer auxquels je me suis dévoué cette année pour forcer l'opposition à en permettre, et encore !

A revoir dans quinze jours. J'irai quinze jours à Monceau.

Amitiés à nos amis de Cluny, MM. Ochier, Gacon, Jars, etc., etc.

## DCCCXXXV

### A monsieur de Champvans

Mâcon.

Paris, 29 mai 1844.

Je n'écris pas, mon cher ami, parce que je suis absorbé, de huit heures à six heures, au chemin de fer. Je pense que c'est notre seule affaire, et qu'il faut faire *le Bien public* avec des journaux. Il n'y a pas de jours où vous ne trouviez, suivant moi, dans la presse périodique une gerbe superbe pour le lecteur. Les dogmes les ennuient, les opinions de Mâcon les intéressent peu : il faut prendre le feu où il est (à Paris) et amuser le tapis.

N'ayez pas peur de la gérance de l'écrivain éminent dont vous me parlez. Je connais le danger, dormez en paix sur ceci.

Ce n'est ni *la Nation*, ni *la Patrie* dont il s'agit. J'y ai retenu cinq ou six mille francs fixes pour vous. Vous me suppléeriez comme chef d'état-major. Nous enverrions un chef au *Bien public*. Dans un mois cela se décide.

L'ennui me ronge et m'anéantit. Le chemin de fer boîte, rien n'avance, tout est piège.

Quant au prince et à son pamphlet, peu importe ce que vous aurez dit.

Ce n'est pas un compérage, c'est une *Fronde* tentée contre son père et le régent futur, une gaminerie. L'opposition, réduite à se rouler aux pieds des princes, fait semblant d'en être fière. Cela n'a aucune portée ; c'est un symptôme des factions de famille qui s'élèveraient dans la Cour si le chef manquait, une *Fronde* future, avec le peuple, les républicains, les légitimistes, le Parlement et

l'armée y prenant les vrais rôles après les petits princes qui auraient dessiné la pièce. L'*homme* n'a nulle valeur, dit-on. La famille est dans le désespoir. Vous pouvez toucher tout cela, mais bien légèrement.

Adieu et à revoir.

Rendez le journal intéressant par des articles, des faits, etc., pris dans les journaux. Je vous répète que l'abonné veut son plaisir avant tout. Effacez toujours mon nom et mon éloge de tout cela. Vous avez mille fois raison, on ne peut pas corriger ce défaut.

## DCCCXXXVI

**A monsieur de Champvans**

Mâcon.

Paris, 31 mai 1844.

Mon cher Champvans,

On dépose aujourd'hui le rapport (1). Dites que cette grande affaire qui nous a pris deux mois d'études et de discussions est entièrement résolue en notre faveur par la commission. La commission adopte la ligne de l'Yonne, le prolongement de Châlon à Lyon, enfin la rive droite de la Saône et Mâcon.

Adieu. Il paraît que le journal se fera. Il dépend entièrement de moi. Je n'hésite plus guère.

Nous causerons de ce qui vous concerne. J'ai réservé une situation de cinq mille francs pour vous.

A revoir.

Votre procès m'inquiète. Où en êtes-vous?

(1) Sur le chemin de fer de Paris à Lyon.

## DCCCXXXVII

### A monsieur de Champvans

Paris, 10 juin 1844.

Mon cher ami,

1° Votre article Laffitte est un chef-d'œuvre de justesse et de vigueur.

2° Je ne pense en rien à substituer un rédacteur à votre journal qui n'est pas *mien*, qu'en cas où MM. Rolland, Dubief et vous, vous n'en voudriez pas. Je suis ravi qu'il soit en si bonnes mains, Dieu préserve que j'y touche !

Arrangez le procès.

La situation que je vous réserve, en cas de journal ici, est celle que je vous ai dite : major général, *alter ego*, sous-directeur en mon absence, et 5 ou 6,000 francs. Aujourd'hui j'attends des rendez-vous à ce sujet. Ils n'ont pas l'argent que je veux encore, 700,000 francs. Mais, si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera dans six mois — la presse et le feu y sont.

Je suis encore en pourparlers pour mes œuvres générales aujourd'hui. Si je ne conclus rien, je prépare. — Le tout paiera mes dettes à peu près.

Rien de nouveau ici. Je me tais systématiquement à la Chambre longtemps.

Le chemin de fer est au hasard de la discussion.

## DCCCXXXVIII

**A monsieur de Champvans**

Mâcon.

Paris, 20 juin 1844.

Victoire à Mâcon, mon cher ami ! Le prolongement a passé hier à la Chambre. L'amendement de Châlon, de MM. de Thiars, de Varennes, etc., a été rejeté sur quelques paroles de moi (1), paroles, hélas ! trop courtes. Mais la Chambre était pressée, frémissante, indécise. J'ai pensé qu'il était prudent de renoncer à un discours pour sauver un chemin et de me borner à enlever par peu de mots. Cela a été fait heureusement et vivement.

Faites insérer au journal, et envoyez aux électeurs (vingt-cinq pour moi), gardez-les-moi.

Nous allons continuer. Mais notre affaire à nous est faite.

Voici *le Moniteur*. Adieu et amitiés.

## DCCCXXXIX

**A monsieur de Champvans**

Mâcon.

Paris, 23 juin 1844.

Mon cher ami,

Mâcon marche de succès en succès. Hier nous avons remporté la réserve du percement du mont Affrique, qui

(1) Sur le chemin de fer de Paris à Lyon (premier discours). Séance du 19 juin 1844. V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 65.

laisserait Dijon de côté, à 52 kilomètres, et mettrait Mâcon à une heure ou une heure et demie plus près de Paris.

J'ai parlé de mon mieux (1), mais sans attaquer trop Dijon, voulant maintenir la loi de 1841 contre Berryer et faire l'année prochaine décider le percement et l'abréviation en notre faveur. Citez *le Siècle*, *le Courrier* et *la Presse*. Mâcon sera content, j'espère, ses affaires se font.

Aujourd'hui je défendrai la commission et les compagnies dans la mesure de la pose des rails. Sans cela nous périssons, point de chemins; et la transaction est bonne. Voilà Mâcon qui reçoit *trente millions* de travaux sur son littoral et les salaires d'un chemin plus court que par Dijon et deux millions d'administration entre Châlon et Lyon.

Mâcon sera la *couchée* entre Paris et Marseille, beaucoup de personnes, craignant la nuit, s'arrêteront à Mâcon avant Lyon.

Citez, comme ayant très bien parlé, Mauguin, Berryer et Vatout.

C'est le seul point sur lequel je fusse en désaccord avec la commission. La Chambre m'a donné raison. Dites-le.

Adieu. Le temps me dure. Je passe la matinée à la commission et la journée à mon banc. Je ne parle pas beaucoup pour ne pas blesser le rapporteur, mais je réussis parce qu'il s'agit non de parler à la tribune mais de réussir pour Mâcon. Soyez sûr que les propriétés dans cinq ans y vaudront un dixième au moins de plus.

Voici mon *speech* corrigé. Imprimez-le au journal seulement. Envoyez le journal contenant le discours aux électeurs des deux collèges (à mes frais). Gardez-moi vingt-cinq épreuves en pages.

A demain.

(1) Sur le chemin de fer de Paris à Lyon (deuxième discours). Séance du 21 juin 1844. V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 70.

## DCCCXL

### A monsieur de Champvans

Mâcon.

Dimanche, 24 juin 1844.

Malheur ! malheur ! malheur ! sur Mâcon, sur moi, sur les chemins de fer, sur la France ! Plus de chemin de fer ! Notre loi a été hier tuée par une voix. Le complot de Thiers, Berryer, de tous les intrigants de la Chambre, pour détruire ce qu'ils avaient fait en 1838 et en 1840, a triomphé. C'est le jour des palinodies victorieuses. Paris est consterné. La loi, dit-on, est retirée.

Je suis convoqué à 10 heures pour cela.

J'ai parlé hier (1), et, malgré le silence affecté des journaux, très énergiquement et, selon la Chambre, très bien. Vous verrez *le Moniteur* que je n'ai pas encore et que je vous enverrai ce soir ou demain.

Faites imprimer ce grand discours à mille pour tous les électeurs des deux cantons, plus au journal. Il faut que cette protestation *demeure* contre la versatilité et l'absurdité des journaux et de la Chambre.

Je ne sais pas si le ministre des travaux publics a été bien sincère. La moitié de la majorité et de toutes les gauches ont voté pour l'amendement. Cela est suspect. Quoi qu'il en soit, nous sommes renversés et perdus à jamais comme chemin de fer. Rien n'est possible avec un pareil peuple.

La Chambre ne m'en veut pas, au contraire, pour avoir parlé contre. Tout le monde a senti ma position et m'a

(1) Sur le chemin de fer de Paris à Lyon (troisième discours). Séance du 23 juin 1844. V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 77.

dit que c'était un de mes forts discours. Mais ils sont fous.

Aujourd'hui ils sont au désespoir.

Adieu. Il n'y a plus rien à faire ici.

Criez à l'impuissance et à la ruine universelle. État, compagnie, pays, tout est de niveau dans le désastre.

*P.-S.* Le journal est ajourné à quatre mois, faute de 300,000 francs. J'en suis bien aise. Je partirai dans huit jours, j'espère, éreinté, battu et enchanté, mais je pleure les chemins de fer. Nous avons si bien mené les intérêts de Mâcon ! A revoir.

## DCCCXLI

**A monsieur de Champvans**

Mâcon.

Paris, 25 juin 1844.

Nous avions rallié toutes nos forces, hier, et repris la victoire. Notre chemin est sauvé.

Je vous fermerai cette lettre à la Chambre, au moment du vote de la loi qui m'inquiète encore.

Le chemin coûtera 180 millions. Mâcon et ses alentours y seront pour 28 millions dépensés dans l'arrondissement et environ 2 millions par an, entretien et service. C'est une mine d'or pour le pays. Je pars après demain. Jamais affaire ne m'a coûté plus d'ennui, de temps, de négociations et de fatigues. Je n'y rentrerais pas pour un empire.

En politique rien que l'intrigue de Thiers, la faiblesse de M. Barrot, l'opposition entièrement perdue, sans ressort et sans ressource, s'amusant à se faire sciemment trahir. Je reste seul et impassible. Sachez tout cela pour diriger en conséquence, sans faiblesse comme sans humeur et sans violence. Le temps sera longtemps mauvais.

La révolution rétrograde d'un siècle. Royauté, clergé, religion dominante et monarchie platement dynastique, tout cela déborde ou débordera de plus en plus. On y mettra seulement une couche d'impérialisme pour *chauviniser* les apparences.

Jamais temps ne fut meilleur pour fonder une presse périodique portant la lumière et la honte sur tout le gâchis national. Mais les capitaux manquent. L'affaire du journal, toute prête, est arrêtée, faute de deux ou trois cent mille francs. Ils prétendent les avoir dans trois mois. Je n'en sais rien.

Quant à moi, je ne puis rien seul, et je vais travailler à préparer les matériaux de mon grand contrat littéraire qui sera signé, je pense, au commencement de l'année prochaine.

Adieu et à revoir bientôt.

La Chambre a voté notre chemin. Triomphe ! Je ne le sais pas, mais je l'affirme. Je n'ai vu que du blanc dans l'urne.

## DCCCXLII

### Au marquis de la Grange

Député.

Monceau, 8 juillet 1844.

Mon cher ami, bienvenue a été votre lettre. Elle m'explique ces inexplicables mystères de la dotation. Le roi est mal conseillé par sa cassette, et M. Guizot par son portefeuille. Cela fait un effet déplorable. La Chambre a été bien, Lherbette éloquent. Mais ce sont de vilaines occasions de parler, car il faut flétrir.

Je vous plains de respirer l'air de la Chambre. Je hume celui des vignes. Ma femme est à Saint-Point, moi à Mon-

ceau. Je le quitte demain, je vais la rejoindre. Je travaille déjà tous les matins à mon histoire. Je reçois à l'instant une lettre des libraires contractants qui s'annoncent pour très promptement ; mais je viens de découvrir que j'ai un an de plus avec Gosselin. Cela rompra peut-être l'affaire. J'attends qu'ils soient là pour le leur dire (*motus* sur ceci, de peur de Gosselin).

Mes vignes sont belles. Je suis en paix et en haleine. Je voudrais que vous fussiez à deux lieues d'ici, j'irais, tous les jours, échanger quelques idées avec vous, quelques sentiments avec madame de la Grange. Nous écririons à l'envi, vous du solide, moi du brillant, elle du touchant. La politique éreintée m'ennuie. Je ne lis plus un journal. Tant que les crises ne surgiront pas, et Dieu les écarte ! je ne me mêlerai pas des tripotages de Thiers, Barrot, Guizot et consorts, je travaillerai comme si j'étais en Chine.

Adieu. Consolez-moi souvent par quelques bonnes lettres ; je n'en ai pas d'autres qui m'intéressent en ce moment. — Et venez en revenant de Bordeaux. Mes électeurs sont partis ravis et reconnaissants pour le chemin de fer. Ils m'ont reçu avec des chants. Depuis je n'entends plus parler d'eux, et j'écoute le vent dans mes marronniers.

Mille tendres et respectueux souvenirs à madame de la Grange. Je lui enverrai des vers après un volume d'histoire ; il faut cuire son pain d'abord. Mes hommages de cœur à M. le duc de la Force.

Amitiés à notre aimable camarade La Haye-Jousselin ; à vous, ce que vous savez depuis vingt ans et ce que chaque année confirme.

## DCCCXLIII

**A monsieur Dargaud**

4, rue Las Cases, Paris.

Saint-Point, 14 juillet 1844.

J'attendais pour vous écrire d'avoir quelque chose à vous dire ; car ce que je sens, vous le savez : profond regret de vous avoir laissé, vif désir de vous retrouver, impatience à vous attendre. Je ne vous aurais même écrit que lundi prochain sans votre lettre. Pourquoi lundi ? C'est que samedi le représentant chargé des pouvoirs de la société des *Girondins* arrive à Saint-Point, pièces en mains, pour signer nos actes.

Je voulais avoir un résultat à vous mander. Je ne sais encore si j'en aurai, car, en préparant mes pièces, j'ai découvert que par un *post-scriptum* j'avais donné à Gosselin un an de plus (jusqu'en 1849). Peut-être cela rompra-t-il tout? Peut-être cela se résoudra-t-il en diminution des capitaux ? Je vous l'écrirai dimanche. Je n'y mettrai pas de ma faute. Une affaire faite et bien garantie, même à cinquante mille écus de moins, serait encore saisissable par moi en bonne politique. La politique peut trembler, mes dettes ne peuvent pas décroître. Il faut saisir la main qu'on me tend, ne fût-elle pas très longue. Il suffit qu'elle soit solide. J'agirai donc largement.

En attendant j'écris chaque matin des pages nouvelles de mon histoire. Je ferai ainsi toute l'année, *nulla dies sine lineâ.* Mais vraiment ce sont des lignes.

J'ai eu ici madame de Pierreclos, Champvans ; à présent M. d'Esgrigny et sa femme, madame de Cessia et ses filles. La vie serait douce s'il faisait beau et si je ne souf-

frais le martyre de notre névralgie, mais elle est recrudescente à briser l'esprit depuis huit jours.

Je ne pense plus à la politique de la rue de Bourgogne. Le monde ne veut pas de moi. Je m'en étonne sans m'en affliger. Notre monde est en nous et nous en Dieu. C'est à lui de faire ce qu'il lui plaît de ses outils : s'il veut qu'ils se rouillent, ou qu'ils taillent du marbre au lieu de pétrir de la boue, hosannah encore !

Adieu. Attachement bien tendre et à jamais de tous.

Dites à Aimé Martin que je ne lui écrirai également que vers lundi, affaire faite ou défaite, pour ne pas lui donner fausse joie, mais que je travaille et que je l'aime de toutes mes forces.

## DCCCXLIV

**À monsieur Dargaud**

4, rue Las Cases, Paris.

Marseille, 6 août 1844.

Mon cher ami,

Votre lettre me va au cœur. Il est doux d'être compris, plus doux d'être aimé ! J'espère que tout ce petit bonheur qui m'arrive rejaillira une fois sur vous aussi.

Nous sommes, ma femme, madame de Cessia, son fils, ses filles et moi, à Marseille. Nous ne pouvons y trouver un logement près des bains de mer. Nous nous décidons à partir par le bateau à vapeur de Naples demain. Nous allons à l'île d'Ischia, dans le golfe de Naples. Là il y a mer et à la fois quatorze espèces d'eaux minérales. Nous y résiderons jusqu'à la fin de septembre et ne serons à Monceau qu'en octobre. Demain la vapeur nous emporte. Si j avais prévu cela, je vous aurais dit : Venez. Je vous le

dis encore. Si vous pouvez, arrivez à Marseille, prenez le bateau de Naples. En trois jours vous y êtes. Vous allez à l'ambassade demander où je suis, vous venez et je vous ramène. J'ai mille francs à votre service ici pour cela. Venir ne vous coûtera que 400.

Racontez à Aimé Martin notre pérégrination. J'emporte mes livres, et je vais travailler quarante jours à Ischia, puis trois mois à Monceau. Mon année sera remplie.

Quant à la politique, il n'y en a point dans la fibre de ce pays ; il n'y a que des intrigants et des tapageurs. Je secoue la poussière de mes pieds pour quelque temps.

Adieu. Écrivez-moi : à M. de Lamartine, à l'ambassade de France à Naples.

## DCCCXLV

### A monsieur Dargaud

A Paray-le-Monial.

Rome, 29 septembre 1844.

Un seul mot. Il me tardait. Je reçois la vôtre. Vous allez bien, c'est l'essentiel. Merci des détails d'argent. Tenez tout prêt pour mon retour (29 octobre) à Monceau. Vous surtout, venez-y. Installez-vous, si je tardais de deux jours.

Nous partons pour Venise demain. Le voyage a été beau. J'ai travaillé. Je rapporte 400 pages de notes et confidences et quelques-unes d'histoire.

Je vous écris entre Pelletan, Champvans, Cazalès et autres amis.

Adieu, ce n'est que pour vous embrasser.

Un ami de Pelletan porte ce billet.

## DCCCXLVI

### A monsieur Dargaud

A Paray-le-Monial.

Genève, 24 octobre 1844.

Mon cher ami, nous voilà au terme de notre longue odyssée de mille lieues. Nous avons traversé les Alpes du Simplon au milieu des foudres, des vents et des neiges, et nous nous reposons deux jours auprès de nos amis sur les bords du Léman. J'y reprends la plume et la voix, et c'est pour vous appeler vite à Monceau où un gîte chaud et paisible va vous attendre. Nous y serons, si Dieu veut, le 28 à dîner. Venez vite. J'ai fait, dit-on, de bonnes vendanges. J'ai écrit un volume et demi de choses diverses. Je vais travailler deux mois à l'histoire, vous m'inspirerez.

Champvans, que j'ai recueilli à Rome et à Venise, est ici.

Tout le monde vous chérit.

Adieu. Nous partons demain.

## DCCCXLVII

### A monsieur le comte de Circourt

Monceau, 29 octobre 1844.

Monsieur et cher ami,

Votre lettre m'arrive comme le salut de mon foyer au retour de ma pérégrination. Nul salut ne pouvait m'être de meilleur auspice. Comprendre et aimer sont les deux grands mots de l'existence: vous aimez et vous com-

prenez ; et il y en a si peu à qui on puisse appliquer ces deux facultés qu'il faut les conserver quand on les rencontre.

Ce que vous me dites de la Russie est le contre-pied de Custine. Ce que vous me dites de la France est ce que j'en ai toujours pensé moi-même. Ce que vous me dites de la paix est à la fois ma pensée et ma conscience. Soyez tranquille, je ne la trahirai pas pour la popularité. Ma popularité est en vous et non dans la foule.

Je ne veux vous dire qu'un mot en me levant, afin d'avoir le cœur en paix aussi avec vous, car je ne l'aurais pas si je ne vous avais pas dit combien je vous suis attaché d'intelligence et de sentiment.

Madame de L. se rappelle à madame de Circourt dont nous avons partagé les tristesses et les consolations.

Nous allons assez bien tous. Nous voici pour deux mois enfermés seuls à Monceau. Nous attendons le baron d'Eckstein, que ne pouvons-nous en dire autant de vous!

Adieu et affection.

## DCCCXLVIII

### A monsieur Émile de Girardin

(Confidentielle.)

Mâcon, 16 novembre.

Me voilà de retour, mon cher ami, d'un long et beau voyage. Je vous serre la main en arrivant. Je vous remercie surtout, ainsi que madame de Girardin, de m'avoir donné de temps en temps dans *la Presse* un signe de vie qui a été toujours un signe d'amitié. J'ai travaillé, et je m'enferme de nouveau deux mois ici pour travailler. Il faut songer à ses affaires pour être capable ensuite de faire celles de son ays.

En arrivant, les fondateurs du *Bien public* qui souffrait de mon abandon m'ont prié de leur prêter une ou deux fois mon nom. Je leur ai écrit hier un long article (1) dont ils doivent m'envoyer l'épreuve demain ou après-demain. Je vous l'enverrai avant qu'il paraisse même ici. Vous verrez si vous pouvez lui prêter une publicité *non solidaire*, que certes aucun autre journal de Paris et surtout d'opposition ne me donnera. Si vous le faites, vous m'obligerez et vous sauverez *le Bien public*. Dans ce cas, voici comment je voudrais pour notre situation réciproque qu'il fût introduit dans *la Presse*. (Ci-joint la note pour précéder l'article.)

Si vous ne jugez pas à propos de le faire, point de mal et n'en parlons plus. Je ne l'enverrai, que vingt-quatre heures après vous l'avoir adressé, à qui que ce soit. Je ne vois même que *la Démocratie pacifique* à qui il puisse convenir.

L'article a quarante pages de mon écriture, c'est-à-dire environ six colonnes de journal imprimé très gros.

Vous le recevrez jeudi 20, matin, à Paris.

Adieu, amitié, et un mot.

(1) *Récapitulation.* Sous ce titre M. de Lamartine résumait la ligne politique suivie dans le journal *le Bien public* pendant l'année écoulée. V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 88.

# ANNÉE 1845

---

## DCCCXLIX

**Au marquis de la Grange**

Député de la Gironde.

Monceau, 2 janvier 1845.

Cette nouvelle de Villemain me contriste au delà de toute parole, mon bien cher ami. Si des têtes si fortes, si droites, si pleines, faiblissent (1), que sommes-nous donc? Des bulles de gloire; Dieu souffle et nous disparaissons. Je le prie pour ce pauvre Villemain, si bon pour moi; je le prie pour vous, pour moi, pour tous.

Quant à cette poussière d'ambition qu'on balaie dans la salle des conférences, je vous sais bon gré de la fouler aux pieds et de la vomir de vos narines. Je la méprise profondément aussi. Que nous importe que ces vanités s'appellent Thiers, Guizot, Molé, vous ou moi! Tâchons de nous dévouer aux vérités éternelles et aux idées organiques de notre temps, et ayons pitié du reste. Je suis retenu ici encore peu de jours par mes travaux d'histoire et de fortune. Quel labeur! Je serai là-bas, mais muet à l'adresse.

Mon bonheur sera de vous revoir, vous et quelques excellents collègues, surnageant sur cette tourbe d'agitations, d'agités et d'agitateurs.

Adieu et amitié.

(1) M. de Lamartine faisait allusion à l'accès de folie que M. Villemain éprouva vers la fin de décembre 1844, et qui le força à donner sa démission. V. à ce propos un article inséré dans *le Bien public* sur la retraite de M. Villemain. *La France parlementaire*, t. IV, p. 122.

## DCCCL

### A Béranger

Mon cher et illustre philosophe,

Je viens de lire, sur moi, dans *le National*, un article qui me semble écrit sous l'inspiration de votre cœur et qui touche vivement le mien. Je ne connais pas M. Marrast, mais je reconnais son style étincelant. Je voudrais qu'il sût le plaisir qu'il m'a fait, non au vain amour-propre du causeur de Chambre, mais au cœur, par ces lignes si bienveillantes. J'ai eu souvent à me plaindre de l'injuste prévention de vos amis sur mes opinions, mais cette faveur exagérée de ce matin compense largement le passé !

Soyez mon interprète. Quand on n'est séparé que par un nom et qu'on est uni par tous les bons désirs de l'esprit et de l'âme pour les progrès de la France et de l'humanité, c'est perdre son temps, sa force et ses peines que de se combattre. Il faut s'aimer et s'entre-aider. Dites-le-lui, et recevez tous les sentiments que vous me savez pour vous et que vous me rendez avec tant d'amitié.

## DCCCLI

### A monsieur de Champvans

Mâcon.

22 janvier 1845.

Mon cher ami,

*Le Bien public*, grâce à vous et à M. Gizorme, va à mer-

veille. Il a ici une étonnante renommée. Il n'y a de politique que là.

Voici, de ce matin, un article de la *Revue* de Blanqui, dont je crois qu'il faut citer le commencement, le milieu, où il touche à moi, à la taxe des pauvres, et l'annonce d'une lettre à nous au *post-scriptum.*

De la politique ? il n'y en a point, tout est mort et enseveli pour longtemps. Je ne m'en occupe même pas. Je n'ai personne, avec le cœur et les espérances de beaucoup, mais cela se cache ; je vis dans mon cabinet.

Les hommes d'affaires s'y succèdent, et rien ne se termine. Je suis entre un procès, une résiliation et la misère. *Habent sua fata.* Je crois bien que ce sera longtemps ainsi. Dieu est Dieu, et le malheur a ses prophètes ! c'est là la loi de tous les siècles. Il semble combattre pour ses ennemis. Shakspeare a raison, la vie est un conte d'enfant, sans suite et sans dénouement, raconté par un idiot.

Ne vous pressez pas de venir, car vous ne saurez que faire ici en ce moment, si ce n'est pleurer sur Jérusalem. Thiers n'est pas plus populaire ni plus fort que moi à la Chambre. Guizot est abhorré, mais on se vend comme au marché sans cacher la main qui donne ni celle qui reçoit. La France est un encan. L'opposition est en quatre tronçons. Celle de M. Barrot a essayé une réunion : ils étaient quarante ; ils se sont déchirés entre eux. Bref, rien nulle part que sordide intrigue.

Moi, j'ai beaucoup d'estime, mais pas *un* adhérent.

Voilà le bulletin du Waterloo politique. Mais à Waterloo le sang français coulait ; ici c'est l'honneur qui coule par tous les pores. Il y a trois siècles qu'il y a eu une révolution française, personne ne s'en souvient.

## DCCCLII

**A monsieur Rolland**

Mâcon.

Paris, 23 avril 1845.

Monsieur,

Je vous sais bon gré de me tenir au courant de tout ce qui pourrait troubler la bonne harmonie de nos affaires locales. J'agirai, si on a recours à mon intervention officieuse, dans un esprit de conciliation et de paix.

Dites, je vous prie, à M. Bègue que la lettre qu'il m'a fait l'honneur de m'écrire a été égarée quelques jours dans un déménagement de cabinet et de papiers, nécessité par une immense soirée de douze cents personnes que j'ai eue samedi, et que je lui répondrai dès que les papiers et les lettres seront retrouvés et remis en ordre.

Je suis heureux de l'accord de sentiment qui existe maintenant entre nous sur les fortifications de Paris. Je reste pour les combattre encore quelques jours.

Vous aurez demain un grand et ennuyeux discours sur les rentes qui a été bien accueilli par la Chambre (1). C'est une immense question sur laquelle le pays doit revenir. C'est une injustice et une folie. Je ne parle que du 5 0/0, car les autres rentes sont remboursables sans contestation. L'opinion dans les départements sera contre moi à cet égard, parce qu'elle ne comprend pas les finances, mais elle reviendra enfin.

Mille amitiés, mes respects à madame Rolland.

Champvans n'a pas encore eu l'heure de m'expliquer la querelle des pompiers.

(1) Sur la conversion des rentes. Séance du 21 avril 1845. V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 137.

## DCCCLIII

### A monsieur Dargaud

4, rue Las Cases, Paris.

Monceau, samedi 24 mai 1845.

Je ne vous écris qu'un mot aujourd'hui, obsédé que je suis : 1° par un grand concert de Liszt et Félicien David à Mâcon, ce soir ; 2° par une procession musicale et patriotique de Mâcon à Monceau, demain soir, avec speech, banquet d'amis improvisé, Léon Bruys, Lacretelle, Rolland, *le Bien public*, Gizorme, etc.

Tous ces noms sont pour Champvans qui manque bien à la patrie.

Le pays est enthousiaste et affectionné.

Je vous écrirai plus au long après.

Je suis établi à Monceau. Le temps est beau, les vignes belles, mais Valentine est bien souffrante et m'inquiète sourdement.

Mille choses de cœur à vous et à madame Dargaud.

Amitié bien tendre à Aimé Martin. Remerciez-le des *Débats* pour le discours aux ouvriers (1). L'intention doit venir de lui.

(1) Réponse à l'adresse présentée par une députation d'ouvriers de Paris (16 mai 1845). V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 203.

## DCCCLIV

### A monsieur Dargaud

4, rue Las Cases.

Monceau, 28 mai 1845.

Mon cher ami,

J'ai votre charmante épître en quatre bonnes pages coulées du cœur. Merci, nous en avons tous joui; je n'ai ce matin qu'une minute pour vous le dire.

Allez chez Champvans, et demandez à son portier de ma part une grosse lettre affranchie, contenant huit exemplaires de mon allocution à la sérénade de Monceau, le 25 (1). S'il vous remet la lettre, ouvrez-la et portez-en un exemplaire à chacun des journaux dont voici la liste.

Cela a été merveilleux en tout : musique, festin, piano, Liszt, discours, toasts, fusion cordiale sans un froissement des ouvriers, des aristocrates, des juste-milieu ! un seul cœur, un seul esprit. Vous n'avez que le squelette du discours dont les os ont été le lendemain, par Gizorme, Lenormand et moi, ramassés et rejoints sous la table. Tout cela a été développé plus vif et plus long.

Tout va bien à Monceau. J'ai mes nièces chéries à deux pas d'ici; le temps est bon, la vigne végète.

Adieu. Aimons-nous.

(1) Allocution à la Société de musique de Mâcon (25 mai 1845). V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 297.

## DCCCLV

### Au marquis de la Grange

Député.

Monceau, 9 juin 1845.

Mon cher ami, votre lettre m'amuse; je vois que j'ai bien fait de prendre les devants sur l'ennui général. Je ne m'amuse pas, mais je travaille en paix, et j'erre à cheval dans mes vignes. Mes fêtes sont finies; Liszt en a pris sa part. Il m'a servi de prétexte pour ne pas accepter de banquets à la ville. Je n'en voulais pas; cela deviendrait trivial.

Quittez vite la Chambre, et allez recevoir à la Grange des banquets mieux mérités cette année que les miens. Votre nom est réellement si populaire ici parmi les hommes de vin, que, si vous venez me voir, on vous donnera une ovation tressée de pampres. Vous avez bien fait de prendre la popularité du vin, elle est chaude et intarissable comme le jus de nos collines. Je me pose comme votre auxiliaire et votre ami. Mais laissez donc là le budget et ses imbéciles commentateurs de chiffres vides! Quel galimatias que leurs rapports et leurs contestations! Quels rogneurs de gros sous! Excepté cinq ou six hommes de valeur, le reste est du barême parlementaire, c'est indigne de vous.

M. Guizot ne restera pas longtemps aux affaires, à ce que je crois. Peu m'importe! Je ne tiens à l'éloignement que d'un seul homme embarrassant dans la Chambre, et vous ne devinez pas qui. Votre procès marchera comme le mien : je vais être jugé une quatrième fois en trois mois. Si vous voyez Chaix d'Est-Ange à la Chambre, re-

merciez-le du pas accéléré dont il mène mes adversaires, ces voleurs de temps! car ce n'est que du temps qu'ils veulent me prendre. Or nous vivons de temps.

En arrivant ici j'ai écrit cinq ou six romances dont une pour madame de la Grange ; mais ne le dites pas, je serais perdu parmi les hommes politiques. Thiers et Guizot, Dufaure, Dupin, Berryer et Barrot n'ont jamais fait que de mauvais calembours en vers. Les miens sont passables. Donc ils sont de grands hommes et moi un imbécile, telle est la logique des bureaux! Que diraient Solon, Cicéron et César, ces divins poètes, sans compter Orphée, ce législateur divin! Maintenant je sue sur la triste mémoire des Girondins. Je veux en finir cette année avec eux.

Adieu. Écrivez-moi souvent.

## DCCCLVI

### A monsieur de Vaugelas

Die.

Saint-Point, par Mâcon, 7 juillet 1845.

Mon cher et ancien camarade,

Je viens de lire dans un journal une preuve de bien glorieux souvenir de vous. Je suis bien touché de l'idée; mais je ne veux de médaille frappée de moi que dans le cœur des honnêtes gens et surtout dans celui de mes vieux amis. Hélas! le temps est si sombre que le plus simple bon sens soutenu du plus vulgaire courage brille comme de l'héroïsme aux yeux de la nation. Ce n'est pas le bon sens qu'il faut glorifier, c'est l'état du pays qu'il faut plaindre.

Des hommes comme vous le consolent ; et je m'efforce dans ma sphère d'isolement de ne pas déshonorer le passage de notre génération dans nos affaires. Suivez-moi de

l'œil, aidez-moi du cœur. C'est mon orgueil et ma récompense.

Je suis retiré ici au fond des bois et dans un travail assidu pour acheter mon indépendance. Je regrette bien que Die soit si loin de Saint-Point. J'aurais bien du bonheur à retrouver dans l'écrivain de 1845 le jeune et loyal officier de 1813.

Adieu et amitié.

## DCCCLVII

### A monsieur le comte de Circourt

Saint-Point, 7 juillet 1845.

La névralgie, l'étude de l'histoire, les affaires, l'horreur de la plume, m'ont empêché d'écrire un mot depuis mon arrivée ici. Tous les jours je m'en humilie en relisant les belles seize pages reçues il y a trois semaines. Elles sont ma propre pensée mieux en ordre, mieux en faits, mieux rédigée. Cela me ravit de sentir battre mon cœur dans une autre poitrine. Je ne contesterais que sur la conclusion. Les transactions, bonnes en affaires, sont mauvaises en idées. Ou le catholicisme est la vérité ou il est le mensonge. S'il est la vérité, mourons avec lui ; s'il est le mensonge, séparons-nous-en tout à fait, avec le respect que l'enfant a pour la nourrice qui l'a nourri, bercé, conduit par la lisière jusqu'à son âge mûr, mais avec la vigueur d'une raison qui marche seule.

Quant aux questions purement politiques, vous avez raison absolue. Mais ce pays est mort, rien ne peut le galvaniser qu'une crise. Comme honnête homme je la redoute, comme philosophe je la désire. Nous marchons en sens inverse de l'esprit de Dieu. Pays sans courage et sans vertu, admirable parterre pour les apostats politi-

ques. Naples a inventé Polichinelle, la France est digne d'inventer pis. N'y pensons plus et travaillons.

Madame de Lamartine est à Néris avec Valentine. Je suis ici avec une sœur et d'autres nièces. Je me lève à cinq heures, je lis et j'écris jusqu'à dix. Je gagne péniblement le pain de mon indépendance. Il est cher, mais il est amer.

J'apprends l'aventure d'Hugo. J'en suis fâché, mais ces fautes-là s'oublient vite. La France est élastique, on se relève même d'un canapé.

Que faites-vous? et viendrez-vous causer cet automne? J'irai peut-être aux eaux après le retour de madame de Lamartine. Nos affaires veulent l'un ou l'autre ici.

Mille souvenirs respectueux à madame de Circourt, et à vous une véritable et constante amitié.

## DCCCLVIII

**A monsieur Dargaud**

4, rue Las Cases, Paris.

Saint-Point, 9 juillet 1845.

Je ne vous ai pas écrit parce que j'ignorais votre séjour. Il y a quinze jours que je vous croyais hors barrières. Ce mot vous recevra à Paray. J'ai reçu les portraits. Ils sont bien, mais plats. C'est encore une image à cacher à la postérité, si tant est qu'elle se souvienne du type. Je les enfouis dans un carton de Saint-Point. Grevedon a bien gravé mais mal dessiné. Cela ne vaut pas l'ennui que je vous ai donné. Vive Brian ! il n'y a que Gérard et lui.

Ma femme et Valentine sont aux eaux de Néris. Moi je suis resté seul à travailler ici. Je ne suis cependant guère

en train, mais il faut gagner son pain. J'irai peut-être les chercher et boire aussi quelques jours vers le 18 ou le 20.

J'avance dans le cinquième volume. J'écris les journées de septembre.

Mon procès se juge demain. Je crains ces coquins.

J'attends MM. Dutacq et compagnie pour un grand journal *le Soleil.* Ils s'annoncent et se prétendent munis de souscriptions, mais je ne me fie que tout juste. Je ne consentirai que gages en mains. Il faut un cautionnement à un nom comme à une fortune.

Madame de Pierreclos, sa mère, ses sœurs, sont à Saint-Point avec une nuée de nièces, petites-nièces et neveux. On y a la chaleur d'Ischia.

Je n'écrirai rien sur les Maronites ni sur personne cette année. L'histoire veut du silence, et, quand la peau dure du tambour politique n'est pas tendue dans l'esprit du pays, on se casse le poing sans faire de bruit ni de bien.

L'aventure amoureuse de mon pauvre ami Hugo me désole. On dit qu'il s'éloigne de France pour qu'on ne demande pas l'autorisation de le poursuivre à la Chambre des Pairs; mais ce qui doit être navrant pour lui, c'est de sentir cette pauvre femme en prison pendant qu'il est libre.

Ronot va bien depuis mon retour. Je lui ai resoufflé la vie. Elle s'en allait. Nous parlons de vous avec lui et mille autres.

Champvans a eu le beau rôle dans la comédie avec Lacordaire. L'un est cependant plus grand acteur que l'autre, mais le cœur donne tout, et notre ami Champvans en a. Ici il est toujours le bouc émissaire : la haine se double de ses succès.

Adieu. Vivez, écrivez et venez. Mille respectueux hommages et attachement à madame Dargaud.

## DCCCLIX

**A monsieur Dargaud**

A Paray-le-Monial.

Néris, 12 août 1845.

Nous ne partons que samedi ou lundi, incertains encore si ce sera par Clermont ou Moulins. Les deux routes nous mènent à Paray, mais à heure et à jour indécis. Ainsi pas de pot au feu. Nous vous demanderons une tasse de chocolat à toute heure d'une matinée, et nous verrons vos dames, c'est l'important.

*Les Girondins* ont été revendus hier pour 250,000 francs, jouissance par l'éditeur douze ans, paiements en 1846 et 1847. C'est signé. Les éditeurs sont repartis cette nuit. C'est demi-confidentiel encore. Quant aux journaux, quatre sociétés m'ont envoyé des négociateurs. J'ai tout refusé, si ce n'est la dictature. Ils en viendront à me la donner, et alors je céderai.

Voilà pour les affaires. Elles vont bien, comme vous voyez. Dans dix ans, si *les Girondins* sont passables, *je* ou *on* les revendra bien autant. Cela fera 500,000 francs. Restent mes œuvres anciennes pour lesquelles Furne est venu négocier à Saint-Point. Cela se vendra l'année prochaine 200,000 francs, je crois ; puis sept à huit volumes de commentaires, confidences, poésie, tragédies, mélanges politiques. Le tout en dix ans doit aller au million. Heureux procès ! Je paierai mes dettes, et j'aurai vécu dans l'indépendance du roi et de son budget.

Le budget du travail vaut mieux que le budget de la faveur des gouvernants.

Adieu et tendre amitié de tous à tous.

## DCCCLX

### Au marquis de la Grange

Saint-Point, 22 août 1845.

Mon cher ami,

Je trouve votre lettre au milieu de deux cents autres, en rentrant dans mon cabinet. Je réponds, d'abord et avant tout, à vous.

Je vous vois au milieu de votre installation politique et domestique. Vous êtes le chêne qui jette sa racine entre les rochers pendant l'hiver et qui bravera le vent ensuite. Mais le rocher me paraît très tendre et très solide à la fois pour vous : vous êtes, toute amitié à part, de ces députés qu'on ne dépossède pas. Où trouver à la fois nom, talent, indépendance absolue, étude, amour désintéressé du bien ? Cela ne pousse pas, comme on dit, sous la semelle de tout électeur. Quant à votre installation domestique, j'ai passé ma vie à ce métier. Ces peines sont des plaisirs. Cela donne la fièvre, mais c'est comme la fièvre de tribune, on la quitte, on la reprend à volonté. Je vois d'ici le génie de madame de la Grange déployant sa poésie dans un rideau ou dans une portière, et vous dans un jardin. Achevez vite et tout pendant que vous y êtes. C'est mon conseil et mon expérience.

Nous arrivons. Les eaux ne nous ont fait ni bien, ni mal : j'y ai travaillé comme ici. J'y ai vendu 250,000 francs *les Girondins*, seulement pour dix ans. J'espère alors en avoir autant si... beaucoup de si... Il me reste vingt-quatre volumes d'œuvres anciennes ou nouvelles à vendre, d'ici à trois ans ; le tout ira bien à un million en dix ans. Mon procès a été heureux — vous savez qu'il est gagné.

La saison est mauvaise aussi ici pour les vignes ; mais la quantité y est. Hier soir, à l'improviste, il m'est arrivé deux gros acquéreurs du pays, qui m'ont acheté sur pied et comptant ma récolte de vin de Monceau et Milly. Ai-je bien ou mal fait ? Le ciel le sait, mais j'ai trouvé le hasard et je l'ai saisi à tout risque. Cela me fera vivre en 1846, et ensuite comme ensuite. Les œuvres me nourriront et me libèreront. Mes terres commencent à être reconnaissantes. Je les arrondis et les engraisse sans relâche. Saint-Point seul est ingrat et me paie en silence et en solitude.

Adieu. Je vous quitte pour aller m'installer à Monceau où je vais recevoir le Conseil général. Je ne veux pas absolument le présider cette année pour continuer mes travaux personnels.

J'attends dans la semaine les Circourt, Champeaux, Pastoret, des Italiens, etc., etc. Où êtes-vous tous deux ? mais toujours de plus en plus dans nos cœurs.

## DCCCLXI

### A madame la comtesse de Circourt

Monceau, 29 octobre 1845.

Madame,

Ce mot est triste, mais il est de vous ; je l'accueille avec reconnaissance. Ah ! c'est nous qui sommes affligés et seuls de votre absence en cette belle saison de Saint-Point ! mais si vos cœurs y sont un peu, cela nous console et nous promet.

Pourquoi du moins Circourt ne monte-t-il pas dans un coupé, et ne vient-il pas raisonner du monde ?

Je raisonne seul en l'attendant, et puis j'écris après des pages de mélancolie sur mon adolescence, que vous

lirez cet hiver, et puis des pages d'histoire, que je vous offrirai dans trois ans, et puis des articles que vous lirez dans deux jours, et puis des philosophies que vous ne lirez jamais.

J'ai reçu la lettre de Michel Chevalier. Nous étions faits pour marcher ensemble, il y viendra. Nous sommes des hommes du même sang, de la race intellectuelle, de ceux à qui la politique des âmes devrait appartenir. On le relègue, et on ne veut pas de moi. L'avenir nous plaindra. Mais peut-être devons-nous nous féliciter de n'avoir pas eu la main dans cette boue.

Tout va assez bien ici. Tout vous y aime jusqu'aux arbres qui s'effeuillent puisqu'ils n'ont pas d'ombre à vous donner cette année.

Nous irons à Paris de bonne heure ou tard, selon la Chambre.

Mille respectueux sentiments.

Dites à Michel Chevalier que je ne sais plus où il est, et que j'attends impatiemment l'heure de causer avec lui à Paris.

## DCCCLXII

### **Au comte Monnier de la Sizeranne**

Novembre 1845.

Cher collègue,

J'ai lu avec admiration et reconnaissance vos beaux vers. La concorde, vous le savez, est la tendance de mon caractère et de mon cœur ; mais je n'ai jamais pu appeler concorde l'union de deux politiques contraires, tant que l'une des deux ne désavoue pas ce qui la sépare de l'autre.

Personne n'a plus de goût, d'esprit et de cœur que moi

pour votre ami politique, M. Thiers. Je suis obligé de résister à un vif entraînement naturel pour combattre l'alliance de l'opposition avec lui. Mais la logique doit gouverner les instincts. M. Thiers peut être un excellent ministre, il ne peut être un chef ni un membre d'opposition après quinze ans de triomphes sur tous les principes de l'opposition libérale. Vous verrez, hélas! cette pensée exprimée par moi hier encore dans un article du petit journal de Mâcon, que les journaux de Paris répéteront peut-être (1).

Quand il y aura un symbole commun, je le professerai avec bonheur du même cœur que vous. Mais les lois de septembre, l'Orient et les fortifications nous séparent par un abîme politique qu'aucune bonne volonté ne peut combler. Les uns ou les autres, nous tomberions au fond. Il faut être seul tant qu'une crise inattendue n'aura pas jeté un pont entre nous.

Je suis entièrement plongé dans l'étude de la Révolution que j'écris en ce moment; je n'ai qu'un clin d'œil de côté sur la politique du jour. Je ne fais plus de vers depuis dix ans. Si vous voulez, je répondrai en prose à votre belle et généreuse pensée si magnifiquement exprimée. Pour cela il faut vous démasquer et permettre que je vous nomme dans *le Bien public*. Ce serait pour moi une occasion de dire tout haut combien tout bas je vous honore, vous estime et vous aime. Heureux jour que celui où nous penserions ensemble comme ensemble nous sentons!

Je lis le cinquième volume de l'histoire de M. Thiers avec une sérieuse admiration. Dites-le-lui, si vous le voyez. Il se trompe s'il me croit ennemi, je ne suis qu'adversaire, et souvent à regret.

Adieu, cher collègue et ami, et encore une fois merci.

(1) *Un principe et point de partis* (19 novembre 1845). V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 259.

## DCCCLXIII

### A madame la comtesse d'Agoult

Monceau, 29 novembre 1845.

Madame la comtesse,

Il y a une providence pour les esprits, car au moment où on m'apportait votre lettre je lisais votre article. C'est le seul que j'aie lu depuis longtemps, mais le nom de Daniel Stern m'avait attiré l'œil, comme une luciole sur des feuilles sèches. J'y avais retrouvé mes pensées, mes pressentiments, et, mieux que cela, les connaissances des lieux, des mœurs et des hommes, que je n'avais pas, en un mot l'histoire d'une idée, car les idées ont aussi des histoires. On ne les comprend qu'en les suivant de leur berceau à leur âge mûr. Hélas! nous ne sommes encore qu'à l'adolescence, ou plutôt le temps ressemble à ces hommes d'un âge vert quoique mûr, comme moi par exemple, qui ont déjà les frissons de l'hiver et ses premières neiges sur la tête et qui ont encore le soleil du printemps dans le cœur.

Mais je ne veux pas discourir avec vous sur quatre doigts de papier de matières si sublimes. J'attendrai quelques soirées pluvieuses et métaphysiques de Paris. Je ne veux que vous remercier aujourd'hui du charme intérieur que j'ai éprouvé à vous lire, et je vous jure que ce billet n'est pas une réponse, car j'allais vous écrire spontanément à l'instant où vous m'avez prévenu. Y a-t-il aussi une providence pour les cœurs?

Mille respectueux sentiments.

## DCCCLXIV

### A monsieur Guichard de Bienassis

Juge de paix à Crémieu.

Monceau, 4 décembre 1845.

Mon cher ami,

Je t'ai attendu, espéré, aspiré tout l'été. Est-ce que le devoir est un clou doré qui enchaîne le juge à son siège? est-ce que le délit est en permanence à Crémieu ? est-ce que tu ne viendras pas une semaine à Paris nous rappeler nos anciens jours ? Tu sais combien nous cheminons ensemble de cœur. Reprends-toi donc ou à Paris ou ici au printemps prochain.

Mes affaires de fortune vont bien. Je me soutiens dans l'économie et la retraite, et je vis du travail de ma plume et de la sueur de mon esprit. Dans trois ans j'aurai, je pense, payé bonne part de mes dettes. J'ai vendu déjà pour 300,000 fr. d'ouvrages. Il m'en reste à vendre autant, et, dans dix ans, ce sera à recommencer pour moi et mes héritiers. Je n'ai donc plus d'inquiétude si le travail littéraire garde son prix.

Quant à la politique, tu sais que j'en fais affaire d'idée et non d'ambition ni de finances. Elle va tant bien que mal.

Adieu. Aime-nous et dis-le-nous plus souvent.

## DCCCLXV

**A monsieur Dargaud**

A Paray-le-Monial.

13 décembre 1845.

Nous partons le 21 pour Paris. J'ai fini Jemmapes qui est beau, je crois; mais le 31 mai tout entier reste à écrire cet hiver à Paris. Je ne pourrai voir la Chambre que quinze jours.

J'ai eu cent cinquante-deux journaux qui ont répété mes trois articles (1): belle campagne ! On ne me croit plus si *vent* qu'on disait. On est en admiration et en fureur contre moi. Nous aurons avec Barrot quelque escarmouche de tribune et quelque bataille rangée avec Thiers. Cela fait, aux *Girondins !*

Rien de nouveau ici que des insultes de trois mois du *Journal de Saône-et-Loire*, que j'ai confondues par ma douceur politiquement évangélique et qui sont retournées ainsi contre mes ennemis. Cela m'a repopularisé unanimement, et le rédacteur a finalement été obligé de se donner à lui-même les soufflets que je n'ai pas voulu lui donner dans *le Bien public*. Vive la patience !

Je ne me porte pas agréablement, ni bien mal, mais je suis à vous de cœur.

D'Eckstein et Champeaux sont ici. Nous avons contremandé les autres.

(1) 1° *Un principe et point de partis* (19 novembre 1845); 2° *Sur la Réforme électorale* (4 décembre 1845); 3° *Du mouvement réformiste et de la possibilité d'une réforme* (14 décembre 1845). V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 259 et suiv.

Nous partons parce que mes articles rendraient mon absence peu digne à l'Adresse, mais je ne parlerai que sommé par mon nom.

Adieu et respectueux compliments à madame Dargaud et aux bonnes hôtesses.

# ANNÉE 1846

DCCCXLVI

**A monsieur Ronot**

Juge de paix à Mâcon.

Paris, 11 février 1846.

J'ai reçu votre lettre d'avis, mon cher ami. Vous aurez vu l'*errata* le lendemain. C'était une de ces erreurs d'urne qui se renouvellent vingt fois par scrutin dans le nouveau mode.

Mais quel pays que celui où un homme comme moi, qui mange des pierres depuis dix ans en face du banquet du pouvoir où on n'a cessé de le convier, peut être soupçonné de corruption et de faiblesse par ceux qui le voient agir de plus près! Je parle de Mâcon, car ici je serais comme la femme de César. J'ai envie de quitter la députation de Mâcon pour cause d'offense grave, si ce qu'on me mande est sérieux. Comment, je ne pourrai maintenir la religion de toute mon âme et de toute ma vie contre un amendement de M. Thiers, qui livre les noirs à la merci des marchands de chair humaine (1), sans que Mâcon s'indigne et me souille de ses soupçons! Qu'ils cherchent des consciences abjectes pour les servir, s'ils veulent, des laquais parlementaires, et non des citoyens intrépides! Je ne suis pas de cette race, et nous ne nous convenons pas. Je ne tiens pas à leurs votes, ils peuvent

(1) 3 février 1846. V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 291.

les porter sur qui ils voudront, mais je tiens à Dieu, à ma conscience, à mon honneur et aux causes de l'humanité pour lesquelles seules je suis député.

Ici je serais nommé dans six arrondissements de Paris de quelque façon que je vote pour les noirs ou contre les bourreaux américains. Jamais l'opinion publique estimable ne m'a favorisé d'une pareille popularité. Je suis seul, et j'ai dix journaux ; je suis seul, et la Chambre se range en silence chaque fois que je me lève pour parler, plus que pour un ministre et un chef de parti ; je suis seul, et j'ai avec moi la moitié de Paris. Si Mâcon n'a pas confiance, comme disait Danton, je ne veux plus de Mâcon, qu'il cherche un complaisant au lieu d'un député !

Adieu. Je suis indigné.

## DCCCLXVII

### A monsieur Rolland

Mâcon.

Paris, 11 février 1846.

Monsieur et ami,

Je vous remercie de votre lettre d'avis. Qu'est-ce qu'un pays où un homme connu depuis quinze ans pour une fermeté de conscience qui affronte tout, même la destruction de sa fortune, peut être suspecté de quoi que ce soit pour tel ou tel vote dans telle ou telle situation du Parlement ? Vous aurez vu le lendemain par ma rectification qu'il n'y avait rien qu'une de ces distractions de main et de ces confusions d'urnes, qui nous arrivent tous les jours. Cependant je vous remercie de la préoccupation que vous avez bien voulu en concevoir. Soyez tranquille sur ma marche, et tranquillisez nos amis, dites-leur d'avoir un peu plus de foi.

J'ai dit un mot hier sur les vins (1). Insérez-le, et envoyez le journal ce jour-là aux deux arrondissements électoraux. J'écris à M. Jard, comme vous le désirez. Favorisez vous-même par un bel article le comice agricole du canton de la Chapelle. Ne voyez pas même le motif secret de son institution, et faites-vous là des amis en en parlant bien.

Quant à l'énergie de mon opposition, n'y pensez pas. Je ferai mon discours et notre programme en très grand à la fin de la session, près des élections. Cela redressera les esprits qui ne comprendront pas les votes contraires à leurs préjugés dans les affaires spéciales et surtout affaires étrangères où ils n'entendent rien. Le dernier mot sera à nous. Je suis bien plus content de la Chambre et de l'opinion envers moi que je ne le pensais. L'alliance Thiers-Barrot boite. Tous les partis me font les plus tendres avances. J'ai eu le bonheur de rester intact et pur d'intrigues. On me le paie, non encore en adhésion active mais en attachement secret et en respects publics. Toutes les fois que je parle à la Chambre, c'est un applaudissement intime et un bon effet prolongé. J'ai l'espoir d'avoir sauvé la Syrie (2). J'ai écrit ce matin au grand seigneur Abdul-Medjid, à Constantinople, pour le décider à ce que je demande là-bas. Nous voilà citoyens romains : nous sauvons des provinces. Adieu. Aimez-moi comme je vous aime.

(1) Sur la proposition tendant à réprimer la falsification des vins. Séance du 10 février 1846. V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 309.
(2) Discours sur la Syrie. Séance du 5 février 1846. V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 291.

## DCCCLXVIII

**A monsieur Rolland**

Maire de Mâcon.

Paris, 1846.

Monsieur et cher ami,

Bravo! J'avais peur que votre affaire avec B... ne blessât l'opinion. Vous voilà lancé. La mer est grosse, allez!

Vous voyez les choses comme elles sont. Cette monarchie s'est perdue par l'ambition du népotisme. Tout le monde ici dit maintenant tout bas ce que nous avons dit tout haut il y a trois mois. Dans dix ans où en serons-nous?

Dieu! que la France est sotte!

Je vis dans ma coquille. Il n'y a pas de Chambre. Je n'ai ni pu ni dû parler. Je ne dirai rien, les événements parlent. Je corrige *les Girondins;* j'envoie à l'instant le sixième volume à l'impression. On aime les morceaux qu'on a lus. Quant à moi je trouve tout pitoyable, mais n'importe si on achète. On me propose 240,000 fr. pour six autres volumes. J'accepterai, je pense, dans deux mois, si le public est bon pour les premiers; cela me mettra au large.

J'ai en main une lettre de M. Passy à moi-même, imprimée et signée, m'annonçant les 2,000 fr. au bureau. Soyez tranquille, c'est parfaitement fait et authentique.

Tout à vous de cœur.

*P.-S.* Champvans me dit que mon article serait hors de temps aujourd'hui. Je le comprends, brûlez-le: mais, au nom du ciel, dirigez *le Bien public.* Il ne sait où il va, mais toujours à contre-sens de nous.

Nous sommes, et c'est notre valeur, contre le mariage espagnol, forts, fermes, persistants. Ceux-là seuls sauveront un débris de la France, qui se posent avec cette vérité : elle va tout gouverner.

## DCCCLIX

**A monsieur Ronot**

Juge de paix à Mâcon.

Paris, avril 1846.

Mon cher ami,

Merci, mais il n'est plus question de la marine et de l'Angleterre. On ne parle que de l'impôt du sel écroulé enfin à ma voix (1), murs de Jéricho du fisc moderne! Plaisanterie à part, on n'a pas vu, depuis la nuit du 4 août 1790, un mouvement de la Chambre pareil sacrifiant 46 millions d'impôts sur un discours d'un orateur. Paris est pour moi d'une bonté inoïue, cette année. Je ne suffis pas aux enthousiasmes, hélas! si peu mérités mais réels. Quant à Mâcon, on me travaille, dit-on, dans tous les sens. Nul ne prophétise là, ce sera éternellement vrai.

Adieu et amitié.

Voyez M. Buy pour lui recommander l'envoi dans les communes de mon discours sur le sel, douze exemplaires à chaque instituteur. Soignez cet envoi.

M. Gizorme ne répond même pas à mes lettres, depuis deux mois, et me brouille avec les deux journaux et les amis des deux journaux. La veille des élections, c'est bien habile ou bien intentionné!

J'arrive ; l'assassinat du roi (2) m'empêche de faire un

(1) Discours sur la réduction de l'impôt du sel. Séance du 22 avril 1846. V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 378.
(2) Attentat de Lecomte, 16 avril 1846.

discours politique sur l'ensemble du règne. L'ensemble du règne, c'est le roi ; on dirait que je l'assassine deux fois. Je serai bientôt là-bas.

## DCCCLXX

### A monsieur Rolland

Mâcon.

Paris, 10 juin 1846.

J'ai parlé hier au ministre du commerce et de l'agriculture des doutes qui restaient à Mâcon, malgré son engagement écrit et parlé. Il s'est mis à rire, et m'a dit : « Mais c'est impossible, car les seuls changements au règlement seront faits ici par moi et non par le préfet. » Voyez si vous craignez encore. Quant à moi, je crois bien à des lenteurs pour sauver l'honneur, mais pas à une supercherie.

Champvans m'a parlé de l'idée de Saint-Sorlin. Je ne l'adopte pas. Ce n'est pas le moment. Il ne faut pas troubler l'eau au moment où on va la boire. Je ne veux rien faire, rien dire, rien agiter, c'est le bon sens.

Je parlerai peut-être ce matin sur l'Algérie (1) à la tribune. Triste jour, car j'ai à parler contre la Chambre que je contriste en me dépopularisant, tant elle m'aime en ce moment; mais cela me paraît un devoir. Ce mot seul reste après une vie politique.

Après demain, si je n'ai pas la fièvre, je prendrai part à une discussion sur l'Orient, et je ferai un discours de forte opposition.

Adieu et amitié.

(1) Ce discours fut en effet prononcé le 10 juin 1846. V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 402.

## DCCCLXXI

### A monsieur Henri de Lacretelle

Au château de Cormatin, par Saint-Gengoux.

Paris, 14 juin 1846.

Je ne puis vous dire combien cette voix du siècle futur, parlant par votre bouche au siècle militant, me réjouit, me fortifie, me console. Dans une quinzaine j'irai vous le dire au fond des eaux fraîches de Cormatin. Aujourd'hui je n'ai qu'une minute à travers les audiences du dimanche matin.

J'ai parlé hier deux heures trois quarts d'une seule haleine contre les prétoriens qu'on nous exerce en Algérie (1), comme César allait former en Espagne les soldats qui devaient asservir Rome. J'ai dompté la Chambre à force de résolution et de ténacité. Je vous enverrai mon discours, très imparfait mais trop compris par la presse pour être caressé par elle. La Chambre aujourd'hui ne m'en veut pas, et au contraire elle m'est plus affectionnée qu'avant : — Vous déplaire pour vous servir.

Demain je parlerai sur la Syrie (2), dernière petite lutte de l'opposition avant de nous séparer. Je serai court, et je tâcherai d'être vigoureux. Là tout est tort.

Je suis malade depuis quarante-cinq jours. J'aspire à Monceau. J'ai mon pain quotidien à gagner pendant huit mois de solitude sans interruption. Venez souvent charmer les heures du soir qui sont à l'amitié, il y en a un trésor dans mon cœur pour vous.

(1) Discours sur l'Algérie.

(2) Ce discours fut prononcé le 16 juin 1846. V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 439.

Je sais qu'on me sape souterrainement à Mâcon de toute manière. On croit faire son chemin sous terre ; j'aime mieux le soleil. Peu m'importe, je ne tiens pas à la députation. C'est un martyre quelquefois beau, plus souvent triste. Je remettrai sans regret le fardeau à qui voudra.

Mille respects chez vous.

## DCCCLXXII

**A monsieur Dargaud**

A Paris.

Châlon-sur-Saône, 24 juin 1846.

En passant à Châlon, j'ai été arrêté par une réunion de citoyens qui m'ont donné une magnifique sérénade sous les fenêtres de l'hôtel où j'étais logé. Une cinquantaine des principaux sont venus me complimenter au nom de l'opinion publique. L'un d'eux a pris la parole et m'a fait une admirable harangue (sans exagération). J'ai répondu misérablement (sans modestie) (1). J'ai couché ici, et je repars tout à l'heure.

Vous lirez cela dans les journaux. Je vous enverrai *le Patriote*, et vous prierez Lesseps de l'insérer en partie. L'opinion est fanatique au delà de ce que vous pouvez penser.

(1) Réponse à une députation de Châlonnais au passage de M. de Lamartine à Châlon-sur-Saône. V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 456.

## DCCCLXXIII

### A monsieur Dubois

Paris.

Saint-Point, 4 août 1846.

Mon cher ami,

Un mot en courant contre votre belle et longue lettre. Les événements vous ont répondu. Poisat est nommé. Champvans est, dit-il, très content. (Lisez *le Bien public.*) A Mâcon j'ai été nommé (1) avec une unanimité calme, réfléchie et bienveillante, qui est un miracle de la sagesse du parti conservateur progressif, abandonné par moi en 1842, croyait-il. Il pouvait m'abandonner, il s'est rallié à ses adversaires pour me choisir d'accord avec eux. Il n'y a plus qu'un seul esprit de concorde dans l'arrondissement. Moi qui suis peu tendre en politique, j'en suis attendri jusqu'à la moelle du cœur.

Je suis en famille à Saint-Point. Plus de rhumatismes, à cheval souvent. Je vois de loin Saint-Laurent portant le deuil de son maître. Revenez donc le voir. Il vous garde ses feuilles.

J'ai été grêlé à Milly aux trois quarts, mais, si les nuages passent sans éclater, j'aurai encore en tout douze cents pièces de vin à vendre. Il est hors de prix : 70 fr. la pièce.

Adieu, et revenez vers vos amis.

(1) 1er août 1846.

## DCCCLXXIV

### Au marquis de la Grange

Député de la Gironde.

Saint-Point, 4 août 1846.

Mon cher ami, je suis nommé hier à Mâcon par 321 voix sur 330 (le reste voix perdues). Dites-moi seulement que vous l'êtes de même à Blaye.

Les conservateurs, pour la première fois, se sont embrassés avec les républicains. Ma main a fait serrer toutes les mains. Lisez mon discours (1) que je vous envoie. Tout le monde est heureux.

Nous avons suivi votre procès comme nôtre. Je parie triple maintenant pour vous; c'est évident! Ma succession sera, selon la vente des terres, de cinq ou six cent mille francs pour moi, tous legs payés. Je paie en ce moment même deux cent mille francs. Je serai à mon aise avant peu d'années, et je ne penserai plus aux chiffres.

Nous sommes à Saint-Point en solitude de famille. Je n'ai paru à Mâcon que deux heures. Je vais travailler. Je n'irai pas à la petite session ; je n'irai qu'en février.

Il me faut les libraires joints à l'héritage pour me libérer convenablement.

Adieu. Nouvelles! nouvelles! nouvelles! Attachement bien tendre à tous deux.

(1) Discours prononcé après l'élection de Mâcon (2 août 1846). V. *La France parlementaire*, t. IV, p. 478.

## DCCCLXXV

### Au marquis de la Grange

Député de la Gironde.

Saint-Point, 15 août 1846.

Mon cher ami, les conclusions seront le jugement même, je n'en doute plus depuis que j'ai lu les plaidoiries. Ne vous tourmentez plus, c'est écrit !

Quant à la session, ce sera une ombre. Je n'y vais pas ; je travaille. Écrivez-nous souvent, nos esprits et nos cœurs sont avec votre fortune. Que madame de la Grange se repose sur la Providence qui a fait le bon sens ! Le bon sens sera à son tour votre providence : vous serez tranquilles, riches et heureux, comme vous le méritez l'un et l'autre.

Informez-moi un peu du murmure sourd de la Chambre, je ne sais rien que de la Convention.

Adieu. Aimons-nous à travers tous les ministères ; vous savez si je tiens à l'un plus qu'à l'autre, certes ce n'est pas à Thiers et à ses barons impériaux du *Constitutionnel;* ce sont les calicots véritables de ce temps. S'il fallait choisir, je n'hésiterais pas, j'aimerais mieux mille doctrinaires : au moins ils n'ont point l'insolence et la corruption du Directoire.

Adieu encore. Mes tendres respects de cœur à madame de la Grange. Je ne suis pas suspect en lui prédisant victoire complète, car, avant l'affaire entendue, je doutais, je tremblais, je m'affligeais ; mais, si elle veut, je suis de moité dans le procès.

## DCCCLXXVI

### Au marquis de la Grange

Député.

Saint-Point, 23 août 1846.

Mon cher ami,

Vous n'avez pas été étonnés et plus consternés que nous ce matin en recevant la funeste nouvelle. Il ne faut pas rabâcher sur un fait accompli. Il faut plier sous la volonté suprême, si on ne peut pas redresser celle des hommes. Votre admirable résignation est le plus beau et le plus difficile des courages. Ma femme voulait partir ce matin pour consoler de son amitié madame de la Grange. Sa pleine maison de femmes et l'arrivée après-demain de madame d'Esgrigny et de madame de Girardin la clouent malgré elle à Saint-Point. Vous devriez venir passer un mois ici, seuls avec nous, nous nous serrerions comme on doit faire dans le malheur.

Je ne vous demande pas ce que vous ferez ; je pense que vous l'ignorez encore, et que cela dépendra des hommes de loi et des propositions qu'on vous fera peut-être pour éviter un appel ; mais nous délibérerions cela ici. Se déplacer en pareil cas, c'est voir plus clair, cela change le point de vue.

Je suis plongé dans le travail historique, et je ne puis l'interrompre avant février. Je suis aussi en train de liquider ma terre à vendre. Je vendrai après à mon aise. Mes affaires sont encore lourdes mais plus du tout écrasantes. La santé va passablement, les vignes aussi. Venez donc, c'est un bon conseil. Trente-six heures du trot des chevaux de poste vous jetteront dans la cour de Saint-

Point. Là vous avez de vrais amis qui vous sentent et qui vous tiennent par toutes les fibres du cœur.

Adieu, tendresses et respects à madame de la Grange.

## DCCCLXXVII

### A madame de Girardin

A Paris.

Saint-Point, août 1846.

Maudite soit la voiture qui vous manque, mais bénie la malle-poste qui vous amènera ! — Madame de Lamartine veut la robe bleue.

Vous nous trouverez seuls, tristes, malades, mais heureux de vous posséder dans la chaumière de Saint-Point. Nous sommes fixés à Saint-Point pour être bien seuls.

Écrivez-moi de façon à ce que je sache votre arrivée à Mâcon où madame de Lamartine ira vous prendre, le matin à votre réveil, à l'hôtel de l'Europe ; car la malle-poste arrive à minuit, et on couche là.

Vous viendrez ensemble déjeuner à Monceau (trois quarts d'heure de la ville) et dîner à Saint-Point.

Je travaille aux *Girondins* depuis que je peux tenir une plume. Dites à Girardin de m'attaquer de questions sur mon discours aux électeurs ; je lui répliquerai. Son langage, en effet, est un peu vert ; mais j'aime l'âpreté dans les idées. Sa position est bonne. Son talent augmente sensiblement, il le transformera en parole quand il voudra, rien de si aisé. Mais l'avenir est à mes idées, car je suis aux idées de Dieu. Quand, dans un siècle ou deux, mon Sosie sera à la tête du gouvernement populaire, il s'intitulera le serviteur du peuple. J'ai plus de foi que

vous ne croyez, et une bien ardente, mais je ne la dis pas. J'ai ma lanterne sourde tournée du côté de mon cœur ; je ne laisse voir encore que le côté obscur et la fumée aux hommes du siècle : avant de mourir je la tournerai du côté flamboyant ; mais à présent on l'éteindrait. Et on dira alors : Il a bien fait de consentir à passer pour ténébreux ; il aurait ébloui, offusqué et repoussé.

Mais adieu. Ne venez pas si vous ne savez pas vous ennuyer et vous coucher avec les poules. Apportez *Cléopâtre*. Ne l'oubliez pas. Mille tendres respects.

## DCCCLXXVIII

**A madame de Girardin**

A Paris.

Saint-Point, 4 octobre 1846.

Je n'ai pas une minute chez moi depuis vous. Conseil général, académies, courses dans les terres, comptes de l'année, festins. J'arrive d'hier et je reprends mon esprit et mon cœur. C'est pour vous remercier de la charmante lettre écrite à ma femme et de la *bonhomie* ravissante dont vous avez été toute rustique avec nous à Saint-Point. Il y a un vers latin qui dit merveilleusement (vous savez le latin) :

Omnis Aristippum decuit color.

En français : Tous les habits séyaient à Aristippe. Tout va de même à votre nature souple et forte, le cothurne et le sabot. Revenez donc à Saint-Point. Mes chevaux se perfectionnent en vous attendant. J'en monte deux par jour maintenant.

Je vous ai fait envoyer deux articles de moi, un hier

sur les blés (1), un ce matin, terrible contre le mariage espagnol (2), mais poli. Le roi n'est pas indiqué. Il a tort de me haïr. Nul n'a jamais si bien parlé de lui en attaquant sa politique quelquefois. Mais ici je me fâche, comme dit M. de Lacretelle, en pérorant. Dites à M. de Girardin d'insérer ou non, selon son cœur, et de combattre sans pitié. Je répondrai peut-être. Mais cependant il faut écrire *les Girondins*.

Mes vendanges sont faites et pauvres. Il faut vivre, et pour vivre, écrire.

Adieu. Aimez-nous, car on vous aime *fort* et *vrai* ici. Mille tendres respects.

## DCCCLXXIX

### Au marquis Gino Capponi

Mâcon (Saône-et-Loire), 27 novembre 1846.

Mon cher et ancien ami,

Une lettre de vous a été un vrai bonheur pour moi. Vous êtes de ces mémoires qui vivent en nous autant que le cœur lui-même. Les hommes rares se conservent comme les pierres rares dans des écrins à l'abri de la poussière du temps. Nicolini et vous, vous êtes pour moi de ce nombre. Je suis heureux de vous le redire quelquefois, plus heureux que mon nom retentisse entre vous deux dans les entretiens de l'amitié, et sur les bords de ce fleuve, et dans ces jardins où Dante et Machiavel sont aussi de nos vieilles amitiés d'esprit.

Vos malheurs m'occupent souvent. C'est le sort des

(1) *De la crise des subsistances* (1er octobre 1846). V. *La France parlementaire*, t. V, p. 1.

(2) *Voulons-nous être nation? Voulons-nous être dynastie?* (4 octobre 1846). V. *ibid.*, p. 11.

plus grandes âmes d'être éprouvées par les plus grandes infortunes. Leur consolation est dans cette volonté suprême qu'ils voient et qu'ils adorent de plus près que le commun des mortels. L'âme a ses yeux qui deviennent plus clairvoyants dans ces ténèbres de nos destinées.

Je ne suis pas heureux non plus. J'ai perdu non pas mes racines mais mes fruits et mes rameaux. Je suis méconnu dans ma patrie et relégué au rang des poètes par des hommes pour qui tout idéal est une chimère. Cependant j'ai nourri depuis trente ans mon âme de la moelle de l'antiquité politique, et je me sens au moins au niveau de mon temps. Ne voulant pas prostituer mon caractère aux choses médiocres, je me consacre sans aucun espoir personnel au triomphe lent et progressif des idées à qui appartient l'avenir. Je passe dans l'étude et à la campagne les mois de loisir que les travaux politiques me laissent. J'écris quelques pages de l'histoire des dernières années de mon pays. Je n'écris plus de poésie depuis dix ans. C'est une fleur de jeunesse qu'il faut abriter pendant le midi de la vie. Si j'ai un soir, je la découvrirai peut-être encore, et je la ferai, comme l'encens, monter en haut.

Voilà notre existence, mon cher ami, vous aux bords de l'Arno, moi aux bords de la Saône. J'apprends avec chagrin que vous avez été si près de moi sans nous voir. Une autre fois songez que vous avez un Varamista partout où j'ai un toit et un jardin, et un ami partout où je vis. Écrivez-moi et parlez de moi avec l'*antique* Nicolini.

*P. S.* Je n'ai point vu l'illustre professeur chargé de votre lettre. J'étais parti de Paris.

L'action vitale qui se réveille non révolutionnairement mais organiquement en Italie me fait espérer une belle renaissance pour votre adorable patrie. Le ciel, la nature et les hommes y sont. Il n'y manque que l'air. Puisse-t-il y souffler des Alpes !

Si vous voyez le grand duc, rappelez-lui mes respects. Le pape nouveau me paraît une révélation italienne. Nous la saluons ici de tous nos applaudissements.

Et l'ami Rosini? — Parlez-lui ou écrivez-lui *di me*.

## DCCCLXXX

**A monsieur Dubois**

A Saint-Laurent, près Cluny.

Monceau, 24 décembre 1846.

Merci pour tous de la bonne nouvelle. Le bonheur vous est dû et à votre tribu. Nous en jouissons avec vous. Dites-le à vos dames.

En politique vous savez ma pensée. Le jour où le roi a signé le mariage espagnol il a signé, pour moi, l'abdication éventuelle et presque certaine de sa dynastie. Je vous le démontrerais en dix manières, mais je n'ai que le temps de vous l'affirmer. Nous marcherons à la guerre sur une pente inévitable. Ce n'est pas un motif pour y pousser. Je ne le ferai pas. Il y a des batteurs de mains sur la terre, mais il y a un juge là-haut. Il ne faut pas lui porter des mains teintes de sang ; il coulera trop sans nous.

Adieu et attachement. Je finis *les Girondins* cette semaine. J'irai à Paris le 15 ou le 20 janvier. Je n'ai rien à faire qu'à attendre. Le roi est fou ; M. Guizot est une vanité enflée ; M. Thiers, une girouette ; l'opposition, une fille publique ; la nation, un Géronte. Le mot de la comédie sera tragique pour beaucoup.

# ANNÉE 1847

## DCCCLXXXI

**A monsieur ***** (1)

A Manin (Pas-de-Calais).

Février 1847.

Monsieur,

Votre lettre m'a vivement touché. Je n'ai jamais reçu de témoignage d'estime qui ait donné plus de prix à mes faibles ouvrages. Nourrir et consoler une famille pauvre, isolée et honnête, être en communication intime avec les pensées qui s'élèvent de la chaumière à Dieu, avoir son nom dans les souvenirs et dans les bénédictions de l'homme de bien qui ne nous connaît pas mais qui nous aime, c'est là, selon moi, la véritable gloire, et vous m'en avez donné le sentiment.

Je m'empresse de venir vous remercier de ma propre main, pensant que cela vous sera plus agréable que par une main étrangère, et je vous fais adresser, par les messageries, les volumes de *Jocelyn*. J'y joins mon *Voyage en Orient*, ouvrage en prose qui intéressera peut-être votre famille dans les soirées d'hiver.

Continuez à vous délasser de vos travaux de mains par ces lectures, et ne vous affligez pas de votre condition d'ouvrier de campagne. Le travail est la loi générale : les

(1) Qui avait lu en famille le premier volume de *Jocelyn* et qui avait écrit à M. de Lamartine pour demander le second qu'il ne pouvait acheter.

nôtres ne sont peut-être pas moins pénibles que les vôtres. L'esprit a ses sueurs comme le corps. Dieu les bénit également et nous donnera un jour le même salaire, sans considérer si nous avons fait des poèmes ou des sillons.

Je vous souhaite une longue vie, une honnête famille et le pain quotidien.

## DCCCLXXXII

### A monsieur Ronot

Mâcon.

Paris, 15 mars 1847.

Mon cher ami,

Je suis muet cette année parce que ma plume a trop parlé et que la Chambre n'existe que sur le papier.

C'est l'année du silence, mais pas avec ses amis. Nous parlons de vous tous les jours, et j'espère vous revoir bientôt. Il n'y a rien à faire ici. La Chambre a donné sa démission. Les plus beaux discours mourraient sans échos.

*Les Girondins* paraissent après demain, mais ils ont en réalité paru depuis deux jours en dix-huit journaux par fragments. Le succès est heureusement immense. L'effet est plus grand sur l'opinion que je n'en ai vu produit par aucune apparition de livre. Je l'ai vu hier à la Chambre. La bataille est gagnée en vingt-quatre heures. Maintenant à mes éditeurs d'utiliser la victoire : ils ont, s'ils le veulent, deux millions de bénéfice dans la main en dix ans. Ils comptent être couverts en deux mois de leurs cinq cent mille francs de frais. Les uns sont acharnés pour, les autres contre mes opinions, mais l'estime de la forme est générale et passionnée. J'aurais de touchantes anecdotes à vous raconter à ce sujet. Dans six semaines

tout aura paru. Faites-moi l'article à Mâcon et à Louhans et Tournus pour engager les libraires et compatriotes à envoyer des souscriptions à M. Furne, 55, rue Saint-André-des-Arts.

Je vous enverrai l'œuvre en masse. Je ne veux pas que vous la lisiez en détail.

Adieu et attachement.

## DCCCLXXXIII

### A monsieur Dargaud

(*Pressée.*)

Mars 1847.

Je rentre à deux heures du matin. J'ai vu *des prodiges* de passion pour *les Girondins*. Je vous les raconterai.

Je trouve en rentrant cette lettre de l'éditeur.

Des femmes les plus élégantes ont passé la nuit pour attendre leur exemplaire.

C'est un incendie ! ! !

## DCCCLXXXIV

### A monsieur Ronot

Mâcon.

Paris, 20 mars 1847.

Mon cher ami,

Nos pensées se sont croisées comme deux flèches.

Merci des nouvelles de Mâcon. Faites en sorte que les libraires demandent à Furne.

J'ai joué ma fortune, ma renommée littéraire et mon

avenir politique sur une carte, cette nuit. Je l'ai gagnée ! Les éditeurs m'ont écrit à minuit que *jamais* en librairie un succès pareil n'avait été vu ;

Que le livre faisait une révolution, qu'il dépasserait en quelques mois la publicité des vingt ans de M. Thiers ;

Que les maisons de librairie de Paris leur envoyaient prendre au lieu de dix exemplaires cinq cents exemplaires par magasin.

Le public des salons et mon large public des ateliers est plus passionné encore. C'est surtout le peuple qui m'aime et qui m'achète.

Ils m'écrivent en outre que leurs quatre cents ouvriers ne peuvent suffire à imprimer, préparer, brocher les éditions populaires.

Mais ne parlez pas encore à Mâcon des *éditions populaires* pour laisser écouler celles de 20 francs d'abord.

On dit partout que cela sème le feu dur des grandes révolutions, et que cela améliore le peuple pour les révolutions à venir. Dieu veuille !

Lisez ces mots rapides sur le champ de bataille à nos amis Rolland, Garnier, etc.

J'ai gagné mon petit Austerlitz.

Vous avez votre exemplaire, mais ne le dites pas. Laissez et faites acheter en masse.

*P. S.* On me rapporte cent mille mots. Hier, à un grand dîner, Odilon-Barrot s'extasiait d'admiration. Sa femme s'écria : « Lui seul a le courage de ses idées. Si vous aviez son courage, vous sauveriez la France ! »

On dit aussi : « M. de L. ne parle pas à la Chambre, cette année, mais *il a prononcé un livre* en huit volumes. »

## DCCCLXXXV

### A monsieur Ronot

A Mâcon.

Paris, dimanche, 21 mars 1847.

Mon cher ami,

Si vous voulez témoigner faveur aux *Girondins*, je vous envoie un article que je viens de lire dans la *Revue de Paris*, et qui me paraît dans les teintes du *Journal de Saône-et-Loire*. Voyez si vous pouvez lui en faire insérer tout ou partie.

J'allais partir demain quand la maladie mortelle de mon pauvre et excellent ami Aimé Martin me retient, hélas ! pour de tristes fonctions (1).

Adieu, tendresse et tendresse.

*P. S.* J'ai conclu, il y a six jours, avec des capitalistes et un éditeur un traité pour six volumes, complément des *Girondins, les Constituants et les Thermidoriens*. Cela va au moins à quatre ou cinq cent mille francs, peut-être plus. Je paierai mes dettes par le travail. En voilà d'abord cette année quatre cent mille déjà de remboursées, et, dans trois ans, tout sera payé de même.

Travaillons, prenons de la peine !

Ce n'est pas un secret, faites au contraire insérer ceci dans le *Journal de Saône-et-Loire* : « Le succès du livre des *Girondins* a décidé M. de Lamartine à compléter l'histoire de la Révolution française. Un traité nouveau, dont les

(1) M. Aimé Martin mourut en juin 1847, et, le 27, M. de Lamartine prononça un discours sur sa tombe. V. *La France parlementaire*, t. V, p. 24.

conditions s'élèvent, dit-on, à la somme de quatre cent mille francs, a été conclu la semaine dernière entre le député de Mâcon et des éditeurs capitalistes pour cette publication. »

## DCCCLXXXVI

### A monsieur Boulay-Paty

Paris, 24 mars 1847.

Mille remercîments de la communication que vous me faites de cette lettre de femme (1). Je la préfère à vingt articles.

Une confidence ne ment jamais ; les suffrages indirects sont les seuls sincères. Je voudrais que la France eût l'âme sensible et élevée de votre correspondante. Si vous lui avouez l'indiscrétion, avouez-lui ma reconnaissance. Elle aime ce livre parce que, tout ébauché qu'il est, il a un cœur. L'amour même fait partie de l'histoire, parce qu'il fait partie de l'homme. L'en bannir, comme on le fait jusqu'ici, c'est mutiler la nature humaine.

Elle dit que, si les femmes faisaient la gloire, l'*Histoire des Girondins* en aurait. Cela me fait espérer, car elle doit savoir que le pressentiment de la postérité est dans l'âme des femmes, et que tous les livres qui ont dû vivre ont commencé par être couvés dans leur cœur.

Mille attachements.

(1) Lettre de Mme Lamber sur *les Girondins*.

## DCCCLXXXVII

### A madame de Girardin

Paris.

Paris, 6 avril 1847.

Jamais je n'ai lu un si admirable article. Jamais je n'ai reçu une si courageuse et si éloquente marque d'attachement. Je me lève en sursaut pour vous le dire. Cela est entré jusqu'à la dernière fibre de mon cœur. Je suis le grand criminel du moment, pour qui votre ombre a été un asile. Je m'en souviendrai, non pas tant que j'aurai un orgueil, mais tant que j'aurai une âme. Il y en a tant dans l'acte et tant dans le morceau !

Madame de Lamartine en a pleuré. Beaucoup d'autres en seront longtemps émus. Soyez-en heureuse dans vos heures tristes ! C'est de l'héroïsme dans le talent, dans l'éloquence, dans la grâce, dans l'amitié.

Je ne connais pas de mot qui réponde dans la langue aux sentiments ainsi exprimés ; mais je le demanderai à mon cœur jusqu'à ce que je l'aie trouvé.

Je serai importun aujourd'hui vers quatre heures, ainsi que madame de Lamartine.

## DCCCLXXXVIII

### A mademoiselle Rachel

Paris, avril 1847.

Mademoiselle,

Nous sommes allés, madame de Lamartine et moi, vous exprimer notre admiration toute chaude encore de

la soirée de la veille et vous remercier de cette occasion de plus que vous avez bien voulu nous procurer d'applaudir au génie de la poésie, sous la plus sublime et la plus touchante incarnation.

Je retourne encore ce matin à votre porte, mais, dans la crainte de n'être pas reçu, je prends la liberté de vous y laisser un billet de visite en huit énormes volumes. C'est la tragédie moderne qui se présente humblement en mauvaise prose à la tragédie antique. Elle deviendra drame et poème à son tour, et, à ce titre, elle vous appartient de droit, car le drame est l'histoire populaire des nations, et le théâtre est la tribune du cœur.

Recevez, mademoiselle, avec bonté ce faible hommage de l'enthousiasme que vous semez et que vous recueillez partout, et permettez-moi d'y joindre l'expression de mes respectueux sentiments.

## DCCCLXXXIX

### A monsieur Ronot

Mâcon.

Paris, avril 1847.

Mon cher ami,

Hâtez-vous de voir M. Ordinaire et de lui dire combien je suis touché, mais que je le supplie de ne pas donner suite à l'idée d'un buste. La mort seule consacre: élever une statue pendant qu'on vit. c'est amasser la boue qui doit la salir tôt ou tard ou préparer le marteau qui doit la briser.

Que si l'amitié de mes concitoyens pense à un banquet d'affection, c'est autre chose ; certes je ne refuserais pas. Ce serait refuser quelque chose de mieux que la gloire, la cordialité de son pays natal. Mais en ce cas, bien loin

d'écarter le peuple, laissez venir, c'est avec lui qu'il faut s'entendre et s'incorporer, car c'est pour lui que nous devons travailler, et il doit, en s'élevant, en se moralisant, en s'instruisant, travailler pour lui-même avec nous. Donc laissez recruter là le plus de bienveillance possible.

Adieu et amitié. J'attends *les sucres* et je pars.

## DCCCXC

### A monsieur Rolland

Maire de Mâcon.

Paris, 18 avril 1847.

Monsieur et ami,

Si l'idée d'un banquet historique, littéraire, social, et non politique, vous paraît utile, j'y consens avec empressement et zèle dans l'intérêt de nos idées qu'il faut faire entrer dans la tête des jeunes générations en les martelant. Faites donc ce que vous jugerez le plus utile; le oui et le non me sont personnellement indifférents, sauf la reconnaissance pour la seule pensée de m'y convier.

S'il n'est pas nombreux, composé d'éléments neutres appartenant à toutes les classes de la population et à toutes les nuances acceptables et honorables d'opinions, sauf *les blessés*, n'acceptons pas.

Si autrement, oui. Je vous connais et je m'en rapporte.

M. Ordinaire m'écrit une lettre très aimable à ce sujet. J'ai répondu oui avec ces conditions : Si, en un mot, ce doit être une tendance à l'unité des esprits, allons !

Si scandale et division, arrêtons !

Voilà l'esprit.

Quant aux formes, toutes bonnes quand vous es aurez décidées. Seulement, comme je dis à M. Ordinaire : Point

d'éclat, de souscriptions, d'articles, avant qu'il y ait au moins trois ou quatre cents noms à enregistrer.

Un programme bien fait, délibéré entre plusieurs opinions neutres et larges, en tête de l'ouverture des listes.

Enrôlons, n'excluons pas! Voilà la forme. Cela doit vous aller.

J'ai devancé vos vues. J'ai envoyé le troisième volume au bureau. J'enverrai, bien entendu, tous les autres.

Cela va au delà de mes rêves, il est vrai qu'ils étaient modestes: le feu est aux esprits; je suis accablé de colères, d'outrages et d'enthousiasme. Ainsi naviguent les pauvres vérités sur l'océan des préjugés. Elles arrivent mouillées, brûlées, en débris, mais elles arrivent. La vie n'est bonne qu'à la sacrifier ainsi.

On dit maintenant et unanimement merveille de vous : sagesse, fermeté, administration ; tout ira bien.

Parlez de moi à nos amis.

## DCCCXCI

### A monsieur Rolland

Maire de Mâcon.

Paris, 9 juin 1847.

Monsieur et ami,

Vous n'écrivez pas souvent, mais voici une lettre qui en vaut dix. Je comprends vos occupations par les miennes. Heureux les désœuvrés !

Je vais au ministère faire ce que vous désirez pour le Collège. Mais je vous ai écrit déjà que c'était fait et juré.

Tout est, en effet, en décadence ici, et voilà pourquoi je me retire dans le silence. Le silence des hommes de véritable opposition est aussi une leçon pour le pays.

Je désire que *les Girondins* aient aussi leur enseignement. Leur action dépasse bien mon espérance. Je suis assiégé, depuis qu'ils sont publiés, d'offres d'éditeurs pour compléter l'œuvre. J'y suis résolu, et je pense signer un de ces jours un nouveau traité. Ce sera encore seize mois de travail à Monceau.

Je comprends votre préoccupation. Quant à votre attitude envers la presse locale ; silence, réserve, haute impartialité, me paraissent votre loi. Nous verrons ensemble ce qu'il y aura à résoudre en septembre.

Adieu, monsieur et excellent ami. J'espère vous rejoindre avant la fin du mois.

## DCCCXCII

### A monsieur Chamborre

A la Grange Saint-Pierre.

Paris, 10 juin 1847.

Monsieur et cher confrère,

Je vous remercie de votre franche et amicale explication. Je comprends votre scrupule d'opinion et votre réserve de manifestation. Je vous regretterai beaucoup comme un des hommes dont la signification politique est la plus conforme à ce que j'entends par civisme et démocratie supérieure de l'avenir. Je ne veux pas essayer de vous ramener. Mais je puis vous affirmer cependant que je ne donnerai aucune signification hostile à la plus conservatrice de vos pensées dans mes paroles. Quand on m'a parlé de ce banquet, j'ai dit tout de suite : « S'il doit « désunir, non ; s'il doit unir et confondre, oui ; en con- « séquence tenons-le dans les limites où la littérature et « la philosophie s'unissent ou plutôt confinent à la poli-

« tique, mais sans toucher aux opinions présentes. » J'espère qu'il gardera ce caractère, sinon dans les personnes au moins dans les paroles.

Quant aux *Girondins*, vous les comprenez comme moi, sauf le mot sur Robespierre, qui est du *récit* et non une sanction de ma part, Dieu préserve ! Voyez partout. Le livre est une protestation contre la prétendue nécessité du meurtre.

Je vais vous revoir bientôt. Présent ou non, ce sera toujours un ami que je verrai en vous.

## DCCCXCIII

### A monsieur Rolland

Maire de Mâcon, à Néris-les-Bains.

Monceau, 7 juillet 1847.

Mon cher et excellent confrère et ami,

Votre lettre m'a bien touché. Vous êtes admirable de fermeté et d'amitié. J'ai vu les commissaires et je les reverrai. Tout ira sagement et modérément, comme il importe. Je les ai harangués en ce sens une heure l'autre jour. Si vous revenez, revenez vers le 15, cela suffira. Pour le discours, vous les faites divinement. Un mot sur le livre qui motive la réunion et qui en est le commentaire en action.

En deux minutes nous aurons convenu de nos faits entre vous et moi. Le mien est plus difficile. Je vais m'en occuper. J'ai dicté à Champvans deux ou trois phrases qui feraient bien dans le vôtre, je vous les ferai remettre s'il les a conservées.

Rien autre ici. J'aimerais bien mieux les tables dans la prairie que sur la place, mais on dit que c'est fait et trop avancé. Je ne sais.

Je ne pense pas que cela passe cinq ou six cents convives, bien qu'il y ait quatorze cents inscrits, mais il manque toujours bien des hôtes à l'hospitalité du ciel ouvert.

Adieu et sérieuse amitié, hommage respectueux à madame Rolland.

## DCCCXCIV

### A monsieur Emile de Girardin

18 juillet 1847.

Mon cher ami,

Voici un discours (1) prononcé avec un succès fou à mon banquet de treize cents couverts et devant cinq mille auditeurs. Vous verrez qu'on peut leur parler raison. Tâchez de l'admettre, Bruys vous le porte, sauf à bien le critiquer.

Adieu. Je suis seul, heureux, bien portant. Plus de discours d'un an, mais quatre chevaux et les montagnes.

J'offre mes tendres respects à *Judith* qui a promis de prendre Saint-Point pour *Béthulie*.

## DCCCXCV

### A monsieur Dargaud

4, rue Las Cases, Paris.

20 juillet 1847.

Voilà. Voyez si vous pouvez avoir de la publicité à dose raisonnable à *la Presse*, au *Siècle*, au *Courrier*, à

(1) Banquet offert à l'auteur des *Girondins*, le 18 juillet 1847. V. *La France parlementaire*, t. V, p. 27.

*la Réforme*. Quant aux autres, n'y comptons pas; le *National*, j'en suis certain, appartient à mon adversaire en histoire. Toute la politique de ce journal est grimace.

Le banquet a été à la fois sublime et déplorable.

Sublime par le nombre, deux mille cinq cents couverts remplis et beaucoup de refusés; on peut dire avec vérité trois mille convives, quinze cents femmes admirablement groupées, parées, enthousiastes, et deux ou trois mille spectateurs. Un spectacle comme jamais on n'en vit. Un Colisée vivant de Rome, à Mâcon, un dôme en toile de quatre arpents !

Mais à la fin du dîner : un orage, foudre, éclairs, vent, langues de feu. Le dôme emporté en mille lambeaux sur les têtes, les piliers, ondoyant comme des mâts de vaisseau, près de tomber sur la foule ! — Pas un mouvement de terreur, et les cris de *vive Lamartine!* répondant seuls, même des voix de femmes, aux coups du vent et du tonnerre. Suspension d'une heure à sa place sous la pluie diluvienne !

Admirable patience !

Enfin essai de discours que voici, exact mais tronqué, manqué, emporté par le vent, étouffé par le bruit des écroulements, acclamé par des milliers de voix.

Puis, retraite en ordre, et pas un bruit, pas un accident, pas une *Marseillaise* dans les rues.

Voilà. Hier on est venu à Monceau.

DCCCXCVI

**A madame la comtesse d'Agoult**

1847.

Madame,

J'ai quitté Paris si malade que je n'ai pu vous revoir et

vous remercier d'une bonté que j'apprécie tant et dont j'espère retrouver le souvenir cet automne. Je ne veux pas que vous pensiez que je l'ai quitté sans regret et sans mémoire. Voici quelques paroles (1) dont l'inspiration ne vous est pas tout à fait étrangère. Nous en causâmes un jour au coin de votre feu. Soyez assez bonne pour les lire et voir si ce n'est pas là, sauf les expressions si vulgaires, le sens à peu près de l'unité à fonder dans la démocratie. Si elle se divise, elle est perdue ; si elle s'unit et s'ouvre chrétiennement à tout le monde, elle triomphera.

Mille respectueux hommages et, j'oserais dire, affectueux.

## DCCCXCVII

### A madame la comtesse d'Agoult

1847.

Madame,

Oui certainement, j'accepte avec bien de la joie un commentaire de mes faibles idées écrit d'une main si délicate et si ferme. L'Allemagne et la France doivent s'entendre par leurs organes les plus spirituels et les plus élevés. Soyez notre ambassadrice à ce congrès des pensées du siècle. La scène du dix-neuvième siècle est en Allemagne et en France. L'Angleterre joue son drame dans le grand Orient, l'Espagne n'a jamais rien été et ne sera jamais rien, l'Italie n'est plus, à nous donc !

J'ai été bien heureux de votre approbation à mes paroles de dessert. Soyez assez bonne pour dire à M. Petétin, dont j'ai oublié l'adresse, combien je suis touché de l'insertion de ce discours dans *la Revue* et des lignes admi-

(1) Le discours au banquet offert à l'auteur des *Girondins*.

rables dans lesquelles il m'a encadré. Priez-le de soutenir que je ne suis pas radical, et il dira vrai. Le radicalisme est le désespoir des idées. Je n'en serai jamais là. Mon défaut serait plutôt le trop de penchant pour être gouverné à tout prix. Le radicalisme est la calomnie du moment contre moi. Il y a des hommes qui ne veulent jamais combattre qu'au fleuret et avec un plastron sur la poitrine ; ces hommes-là sont les complaisants des gouvernements et jouent à l'opposition avec tous les pouvoirs. Ils servent à faire une peur modérée aux conservateurs et à faire applaudir les ministres des beaux coups qu'on leur porte et qu'ils parent. C'est la comédie que nous voyons. Quant à moi, je ne suis pas un acteur mais un homme bien faible, mais enfin un homme qui a une volonté patiente dans la poitrine. Je suis bien content de *la Revue* de M. Petétin ; elle se montre de plus en plus capable de gouvernement.

Mais je vous parle politique, et j'aimerais mieux vous parler de vous seule et de philosophie et de poésie, et de M. Ponsard que j'ai aimé chez vous et que j'aimerai chez moi où nous parlerons de vous. Il ne me reste plus la place des cérémonies, mais celle du respectueux attachement.

## DCCCXCVIII

### A monsieur Chamborre

A la Grange Saint-Pierre.

Saint-Point 1847.

Monsieur et cher confrère,

J'ai lu avec reconnaissance la lettre si bien sentie, si bien raisonnée de votre point de vue, que vous venez de

m'adresser. Je dis reconnaissance, car on en doit aux conseils qui prouvent la confiance et l'amitié.

Je suis bien loin d'aspirer à une révolution. La révolution en France n'a qu'un levier : c'est la guerre. Rendez-moi la justice de reconnaître que, dans les rangs et hors des rangs, je l'ai toujours brisé entre ses mains. Si j'avais voulu une révolution en 1838 et en 1840, je me serais joint à la coalition et j'aurais poussé à la combustion qu'une étincelle pouvait allumer. Qui est-ce qui chantait *la Marseillaise* alors sur le balcon de Neuilly? C'était le roi. Qui est-ce qui se dévouait à l'impopularité pour arracher la guerre des mains tremblantes mais faibles de M. Thiers? C'est moi. Souvenez-vous de cela.

Je confesse encore avec vous que le progrès matériel est plus assuré par le parti conservateur que par un parti *whig* en France : mais il y a un progrès moral immense, obligé, nécessaire à obtenir d'ici à cinquante ans, sans quoi l'esprit humain reculera. Or, celui-là, le trône et les conservateurs d'aujourd'hui sont inhabiles à l'opérer. C'est pour celui-là que je crois désirable un mouvement plus énergique dans les organes du gouvernement en France et que j'affronte résolûment non des révolutions mais des réformes dans le jeu organique de l'opinion. Quand nous nous verrons à loisir au pied d'un arbre à Saint-Point ou à Charnay, je vous dirai quels sont ces progrès moraux et politiques auxquels un pays comme la France peut et doit se dévouer prudemment, mais résolûment, quand le moment sera propice. Or c'est pour que ce moment propice arrive que je crois devoir entretenir de mon faible souffle le feu sacré de 1789, dont les derniers charbons s'éteindront trop sans quelques hommes comme moi pour les ranimer. Ne craignez pas l'excès d'énergie de la France à présent. Son danger n'est pas là. Craignez son sommeil trop profond, et ne vous inquiétez pas des

hommes de bonne intention qui lui disent quelquefois le *sursum corda !*

Mille affectueux compliments et attachement sincère.

Si vous être libre un jour, je suis ici tous les jours, libre de cinq heures du soir à dix heures. Venez dîner sans façon.

## DCCCXCIX

**A monsieur Dargaud**

Paray-le-Monial (Saône-et-Loire).

2 août 1847.

Nous nous décidons, madame de Lamartine et moi, à partir jeudi 5, pour Marseille, bains de mer, eaux minérales douces, peut-être Naples, Ischia, Palerme. Dans le cas où cela vous irait et vous arriverait à temps et vous sourirait, venez nous joindre à Marseille où nous serons à coup sûr au moins jusqu'au 10 et peut-être toujours. Vous achèveriez votre cure en faisant du bien à la nôtre. Je vous prêterais le peu nécessaire à ces excursions sans m'en apercevoir que par le plaisir de vous voir.

Écrit en courant à Saint-Point.

## DCCCC

**A monsieur Dargaud**

A Paris.

Marseille, 17 août 1847.

C'est plus sage de rester, puisque la mer vous a été contraire. Ici cependant c'est plus que la mer, c'est le ciel qui guérit. La saison, le firmament, le paysage, le

site, l'air, sont de Naples. J'ai planté ma tente au bord d'une plage écumante, à cent pas de la vague bleue, parmi les figuiers et les oliviers. Je me crois à Ischia. Je hume la vie, et je commence à écrire *la Constituante* quand je puis cesser de rêver. Je n'irai pas plus loin cette année, trop pressé que je suis par les vendanges et les affaires; mais, l'année prochaine, rien ne m'arrêtera si je vis et si j'ai de l'or ou du crédit. J'espère que vous en serez, car, si j'en ai, j'en aurai pour deux. Je rajeunis ici de vingt-cinq ans; je me sens trop ardent pour mes années. Si l'on n'avait pas inventé les chiffres, je me croirais adolescent. La nature est l'éternelle source de la jeunesse, comme elle est celle de la vie.

Je trouve les conseils de vos médecins très sages: repos, rafraîchissement, air natal; mais j'y ajouterais des eaux minérales en octobre, à Aix en Savoie ou à Vichy, pour agir sur le foie qui doit, chez vous comme chez moi, avoir quelques engorgements bons à dissiper. Je connais cela par expérience. Des eaux de Sedlitz prises une fois la semaine, et peu de quinquina, très peu, point même: voilà mon ordonnance, puis des changements d'air modérés, sans fatigue, comme Saint-Point et Monceau.

Je vois que ce que vous me mandez de l'effet produit par *les Girondins* et par mon attitude résolue, sur les masses et sur la minorité puissante de l'Europe, est réel et universel. On m'a offert ici banquets, etc. Les ouvriers, en masse de cinq ou six mille, au seul bruit de mon arrivée, sont accourus à mon insu la nuit sous mon hôtel et m'ont offert l'hommage d'une présence silencieuse, la plus imposante que vous ayez jamais vue. La philosophie désertée et la raison humaine répudiée reconnaissent évidemment leurs amis. Nous commençons une grande bataille, la bataille de Dieu. On me l'écrit de toutes parts et dans toutes les langues. Je suis l'horreur des uns, l'amour des autres. Peu importe! Il faut servir notre

maître et nous préparer un viatique pour notre tombeau. Dieu voudrait-il enfin s'aider lui-même à purifier son image parmi les hommes et à faire triompher sa raison sur nos sottises? Espérons, pas trop, croyons un peu, mais agissons beaucoup. Quant à moi, je ne recule pas. Je me dévoue à Dieu et aux hommes pour Dieu. Il faut que quelqu'un se brûle la main; je serai ce *Mucius Scœvola* de la raison humaine, s'il le faut. Je vérifierai la prédiction de Cousin. Ma femme commence à être ébranlée, étonnée et animée de notre foi.

J'ai écrit dans ce sens ce matin les premiers paragraphes des *Constituants*. Que n'êtes-vous là pour les entendre et les amender!

Mes affectueux compliments à madame Dargaud et tristes condoléances à madame votre mère.

Mes vœux à *Marie Stuart* et à vous.

Adressez à M. de L. chez M. Rostand, armateur, rue Mazade, n° 14, Marseille.

## DCCCCI

### A monsieur Emile de Girardin

(*Personnelle.*)

Marseille, 30 août 1847.

Mon cher ami, je vous adresse ci-joint une improvisation réelle, mais très heureuse ici, sur la liberté du commerce (1). Voyez si vous pouvez lui donner les ailes de la publicité. Marseille en a été et en est encore retentissante.

Je suis encore ici pour quinze ou vingt jours.

Tout à vous de cœur.

(1) Sur le libre échange (24 août 1847). V. *La France parlementaire*, t. V, p. 47.

Je sais que madame de Girardin est, comme ma femme, au sein de la mer.

## DCCCCII

**A monsieur Dargaud**

A Paray-le-Monial.

Marseille, 31 août 1847.

Je vous remercie de ces nouvelles meilleures. Soignez-vous avant tout, même avant la gloire. Vous savez que nous avons perdu notre ami Ronot. Cela me fait un vrai vide au cœur, comme dans le pays.

J'étais venu ici pour être tranquille. Je n'ai guère de repos : banquets sur banquets. J'ai été forcé de faire sept discours la semaine dernière. Voici le plus grand, il a fait ici un fabuleux effet. C'est la ville de la liberté. L'auditoire était de douze cents personnes. On m'a escorté de rues en rues, en foule immense, au bruit des battements de mains. La semaine prochaine, j'ai à parler aux ouvriers. Je ne travaille plus, et je souffre le martyre depuis le froid. Je repartirai du 15 au 20. A revoir alors ! Mille tendresses en attendant.

Voyez ce que c'est que de constituer une aristocratie viagère et des privilèges de jugement pour une partie d'un peuple ! Nous revenons au XIII[e] siècle en religion et en préjugés de tout genre. Les choses se brouillent en Italie ; le mariage espagnol nous y mettra l'Angleterre contre nous. Ce mariage a tout perdu. Quel rôle aurait la France, sans danger en Italie, moins cette Espagne !

O hommes de peu de vue ! Adieu. Je vous quitte pour écrire une page ou deux d'histoire.

## DCCCCIII

### A monsieur Durand

Tailleur à Marseille.

Marseille, 9 septembre 1847.

Monsieur,

Je me hâte de vous répondre. Non je ne suis pas communiste, car j'ai la conviction raisonnée que le communisme détruirait à la fois la propriété, la famille, le travail, le capital, le salaire, l'État et la population même. Soyez convaincu, monsieur, que ce n'est pas là la vie mais le suicide du peuple.

Dieu a fondé la société sur un double instinct, l'amour de soi personnifié et perpétué dans la famille, et l'amour des autres. Toute doctrine qui croit pouvoir faire autrement que Dieu, c'est-à-dire se passer d'un de ces instincts, est une société qui ne pense pas mais qui rêve. Si elle oublie l'individu qui a pour condition la propriété et la famille, elle méconnaît la première loi de l'humanité, l'amour de soi. Si elle oublie le genre humain et le dévouement de l'individu à la masse, elle tombe dans le brutal égoïsme dont vous déplorez avec raison l'empire. C'est donc dans l'association de ces deux forces naturelles qu'est la vérité sociale.

Il serait bien à déplorer que des hommes honnêtes et bien intentionnés, comme vous et vos frères, fussent fascinés par cette passion de l'impossible qu'on appelle aujourd'hui le communisme. Elle vous conduirait à contre-sens de vos pensées et des vues de Dieu. Le vrai communisme c'est une société bien organisée ayant la propriété pour richesse individuelle et pour base la fa-

mille, et l'impôt bien proportionné et bien réparti pour trésor commun de la communauté.

Je vous ai dit mon avis avec la même franchise qui vous a inspiré en me le demandant. Puisse-t-il vous convaincre que je suis une conscience amie et non un adulateur du peuple !

## DCCCCIV

### A monsieur Dargaud

A Paray-le-Monial.

Monceau, 15 septembre 1847.

Je suis de retour et fort souffrant. Le bien de l'air de la mer n'a pas duré huit jours. Dites-moi que vous êtes mieux, et venez quand vous vous en sentirez la force, le bien-être et le loisir. Nous sommes seuls et à Monceau.

Je suis dans la douleur de la perte de mon vieil ami Ronot. Il y a des affections qui paraissent des plaisanteries parce qu'elles badinent toujours, et qui sont au fond de sérieuses tendresses quand l'objet en est évanoui. Tels étaient pour moi Circaud et Ronot, ils m'ont fait autant gémir après leur perte que sourire pendant leur vie. Mâcon en est triste. Quant à moi, je suis vraiment morose, je ne puis pas travailler. Je vais l'essayer mais sans succès, je crois.

Ayez plus de verve, et donnez-nous une Clytemnestre catholique en demi-teinte et au clair-obscur.

Adieu et tout à vous. Mes affectueux compliments à mesdames Dargaud.

## DCCCCV

### A madame de Girardin

Paris.

Mâcon, 22 septembre 1847.

Me voilà de retour, et vous aussi, dit-on : vous, des flots verts, et moi, des flots bleus de la mer. En êtes-vous revenue mieux portante ? J'en reviens, moi, plus souffrant de rhumatismes nerveux que jamais, et madame de Lamartine encore plus que moi. O années de gloriole et de gémissements comme toutes nos années !

Me voici à Monceau pour trois mois. Venez-y donc. Nous causerons. C'est une consolation de l'oisiveté où la fortune (un des noms de la Providence) nous garrotte.

Voici un discours (1) que j'ai improvisé hier en arrivant à une réunion agricole qui avait groupé à Mâcon un millier de fanatiques des fleurs et des fruits. Tout le monde a pleuré, et je pleure presque moi-même en le lisant ce matin à froid dans ce journal. Voyez si cela peut faire lignes dans une page vide de *la Presse ;* mais sans que j'y tienne du tout. J'en ai envoyé un plus sérieux à M. de Girardin sur le commerce de Marseille. J'ai été reçu là-bas et partout comme un être amphibie, entre les dieux d'autrefois et l'homme, un personnage mythologique. La foule s'attache de plus en plus à mes pas, mais je ne fais pas de miracles. Je m'ennuie et la France aussi. Ce pays-ci veut des idoles et ne veut pas d'hommes d'État.

(1) Improvisation à la séance générale de la Société d'horticulture de Saône-et-Loire (20 septembre 1847). V. *La France parlementaire*, t. V, p. 61.

Voilà encore pour vous ces deux ou trois discours de Marseille (1).

Adieu. Je vous quitte pour me jeter au bain et essuyer la poussière des assemblées publiques. Ensuite à cheval dans mes vignes ! Je nage dans le vin. J'en ai vendu hier pour 40,000 francs, un tiers seulement à peu près de ma récolte probable.

Dites à M. de Girardin que je suis honnête homme, que je tiendrai, s'il l'exige, parole, comme je le dois, pour les *Confidences,* mais que, s'il les veut à cette heure, je suis décidé à me retirer de la Chambre ; car, si je parais comme homme de lettres et homme sensible, je suis perdu sans ressources comme homme politique. Ainsi est faite notre aimable et jalouse patrie. Il faut la prendre comme elle est. Ceci est sérieux. Qu'il combine, qu'il arrange, qu'il modifie, j'indemniserai en argent d'abord le journal, en autres natures de publications dans *la Presse,* en tragédies inédites, en je ne sais quoi. Je viens de rompre mon traité pour *l'Assemblée constituante* (histoire) et de rentrer dans ma liberté à cet égard. Dites-lui de m'écrire dès qu'il pourra ou de venir avec vous nous voir. Nous sommes tout seuls et tous malades. Adieu encore et mille tendresses invétérées.

## DCCCCVI

### A Béranger

24 septembre 1847.

Cher et illustre ami,

Je viens de lire et de relire vos beaux chants prophé-

(1) Le discours sur le libre échange, l'allocution au Président de l'Académie de Marseille, le 26 août 1847. V. *La France parlementaire,* t. V, p. 57.

tiques. Soyez bon prophète aussi bien que vous êtes grand et original poète !

J'arrive du Midi. Je me souviens en arrivant que vous m'avez non promis, mais laissé espérer que vous pourriez, au beau soleil de septembre, prendre votre volée par une lourde diligence et arriver en trente-six heures dans la solitude d'un des hommes qui vous comprennent et qui vous aiment le mieux. Je vous rappelle, au nom de madame de Lamartine, au mien et au nom de tout ce pays où vous êtes chéri et chanté, cette velléité qui serait un sérieux bonheur pour mon toit. Voyez.

Je vous adresse aussi une petite improvisation (1) de moi, avant-hier, à mon arrivée, à une réunion d'agriculteurs et de jardiniers. Le jardinier de Passy comprendra celui de Milly.

Adieu, je ne veux pas abuser de vos moments et de vos yeux. Je vous quitte pour aller suivre mes vendanges et pour feuilleter mes documents sur l'Assemblée constituante.

Attachement égal à l'admiration.

## DCCCCVII

**A monsieur Guichard de Bienassis**

A Bienassis.

Monceau, 5 octobre 1847

Mon cher ami,

J'adresse aujourd'hui la cassette contenant *les Girondins* qui t'étaient destinés, tout simplement par la diligence, à Crémieu. Tu la feras retirer du bureau. Le port

(1) Improvisation à la Société d'horticulture de Saône-et-Loire.

est franc. Elle est enregistrée et ne peut s'égarer ainsi. Je ne connais personne à Lyon.

Nous sommes désolés des obstacles qui te retiennent. Les miens cèderont peut-être à la fin du mois à l'extrême désir de revoir les habitants et les pavillons de Bienassis restés debout et amis pendant que tout croule ou passe sur les bords de notre existence.

Je tâche pour cela de me dispenser d'une foule de requêtes pressantes et passionnées pour aller présider des banquets aux quatre extrémités de l'empire. Le rôle de courrier national ne me convient pas. Je voudrais m'en tenir à Mâcon où je ne puis rien refuser et aux villes où je réside par hasard. Encore ai-je refusé Marseille et Bordeaux obstinément. Mais je crains d'être obligé d'assister à Châlon et Autun, villes du département, qui m'envoient des députations *ad hoc*. Si j'y échappe, tu me verras inopinément arriver.

Lisez *les Girondins* avec indulgence, c'est fait vite, et c'est franc. Tu m'en diras à loisir ton avis sincère. Le public, tout en me maudissant un peu, me dit le sien en en achetant vingt-cinq mille exemplaires. Mes libraires m'écrivent pour m'en demander d'autres en m'offrant juste le double de ce qu'ils m'ont donné par volume. Mais je n'ai ni force, ni loisir, ni santé en ce moment, mes rhumatismes me consument.

Adieu. Aimons-nous et écrivons-nous.

## DCCCCVIII

### Au marquis Gino Capponi

Mâcon, 29 octobre 1847.

Mon cher et illustre ami,

Un de mes amis, M. le comte d'Esgrigny, homme de

l'esprit le plus remarquable et le plus remarqué à Paris de toute notre jeunesse, va à Florence avec sa femme et sa mère. Il veut voir et connaître surtout les hommes éminents d'Italie. A ce titre recevez-le en mémoire de moi et favorisez son voyage. Présentez-le à Nicolini, au grand-duc, etc.

Vous voilà en mouvement. Les heures arrivent enfin. Votre infirmité ne vous empêche pas d'être la lumière de l'Italie. Éclairez et enflammez. Le vent qui souffle de Rome est bon cette fois. Je vois dans les journaux que vous êtes modéré. C'est l'attitude de la force.

Voici un mot de moi sur vos affaires. Voyez s'il peint bien mon amitié, et s'il peut être utilement reproduit à Florence.

Je vis, je travaille, je monte à la tribune. Je tâche aussi d'éclairer, d'animer et de modérer. Je suis de plus en plus l'ami reconnu et aimé du peuple intelligent. La popularité est comme la liberté. *Libertas quæ sera tamen.* Elle arrive tard et dure peu. Je n'y compte pas, mais je ne parle pas pour elle.

Adieu, éternel attachement.

Amitié à Nicolini et à ceux qui se souviennent de moi.

## DCCCCIX·

### A monsieur de Girardin

Monceau, 9 novembre 1847.

Je vous remercie de cœur de l'insertion des articles. J'en fais encore, mais je ne les adresse plus. C'est pour la localité et pour soutenir *le Bien public* quelques jours.

Je fais des prières pour le succès de *Cléopâtre*, demain. C'est plus que des vœux, dites-le à madame de Girardin.

Je parlerai, je pense, souvent cet hiver, si je ne suis pas trop malade et le pays trop sourd.

Je travaille aux *Confidences*, presque finies dans huit jours. On me dit que rien de moi ne vaut cela, surtout ce que j'en écris en ce moment. J'aime à le croire.

Il y aura, je crois, au delà de ce que je vous ai promis, de quoi faire en tout deux petits rares volumes de poche. Il faudra nous entendre pour cela, pour le nombre de pages et le prix, si vous les prenez pour quelque chose. Si vous ne les prenez pas pour que je fasse coïncider mon volume avec le vôtre, nous avons le temps d'y penser. J'écris toujours.

Adieu, souhaits et amitié.

## DCCCCX

### A madame de Girardin

Paris.

Monceau, 18 novembre 1847.

Nous attendions, comme dans la coulisse, le succès de *Cléopâtre*. Vous savez que je n'en doutais plus depuis Saint-Point. Il dépasse tout ce qui s'est vu. La France, même jalouse, paraît unanime. Un cœur se mêle à toutes ces voix, c'est le mien, ou plutôt c'est le nôtre, car tout Mâcon est enthousiasmé. On sait que cet enthousiasme a son écho à Saint-Point. Soyez sinon heureuse au moins glorieuse. Jamais aucune femme n'avait eu ce triomphe tout viril depuis Vittoria Colonna à qui vous ressemblez de traits, de génie, et, je crois aussi, d'héroïsme.

Nous avons eu hier ici trente personnes à dîner et à coucher, d'Italie, d'Angleterre, de Paris, de partout : les

Marcellus, Ronchaud, Granet, Ponsard, etc. Ce n'était qu'un cri.

Adieu. Reposez-vous et jouissez pendant que nous battons des mains.

Moi, j'écris dans la nuit un petit livre intitulé *Raphaël, ou pages d'amour*. Je vous le lirai.

Toute la famille est à vous.

## DCCCCXI

### A monsieur de Girardin

Monceau, 5 décembre 1847.

Mon cher ami,

J'ai les quatre cents et tant de pages presque copiées pour le premier volume de *la Presse*.

Ce que j'écris à présent ne paraîtrait pas convenablement sous le titre de *Confidences*, qui avouerait une page de ma propre vie ; cela s'appelle *Raphaël, pages de la vingtième année*. Je finis le tout demain ou après demain.

Je suis loin de rien reprocher en généreux procédé à *la Presse*. Je lui en témoignerai en vous ma reconnaissance toute ma vie. Je trouve le prix offert plus que suffisant, mais ce volume tout intime et passionné jusqu'à la moelle ne saurait paraître au trop grand jour du feuilleton. Je l'imprimerai à mes frais, je pense, à petit nombre d'exemplaires, et puis je verrai.

Encore quinze jours de travail littéraire pour vivre, et puis je n'aurai plus l'esprit qu'à la politique. Les banquets m'obsèdent. J'en ai juste quarante sur ma table ce matin. Ne trouvez-vous pas qu'un *isolé* auquel tous les départements de son pays s'adressent pour les présider n'est pas si *isolé* qu'on le proclame ? Nul ne sait de com-

bien de milliers d'âmes se multiplierait cet isolement si je voulais dire le mot du ralliement.

Nous avons lu *Cléopâtre*. Nous sommes ravis. J'ai écrit à madame de Girardin. J'ai affranchi. N'a-t-elle rien reçu? Au reste j'ai triomphé quelquefois, et je connais les lendemains de gloire. Qu'elle n'écrive donc pas, mais qu'elle sache qu'on applaudit à Monceau comme à Paris.

## DCCCCXII

### A monsieur Emile de Girardin

Paris,

Monceau, décembre 1847.

Mon cher ami,

J'ai fini ce matin mon volume intitulé *Raphaël*. Je vous pose une question dans votre intérêt.

Voulez-vous que je le fasse paraître avant que *la Presse* n'imprime *les Confidences*?

Voici pourquoi : c'est un roman ou une page plutôt de sentiment plus passionné qu'un premier volume de choses d'enfance et de fleur de jeunesse. Cela exciterait, selon moi, un vif désir de connaître les commencements de cette même nature. *Les Confidences*, un peu juvéniles, y gagneraient par le reflet.

Je ne ferai au reste que ce que vous aurez jugé le mieux, et je ne mettrai pas un autre intérêt en travers du vôtre avant que *la Presse* soit bien en cours de feuilletons. Mais je vous répète que je croirais peut-être la publication de *Raphaël* une bonne préface utile à tous deux.

Réfléchissez et prononcez. Imprimez à mes frais cette page.

A vous de cœur.

## DCCCCXIII

### A monsieur de Girardin

Décembre 1847.

Mon cher ami,

Je ne serai guère à Paris que les premiers jours de janvier. Je finis les *Confidences* qui vous sont destinées. Je relis, je déchire, j'ajoute. Il me faut huit ou dix jours. Si nous étions à Paris, nous aurions pu commencer la publication des feuilletons, mais d'ici, impossible. Nous nous entendrons en arrivant sur le moment.

*Raphaël* a trois cents et tant de pages. Il est fini et copié.

Je vous obéis, bien que je ne trouve pas l'opinion de Huber-Saladin et de Cabarrus très fondée.

Le vrai était, selon moi : le plus intéressant le premier pour allécher au moins intéressant. Je crois que *la Presse* y aurait gagné. Du reste ici il y a désabonnement en masse aux autres journaux pour s'abonner ou se disposer à s'abonner à *la Presse*. Je l'ai appris hier de sept ou huit côtés.

Je n'ai rien qui me presse beaucoup pour la publication de *Raphaël*.

Je crois qu'en le gardant je ferai cent cinquante mille francs en six ans pour payer une grosse dette qui me pèse et qui me gêne. Peut-être me trompé-je, mais un billet à la loterie vaut plus pour le joueur que le chiffre du numéro.

Que devient la politique ? Depuis le mariage espagnol, sur lequel nous sommes malheureusement en dissentiment, il n'y a plus de diplomatie possible que la guerre

sans fruit ou la honte. Nous irons de mal en pis dehors, soyez-en sûr. Je vous le prouverai mathématiquement. Lisez un petit article de moi de ce matin dans *le Bien public*, intitulé *le Banquet de Châlon*. Je ne demande pas la reproduction, c'est trop vert contre l'opposition Barrot-Thiers.

## DCCCCXIV

### Au marquis de la Grange

Saint-Point, 12 décembre 1847.

Mon cher ami,

Un seul mot. Je ne savais plus où vous prendre. Enfin vous voilà tranquille, riche et sûr d'un bel avenir dans vos champs. Dieu soit loué ! Quant à la gêne présente, il ne faut pas plaindre les fers d'un cheval que Dieu nous a donné.

Que diriez-vous donc si vous étiez comme moi occupé à payer, en travaillant, le poids énorme de sept cent mille francs ? J'en paie deux cent mille ces trois mois-ci. Aussi je me lève avant le jour, et je travaille.

Je viens d'écrire un volume dont madame de la Grange pleurera, je crois.

Je publierai cela en mars. Cela s'appelle : *Raphaël, pages de la vingtième année ;* c'est du *Werther*.

Je ne sais quand je pourrai démarrer. J'ai tant d'affaires ! Je ne trouve pas à vendre tous mes vins, et j'en ai promis le prix. Je crois pour le 8 janvier être auprès de vous.

Nous causerons alors. La politique est à mille lieues de moi en ce moment. *Utinam !* c'est-à-dire j'aimerais bien à être libre pour en faire. Mais il faut payer d'abord, parler après. M. Guizot persévère à n'y voir que du bleu

en Suisse et partout. L'orgueil perdra cet homme. Vogue la galère! peu m'importe qui viendra après!

Ma femme a la grippe, moi un peu de fièvre. La fatigue me mine, mais il faut aller. Heureux paresseux, que je vous envie! Adieu. Amitiés, respects tendres autour de vous.

# ANNÉE 1848

## DCCCCXV

**A monsieur Rolland**

Maire de Mâcon.

Paris, janvier 1848.

Mon cher ami,

Je n'ai qu'un moment pour vous remercier de vos deux lettres, de vos excellents articles et de vos tribulations pour le journal. Faites-en seul la politique en peu de lignes jusqu'à ce que l'excellent M. Guyard soit au courant des lieux et des choses ; Champvans fera le reste.

Ma femme va vous envoyer, pour l'œuvre de madame Rolland, un buste en marbre de moi.

Je vous envoie ci-joint mille francs pour mon quatrième paiement du *Bien public*. Renvoyez-moi bien la quittance, il faut être en règle avec ce désordre.

Surveillez nos finances. Les miennes, comme celles de Paris, sont au plus bas ; on ne trouve pas d'argent.

L'adresse se traîne. Je pense que je parlerai dans les affaires étrangères et dans les banquets (1). Mais je ne répondrai pas du tout à Montalembert, comme on le croit, ce serait déplacé. Il s'agit d'idées et non de moi et de mon livre.

*Les Girondins* font de plus en plus rage. J'en ai reçu

(1) M. de Lamartine parla sur les affaires d'Italie, le 29 janvier, et sur les banquets réformistes, le 11 février 1848. V. *La France parlementaire*, t. V, p. 120 et suiv.

trois traductions cette semaine de tous pays. Ils se vendent plus que l'année dernière encore.

Adieu, écrivez souvent.

## DCCCCXVI

**A monsieur Henri de Lacretelle**

Au château de Cormatin par Saint-Gengoux (Saône-et-Loire).

Paris, 20 février 1848.

Je vous crie merci et courage, du milieu des flots déchaînés et la main tremblante d'une improvisation (1) que je viens de faire à la réunion générale de l'opposition démoralisée par un discours de Berryer et autres.

J'ai tout raffermi en dix minutes. Tout le monde me crie que jamais je n'ai parlé ainsi.

Adieu, écrivez-moi souvent. J'ai besoin de votre cœur. Cela ne fait qu'un, mais cela vaut mille.

## DCCCCXVII

**A monsieur Rolland**

Maire de Mâcon.

Paris, 21 février 1848.

Mon cher ami,

Voici d'abord deux lettres. J'écris aux deux mêmes personnes aujourd'hui. Ces lettres ne seront qu'un second passeport.

De plus le prince de Syracuse, frère du roi, et le gé-

(1) Sur le droit de réunion (20 février 1848). V. *La France parlementaire*, t. V, p. 163.

néral Pepe avec qui je suis en confidence ici, partiront bientôt, et je vous remettrai une introduction pour eux à Naples.

Nous sommes à la bouche du canon.

Hier il y a eu une dernière réunion des oppositions. Entre nous, Thiers a disparu ainsi que Rémusat et Malleville, etc. (et Chapuys aussi, dit-on, mais il se repentira peut-être). La démoralisation était au camp ; Berryer venait de l'achever avec les légitimistes en parlant bien et en concluant à se retirer. On m'a conjuré de lui répondre. Je l'ai fait dans une improvisation de vingt minutes, telle que tout s'est raffermi comme au feu. Jamais encore ma faible parole n'avait produit un tel effet. Tout ce que vous avez lu de moi est du sucre et du miel auprès de cette poudre. Les acclamations ont été unanimes. On n'a parlé que de cette scène tout le jour à la Chambre.

Après-demain nous serons peut-être au feu. J'ai dit : « Vous nous parlez de baïonnettes ? Sachez que c'est le moyen de nous enlever notre sang-froid et de nous tenter par le péril. Quant à moi, je le dis tout haut, s'il y a des balles dans les fusils, il faudra que les balles brisent ma poitrine pour en arracher le droit de mon pays. »

Adieu et amitié.

Je suis heureux du rétablissement de M. Garnier. Dites-lui tout cela ainsi qu'à nos amis. Vous pouvez citer ma phrase.

## DCCCCXVIII

### A monsieur Rolland

Maire de Mâcon.

Paris, février 1848.

Mon cher Rolland,

Ce matin on croyait tout fini. A dix heures tout a repris.

La garde nationale, enfin convoquée, a tourné contre le ministère et fraternisé avec les troupes. Les gardes nationaux ont marché pour nous présenter des pétitions. Je me préparais à les soutenir, quand M. Guizot est monté confus à la tribune et a annoncé que le roi dissolvait son cabinet et que M. Molé était chargé de recomposer. Un bravo unanime des tribunes et de la Chambre a accueilli cette capitulation. Les gardes nationaux crient Vive la réforme ! partout. Les combattants du centre de Paris continuent le feu ; ils sont trois cents au plus. Mais tout s'apaisera-t-il par la chute du ministère ? On ne le sait pas, bien qu'on le présume. La garde nationale s'en contentera, les combattants peut-être non. Dans ce cas les troupes, démoralisées par la défection de la garde nationale, voudront-elles se battre ? ou bien la garde nationale seule suffira-t-elle ? voilà la question.

En tout cas c'est un 20 juin. C'est un roi de Naples, à Paris, rendant les armes à son peuple. L'avenir va se dérouler ; on espère un calme momentané au moins.

Tout le monde maintenant me félicite d'avoir tenu bon pour la grande manifestation désarmée et nationale du banquet. Le ministère serait tombé, mais le sang n'eût pas coulé, et la monarchie n'eût pas eu la honte et la faiblesse de rendre l'épée, au plus fort d'un combat suscité odieusement par elle.

Voilà tout pour ce soir. Mettez cette lettre en prose, et insérez-la vite comme d'une autre main.

Communiquez-la ce soir chez madame de Cessia pour calmer les inquiétudes. Nous avons fait par notre fermeté, je dis nous dix-huit, de grands pas dans l'estime des masses à Paris. Je suis noyé de lettres.

## DCCCCXIX

**A monsieur de Champvans**

Mâcon.

Paris, 28 février 1848.

Mon cher Champvans, que devenez-vous donc ? Nous voilà à bord, nous triomphons partout. Vous avez bien combattu, venez donc !

## DCCCCXX

**A monsieur Rolland**

Maire de Mâcon.

Paris, février 1848.

Mon cher Rolland,

Ma femme me montre votre belle exclamation. Mon cœur y répond. Quel siècle en quatre ou cinq jours ! quelles nuits ! quel peuple ! quelles scènes !

Aujourd'hui, à l'exception d'une petite fraction sectaire et ambitieuse qui remue sourdement les communistes et qui pourra faire heurter quelques colonnes contre la masse entière de toutes les classes de Paris, tout est gagné. La République nouvelle, pure, sainte, immortelle, populaire et transcendante, pacifique et grande, est fondée.

On dit que votre conduite est admirable, cela ne m'étonne pas. Venez vite à l'Assemblée nationale, à moins que vous n'aimiez mieux autre chose ici, en ce cas parlez.

Adieu et amitié. Je ne dors plus. Je ne mange plus. Je

n'ai plus une minute. Je vous écris en conseil entre deux questions.

Adieu. Aimez-nous et priez pour nous !

## DCCCCXXI

### A monsieur Rocher

Paris, 5 mars 1848.

Mon cher ami,

C'est un accent de rossignol au milieu d'une nuit d'orage que votre mot d'amitié dans ce tourbillon.

Nous avons à traverser maintenant une crise financière de six semaines, après laquelle tout ira bien.

La France est sublime de haut en bas ! Je ne suis rien qu'un *Curtius* qui veut lui fermer l'abîme. Aimez-moi, et priez pour moi.

Excepté le trésor, pour six semaines, tout va merveilleusement. Dieu s'en mêle. Les affaires étrangères n'étaient pas plus assurées après Austerlitz. Nous aurons un système français au lieu de l'isolement.

Adieu et cœur.

## DCCCCXXII

### A monsieur Émile de Girardin

11 mars 1848.

Mon cher ami,

Vous venez de faire un beau trait de plus dans votre vie, en remettant par un tact désintéressé et tout patriotique l'impression des *Confidences* que je tenais prêtes *quand même*, comme je le devais. Vous ne pouvez douter

de la nature du sentiment qu'un pareil procédé me fait éprouver. Je saisis une minute pour vous le dire.

Faites-moi savoir quel est votre notaire, chez lequel j'enverrai déposer le manuscrit, si vous ne le voulez pas chez vous-même. Tout est prêt.

La ligne politique que nous suivons se rapproche et se confond de nouveau heureusement depuis quelques jours. Ne tirez pas trop par l'habit un gouvernement qui est encore en face de grandes difficultés et de grands périls. Il n'a qu'une force prêtée et toute morale, et il ne l'emploie en majorité qu'à remettre dans quelques semaines le pays à lui-même dans des conditions d'ordre, de paix, et surtout d'indépendance assurée et matérielle à l'Assemblée nationale.

Tout va mieux du reste depuis deux jours. Mais vous saurez nos rudes heures plus tard.

Adieu. Amitié et reconnaissance.

## DCCCCXXIII

### A monsieur Eugène Pelletan

Paris, 21 mars 1848.

Mon cher Pelletan,

Vous ne pouvez douter de mon vif désir de vous voir appelé à l'Assemblée nationale. N'est-ce pas vous dont je disais il y a deux mois : J'aime Pelletan de l'amour que j'ai pour l'avenir ? — Cet avenir c'était la République. Il était plus près que je ne l'espérais. Venez la fortifier et la diriger dans le sens de Dieu et du peuple, c'est un même mot pour nous ; et sachez d'avance que vous y retrouverez en moi non un ministre mais un ami.

## DCCCCXXIV

### A monsieur de Champvans

Paris, 22 mars 1848.

*Pour vous seul.*

Mon cher Champvans,

Cela va divinement où vous êtes. J'ai lu vos actes et vos paroles : c'est la ligne.

Ici nous avons le monde pour nous. Vous voyez comme ma politique de paix a entraîné le monde à nous.

Au dedans le même principe aurait les mêmes effets. Entre nous : nous sommes ici sur le volcan, pas sûrs d'une heure seulement.

La masse est admirable. Le venin est dans quelques têtes; mais il n'y a plus de force publique pendant vingt-cinq jours.

Rien que nos poitrines ! Jamais on n'a rien vu de pareil.

Quelques clubs agitent et rassemblent sans dire le vrai mot. Ils ont délibéré de décimer le gouvernement provisoire. Ils me remettent à la tête encore. Mais, si cela avait lieu, je ne pourrais pas, le gouvernement est indivisible.

Au reste tout va bien, à part cela.

Pressez, pressez l'Assemblée nationale !

Il n'y a de salut et de force que là. Elle sera immense et inviolable. Deux cent mille hommes de garde nationale seront habillés et armés alors. En ce moment la garde nationale est évanouie.

## DCCCCXXV

### A monsieur Rolland

Maire de Mâcon.

Paris, mars 1848.

Mon cher Rolland,

Soyez assez bon pour dire de ma part ou même pour faire inscrire dans les journaux de Mâcon ceci :

« M. de Lamartine écrit qu'il souscrira pour cinq mille francs au comptoir d'escompte de commerce de Mâcon, si on fonde, comme il le désire, un établissement de ce genre à Mâcon.

« M. de Lamartine nous envoie en outre deux mille francs qu'il nous charge d'offrir de sa part au bureau de bienfaisance pour donner du travail pendant la crise actuelle aux ouvriers de Màcon. »

Ci-joint les deux mille francs.

Tout paraît s'améliorer ici. Nous commençons à avoir un noyau de force exécutive et défensive dans la garde mobile que j'ai fait créer le 24, avec le pressentiment que ce serait le germe de notre ordre public pendant les premiers jours difficiles. Nous en avons dix mille armés déjà et bons.

Dans huit jours la garde nationale sera ressuscitée et unifiée, je l'espère, et alors je serai plus en repos de jour et de nuit.

L'affection qu'on me montre ici et par toute la France est immense et croissante. Nos succès de dehors n'y nuisent pas. Dieu m'aide aux affaires étrangères, mais les hommes voudraient bien me les gâter. Je n'y consentirai pas, pas plus qu'à la dictature démagogique qu'on vou-

lait prendre, il y a vingt jours, à Paris. La République doit être nationale.

Adieu. Donnez de mes nouvelles à mes nièces.

## DCCCCXXVI

Ministère des affaires étrangères (Cabinet).

**A monsieur Henri de Lacretelle**

1er avril 1848.

Mon cher ami.

On dit que vous ne serez pas nommé à l'Assemblée, est-ce vrai? Si c'est ainsi, je vous donnerais de mes doubles nominations. Autrement, voudriez-vous entrer dans la diplomatie? J'aurais des choses charmantes à vous offrir.

Votre réponse!

Nous sommes sur un volcan. Dieu seul et notre dévouement nous sauvent. Passerons-nous ces quatorze jours sans autre force que nos poitrines?

Le peuple en masse est sublime d'affection pour nous. Chaque soir je refuse des milliers de volontaires des quartiers éloignés et des faubourgs pour me garder.

Vous voyez comme vont nos affaires étrangères, et vous ne voyez pas tout. Je reste pour empêcher qu'on ne nous les altère par une politique insensée au dehors.

Priez pour nous, comme nous pensons sans cesse à vous et à nos amis de là-bas!

## DCCCCXXVII

### A madame la comtesse d'Agoult

Paris, avril 1848.

Madame,

Je suis bien fier d'un pareil aide de camp dans la campagne que nous faisons pour la liberté et pour l'esprit humain.

Je connais les faits de l'armée, et je les combats de toutes mes forces. Quant à Lyon, j'y envoie. Dans deux jours je serai libre d'aller dîner avec notre prophète (1) que je vénère autant que je l'aime et que l'événement relève à sa hauteur divine.

## DCCCCXXVIII

### A monsieur Rolland

Maire de Mâcon.

Paris, 1848.

Je reçois votre complainte, mon cher ami. Tout cela est fondé, excepté les 45 centimes. Mais tout cela disparaîtra comme l'écume après le calme. Le calme et la force sont enfin créés dans leurs éléments. Paris est organisé contre ses désorganisateurs. Nous sommes encore faibles, mais l'Assemblée nationale aura trente millions de fois notre force. Son indépendance est assurée. Elle aura les troupes, vingt mille, ma garde mobile, vingt mille, et deux

(1) Lamennais.

cent mille gardes nationaux, peuple et riches ne faisant qu'un. Un peu de patience ! J'ai passé de mauvais jours, j'en ai encore à passer ; mais *vous*, c'est-à-dire la France, vous êtes sauvés.

Amitiés à tous.

## DCCCCXXIX

### A madame de Girardin

Mai 1848.

J'ai été bien affligé de ce que vous ayez si mal compris et si mal accueilli la démarche toute de tendre intérêt de madame de Lamartine. Vous ne vous doutez, ni vous ni votre mari, de la réalité des choses et des efforts surhumains faits par quelques hommes pour sauver tout et vous-même. Vous êtes injuste, et vous le saurez plus tard.

M. de Girardin ne comprend pas le moment. L'opposition qu'il fait en termes cruels n'est pas à son heure. Le pays est susceptible parce qu'il est sans force encore, excepté de celle quelques poitrines en avant. Conseillez-lui de se contenir. Dès que le pouvoir de la République sera créé et soutenu régulièrement, l'opposition ne s'effarouchera plus. Mais à présent, au dedans comme au dehors, la colère ne vaut rien. Je vous le dis, non en gouvernant mais en ami quand même. Bonne volonté de tous pendant dix-sept jours encore, et tout sera sauvé. Mais s'il n'aide pas à passer ces dix-sept jours, tant pis pour tout le monde !

Ne croyez pas, du reste, que j'implore une cessation de feu pour le gouvernement. Ce n'est pas ma pensée. Mais je vous parle au nom de la société en péril et de circonstances qui vous sont inconnues, mais qui sont graves. N'y voyez que de l'amitié et point de faiblesse.

## DCCCCXXX

**A monsieur de Champvans**

A Bourg.

Paris, 28 mai 1848.

Mon cher ami,

Restez sans hésiter. Petétin est excellent et ne vous troublera en rien. Il me le dit.

Tout va ici sur la pointe d'une aiguille pendant dix-huit jours encore. Mais après, si nous atteignons ce terme, sachez que tout ira bien. L'Europe sera à nous. Nos frontières élargies, l'argent reparaîtra. Mais il est bien plus difficile de vivre dix-huit jours qu'un siècle.

Tous les rapports sur vous et vos actes sont parfaits. Mes compliments.

Vive la République!

## DCCCCXXXI

**Au marquis Gino Capponi**

Paris, 30 juillet 1848.

Mon cher Capponi,

Une de mes nièces, charmante personne, mariée à M. de Jussieu de Senevier, consul de France à Livourne, se rend en Toscane. Je la recommande ainsi que son mari à votre amitié. Faites-lui faire connaissance avec ce qu'il y a de bon et d'aimable en femmes dans votre beau pays. Elle en est digne par tradition de son oncle et de sa tante. Elle adore d'avance Florence et les Florentins.

Votre pays se régénère et le nôtre se raffermit. Je suis en ce moment au bas de la roue de la fortune politique. Mais je l'ai voulu pour asseoir la République sur la concorde. Je crois qu'elle est fondée. Encore quelques oscillations de quelques mois ou de quelques années, et tout ira bien.

Adieu et amitié.

## DCCCCXXXII

### A madame la comtesse d'Agoult

1848.

Madame,

Je lis la très belle lettre du *Courrier*. J'ai été bien fier de l'adresse et de la signature. L'amitié ne peut jamais rester anonyme, car il ne faut pas que la reconnaissance le soit.

Je vous ai répondu hier à la tribune en pensant à vous que j'avais vue parmi les spectateurs. Je n'ai pas combattu sans hésitation votre pensée, mais il faut avoir la logique héroïque : affronter en face les périls, c'est les vaincre à moitié. J'irai, quand vous voudrez, en causer avec vous et le grand prophète Lamennais que je révère et que j'aime malgré son égarement d'illusion.

## DCCCCXXXIII

### A monsieur Henri de Lacretelle

Au château de Cormatin.

Paris, 6 août 1848.

J'ai reçu la lettre, mais pas l'article. Envoyez-le-moi donc. Rien ne m'étonne de votre amitié, elle est ma consolation dans toutes mes peines. Vous seriez mon saint Jean, si j'étais une incarnation; je ne suis que l'incarnation d'un cœur qui vous aime, vous et tout le château de Cormatin et toute la chaumière littéraire de Belair.

Je n'ai pas peur des discussions. Je ne les redoute que pour la paix publique. On me revient *trop*. Comprenez le mot : je ne veux pas du *trop* en fait de république de six mois.

Tout va bien, sauf l'enquête, machine infernale de 1848. Je tâcherai d'étouffer la mèche un de ces jours. Je veux la paix ! Je voudrai la paix, je mettrai la paix dans la République, ou j'y périrai. La concorde est nécessaire à la Constitution.

J'irai vous revoir bientôt. Finissez *le Bien public*. Je vous aiderai de quelques mille francs dès que j'en aurai. J'en cherche partout. Les éditeurs commencent à se hasarder dans la rue. Hier j'ai étrenné de quatre mille francs pour une lettre que vous lirez bientôt. Elle me fait vivre un mois, et Champvans par dessus.

Adieu. Je baise l'ombre des cheveux cendrés d'une tête qui vous est chère. Dites-le-lui, et consolez-moi en m'écrivant.

## DCCCCXXXIV

### A madame de Girardin

3 septembre 1848.

J'ai lu, comme tout le monde, le *Courrier*, mais j'y ai reconnu, plus que tout le monde, un signe de plume qui veut dire tendre et ancienne amitié. La mienne y répond d'un signe aussi d'attachement et de reconnaissance bien arriérés. Il m'en coûte beaucoup de ne pas aller vous répondre de vive voix. Mais la République est si jalouse qu'elle croirait que je la trahis pour une femme auprès de laquelle on a trop récemment médit non de la République mais des républicains. A d'autres jours donc! et j'espère qu'ils se lèveront bientôt. La République une fois tranquille, j'espère qu'elle ne mettra plus sa main entre les cœurs.

En attendant, mille tendresses jamais une minute altérées.

## DCCCCXXXV

### A monsieur Henri de Lacretelle

Au château de Cormatin.

Paris, 11 septembre 1848.

Un mot de vous me remonte le cœur. Hélas! il est si bas en ce moment. Je vous remercie de m'avoir lu (1). Ce n'était pas écrit pour vous, mais pour le *vulgus* qu'Horace méprisait parce qu'il n'était que poète, et que je sers

(1) Lettre aux dix départements, etc. (25 août 1848). V. *La France parlementaire*, t. V, p. 354.

en le jugeant parce que je suis homme d'État républicain.

Vous aurez lu sans doute, depuis, mon improvisation (1) contre les matérialistes, à propos de la Constitution sans âme qu'ils voulaient nous donner. Elle a eu un effet que je puis vous décrire et que vous ne pourrez comprendre en la lisant à froid.

Je suis dans la solitude. Les esprits me reviennent un à un, comme les oiseaux sur l'arbre qui a été frappé de la foudre. Je ne les rappelle pas. Je ne les désire pas, Dieu m'en préserve ! On ne franchit pas deux fois, sans tomber au milieu de l'abîme, des trois mois de février au 11 mai. Que Dieu en charge quelque autre !

J'écris un peu, pour vivre en 1849. Viendrez-vous cet hiver ? Je ne sais si j'irai à Mâcon. Cela dépend des événements. Tout va bien du reste et reprend à la vie commerciale.

Ne me faites pas d'ovation, si je rentre. Cela n'irait pas aux jours et à l'homme. *Oubliez-moi* et excusez-moi, comme disent les finals espagnols. Que je vous voie, vous et quelques amis, venir à travers le brouillard dans l'avenue de Monceau, ce sera assez.

Mille respects à côté de vous ; à vous amitié éternelle.

L'élection est un bon augure. Il faudra la monter pas à pas. Je voudrais en redescendre.

(1) Sur le projet de Constitution (25 septembre 1848). V. *La France parlementaire*, t. V, p. 392.

## DCCCCXXXVI

### A monsieur le comte de Circourt

A Berlin.

Paris.

Mon cher Circourt, j'ai lu attentivement votre lettre. J'honore le sentiment d'amicale sévérité qui l'a dictée, mais je n'acquiesce à aucune des considérations qu'elle contient. C'est le catalogue de tous les reproches injustes et de toutes les accusations aveugles ou habiles que le parti de juillet déconcerté porte contre moi. On me revient déjà de tous les côtés en France, et, si je voulais, je serais dans huit jours beaucoup plus populaire que le 25 février. Il y a du remords dans le sentiment qui ramène le peuple vers moi, et le remords est passionné, mais je ne veux pas de cette dangereuse faveur. Je prie Dieu de ne pas me charger de faire franchir une seconde fois l'abîme d'un interrègne à un peuple: je tomberais au milieu, au lieu de ne tomber que sur l'autre bord et après avoir tout sauvé.

Ma politique, en apparence téméraire en Italie, était une extrême prudence. La paix et Milan seraient déjà conquis; la dignité souffrante de la République n'aurait pas réagi contre le gouvernement; la République aurait eu son geste. Vous lui donnez le geste de M. Guizot, c'est un contre-sens.

Tout va assez bien du reste ici. Je soutiens le gouvernement, sans rancune. J'aime le général Cavaignac, homme du moment, licteur nécessaire de la République. Je lui donnerai ma voix et beaucoup d'autres pour la présidence contre moi-même. Je n'ai pas un atome d'ambi-

tion. Je recommence à parler à l'Assemblée avec un immense applaudissement. Quelquefois on ne me connaît pas bien, on me craint un peu, on me méprise un peu comme homme d'État, mais on n'est pas bien sûr de son mépris, et au fond l'amour revient sur le cœur. Les départements sont à cet égard plus avancés que Paris. Si l'on nommait le président par le pays, et seulement dans deux mois, je serais nommé, soyez-en certain. Mais on a la fausse idée de le nommer par la Chambre. Je combattrai cette faiblesse.

Adieu. Comptez sur la paix, ne craignez rien pour la propriété, et jugez-moi mieux que mes ennemis. Je n'ai pas de rapport avec Bastide, à cause de vous.

J'ai 6,000 francs à votre disposition pour le mois perdu. Vous serez réemployé en grand à votre heure. Il n'y a pas de mal à votre absence.

## DCCCCXXXVII

### A monsieur le comte de Circourt

Mon cher Circourt,

Jamais mes opinions ne descendent dans mon cœur. Je suppose qu'il en est de même chez vous. Ne croyez donc pas que j'attache à notre dissentiment présent aucune importance pour nos sentiments mutuels.

Vous ne répondez pas de la République à l'avenir. J'en réponds moi, je dois donc voir plus clairement ce qui l'agite ou la menace. La coalition perverse et stupide des Thiers et des Cavaignac la perd. Voyez les journaux anglais. Laissez-moi donc protester et gémir. Je ne vous en suis pas moins attaché.

Vous aimez l'ordre social, il n'a plus d'autre rempart que la République modérée et constituée. Ce rempart

renversé, vous allez aux partis extrêmes, une dictature ou une Convention. Voilà l'alternative posée par vos amis et par les miens.

J'aime mieux mourir seul que de triompher en pareille compagnie.

## DCCCCXXXVIII

### A monsieur Charles Alexandre

A Morlaix.

21 septembre 1848.

Monsieur et ami,

Votre lettre est un hymne de l'amitié et non de la justice. Comme la coupe penche vers l'injustice, vous la faites déborder de bienveillance en la redressant. Je vous aime trop pour vous remercier, je veux vous dire seulement : J'ai lu, j'ai senti, j'ai joui de me savoir dans de jeunes âmes un miroir magique de sympathie et de dévouement. Quand je dis dévouement, je n'en usurpe rien pour moi, j'entends la consécration au bien que nous recherchons tous.

Notre ami Dargaud est en Écosse. Je l'attends bientôt pour lui parler de vous et lui communiquer ces belles pages.

La République est dans les vagissements de l'enfance la plus périlleuse. Serait-elle née avant terme ? Il dépend de nous de la fortifier et de la léguer à nos enfants. Mais le peuple de Paris, si admirable sous ma main pendant quatre mois, est devenu bien fou et bien tumultueux depuis qu'il a un souverain légitime dans la représentation nationale. Je ne crois plus, pour le sauver de ses folies, qu'à la Providence, cette politique infaillible qui corrige nos faiblesses, répare nos fautes et nous pousse au salut souvent par la rude main des difficultés extrêmes.

J'ai vu M. votre père. J'ai été touché et convaincu par une de ses conversations.

## DCCCCXXXIX

**A monsieur Henri de Lacretelle**

Au château de Cormatin.

Neuilly, 14 octobre 1848.

Le soleil n'est plus sur votre vallon. Mais vous l'avez au coin de votre feu. Il réchauffe vos pieds, et un autre joli soleil vivant, votre cœur.

Je pars lundi, au moins je l'espère. Venez à Monceau. Je vous parlerai à fond. Je ne désire pas le poste suprême. J'en ai horreur. Mais je l'accepterais, comme j'ai accepté l'Hôtel de ville et sa roche Tarpéienne.

Je ne sais pourtant si la crise ministérielle ne me forcera pas à rester. J'espère que non. Je serai avec vous plus d'un mois.

Je ne veux, à aucun prix, aucun bruit ni ovation. Ce serait mauvais et bête. Répandez-le beaucoup. La tranquillité, l'obscurité, le silence, et quelques amis tous les jours, et vous jour et nuit.

Adieu et véritable tendresse d'esprit, de cœur et d'âme.

## DCCCCXL

**A monsieur de Champvans**

Paris.

Monceau, 27 octobre 1848.

Mon cher ami,

Un mot. Les départements sont excellents et s'amé-

liorent encore. Ils manquent seulement d'inspirations. L'Assemblée les dominerait par sa présence, elle fait une faute, elle manque du génie de la circonstance en ne venant pas les saisir et les diriger en ce moment. Qu'importe une émeute? S'il y en avait une en notre absence, nous reviendrions avec cinq cent mille hommes sur Paris. Ce serait le sacre populaire de l'Assemblée.

Mâcon et les environs sont presque parfaits. Il n'y a que le journal de mauvais, un club et deux de nos amis qui s'égarent, Ordinaire et Pascal, en tout trois ou quatre cents sur six cent mille.

Je suis submergé de démonstrations honnêtes. Quelques cris seulement très rares de *vive Napoléon!* un ou deux pour cent. Il n'aura pas ici plus du huitième des voix. Le reste au général Cavaignac, à Ledru-Rollin, à moi. Moi en majorité non douteuse dans les campagnes.

Je vois deux mille hommes par jour. J'entends battre le cœur du pays. Vive la bonne République! elle est sauvée.

Demain je passe la revue de Mâcon et lieux circonvoisins. Le club que je blâme et le banquet que je réprouve me crieront peut-être quelques haros. Je m'en moque. L'injure ricoche et revient en estime.

Je vends mes vins. J'en ai vendu déjà trois mille pièces. Mais je suis bien pauvre malgré tout cela. Que n'ai-je volé honnêtement les trois cent mille francs de fonds secrets à M. Créton!

Je suis malade aussi. Je ne puis pas repartir avant quinze ou vingt jours.

Adieu. Écrivez-moi beaucoup pour me consoler et m'éclairer.

Dites à Rolland que je ne lui ai pas écrit parce qu'il m'a dit dans chacune de ses lettres : Je pars le 28.

Amitiés à vous, respectueux hommages à madame de Champvans.

Ah! qu'il fait beau sur Nancelles!

## DCCCCXLI

**A monsieur Dargaud**

A Paray.

Monceau, 4 novembre 1848.

Mon cher Dargaud,

J'ai vos deux lettres. J'ai fait vos commissions à Pelletan. Il est reparti hier. Le journal va tomber, après m'avoir soutiré vingt-huit mille francs. C'est le côté faible. L'administration n'est ni habile ni régulière.

Je suis dans les processions, les dîners chez moi, les toasts, les discours, le déluge de lettres, de visites, de députations, les querelles de journalistes, les délices de famille, les transes voluptueuses du coin du feu avant l'aube, les premiers frissons de l'hiver, les courses solitaires sur mon cheval dans les sentiers paternels des montagnes et des vignes. Je jouis et je souffre de tout cela. J'évoque les ombres comme Ossian, j'aime les nuages comme Fingal. J'écris l'histoire pendant quelques battements de pendule le matin. Je pense cependant à m'en aller dans quinze jours, du 15 au 20, hélas! Que ne suis-je ici pour mon reste d'années!

Quant à la présidence de la République, la réflexion en accroît chez moi l'horreur. Je n'ai pas d'autre mot pour exprimer mon ambition négative. Je reste impassible, je ne veux ni enlever dans mon nom une carte au jeu de la France ni corrompre la destinée par un seul mouvement. Si par impossible ce fardeau me tombait sur les épaules, je l'accepterais, comme on accepte le calvaire et la croix. Mais j'en suis de moins en moins menacé; tout va à Bonaparte ou à Cavaignac. Je ne crois

pas à Bonaparte, malgré tout ce bruit. Il faudrait un autre Molière pour écrire un autre gigantesque *Misanthrope*, si la bêtise humaine allait jusque-là. Je crois à Cavaignac, et j'approuve sincèrement ce choix, quoique je sache par quel tort de fortune il est là. Mais il est là, c'est assez pour moi. Je le crois républicain. J'aurai quelques voix philosophiques ici et là, peu en tout, excepté dans le département et à Paris. On m'offre les voix démocratiques et sociales, je refuse. Il ne faut tromper personne, même pour l'empire. J'en aurai néanmoins quelques-unes des ouvriers honnêtes ; en tout pas cinq cent mille.

Si vous venez, venez tout de suite, autrement vous trouveriez le nid désert.

J'espère être affranchi au printemps de toute politique, si la République roule sur une voie un peu aplanie.

L'esprit des départements est admirable. Je ne le soupçonnais pas. La France sera certainement sauvée.

A revoir. Mes respects à madame Dargaud et mes compliments affectueux à M. Bertuca.

## DCCCCXLII

**A monsieur Dubois**

A Saint-Laurent, près Cluny.

Monceau, 9 novembre 1848.

Mon cher et excellent ami,

Merci des bonnes dispositions matérielles pour ma visite de reconnaissance à Cluny. Mais je ne voudrais à aucun prix mettre cet apparat à mon humble et modeste démarche. Ce serait solliciter une ovation, agiter la rue, la République m'en préserve !

J'irai, un de ces jours, prendre un guide chez M. Bressoud et mettre mes cartes. Mais je suis retenu au lit par le rhumatisme annuel et la fièvre qui le suit et le guérit.

Tout est remis. Venez me voir quand vous aurez satisfait au cœur et à la famille.

Adieu et attachement.

Tout va bien à Paris et dans les départements. La République n'a heureusement aucun besoin de moi. On peut la sevrer. Tout le monde s'y rallie par raison, c'est là ce qui fait les gouvernements solides. J'espère sortir dans un an de toutes les affaires et me remettre aux pensées graves de l'âge qui avance. Je suis de la nature du framboisier qui porte ses fruits à l'ombre.

## DCCCCXLIII

### A monsieur de Champvans

Paris.

Monceau, 10 novembre 1848.

J'ai votre mot excellent. Écrivez, écrivez toujours. Faites savoir à nos amis de la Chambre que je ne pourrais à aucun prix accepter la présidence de l'Assemblée, dont j'entends parler pour moi (incapacité physique). Remercîments, mais refus absolu.

Mettez, si cela est nécessaire, cela dans les journaux. Si ce n'est pas nécessaire, non. Bornez-vous à faire courir dans la Chambre et à faire savoir à l'oreille des journalistes ce refus de moi, pour qu'ils en disent un mot d'eux-mêmes.

Quant à la présidence de la République, tâchez de faire démentir mille et mille fois mon refus à peu près en ces termes :

« Il est faux que M. de Lamartine refuse les suffrages qui lui seraient spontanément offerts pour la présidence de la République. Ce qui est vrai, c'est ce qu'il a écrit à cet égard aux *Débats :* « Je ne brigue pas, je ne désire « pas la présidence. Je n'ai pas l'insolence de me croire « nécessaire, je n'ai pas la confiance de me croire utile à « ce poste. Je préfère y voir appelé tout autre citoyen « intelligent, courageux, modéré. Mais, si la voix du pays « m'y appelait, j'accepterais sans hésiter, comme j'ai « accepté au cri du peuple en février. »

Je fais du reste peu attention à ce qui se dit ou se fait en ce moment. Le vent soufflera d'où il voudra, le 9 décembre au soir. Puisse-t-il souffler contre moi ! Les hommes font pitié en masse ; heureusement qu'on les aime en détail.

Ici tout va bien. Le club décrédité se bat tous les soirs en mon nom. Tout tombe de ce côté en faiblesse et en scandale. La France vomit le rouge. Sauvons maintenant la République, de M. Thiers et de ses amis qui deviennent bien insolents.

Hélas ! que je les ai vus bas il y a sept mois ! Je les couvrais, ils me bénissaient, et ils m'outragent.

Adieu. Écrivez.

J'ai vendu trois mille pièces de vin, et je n'ai pas un sol. Je laisse ici presque tout ce que j'ai obtenu comptant. Je suis démoralisé du gousset. Cela me retarde, et un rhumatisme aussi avec fièvre.

Je pense, dans quinze jours, vous revoir.

Nulle nécessité ici pour moi à votre voyage comme nul inconvénient.

Vous montez, et je vous fais échelle. Justement parlant, c'est justice.

*Essentiel. Post-scriptum.*

Tenez pour non avenu dans la lettre précédente tout

ce qui concerne la présidence de l'Assemblée. Rien dans les journaux à cet égard. Mais faites bien entendre à l'Assemblée que je n'accepterai jamais la présidence de l'Assemblée.

Ne laissez pas confondre ce refus avec celui qu'on m'attribue de la présidence de la République.

Insérez le morceau que je vous écris sur la présidence de la République tel quel. Il exprime net ma pensée. Je préfère Cavaignac à Bonaparte, mais si on se porte sur moi, j'accepte.

## DCCCCXLIV

**A monsieur de Champvans**

Paris.

Monceau, 12 novembre 1848.

Mon cher ami,

Voici deux réponses essentielles que je vous prie de remettre vite à deux représentants, M. Créton et M. Crémieux.

Les vagues de l'élection me bercent sans m'étourdir. Je crois ce que vous croyez.

Vous êtes un excellent ambassadeur.

J'espère toujours Cavaignac. Il vaut mieux que moi à l'heure qu'il est. Néanmoins dites hardiment : Si on nomme M. de Lamartine, il acceptera. Un programme me semble bien bête à faire. L'homme est le programme quand il est l'homme de février.

Les clubs tombent ici devant mon ombre en décomposition et en batailles. Je ne m'en mêle point, mais je refuse net les banquets, et je dis ce que je crois. Il faut choisir entre les clubs et la République. C'est l'avis général.

Adieu.

## DCCCCXLV

**A monsieur de Champvans**

Paris.

Monceau, 17 novembre 1848.

Mon cher ami,

Mes vins n'ont pas produit de quoi payer la solde de fin d'année. Je vais vivre sur Perrotin mois à mois. J'envoie à Lyon et partout chercher du viatique.

Quant à la Présidence, que Dieu l'écarte de moi ! Cependant toujours prêt à l'accepter si on me l'impose, mais je ne la subirai qu'imposée, c'est mon sentiment, ce doit être ma conduite.

Je viens d'écrire un discours-sentence, à la façon de Salomon, pour la fête de demain (1). Je vous l'enverrai. Tâchez qu'il soit dans mille journaux. C'est, je crois, mon chef-d'œuvre allocutoire.

Je n'ai pas approuvé la démarche de saisie des fonds de cautionnement par ces messieurs. Je n'y suis pour rien. Seulement je ne suis pas content de ce qu'ici le nombre des journaux (numéros), au lieu de quatre cents convenus avec moi, est en réalité de trente-trois. C'est nul comme effet ici. Ce devait être notre appui.

Le club est tombé. Les masses sont venues m'offrir un banquet expiatoire du banquet socialiste et dantoniste. J'ai fait un discours (2), en refusant, qui consolide la paix dans Mâcon.

(1) Discours au peuple, prononcé à la cérémonie de l'inauguration de la Constitution, le 19 novembre 1848. V. *La France parlementaire*, t. VI, p. 31.

(2) 13 novembre 1848. V. *La France parlementaire*, t. VI, p. 18.

Adieu et amitiés.

Écrivez. Ici j'aurai immensément de voix.

## DCCCCXLVI

### A monsieur de Champvans

Paris.

Monceau, 18 novembre 1848.

Mon cher ami, voici un mot à M. de Prébois. Avez-vous lu son morceau sur moi dans *le Courrier?* C'est admirable. Lisez, cachetez et remettez.

Je pars à l'instant pour inaugurer la Constitution à Mâcon.

J'ai écrit le plus fort de mes discours pour cette occasion hier. Je vous l'enverrai demain. Ce sont des axiomes seulement pour le marbre. Tâchez que cela soit dans le plus de journaux et revues et recueils possibles. Cela ne fait rien à ma candidature, mais c'est, pour la postérité, le commentaire honnête et platonique de la République; si elle vit, son code; si elle périt, sa mémoire.

## DCCCCXLVII

### A madame la comtesse d'Agoult

1848.

Oui certainement, je voudrais un journal sous la main de notre grand écrivain et dans le sens qu'il a si admirablement suivi des premiers; mais ce pays devient lunatique. Une république se dénouant par une parade de Franconi! Un chapeau sans tête pour symbole! J'aime

mieux celui de Guillaume Tell. Il faut mourir noblement ou aller cacher à jamais le nom de Français sur son front dans l'exil.

Mais il n'y a pas un sou en ma puissance. Je cherche partout cinq mille francs pour moi-même sans pouvoir les trouver.

Nous causerons, quand vous voudrez, du journal.

Respectueux attachement.

# ANNÉE 1849

## DCCCCXLVIII

**A monsieur Henri de Lacretelle**

Au château de Cormatin.

Paris, 5 mars 1849.

Mon cher Henri, Rolland me dit vos pensées. Pouvez-vous douter que le suprême intérêt de moi ne vous précède, ne vous accompagne et ne vous suive dans toute candidature? Qui donc sauvera et régularisera énergiquement la République si ce n'est la jeunesse intelligente et pure par qui et pour qui elle fut faite ?

Comptez sur moi en tout et pour tout, et vous n'aurez jamais un mécompte. Seulement sondez du pied le terrain avant de vous prononcer.

Adieu et mille amitiés. Je pars à l'instant pour Bourges où je vais tristement passer un mois. Mais je travaillerai. C'est ma vie.

Mille respectueux attachements aussi à l'Égérie de Cormatin.

## DCCCCXLIX

### A monsieur Guichard de Bienassis

A Bienassis.

Paris, 30 mai 1849.

Mon cher camarade et ami,

Je remercie le ciel de cette apparente injustice (1) qui me vaut tant de marques de résipiscence réelle et cordiale de la France et de l'Europe. Non, le monde n'est pas ingrat, il n'est qu'ignorant. Dès qu'on sait la vérité, on est juste.

Je te remercie, toi surtout, de cette bonne et admirable lettre. Mes affaires me retiennent ici tout l'été, mais j'espère te voir à Monceau en automne, si j'ai encore un Monceau alors.

On parle de me renommer dans plusieurs départements et à Paris. Je ne le désire pas en ce moment. Je n'ai pas de situation et de terrain sous les pieds pendant un certain temps. J'aimerais mieux le passer dehors, mais je serai toujours à la brèche en bon soldat à l'appel des honnêtes gens du pays.

Adieu. Conserve-moi ton amitié, comme tu as la mienne.

(1) « M. de Lamartine, qui avait été nommé par dix départements à la Constituante, n'eut pas une élection à la Législative, le 18 mai 1849.

« Cependant une députation de la ville d'Orléans vint lui offrir de réparer cet abandon en le nommant. Le département du Loiret le nomma, en effet, à une immense majorité (13 juillet 1849). Bientôt après, Mâcon le renomma aussi. » V. *La France parlementaire*, t. VI, p. 111.

## DCCCCL

### A monsieur de Champvans

Nancelles.

Paris, 27 juillet 1849.

Mon cher ami,

Je suis depuis vingt jours à jeter des cris de détresse dans mon lit. J'ai reçu tout, je n'ai pu vous remercier de tout, je l'ai senti ; je le fais en un mot. Vous comprenez à demi-parole.

Mes deux engagements avec le Loiret, non par moi mais par d'autres, me commandent d'opter pour Orléans. Je n'oserai rentrer à Mâcon, mais il faut être homme d'honneur avant tout.

Qui nommera-t-on ? Dariot ou Carnot ? Je crois que Carnot y songe, mais je lui ai dit que je croyais à Dariot.

Tout va très bien ici et partout sauf Rome. *Le Conseiller du peuple* passe trente mille abonnés. Il en aura cinquante mille avant novembre. C'est une flamme ; vous n'avez rien vu de pareil. J'en ai écrit deux numéros ce matin. Cela convertit les plus endurcis des ouvriers. Il me donnera 80,000 francs nouveaux vers février prochain, à ce qu'on m'assure. En attendant je suis dans la plus absolue détresse : mes vingt-cinq francs pour vivre ; les souscriptions mortes depuis un mois. Au nom de ma misère, portez les 429 francs à mon tonnelier à Mâcon. Je dois, et il est dans le besoin.

Je ne vois personne que quelques amis dans mon bois. Si j'avais cent louis, j'irais à Saint-Point ; mais je ne puis démarrer.

Adieu et amitiés.

*Confidentielle.*

Je poursuis mon projet d'expatriation après liquidation de mes biens. J'ai obtenu ce que je pouvais espérer en Asie. J'irai y végéter et y mourir.

## DCCCCLI

### A monsieur Rolland

Ancien maire de Mâcon, à Mâcon.

Madrid (Bois de Boulogne), 27 juillet 1849.

Mon cher ami, j'ai reçu vos deux lettres. Je suis si affairé et si malade qu'il faut m'excuser sept fois pour une.

Tout va extrêmement bien ici. La tête calmée, les membres se calmeront. La République se consolide. J'ai confiance de plus en plus. Dieu est pour Dieu, et la République est sa cause, du moins comme je l'entends.

Je n'ai aucune répugnance personnelle pour Chapuys, au contraire ; c'est un brave garçon, mais il a combattu trop franchement contre nous avec *la rue de Poitiers* pour que nous puissions manger à la gamelle sans laver un peu l'écuelle. Il faut quelque chose qui renouvelle la situation entre lui, son journal et nous. Je suis prêt à m'y prêter et bien au delà des 200 francs. L'insertion de ce qui nous conviendra me suffit, dites-le à ces messieurs. Je crois l'idée pratique, et il y a longtemps que j'y pense, mais Chapuys est une enseigne à retoucher.

Priez MM. Lenormand et Dejussieu d'insérer en entier le quatrième *Conseil au peuple*, c'est mon *capo d'opera* de raison, de vigueur et de feu. On l'a tiré ici à 150,000 exemplaires à un sou. *Le Conseiller* prend des racines larges de plus en plus. Il y a 22,000 abonnés effectifs déjà et 30,000, dit-on, dans trois mois. Ainsi, si vous voulez

place et 6 ou 8,000 fr., c'est probable ; pensez-y. Je vous donnerais le *second Paris*, — affaires, économies, institutions, paupérisme, étranger, etc., etc.

Cela me rendra cette année 70,000 francs. J'en ai touché déjà 50,000 effectifs.

Quant aux élections, je me refuse partout résolûment à opter d'avance. Elles défilent ainsi toutes comme les grains d'un chapelet dont je casse le fil. Dites à Mâcon que j'accepte si on me porte, mais sans rien aventurer quant à l'option. Je verrai après. Je refuse de même à Paris.

Adieu et confiance. L'affaire de l'Asie va à ravir. En voulez-vous aussi ?

Mille respectueux regrets à madame Rolland.

## DCCCCLII

### A monsieur Valette

Professeur de philosophie, à Paris.

Monceau, 1849.

Monsieur et ami, car ce titre vous est bien dû par la spontanéité si ce n'est par l'antiquité du sentiment que vous m'exprimez, j'ai reçu votre lettre de ce matin. Me voilà de retour auprès de Mâcon, j'ai plus de liberté de répondre. Je commence par vous rassurer. Je ne suis ni plus ni moins malade qu'à l'époque où vous m'avez vu en convalescence à Neuilly. Je suis seulement harcelé et tiraillé d'affaires telles que ma présence est indispensable pour les débrouiller et pour faire face de plusieurs côtés à la fois. Je ne serai libre de retourner à Paris que vers le 20 ou 25 novembre. Je cherche activement à vendre mes terres pour désintéresser mes créanciers. J'ai encore

un peu d'espoir, mais il pourrait se faire que la saison trop avancée remît mes ventes au printemps prochain, car on ne vend guère ses prés sous la neige.

Quant à ma tête, elle est très saine, et les socialistes seuls m'accusent de démence pour n'avoir pas pu délirer avec eux.

Quant à mon expropriation, elle n'est pas prochaine, si jamais elle doit avoir lieu. Il paraît vrai que la Porte me fait une belle concession de territoire sur les bords de l'Asie Mineure vers Smyrne. J'en saurai plus long dans un mois. mais tout se bornerait pour moi à un voyage de trois mois, dans un an, pour aller installer une colonisation agricole.

Je vois les affaires comme vous. La République aura à écarter les ressentiments téméraires de la droite après avoir écrasé les velléités criminelles des démagogues. Elle triomphera, mais la droite est folle de provoquer une lutte qui ne satisfera qu'un jour sa vanité et qui engloutira son terrain de droit commun et d'influence naturelle. La masse du pays comprend cela et gravite vers l'ordre dans la République. Je suis inutile et même nuisible en ce moment à l'Assemblée, et cette conscience me fait plus résigné à mon éloignement forcé. Un de mes vrais bonheurs sera de vous revoir dans quelques semaines.

## DCCCCLIII

### A monsieur Valette

Professeur de philosophie.

Monceau, 1er septembre 1849.

Monsieur et ami,

J'ai lu hier avec attention dans un coin de pré, en silence, le charmant et solide dialogue que vous avez

bien voulu écrire pour mon *libelle philosophique* de tous les mois. C'est parfait. J'attends l'arrivée ici des maîtres de la feuille pour le leur donner. J'en retouche seulement une phrase qui me concerne et qui sent trop l'amitié personnelle pour le public ombrageux et froid.

Je suis dans les vrais champs, hélas ! occupé à les dépecer et à les vendre si je puis. Je suis distrait seulement par le Conseil général. L'esprit du pays s'améliore à vue d'œil, et tout tend à la bonne et religieuse République telle que vous la définissez et telle que je l'ai ébauchée.

Recevez mes remerciements, mes amitiés et mes vœux pour une longue et bonne chasse.

## DCCCCLIV

### A monsieur Dargaud

A Paray.

Mâcon, 3 septembre 1849.

Je reçois avec une profonde douleur cette affligeante nouvelle. Rien ne remplace une mère, et une telle mère, encore plus ! Je vois par le ton de votre lettre plus que par les mots que l'espoir vous manque. Résignation et amitié, il n'y a que ces deux mots.

J'en ai besoin aussi moi-même. Mes affaires deviennent désespérées. Plus un abonnement depuis mon départ. La France est sourde. Je mets tout en vente à Monceau et à Milly. Je me sens un hôte chez moi-même.

Tout va bien autour de moi. On s'y entretient de vous avec tendresse. Parlez de nous à madame Dargaud et un souvenir à votre mère que je n'oublierai jamais.

Je vous écris du Conseil qui va bien. Mille amitiés et des nouvelles.

## DCCCCLV

### A monsieur Dargaud

Monceau, 21 septembre 1849.

Mon cher ami,

Je pressens vos angoisses et je partage vos agonies du cœur. C'est un bien, du moins, d'être préparé au mal suprême de ces cruelles séparations.

Mes affaires sont au plus bas. Je ne fais plus payer depuis huit jours, je n'ai rien; je suis en vente partout. Je tâche de garder des reliques et des rognures. Dieu sait si je réussirai.

Ma santé aussi est mauvaise, le rhumatisme ne me quitte pas l'estomac. Mais je suis résigné à tout et très serein dans la tempête. Ce n'est pas la peine de se fâcher contre une destinée qui a pour dénouement la mort.

Offrez mes sentiments de condoléance autour de vous et mes bénédictions à l'angélique figure de votre mère. Je l'ai vue un jour, je ne l'oublie jamais. Mes prières s'unissent aux vôtres.

## DCCCCLVI

### A monsieur Émile de Girardin

Mâcon, Saône-et-Loire.

Mon cher Girardin,

Voilà le milieu de novembre, et je n'ai rien pu commencer encore de mon volume, tant je suis accablé par la maladie, les affaires privées, les discussions et les déplacements indispensables pour la vente de quinze ou

seize cent mille francs de terres et de vignes dans un mauvais temps, et pressé par des créanciers. Ne pouvez-vous pas, sans vous nuire, m'accorder six semaines ou deux mois, passé le 1er janvier, pour mon volume, ou bien le changer contre un volume de politique tout fait ? Répondez-moi d'un geste.

Je ne puis être à Paris avant le 25 novembre au plus tôt.

Je ne me rétablis pas, et ma vie politique est finie. Le pays n'a nul besoin de moi, et il en a répulsion. Je ne veux pas lui faire violence. Je ne conteste rien, et je songe à l'Asie. Il paraît qu'au lieu d'une tente que j'y désirerais pour vieillir et philosopher, la Porte m'y offre une magnifique vallée. J'irai voir cela dans un an pendant trois mois si je puis trouver quelques cent mille francs de capitaux pour m'y asseoir.

Adieu et attachement et respect tendre chez vous.

## DCCCCLVII

### A monsieur Émile de Girardin

Mâcon, 16 novembre 1849.

Mon cher Girardin,

J'ai reçu votre réponse. Merci, je reconnais votre magnanimité en affaires. Je n'en abuserai pas. Je travaille tous les matins une heure pour vous. Je serai prêt à peu près au terme convenu.

J'ai une grâce à vous demander.

Mon édition par moi-même (1), ma seule fortune, a paru enfin. Voudriez-vous l'annoncer par un feuilleton

(1) L'édition dite *des souscripteurs*, en 14 vol. in-8.

que voici et qui ne contient que trois petites poésies précédées de quelques lignes qui les expliquent.

Le voici tout arrangé par mon secrétaire dans la forme et dans l'ordre qui peuvent un peu attirer les lecteurs.

Je n'ai plus que ce moyen de conjurer la fortune. Si cela manque, il faut m'exiler.

Adieu. Amitié à vous et respectueux attachement chez vous.

# ANNÉE 1850

## DCCCCLVIII

**A monsieur Rolland**

Ancien représentant et maire de Mâcon, à Mâcon.

Paris, 8 mars 1850.

Mon cher Rolland,

Je vous réponds encore de mon lit. J'en suis désespéré parce que je voulais faire un discours contre la loi d'enseignement. Dieu est Dieu, et nous ne sommes pas en ce moment ses prophètes.

J'ai le rhumatisme dans l'estomac et dans la tête. Je ne puis ni me tenir debout ni voir mon papier en vous écrivant.

Je ne comprends rien d'ici à votre réunion avec Lacroix et les Champs-Élysées, camp des semi-rouges et même des rouges au Conseil général. On m'a écrit que je trahissais Chamborre. J'ai vite écrit au journal de Mâcon que je me croirais impardonnable si cela était vrai. C'est moi qui l'ai provoqué et qui ai agi partout pour lui. Quel rôle j'aurais joué ! plutôt mourir !

Ne vous inquiétez pas de *la Bourgogne* (1). Cela ne sert à rien. Allons à Smyrne et plantons des mûriers, cela vaut mieux que leurs articles. Je cherche ici nos 60,000 francs.

(1) Journal imprimé à Mâcon.

Dès que je les ai, je pars. Merci des nouvelles de la bonne réception.

J'ai eu un hasard heureux et grandiose contre M. Thiers dans cette séance où je venais d'entrer, ne me doutant de rien (1).

La réaction ici passe toutes les bornes. Mais il ne faut pas qu'elle nous fasse nous démentir nous-mêmes en nous rejetant dans le rouge. Non, sachons laisser passer les deux vagues sur nous en nous couvrant d'écume, et soyons le rocher qui remontre sa tête après l'orage et qui sépare les flux et reflux. C'est notre rôle ingrat mais grand dans l'avenir historique. Je dis cela pour moi, car vous, vous avez un avenir du temps.

Mes amitiés à Boussin. Engagez-le à ne pas faiblir en abandonnant Chamborre ; un ou deux noms éclectiques bien choisis après. Voilà. Ici tous les hommes sensés font de même.

## DCCCCLIX

### A monsieur Boussin

A Cormatin.

Paris, 17 mars 1850.

Mon cher Boussin,

Merci de l'éloquente protestation contre le titre purement facétieux de Montagnard, dit en riant à Lacretelle.

Merci surtout du cœur qui transpire par tous les pores de votre lettre.

Je ne réponds qu'un mot, car je n'ai qu'une seconde. Je suis en ce moment submergé, le flot me revient beau-

(1) Réponse à M. Thiers sur un incident soulevé dans la discussion du projet de loi relatif à l'enseignement. Séance du 23 février 1850. V. *La France parlementaire*, t. VI, p. 129.

coup sous la quille. La justice est boiteuse comme la peine, *pede claudo ;* mais elle marche. Dans cinq ou six ans elle verra clair dans ce que j'ai fait.

Louis-Philippe vient d'écrire une brochure atroce d'invectives et de mensonges contre moi. J'y vais répondre dix pages.

Je cherche toujours mes moyens de départ pour Smyrne. J'approche. Il me faut encore 25,000 francs.

Dans un mois, je serai pour huit jours à Monceau, de là à Marseille et à Smyrne.

Adieu. A revoir.

Mes amitiés à Labor que j'aime tendrement et à votre oncle et surtout respect à votre charmante femme.

## DCCCCLX

### A monsieur Rolland

Ancien représentant, à Mâcon.

Paris, 4 avril 1850.

Je pense comme vous sur nos élections. Mais j'ai voté par conscience contre la politique, car six mille quatre cent quatre-vingt-quatre violations patentes de la loi ne font pas un député.

Le préfet sort d'ici. Il paraît vous aimer beaucoup. Mais il dit que le temps n'est pas encore assez revenu sur ses pas pour nous reprendre. Je le crois.

Mes affaires orientales commencent à se dessiner. J'ai reçu cent vingt mille francs de promesses effectives de sous-concessions pour Burghas-ova. Je n'ai plus besoin que de vingt-cinq mille francs, et je pars. Aidez-moi à les trouver. Je donnerai cent hectares gratuits en prime à celui qui me les prêtera pour cinq ans.

Je partirai, je crois, par le Danube. Le grand Seigneur me veut à Constantinople avant.

Ici rien de nouveau. La réaction devient frénésie, fureur hystérique, panique de femme, démence de suicide, le reste est sage en comparaison. Je passe, *moi* que vous connaissez, pour rouge et socialiste ! C'est le 1815 de la bourgeoisie effrayée et rassurée. Si cela ne se calme pas, elle se perdra. On revient beaucoup à moi dans le peuple honnête, et je crains bien dans un an ou deux un second 24 février qui viendrait me reprendre par force et ne me retrouverait plus.

Adieu. Écrivez-moi. Amitiés à Boussin. Ne soyez ni blancs ni rouges, mais bleus pâles.

## DCCCCLXI

### A monsieur Aubel

Paris, 14 avril 1850.

Mon cher ami,

Un bonheur ou un malheur qui se rapporte à nous a toujours un contre-coup dans votre cœur. C'est réciproque.

Merci du mot. J'y réponds par un demi-mot, car les minutes me rongent. Vous avez raison de ne pas regarder *Toussaint* comme un drame pour l'esprit, c'est une dramaturgie pour les yeux du peuple. Elle avait été écrite pour cette fin. Elle réussit grâce au talent de l'acteur et malgré moi. Mais j'en écris une autre qui me paraît le chef-d'œuvre de l'intérêt et de l'honneur mêlé à la tendresse.

Je ne fais pas de spéculations, je les ai en horreur, mais je plante ma tente en Asie puisque je suis forcé de vendre

à rien peut-être mon foyer en pierre en Europe. Voilà tout. Maintenant il y a vingt lieues de sol et de soleil et d'eau autour de la tente. Voulez-vous que je les laisse stériles? Non. Ce n'est pas moi qui porterai de l'argent en Asie, c'est l'Asie qui m'en rapporte.

Je pars dans six semaines. Je vous verrai avant en passant à Pymont.

Adieu. Aimez-moi toujours. Je reviens le 6 août.

L'opinion me revient très vivement ici. Je ne m'en réjouis pas.

Adieu.

## DCCCCLXII

### A monsieur Rolland

Ancien maire de Mâcon, à Mâcon.

Paris, 18 avril 1850.

Mon cher ami,

Excusez-moi et écrivez-moi, je succombe. Je suis submergé de lettres et d'affaires. Un seul mot donc.

Quand je ne vous écris pas, je pense à vous. L'Orient va bien. Il me reste à trouver vingt-cinq mille francs, et je pars. Je cherche en vain ici. Les banquiers sont coalisés contre nous. La Belgique m'a fourni à peu près. Cela ira.

Je serai à Mâcon dans six semaines, deux mois et demi là-bas.

J'ai eu sur la tête la tuile de *Toussaint;* mais la Providence s'en est mêlée et m'en a fait une couronne.

Quant à mon discours sur le travail (1), ne vous en troublez pas. Tous les ouvriers de Paris sont à mes pieds

(1) Dans la discussion du chemin de fer de Paris à Avignon. Séance du 9 avril 1850. V. *La France parlementaire*, t. VI, p. 137.

pour ce qui paraît vous choquer. Ce n'est pas le temps de préférer des systèmes, c'est le temps d'agir et de travailler. L'opinion revient à moi par toutes les issues, comme une marée. Si je ne me sauvais pas deux ou trois mois, je serais pris de force par la faveur publique. Le peuple ne veut pas des flatteurs démocrates, il implore un homme d'État sévère contre ses folies. Il lève les yeux sur moi.

Adieu, et écrivez.

## DCCCCLXIII

### A monsieur Rolland

Ancien représentant, à Mâcon.

Paris, 11 mai 1850.

Mon cher Rolland,

Comment pouvez-vous croire que le *on* dans ma politique et mon cœur travestis s'appliquent jamais à vous et à Boussin ? Dieu et l'amitié m'en préservent ! Du tout, cela s'appliquait aux personnes hostiles à moi, dont on me parlait comme m'accusant de cet abandon de Chamborre. J'aurais mérité en effet tous les reproches et surtout ceux de ma conscience et de mon honneur, si moi, provocateur et instigateur de M. Chamborre, l'ayant *supplié*, *compromis*, je l'avais déserté, fût-ce pour un empire !

Mais cette situation était la *mienne* et non la vôtre. Je parle de moi et pour moi, comprenez-le bien. Si jamais je vous dis *comptez sur moi*, je ne vous quitterai que mort. Voilà l'inspiration soudaine de ma lettre. Je ne m'en repens pas. Je ne voudrais pour rien au monde rougir devant les yeux de quelqu'un que j'aurais traité comme mon silence eût pu faire croire que je traite M. Chamborre.

Peu m'importe, rouges, bleus, blancs, qu'ils disent ce qui leur conviendra, mais que ma conscience ne me dise pas *Racca !*

Je m'occupe ici activement et uniquement de l'Orient. Je n'ai rien trouvé encore. J'espère, mais je suis aux abois. *Le Conseiller* paie peu et lentement.

La politique va tout platement. On a l'air d'avoir de confuses mauvaises pensées à l'Élysée. Si cela éclate, malheur à nous quelques mois après! Je suis la bête de l'Apocalypse pour la majorité. Je m'attends à tout et j'y ai le cœur préparé.

Viendrez-vous en Orient diriger mes affaires pour six mille francs de traitement, logé, nourri, servi, voyages payés, trois mois de congé par an ? Un mot là-dessus, non comme proposition mais comme document, car je crois la chose au-dessous de votre situation, mais enfin un mot en conséquence.

Adieu et attachement.

## DCCCCLXIV

### A monsieur Rolland

Ancien représentant, à Mâcon.

Paris, 13 mai 1850.

Mon cher ami,

J'ai lu. Je ne me trouble pas. Les peureux en Orient grossissent tout. Tout se réduit à des volets brisés par le vent et brûlés par des tribus. Quant au *firman* il est obtenu à ce que me dit Aupick. En deux mois j'aurai réglé tout cela.

Mon voyage n'est remis que pendant *la crise.* Elle ne durera que quinze jours et n'ira pas loin. Ne pensez pas

à moi d'ici à deux ans au moins. Cependant les choses en ce moment sont si troublées et j'en sens si bien le remède que, si on m'appelait cette nuit, je prendrais hardiment le timon. Je ne l'aurais pas pris il y a quarante-huit heures.

Mon cabinet ne se désemplit pas d'hommes qui viennent se rallier et me consulter. Je recommande *la paix ou la mort*. Faites de même. Je suis sûr que si le peuple sage m'écoute, il y aura à tout cela affermissement de la République. Je parlerai dans cet esprit de paix. Laissez crier les tapageurs du journalisme. Ils sont le vent, et nous sommes le timon. J'espère toujours vous voir dans un mois. Mes affaires ne vont ni bien ni mal. Mais l'Orient me sauvera. Il vient assez d'amateurs pour l'année prochaine.

Adieu, je n'ai que des minutes, mais mon cœur et mon esprit sont avec vous.

Rappelez-moi à madame Rolland et à tout ami qui me sera resté tel. Il m'en revient beaucoup ici dans les rangs inférieurs du petit commerce. Quant au peuple honnête, il est bien pour moi et voit et avoue qu'il a été injuste et fou de laisser son seul modérateur un peu éclairé. Il n'y a pas un demi-homme dans les rangs. Il le sait. Je n'irai pas à lui, mais il viendra à moi quand il sentira le néant du reste.

## DCCCCLXV

### A monsieur Rolland

Ancien député, à Mâcon.

Paris, 1850.

Mon cher ami,

Je pars mardi ou jeudi pour Monceau. La crise ici est

terminée, tout se calme et se calmera longtemps. C'est un grand reflux contre la République mais qui ne dépassera pas la digue tout à fait.

L'Assemblée aura un congé long et bientôt. En quittant en ce moment j'ai cinq mois devant moi. J'en passerai deux et demi là-bas et aux eaux.

J'ai fait mon devoir bien et avec un succès immense en restant ce mois dangereux. De plus ma situation est en ce moment culminante : tout revient au centre que rien ne me fera quitter. Un jour viendra, dans deux ou trois ans, où nous, centre inflexible et calomnié, nous aurons de la peine à repousser le pays qui se précipitera dans nos bras. Ne le quittez pas pour aucune humeur ou aucune tentation rouge. Je vous ai toujours dit que le rouge ne serait jamais la couleur de ce siècle.

Je serai à Mâcon (lisez Monceau) huit jours seulement, je m'embarque le 21 à Marseille par le bateau de l'État.

Voilà pour votre gouverne d'amitié. Venez à Monceau. Avertissez Boussin et Lacretelle.

Je pars presque sans le sou. Tout a été impossible ici pour trouver cinq francs. Mais, grâce aux trois concessionnaires belges, j'aurai de quoi aller, revenir, vivre et servir intérêts jusqu'au 1er janvier 1851. Au jour le jour! Je vais travailler ferme en route.

A revoir.

## DCCCCLXVI

### Au marquis Gino Capponi

Marseille, 20 juin 1850.

Mon cher Capponi,

Un souvenir, même triste de vous, m'est toujours cher. Je vous aime comme on aime les beaux souvenirs de sa

jeunesse, de son cœur et de sa pensée. Je vous aime de plus comme on aime par sympathie les illusions et les déceptions communes. Notre sort se ressemble beaucoup. Seulement je subis plus d'ingratitudes et d'injustices que vous. Car, en confidence, je puis bien vous jurer que sans moi l'Europe était en cendres, la France en ruines et la liberté raisonnable perdue pour un demi-siècle. Cette conscience me suffirait, mais comme vous j'en ai une autre meilleure encore. Je crois en Dieu. Je crois que nous sommes quelquefois ses ouvriers, souvent ses martyrs, ce sont encore les plus heureux. Si mon intervention recommence dans les événements de ce bas-monde, j'y aspirerai.

Je vais en Orient, mais pour trois mois : seulement voir, reconnaître et préparer un asile et du pain pour ma famille, car la République ne m'en a pas laissé d'assuré en France. J'y vais aussi pour un motif plus élevé que je ne dis qu'à Dieu et que vous connaîtrez plus tard. Priez le Dieu des vagues d'être clément pour nous. Quatre planches sur un abîme sont plus stables cependant que la France en ce temps d'ondulations.

Adieu. Remerciement et souvenir éternel.

Si vous voyez le grand-duc, parlez-lui de mes respectueux souhaits pour son bonheur. Je n'ai pas oublié, ministre, ce que je lui devais comme homme. Je le plains autant que nous.

*P.-S.* Je remettrai ce mot à ma nièce en passant devant Livourne. O Varamista !

## DCCCCLXVII

### A monsieur Dubois

Paris.

Marseille, 1850.

Mon cher ami,

Je m'embarque ce soir sur l'*Oronte*. Je vais déjà beaucoup mieux. J'ai retrouvé sur ma route, à Valence, à Marseille surtout, la même cordialité d'accueil qu'avant *mes crimes*. Les rues sont groupées de bienveillance quand je passe, et les gestes et les physionomies sont ceux de l'affection. L'Assemblée nationale et Paris ne me faisaient pas augurer cette faveur du cœur. Ne croyez pas à cet égard rien de ce que vous débiteront les journaux, mes ennemis. Je ne puis suffire aux visites et aux députations. La vérité est que si je voulais du bruit j'en aurais, mais pour moi et non contre moi. Aux uns ma sagesse convient, à d'autres mon républicanisme conservateur. Bref je suis dans ces pays comme en 1847.

Montrez ceci à Dargaud et à Saint-Victor pour qu'ils sachent le vrai, mais qu'ils le gardent pour eux.

Mon vaisseau est beau, et j'en suis le dictateur. Cela vaut mieux que de l'être à Paris. Quatre planches sur un abîme sont plus stables que la France. Quelle démence a l'Assemblée de déchirer sa force d'union avec le président pour un plat de lentilles! Je lui donnerais des *suprêmes de volaille*. Sans plaisanterie, si j'étais là, je parlerais pour les trois millions avec énergie et politique.

Soignez mes affaires. Inventez-moi de l'argent, car je pars en ruine. Le Mâconnais ne m'a rien laissé. Les nouvelles de Burghas-ova sont de plus en plus favorables. Les concessionnaires accourent jusqu'ici. Il y aura des capitaux au retour, si la sécurité y est. Plusieurs vont venir dans huit jours.

Adieu, je monte en bateau. Priez pour nous dans votre langue, comme moi dans la mienne! Celui qui a fait la langue et l'oreille les entend toutes, pourvu qu'elles soient l'expression de la conscience.

Amitié et reconnaissance.

## DCCCCLXVIII

### A monsieur Dargaud

Paris.

Plaine de Burghas-ova, 16 juillet 1850.

Mon cher ami,

Un mot seulement. Je descends de cheval, je fais dérouler mes tentes et souffler mes chameaux et mes chevaux arabes. Je reviens d'une tournée complète autour de mon royaume. Il a juste vingt-huit à trente lieues de circonférence, y compris les montagnes qui l'encadrent et qui sont fertiles et belles comme les plaines. Je suis bien trompé, mais en mieux. C'est véritablement la *Limagne* d'Asie, il y a la fortune sous quarante ou cinquante formes, tout ce qu'on veut sans exception. J'ai sept villages déjà et une assez belle maison arabe que je complète en y adjoignant un beau harem à jamais vide! qui était attenant au château.

Mais je vais bâtir ailleurs, sur un promontoire avancé où fut un temple, à trois lieues d'Éphèse. Là j'ai un air plus vif, une vue superbe, des sources saines et les vents perpétuels de la mer. Réellement le Sultan m'a donné plus que le duché de Lucques tout entier, et une fertilité qui n'est comparable à rien; c'est la cendre de la lave du Vésuve. L'air est bon quoique j'aie des eaux, elles sont courantes, et je vais assainir, en les écoulant, une partie un peu trop humide : rien de plus aisé.

Ah! si j'avais les moindres capitaux, quel royaume dans deux ans! Mais, en attendant, je vais fonder de petits troupeaux d'Eumée. J'ai hardiment de quoi faire paître, sans aucun travail, cent mille têtes de bétail; il y en a déjà trente-cinq mille qui vaguent sur le sol sans maître.

J'ai vu le Sultan. Il a été admirable de bonté et d'accueil. Il m'a gardé huit heures avec lui, d'abord dans un kiosque solitaire au fond des bois, et puis à un examen, qu'il a fait devant moi en personne, de la jeunesse militaire. C'est un prince bon et édifiant.

Je repars, toute chose vue et réglée, après-demain, pour les environs de Smyrne, dans huit jours, pour la France. Le temps est ailé, je veux l'être comme lui. Ne m'annoncez pas si tôt, je veux tromper par la promptitude.

A revoir et adieu.

Je n'ai au retour à Paris aucun autre charme que de vous y trouver.

## DCCCCLXIX

### A monsieur Dubois

Paris.

Burghas-ova, 17 juillet 1850.

Mon cher ami,

J'arrive d'une course de trente heures au pas de route d'un bon cheval arabe autour de mes limites. Trente lieues de tour dont vingt sont autour de la *Limagne* d'Asie. Voilà la vérité. Je suis ébloui. Il y a la fortune de cent spéculateurs et de mille agriculteurs. Vous n'avez de votre vie vu un sol pareil. La cendre du Vésuve détrempée d'eaux surabondantes et le soleil d'Asie modéré par les vents de mer comme dans un port. Ceci est l'exacte réalité! Le

Sultan a été aimable et touchant dans sa personne, vraiment magnifique dans son hospitalité.

Nous nous portons bien. J'ai déjà douze chevaux excellents, chameaux, moutons, vaches. Ah ! que ne pouvez-vous avoir une lunette d'approche pour voir mon royaume d'Alcinoüs, avec un jardin de trente lieues et un fleuve comme le Caystre qui serpente au large cours tout à travers.

Adieu. J'ai vu, j'ai touché, j'ai compris. Maintenant je vais repartir ; inutile de perdre ses heures ici. Il faut aller chercher des capitaux. Les troupeaux seuls rendent 30 p. 100, tous frais largement défalqués. Ah! si je vous avais!

Je serai demain à Smyrne. Je m'embarquerai dans huit ou dix jours. J'irai à Mâcon, puis à Londres. Cette vision de terre promise pour un laboureur ne me laissera pas dormir.

Donnez de mes nouvelles, et donnez bien en conscience ces détails. Ils sont au-dessous du vrai.

Mais n'annonces pas mon retour encore pour si prochain.

## DCCCCLXX

### A monsieur Dubois

Paris.

Marseille, lazaret, 6 août 1850.

Mon cher ami,

Nous avons été frappés en mer par une perte douloureuse : M. de Champeaux est mort d'une fièvre inflammatoire dont il a été atteint au Pirée (Athènes), et qui s'est aggravée sous la chaleur du port de quarantaine à Malte. Ma femme a été vivement éprouvée aussi depuis Athènes.

Elle va mieux. Elle a avec elle un excellent médecin anglais qui s'enferme par amitié au lazaret pour mieux surveiller sa convalescence. J'ai supporté assez bien toutes ces tristesses, jusqu'ici sans maladie, mais je suis à bout de forces.

Nous sommes ici pour huit jours; après cela en route pour Mâcon; bientôt après pour Paris et Londres.

Adieu et amitié. Donnez de nos nouvelles à nos amis.

*P.-S.* Adressez dorénavant à Mâcon, sauf *la Presse* ici jusqu'au 14 août.

Vous savez combien j'ai été satisfait de mes terres. Depuis que je vous ai écrit, le Sultan m'a envoyé un haut commissaire chargé d'y ajouter encore une chaîne de montagnes boisées et une forêt d'oliviers, etc., etc. Smyrne nous a comblés d'accueil; on m'y a adopté comme un concitoyen (1). Notre embarquement, accompagné du cortège des autorités turques et des corps nationaux, était magnifique et cordial.

Je vais à Londres pour tâcher de trouver des capitaux qui, appliqués en proportion très faible à ces terres, feraient à l'instant une fortune immense. Il n'y a ni problème, ni tâtonnement, ni irrigation; il n'y a qu'à mettre des hommes du pays sur le sol et le fer dans le sillon.

Que fait et où est Dargaud ? et Saint-Victor?

(1) V. Réponse aux Français résidant à Smyrne. *La France parlementaire*, t. VI, p. 224.

## DCCCCLXXI

### A monsieur Rolland

Ancien représentant, à Mâcon.

Marseille, lazaret, 7 août 1850.

Mon cher ami,

Votre lettre reçue à Smyrne au moment où je m'embarquais pour revenir m'a touché au cœur. Elle a l'accent de l'ami dans la fable de La Fontaine. Je vous aime comme vous m'aimez.

J'ai perdu en pleine mer M. de Champeaux. Atteint d'une maladie organique au cœur et d'une fièvre inflammatoire surajoutée au Pirée, son mal s'est aggravé à Malte sous l'influence du choléra qui décime l'île; nous avons été forcés d'y languir trois jours. Le surlendemain il est mort, entouré de deux médecins et des consolations d'un ecclésiastique du bord. Ma femme, fort éprouvée au retour par la mer, a été bien souffrante aussi en approchant de Marseille. La voilà remise et sur pied, grâce à Dieu et à la terre ferme.

Nous partirons dans quelques jours pour Mende où l'amitié des Ligonnès nous convie : de là pour Macon au Conseil général ; puis Londres huit jours pour tenter un capital quelconque. Le Sultan complète ma propriété par une chaîne entière de collines et de montagnes boisées et par une forêt d'oliviers vers Baïnder. J'ai tout vu, tout compris, tout combiné : il y a cinq ou six fortunes à cumuler ou à choisir. C'est merveilleux de fécondité. Chamborant m'a beaucoup aidé à bien voir et à bien juger de sang-froid.

Je n'ai que la minute pour vous griffonner ceci avec

une plume de pestiféré. Nous causerons mieux à Monceau, s'il n'est pas encore vendu. Ce n'est que pour vous dire combien votre souvenir, reçu là-bas, est présent ici, m'occupe même au milieu du tumulte d'un retour.

Respect à madame Rolland. De mes nouvelles à ma sœur.

Il y a maintenant vingt-sept lieues de tour.

## DCCCCLXXII

### A monsieur Henri de Lacretelle

Cormatin.

Lazaret de Marseille, 7 août 1850.

Mon cher Lacretelle, un mot, tant je suis pressé de répandre les sentiments dont votre lettre reçue à Smyrne en montant à bord m'a rempli.

Nous sommes arrivés. Un malheur nous a frappés à la fin de ce beau voyage. Il veut sa part de tout. Nous avons perdu M. de Champeaux, en pleine mer, d'une maladie organique du cœur, accompagnée d'une fièvre inflammatoire dont il a été atteint au Pirée. Ma femme en approchant d'ici a été fort souffrante. Le sol ferme l'a remise à l'instant. Elle va bien, moi toujours assez bien, quoique j'aie subi des routes à cheval, des nuits sous la tente et des chaleurs dans l'intérieur de l'Asie qui auraient tué dix paresseux. Chamborant seul m'a accompagné dans ces excursions. Mes domaines asiatiques dépassent tout ce que j'en croyais. Le Sultan y a ajouté encore une magnifique chaîne de montagnes et de collines, une forêt d'oliviers, etc., etc. Je n'ai guère moins de trente lieues de circonférence à présent. Il y a là dedans une plaine de douze lieues de tour, qui est, sans exagération, ce que

j'ai vu de plus riche en sol et en fertilité sur la terre. Avec un capital de cinq cent mille francs, on est certain de quatre à six cent mille livres de rente en trois ans, et sans peine ni problème. Voilà la stricte vérité. Maintenant voici ma marche :

Je sors d'ici dans quelques jours, je vais voir mon beau-frère Ligonnès, à Mende; de là à Monceau au Conseil général; de là à Londres, huit jours, tâter des capitaux; de là à Monceau et Saint-Point deux mois, et à Cormatin une bonne soirée.

Donnez de mes nouvelles à Boussin et à Labor.

Aimez-moi toujours, et croyez à un retour paternel et fraternel.

Mille respects affectueux à vos dames.

A revoir dans douze jours.

Je vois que ma République, toujours prête à sombrer, se supporte d'une vague sur l'autre. Tout flotte ici-bas, et le globe aussi, et les hommes se plaignent du mal de mer !

## DCCCCLXXIII

### A monsieur Dubois

A Paris.

Lazaret de Marseille, 11 août 1850.

Mon cher ami, nous sortons demain. Nous allons bien. Nous repartons le 12 ou le 13 pour Mende.

Un mot à Mende, chez M. de Ligonnès (Lozère); et, au nom du ciel, ne me démoralisez pas trop, comme dans votre dernière lettre. Il faut soulever l'homme qui nage, non lui peser sur l'épaule. Je sais assez mes difficultés. Si je me livrais à leur contemplation, elles deviendraient des impossibilités. Vous qui m'aidez tant de la main et du

cœur, aidez-moi de la voix aussi! Dieu veut qu'on fasse son métier gaîment, le métier de vivre, triste et beau métier.

Avons-nous en sac quelques mille francs disponibles? J'ai laissé là-bas en troupeaux ce que j'avais. Cela fait vingt-quatre mille francs de rente pour commencer, mais le train les mange. Voyez Rothschild, tâtez tout le monde doré.

## DCCCCLXXIV

### A monsieur Dubois

A Paris.

Marseille, 15 août 1850, hôtel des Empereurs.

Je reçois votre lettre pour Smyrne.

Pas de bruit à Londres sur mon nom, à aucun prix. J'y vais pour Smyrne, et je commence à croire, au bruit favorable qui se répand ici par les personnes revenant d'Orient sur la fertilité de mes possessions, qu'avant six mois j'aurai trouvé au moins deux cent mille francs.

Vous vous consternez trop sur la République. On a le mal de mer aussi dans un navire, on le maudit, mais il vous porte, et on ne se jette pas à l'eau; une royauté à présent, c'est l'abîme liquide.

Je retarde mon départ d'ici de deux ou trois jours, pour indisposition de domestique. Je vais à Mende, le 26 à Mâcon.

Je suis très aimé et très accueilli en Orient et ici. On revient au juste. Je refuse les ovations.

## DCCCCLXXV

**A madame le Tissier**

Paris.

Mende, Lozère, 18 août 1850.

Madame,

Je suis secrétaire de madame de Lamartine aujourd'hui, mais secrétaire partageant les sentiments qu'on lui dicte. Elle veut qu'à son retour en France une main amie vous dise son salut et son attachement.

Nous avons, après un très beau voyage, été frappés au retour par la perte bien inattendue et bien douloureuse de M. de Champeaux. Vous aurez vu dans les journaux les détails, mais vous n'aurez pas vu l'affliction de ma femme et la mienne. Les amitiés s'en vont et les regrets comblent les vides.

Madame de Lamartine a été elle-même bien souffrante en approchant de terre et à Marseille. La voilà mieux, mais faible. Je la repose quelques jours chez ma sœur, la comtesse de Ligonnès, ici. Nous repartons pour Mâcon le 20, pour Paris le 10 septembre, pour Londres le 12 septembre. Nous revenons passer l'automne à Monceau, s'il n'est pas alors vendu.

J'ai trouvé de belles possessions en Asie-Mineure. Il n'y manque que le plus faible capital pour le porter à des revenus dignes d'un émir d'Occident. Je vais essayer de le chercher à Londres, mais avec peu d'espoir.

Quant à la politique, je ne vous en parle pas, nous ne nous entendons que par le cœur. J'aime ce que vous aimez au delà du Rhin, mais je ne crois pas ce que vous croyez. La foi nous divise, l'amour nous unit.

Aimez-nous toujours quand même, et parlez de nous à M. de Lepinay et à cette *hôte* charmante que la Providence vous a confiée.

## DCCCCLXXVI

**A monsieur Dubois**

Paris.

Mende, 18 août 1850.

Mon cher ami, je pars après-demain. Rien de nouveau. Pas le sou, mais du travail et du courage.

Je vous quitte pour haranguer des sociétés et des académies. J'ai harangué les démocrates, comme il faut : je ne sors pas de mon ornière, ni pour eux ni pour les blancs. La nation y reviendra ou elle périra, il n'y a pas deux chemins pour ce siècle. Les publicains de la Bourse n'y peuvent rien. Ils se perdent, voilà tout. J'ai voulu les sauver, ils ne m'ont pas compris. Ils auront des Thiers, des Montalembert, plus qu'ils n'en voudront, qui les verseront non plus dans mes bras mais dans l'abîme des Marat modernes. Dites-leur cela.

— Pourquoi je vous ai prié de ne pas me démoraliser? C'est à propos d'une longue lettre écrasante que vous m'avez adressée à Smyrne. J'ai besoin de force, et l'espérance en fait partie.

Votre amitié, du reste, avant tout, optimiste ou pessimiste. Vive le cœur ! et vous en avez.

## DCCCCLXXVII

### A monsieur Dubois

A Paris.

Monceau, 25 août 1850.

J'arrive malgré moi au milieu des cordiales et impatientes ovations de mes trois communes. De Beaucaire à Saint-Étienne, je n'ai pu ni traverser un hameau, ni descendre à une auberge, ni relayer à une maison isolée de poste, sans rassemblement et sans marques touchantes d'affection. Ah ! que vous connaissez peu ce pays, quand vous m'écrivez : La République est bafouée partout. Je vous réponds par cent vingt lieues de pays où je me cachais tant que je pouvais et où certes je n'évoquais pas la République.

Souvenez-vous que, si elle est éclipsée, elle ressuscitera à trente millions de voix, le sixième mois ou la sixième année. Je ne croyais pas la France si enthousiaste de sa propre dignité civique.

Je suis ici au bruit des boîtes et sous des arcs de triomphe ruraux longs d'un kilomètre. J'en suis au désespoir, mais il faut subir l'amitié. Elle est réellement touchante, nullement politique, je lui enlève exprès ce mauvais caractère.

Jusqu'au 8 septembre envoyez-moi mes lettres, etc., ici, mais lisez d'avance et ôtez le fretin.

A vous de cœur.

Si vous voulez partir et venir, venez ! Sinon, après mon passage.

## DCCCCLXXVIII

### A monsieur le comte de Circourt

Monceau, 25 août 1850.

Mon cher Circourt, ma femme m'a lu vos bonnes et instructives lettres. Je vous en remercie du fond du cœur, quoique sous beaucoup de rapports je ne voie pas l'horizon comme vous. Je vis hors du milieu convenu et plus dans le milieu réel. Soyez convaincu que de petites rumeurs changeantes de salon ou de journal n'ont plus de portée sur l'immense et profond océan d'opinion souveraine dans lequel 1848 nous a immergés. La République honnête et modérée, comme je l'ai baptisée, tiendra entre quatre abîmes et précisément parce qu'elle est entre quatre abîmes ; je ne sais pas comment, mais elle tiendra, dût-elle vivre de malédictions. On maudit aussi le vaisseau où l'on est ballotté et où l'on a le mal de mer, mais on préfère le cahot des flots et l'inconvénient du mal de mer au danger de se précipiter dans le gouffre sans fond. C'est le sentiment national, n'en doutez pas. Je viens de parcourir en poste cent cinquante lieues de pays intérieur, Rhône, Gard, Lozère, Loire, Haute-Loire, etc., je n'ai pas pu relayer une seule fois dans un hameau ou dans une ville sans avoir un rassemblement autour de mes roues et sans partir aux cris unanimes de Vive Lamartine et la République honnête ! Le peuple souffre, mais il est fier de souffrir pour la possession des droits politiques auxquels il se reconnaît citoyen. On peut le dépouiller par force ou par ruse six mois, on ne le fera jamais abdiquer complètement. Voilà mon impression persistante; elle est désintéressée, car je suis neutre à présent et j'ai abdiqué tout avenir.

Je me fais laboureur et philosophe sur le soir de ma vie. C'est le secret de mon grand parti longtemps médité, dix-huit ans ! La Providence m'a accordé plus qu'un asile, une véritable principauté agricole. Laissez-les dire, les envieux et les méchants, c'est un trésor pour ma famille, si j'en trouve la clé à Londres dans le moindre capital.

Adieu. A revoir le 8 septembre à Paris. Je vais à Londres après le Conseil général.

Je vous écris en sortant de la plus belle fête populaire que vous ayez jamais vue. C'était la fête pour mon retour des huit ou dix villages environnants. Fête à l'homme et non au citoyen, fête du cœur avec des larmes au lieu de frénésie.

## DCCCCLXXIX

### A monsieur Dubois

A Paris.

Monceau, 28 août 1850.

Mon cher Dubois,

Avez-vous reçu l'article pour *le Conseiller ?* Je l'ai mis moi-même à la poste à Mende, affranchi.

Nos vignes à tous sont pitoyables et à peu près perdues.

J'ai été nommé en arrivant président du Conseil général par quarante voix sur quarante bouches (1). Ce serait de même là-bas dans les départements que je viens de traverser. C'était un vrai délire sur tout mon passage. depuis Nîmes où j'ai été reconnu. Les moindres hameaux étaient sur les grands chemins. Partout respect et amour.

(1) V. Discours au Conseil général de Saône-et-Loire, le 27 août 1850. *La France parlementaire*, t. VI, p. 227.

et vive Lamartine ! au coin des bois et sur les rochers. J'en étais si embarrassé que je ne savais où me cacher pour arriver à Lyon par Saint-Étienne

Vous êtes dans une grande et fatale erreur sur la volonté républicaine des masses pensantes. Faites-y attention. La bourgeoisie, que j'ai tant défendue en 1848, a maintenant à son tour ses Ledru-Rollin et ses Polignac. J'ai peur.

## DCCCCLXXX

### A monsieur Valette

Professeur de philosophie.

Monceau, 30 août 1850.

Que répondre à une si douce et si touchante déclaration d'amitié? Qu'elle vaut à notre âge ce que valurent jadis des déclarations d'amour pour nous. Mais les unes troublaient, les autres rassérènent la vie. Je ne vous dirais pas bien aujourd'hui, au milieu du tumulte d'un conseil politique, ce que cette lettre a apporté de plaisir et laissé de reconnaissance à Monceau. Je vous le dirai mieux vers le 10 ou le 12 à Paris. J'y serai alors pour un moment. J'irai de là cinq ou six jours à Londres essayer de trouver quelques capitaux improbables pour féconder ma platonique richesse d'Asie-Mineure. Serez-vous alors à Paris ou encore dans vos bois?

Nous avons fait un beau et bon voyage jusqu'aux approches de la terre d'Europe où la maladie nous a enlevé en mer un ami éprouvé dans M. de Champeaux. La Providence, je l'espère, nous le rendra en vous. Elle seule peut vous avoir si tard inspiré cette affection élective pour nous et inspiré à nous le même sentiment à la même première vue.

Je pense que madame Valette est remise de ses souffrances de ce printemps et que cette triste analogie de rhumatismes ne sera plus une sympathie entre elle et moi. Dans ce moment je ne serais pas mal si j'avais un peu de ce repos d'esprit que ne laissent jamais les affaires si lourdes et si urgentes dont j'ai été chercher l'allègement en Asie. Je parle, j'écris, et je marche tout le jour. La mer m'a retrempé, et je songe à lui demander souvent désormais passage sur ses belles vagues. J'espère vous emmener une fois pour compagnon de ces traversées. Cela vaut une chasse dans la Brie, et cela ne coûte pas plus de temps.

Adieu et attachement comme s'il était de trente ans.

## DCCCCLXXXI

### A monsieur Rolland

Ancien maire et ancien représentant, à Mâcon.

Paris, septembre 1850.

*Confidentielle.*

J'arrive, mais, hélas ! de Moscou ! Il n'y avait personne à Londres. Tout le monde est à la chasse au renard, sans exception. Banques et portes fermées. J'ai semé un peu l'idée, mais je n'espère pas beaucoup et pas vite, peut-être deux cent mille francs dans quatre ou cinq mois. Voilà le résultat, et même douteux. Cependant j'ai été reçu à merveille. La cité a voulu me recevoir en banquet à Covent-Garden. J'ai refusé ferme toute publicité. J'ai déclaré que le silence et l'obscurité étaient mon devoir. J'ai dîné seulement en maison privée avec cinquante amis de la paix, politiques modérés, philosophes, etc, J'ai parlé cinq fois, mais pour dire que je ne devais

pas parler. Les chemins de fer et les paquebots et les hôtels sur la route n'ont pas voulu recevoir un shelling de moi, disant que j'étais l'hôte de l'Angleterre pacifique. J'ai joui d'une tendre et délicieuse famille, je n'ai rien dépensé que mon temps, mais me voilà revenu sans être guère plus avancé.

Ici, rien à faire. *Le Conseiller* diplomatise. Je reste pour essayer de vendre quelques volumes. Cela n'est pas aisé, mais je tiens une belle affaire à l'étranger comme librairie. Quant à payer quelqu'un en ce moment, *impossible*. Je désire qu'on me fasse vendre, je n'ai plus d'autre salut! à moins que demain, chose possible, on ne m'apporte trente mille francs de la caisse d'un libraire. Néanmoins ferme, point démoralisé, et travaillant. A revoir mardi ou mercredi, ruiné ou non, toujours ami.

## DCCCCLXXXII

### A monsieur Dubois

A Saint-Laurent, près Cluny.

Paris, septembre 1850.

Mon cher ami,

J'arriverai dans quatre ou cinq jours, bien empressé de vous voir.

Je n'ai rien fait à Londres. Tout le monde aux champs. J'ai semé l'idée, elle germera jusqu'à deux cent mille francs, je crois, en automne, mais pas plus, et encore par amitié politique et personnelle plus que par affaire.

Quant à Paris, elle y fermente bien plus encore, et il est inévitable qu'elle germera d'ici six mois. Voilà le probable. En attendant, j'ai fermé le budget et tout arrêté là-bas; pour ne pas reculer, j'aime mieux attendre et faire seulement paître mes moutons.

Ici je viens de passer de rudes jours et de rudes nuits, écrasé de la fin d'année et n'ayant que des lignes noires sur du papier blanc à donner à tant de créanciers. Enfin j'ai conclu ce matin avec deux libraires. Les vendanges approchent, Dieu est au ciel, vous et mes amis sur la terre. Avec un peu de semaines accordées ici et là, je toucherai 1851, et j'aurai à peu près de quoi toucher 1852. Vive le travail!

*Le Conseiller* continue tout 1851 et paiera ses deux mille cinq cents francs par mois, plus dix mille francs tout à l'heure. J'ai encore trois ouvrages en partie ou sur le métier, considérables, à vendre, et les affaires nouées se feront au commencement de 1851. L'argent manque plus que le cœur à la librairie.

Vous en savez à présent sur moi autant que moi. Je brûle de vous serrer une main si bonne et si affectueuse pour moi.

## DCCCCLXXXIII

**A monsieur Valette**

Professeur de philosophie.

Monceau, 9 octobre 1850.

Cher philosophe, je vois par votre lettre que les maux de l'humanité ne vous sont pas indifférents et que votre philosophie ne refroidit pas votre cœur. Je vous en remercie bien cordialement. Je suis en effet dans une des crises les plus pénibles de mon existence, et jamais l'affection de quelques âmes d'élite ne me fut plus douce. La Providence se plaît à m'éprouver presque au delà des forces humaines, depuis deux mois. J'espère toujours qu'elle se lassera, car moi-même je commence à me

lasser. Le travail me distrait sans me consoler. Mais les affaires m'arrachent même le travail.

Je vais bientôt à Paris. Je suis heureux de savoir que vous y êtes. Vous nous donnerez quelques heures de consolation. Je ne sais pas si je pourrai y rester.

Je remets ce mot à un ambassadeur d'un journal, qui était venu me proposer une collaboration utile, mais cela m'est impossible.

Ne parlons plus de ces misères de l'existence et de ces angoisses pour ceux qu'on aime. Vivez et pensez en paix dans la région sereine, pendant que nous luttons en bas !

Mille respectueux attachements à madame Valette et amitiés à vous.

## DCCCCLXXXIV

### A monsieur Rolland

Ancien représentant, à Mâcon.

Paris, 27 décembre 1850.

Mon cher ami,

Je travaille comme un galérien de plume. J'aimerais mieux la rame, sauf l'honneur.

Je suis déjà en pleine eau de l'*Histoire de la Restauration*. Je soigne ce beau sujet, pendant des *Girondins*.

Les sociétés avortent ou se nouent mal. Rien ne se fera sans vous. Vous paraîtrez au dernier acte, et nous en ferons une petite.

Je songe aussi au *Lamartine du peuple*, à un franc par mois, affaires de quatre à six cent mille francs, mais il faut un compte courant de cent cinquante mille chez un capitaliste ou banquier pour commencer. Je le cherche. Cela se trouvera une fois, c'est mon dernier filet.

Tout va bien en politique. La République est née

coiffée. Tout le monde s'en mêle. J'en suis ravi. J'aime à la voir dans les mains de ses ennemis, ils sont forcés de l'allaiter en la détestant. Rien de menaçant.

Venez quand vous pourrez, au premier signe. Je suis trop occupé pour rien négocier. Je pioche du papier, piochez la terre.

Bonne année !

# ANNÉE 1851

---

## DCCCCLXXXV

**A monsieur Dubois**

A Paris.

Mâcon.

Mon cher Dubois,

Dites aux *conseillers* du peuple que j'ai interrompu ce matin mon travail du volume *Confidences* pour leur écrire un bel article politique intitulé *Défense de la République*. S'ils le veulent, je leur préparerai, pour le numéro prochain, un ravissant épisode populaire, intitulé *La Servante au presbytère.*

Ont-ils compris la portée du *Tour de France, journal d'un pauvre ouvrier?* C'est vingt-cinq mille abonnés pour eux ou cent cinquante mille francs assurés. Je ne leur demande que vingt-cinq mille francs pour moi.

Adieu, et inexprimable amitié pour d'infatigables services. Quel ministre administrateur de l'intérieur vous êtes pour moi !

Je suis mourant, et dites-le bien et partout.

## DCCCCLXXXVI

**A monsieur Henri de Lacretelle**

Au château de Cormatin, par Saint-Gengoux.

Saint-Point, 6 septembre 1851.

Je vous remercie, mon cher Lacretelle, de votre admi-

rable écho. Puissé-je en avoir longtemps un aussi pur et aussi sonore que votre cœur !

La situation était et est encore difficile, mais au fond elle est belle parce qu'elle est vraie. Je défie qu'on sauve la France corps et âme autrement que par la République. C'est du corps dont il s'agit en ce moment, nous reviendrons à l'âme après. Soyez-en certain, ce n'est pas en vain que Dieu nous a fait ce miracle de 1848. Il en présage d'autres que, vous jeune d'années comme je suis jeune de cœur, vous verrez.

Souvenez-vous alors de moi, et dites : « Il n'a pas trop « présumé d'un temps et d'un pays qui compte des hom- « mes de mon intelligence et de mon dévouement. »

## DCCCCLXXXVII

### A monsieur le vicomte de La Guéronnière

A Paris.

Saint-Point, 11 septembre 1851.

Mon cher La Guéronnière,

J'ai relu votre article (1). Plus il est littérairement beau, plus il fausse avec éclat notre ligne. Il m'est impossible d'accepter le cri unanime qu'il va soulever contre *le Pays* dans tous les partis hors le parti bonapartiste. Si vous n'insérez pas demain ma réclamation personnelle (2), *il n'y a plus d'homme politique en moi*. Je suis donc forcé de demander l'insertion.

Cette lettre vous fournit texte à rectification et à expli-

(1) Sur le portrait du Président de la République, par M. de La Guéronnière.

(2) A M. de La Guéronnière, rédacteur en chef du *Pays*, sur son portrait du Président de la République, 16 septembre 1851. V. *La France parlementaire*, t. VI, p. 509.

cation. Je vous répondrai, et tout sera bien. Autrement *le Pays* et *moi* nous n'existons plus qu'à l'état de programme napoléonien. Ce n'est pas ce que vous voulez, mais c'est l'article.

Je suis affligé de vous affliger, mais, quelle que soit mon amitié, aucun homme ne doit son individualité politique, morale et historique, à un autre homme.

A vous de cœur.

## DCCCCLXXXVIII

### A monsieur le vicomte de La Guéronnière

Septembre 1851.

Mon cher La Guéronnière,

Je reçois cinq journaux pleins de ce qu'ils nomment *ma défection* à la République et du *démenti* à ma vie entière, toujours stable dans son opposition au préjugé populaire napoléonien sous Napoléon Ier! J'en reçois d'élogieux, comme *Saône-et-Loire*, sur mon passage à l'Élysée.

Au nom du ciel, arrêtez tout cela par mon mot envoyé il y a huit jours (1). Huit jours suffisent à déteindre un homme.

Je remercie Girardin, mais Girardin a soutenu la candidature napoléonienne contre moi. Notre passé n'est pas le même. Ni lui ni vous, vous ne devez porter la responsabilité de la République devant la postérité. Je la porte moi.

Je vous laisse donc libres, mais moi je ne le suis pas. Laissez-moi parler dans ma liberté et dans ma nature.

Votre talent a été admirable. C'est un succès, mais un

(1) V. la lettre à M. de La Guéronnière, 16 septembre, et la déclaration de principes, 17 septembre 1851. *La France parlementaire*, t. VI, p. 516.

succès personnel à vous, mortel à notre ligne. La couleur a trahi le dessin chez vous.

Vite mon article. Faites après ce que vous voudrez. Pourvu qu'on sache que je ne partage pas votre éblouissement rétrospectif pour un napoléoniste que j'ai toujours répudié, je suis content.

*P. S.* Croyez-moi, *le monde vous loue,* mais *d'une grande faute!* d'une faute qu'il vous faudra racheter trois ou quatre ans devant l'opinion. Vous avez été trop écrivain, pas politique.

## DCCCCLXXXIX

### A monsieur Émile de Girardin

Septembre, 1851.

Mon cher ami,

Je vous remercie de votre intervention entre La Guéronnière et moi, mais j'insiste. Il n'y a jamais rien à gagner à laisser dénaturer sa personnalité en matière si délicate et si grave.

Mon article que je viens de relire n'a rien d'offensant pour le président de la République. Y a-t-il un mot blessant, ôtez-le, mais rien de plus.

Si jamais je devais lui être nécessaire pour l'œuvre du rappel de la loi du 31 mai, rien dans les termes de cet article ne pourrait l'empêcher. Mais je désire passionnément n'être jamais nécessaire. Je me crois, même heureusement pour moi, *impossible.* J'ai tous les esprits et toutes les vengeances et toutes les espérances contre moi.

De plus aucune ambition que celle de l'éternel repos!.....

Mais je ne voudrais ni vivre ni mourir avec le soupçon d'avoir changé la République en bonapartisme, dans son berceau.

Adieu et amitié reconnaissante.

Quelle que soit l'idée sur le 31 mai, soyez certain que ce n'est pas à moi qu'on s'adressera.

## DCCCCXC

### A monsieur Rolland

Rédacteur au journal *le Pays*, à Paris.

*Personnelle.*

Monceau, 20 octobre 1851.

Mon cher ami,

J'ai reçu, lu et compris. Je n'approuve pas. Ma politique n'a pas changé. Si vous vous permettez entre vous de la mettre sous le boisseau, elle n'existe pas, c'est la vôtre qui règne, et j'en suis responsable.

Cela n'est pas juste.

Cela ne sera pas.

Vous déviez, et voilà huit articles de moi mis dans la poche dans une circonstance où mon silence peut me déshonorer.

Il faut insérer à mes risques et périls, ou il faut que je me retire.

J'ai peine à comprendre le mécontentement de M. de La Guéronnière. Si je l'ai désavoué, il m'a bien compromis avant. Je n'ai pas le devoir de subir sans réclamation une attitude contraire à mes convictions et à ma dignité. Ainsi, à coup sûr, nous sommes au moins quittes.

Le mot d'*isolement* appliqué à M. Ducuing répondait à une lettre de La Guéronnière me disant précisément que je devais comprendre qu'il s'*isolât* un moment du journal. Aucune offense donc. Si je voulais écarter M. de La Guéronnière, je le lui dirais en face. Je n'ai pas de contours.

Bref, l'*interceptation* de huit articles de moi dans ce coup de feu, et tout ce que vous me dites et tout ce que me dit M. de La Guéronnière, et ce que j'ai compris de M. Mirès, me mécontente au dernier degré.

Je vous le dis aussi face à face et sans équivoque : *Être ou n'être pas,* comme dit Shakespeare. Le journal ainsi n'est pas. Je ne resterais pas pour des trésors dans une ambiguïté de situation pareille.

## DCCCCXCI

### A monsieur le vicomte de La Guéronnière

1851.

Mon cher La Guéronnière,

N'en parlons plus. Tout est expliqué et réparé à mon honneur et au grand honneur de votre talent. Ne vous laissez incliner ni à gauche ni à droite. Avec un organe comme le vôtre, on finit par faire entendre la vérité à son pays. Restez impassible, croyez-moi ; je ne suis plus combattant, mais je vois juste et dans les lignes.

La nôtre seule est celle du salut et de l'honneur, ne l'inclinons pas.

## DCCCCXCII

### Au marquis de la Grange

Monceau, 13 décembre 1851.

Mon cher ami,

Vous êtes ma première lettre de ma main après cinquante-quatre jours de supplice et de perclusion. *Linquenda tellus!* Je commence à entrer en convalescence.

Les événements m'ont affligé, non surpris. Vous savez combien je combattais les exécrables tactiques et les provocations des légitimistes, orléanistes et fusionnistes de l'Assemblée, hommes misérables et faibles, poussant leurs partis à des attaques sans avoir la force de leurs fanfaronnades.

Je déplore maintenant le coup d'État des bonapartistes, qu'un peu de patience aurait transformé en révision gouvernementale et légale de la Constitution. Le mal de France, c'est précisément qu'elle porte maintenant sur une baïonnette et que son pouls cesse de battre si celui d'un seul homme s'arrête. Le moindre des principes valait mieux que cela.

J'ai réussi par mes conseils, du fond de mon lit, à empêcher tous nos pays à prendre part à des agressions partielles et folles. Il n'y a eu que quelques centaines d'hommes des montagnes, à douze lieues d'ici, qui aient passé par-dessus la Grisière pour attaquer Mâcon. Ils n'ont entraîné personne d'aucun parti de nos villages. Je n'ai été ni brûlé, ni grillé, ni violenté, comme on le dit à Paris. Bien que Monceau soit en évidence sur le passage de ces colonnes, pas un homme n'y est venu me demander compte de rien ; mais tous les villages voisins m'ont envoyé offrir de venir me garder en masse. Le peuple est excellent. J'irai à Paris, si je suis en état d'être transporté, le 15 janvier, pour six semaines.

Je publierai mon refus consciencieux et modéré du vote, le 21, puis je m'occuperai de mes affaires et de me rouvrir des sources de travail littéraire. Voilà mon plan.

Votre lettre est un acte d'amitié que je n'oublierai jamais. C'est dans les revers qu'on connaît le cœur !

# ANNÉE 1852

## DCCCCXCIII

### A monsieur de Laprade

Monceau, 4 janvier 1852.

Mon cher Laprade,

Votre lettre, plus précieuse encore à mes yeux que votre discours parce qu'elle m'est plus personnelle, a été une goutte de consolation dans tant d'amertume. Elle vous sera rendue par celui qui rendait au bienfaiteur de Lazare. Ne nous attristons pas au delà des bornes. Dieu veut que les nations trop superbes soient humiliées comme les hommes trop vains, mais il ne veut pas que l'esprit humain périsse. La liberté est plus que l'esprit humain, c'est la conscience humaine. Cette chute profonde n'engloutira donc pas tout ce siècle. Quand des esprits comme le vôtre sont assis sur la pierre de son sépulcre pour s'affliger et s'indigner, c'est que le sépulcre se brisera bientôt.

Nous avons péché par excès de liberté (je dis nous et non moi) en 1848. La démagogie, qui se repent aujourd'hui, a amené cet inévitable châtiment, le despotisme. Ce despotisme lui-même, commencé par une grande immoralité, ne subsistera que le temps nécessaire pour laisser réfléchir la raison publique. Nous reviendrons à l'équilibre entre la liberté et l'autorité, qui constitue la gloire et la moralité des gouvernements.

Je vais bien mieux. Je songe à aller dans quelques jours

et pour quelques jours à Paris plier mes tentes; et je reviens ensuite faire comme vous dans ma solitude, penser, écrire, prier, espérer, et agir si jamais la Providence nous rappelle par nos noms à une action ferme, honnête et modérée. Je suis heureux de me retrouver en harmonie avec vos nobles pensées.

Venez vous entretenir à Saint-Point quand vous avez une heure de lassitude et un arrière-souvenir d'amitié. Vous y trouverez un ami.

## DCCCCXCIV

### A madame Duport

A Chivres, près Soissons.

Paris, 31 mars 1852.

Je ne vous croyais pas autre chose que ce que la nature vous a faite, très sensible, très bonne et très exorable; mais je voulais vous rappeler à l'amitié par un mot aigu qui vous allât au cœur, voilà pourquoi j'ai dit inexorable.

Je suis bien touché de votre aimable réplique. Je serai bien heureux de vous revoir à mon retour. Je pars pour mon Chivres, mais moins paisible que le vôtre; de là peut-être pour une course à Smyrne, de six semaines, en septembre.

Je partirai avec le cœur plus léger en sachant que vous me gardez plus d'amitié que de rancune; rancune de quoi? Je ne devais rien qu'à Dieu et à mon pays; je n'avais pas servi, pas renversé, vos amis qui ne sont pas les miens.

Le jour de leur chute, il fallait qu'un homme résolu et dévoué se jetât à la tête d'un peuple qui allait tout

engloutir et s'engloutir lui-même. Je l'ai fait et, quoi qu'on vous dise, sans penser une minute à moi mais à la société. Je l'ai préservée de guerre, de crimes, de sang, de spoliation, d'anarchie. J'ai remis le pays représentatif debout ; j'ai préparé les armées du 20 juin, et j'y ai combattu en brave soldat.

Le lendemain de la victoire, qui est toute à moi, bien qu'on l'ignore, je me suis retiré exprès pour subir le jugement de la justice ou de l'injustice de ceux que j'avais mécontentés mais sauvés.

Depuis j'ai accepté l'obscurité, la calomnie, les menaces, la prison, l'échafaud, enfin les galères du travail et de la ruine où je suis encore sans me plaindre. Je n'ai pas cédé une virgule aux passions ou aux utopies des démagogues. Que voulez-vous de plus? Je ne puis que cela. Je pouvais prendre dix fois la dictature, la présidence, mais c'était au prix du sang, de la trahison, de l'homicide. Je ne l'ai pas voulu. Accusez-moi, l'avenir me vengera. Mais, pourvu qu'en attendant votre cœur me juge, je suis content.

## DCCCCXCV

**A monsieur Rolland**

Ancien maire de Mâcon, à Paris.

Saint-Point, 1er juillet 1852.

Merci du bon souvenir. J'y réponds d'une main mourante. Venez nous réconforter dès que vous le pourrez. Tout va ici à la suprême misère, gelée, grêle hier grosse comme des pommes, pluie tous les jours, huissiers toutes les semaines, et plus une action ou un abonnement. Frère, il faut payer! c'est-à-dire il faut mourir!

J'irai à Mâcon et je ferai ce qui vous plaît sans vous nommer et sans vous rendre responsable de mes visites. Jusqu'ici je n'y suis pas allé une heure, j'ai peur du pavé. Je suis poursuivi, menacé, accablé, et, qui pis est, on m'enlève mon crédit depuis qu'on sait que sérieusement je veux vendre. Je m'enterre comme un sanglier, mais sans défenses.

Ce matin j'ai commencé à travailler pour *le Siècle*. Jamais homme n'a repris la bêche plus malade : je n'ai ni nourriture ni sommeil, une maladie sérieuse à l'estomac et un rhumatisme universel ; mais le plus grand mal est dans ma bourse, le fond du sac ferait frémir si on le voyait. Je paie néanmoins mes vignerons et après eux je ne pourrai pas payer personne.

Le Crédit foncier a envoyé apprécier mes quatre immeubles ; il a été étonné et les a évalués, je crois, bien près de ma propre évaluation, 1,600,000. C'est une base pour des arrangements éventuels de fortune si les Pereire ne reprennent pas Monceau.

Néanmoins, malgré la récolte nulle et malgré tout, je ne périrai pas encore de dix-huit mois, si je pouvais trouver un capital de vingt-trois ou trente mille francs à déléguer sur les derniers termes des *Médicis*, contrat Mirès que vous savez. Mais, si je ne trouve pas cela, je suis en déconfiture. Ainsi cherchez-moi cela à tout prix pour deux ans, vous me sauverez ; je n'ai d'espoir que là. C'est en septembre que cette somme m'est nécessaire comme le souffle aux poumons. Cassez-vous la tête sur ce sujet. Voilà mon service.

Un crédit de 30,000 fr. enlevé, un déficit de 80,000 fr. de récolte, font mon vide affreux. Ces 25,000 fr. me le comblent. Mais où les trouver ?

Adieu. Assez de finances comme cela. Maintenant amitié. Pas de nouvelles de Turquie.

## DCCCCXCVI

**A monsieur Villemain**

Mâcon, 14 juillet 1852.

Mon cher et illustre collègue,

J'avais lu ces jours-ci avec une vive reconnaissance et avec une vieille admiration vos souvenirs colorés pour moi de tant d'amitié. Je n'osais pas vous interrompre pour vous le dire, me réservant à mon retour à Paris d'aller vous serrer la main. Mais M. de Marcellus, mon voisin, qui est en ce moment chez moi pour une heure, commet une indiscrétion si touchante en me révélant d'autres mots de vous dans une de vos lettres, que mon cœur éclate et que j'ai besoin de vous dire aussi : j'ai lu.

Quand on a lu de telles lignes d'un homme comme vous, si on n'était pas déjà son ami, on le deviendrait pour la vie.

Ne vous préoccupez pas au delà du vrai de mon sort un peu troublé par l'adversité. Tant que Dieu me laissera la force et la volonté du travail, j'espère suffire à tout et tout supporter. Votre intérêt et votre exemple sont des encouragements et des consolations.

Recevez, mon cher et illustre collègue, l'expression des sentiments qui n'ont jamais été altérés en moi.

## DCCCCXCVII

**A monsieur Dargaud**

A Fours (Nièvre).

Saint-Point, 28 août 1852.

Je suis bien affligé de votre fièvre, mais je me rassure

en pensant en quelles mains aussi savantes qu'affectionnées la Providence vous a jeté à Fours. Donnez-moi vite des nouvelles du rétablissement.

Ici rien de nouveau dans ce courant du travail, journées commencées avant l'aube, finies avant le couvre-feu, toutes semblables à la précédente et diversifiées seulement par quelques tribulations ou par quelques courses à cheval au coucher du soleil; un volume de 420 pages terminé et envoyé en vingt-neuf jours, un autre commencé demain, du *Civilisateur* entre deux. Tâchez de lui faire des abonnés. Ils montent toujours, mais comme le thermomètre dans le tube, sans qu'on aperçoive son ascension.

Je pars demain pour Varennes en Bresse, terre de mon neveu, M. de Cessia. J'y prends un seul jour de congé. Au retour j'écris la vie de Cicéron, puis je finis le volume d'Orient. Cela me conduit au 1er septembre. Je reprends alors sans discontinuer le huitième volume de *la Restauration*, à livrer en entier le 15 octobre. J'écris alors la vie de Socrate ou d'Alexandre, puis un volume de l'*Assemblée constituante*, pour *le Siècle*. Ainsi mon almanach est marqué par des œuvres et plus par des jours, tristes œuvres et plus tristes jours! Mais Dieu le veut.

Au milieu de ces soucis, hélas! de ces misères ineffables, il vient de m'arriver du désert un charmant cheval arabe que je monte alternativement avec mon gros irlandais. Nos vignes font frémir, la maladie dévore le peu que la gelée nous promettait. Point de salut hors du *Civilisateur*.

Tout est triste, mais rien n'est désespéré tant qu'il reste un Dieu dans le ciel, des amis sur la terre, un cheval à l'écurie, un chien au foyer et une page blanche à faire noire sur la table, j'ajoute et surtout Dargaud à Fours, puis à Paray, puis à Saint-Point avec madame Dargaud.

Aucune vente possible de Monceau.

## DCCCCXCVIII

### A monsieur Valette

Professeur de philosophie.

Saint-Point par Mâcon, 12 septembre 1852.

C'est toujours un bon augure que votre petite écriture nette et lisible comme un elzevir sur l'adresse d'une lettre. Cela veut dire lumière, sincérité, ordre dans les sentiments, tel *quod decet* à un philosophe. Cela veut dire aussi constance, et, à tous ces titres, cela console de l'espèce humaine. C'est moi qui réponds aujourd'hui parce que madame de Lamartine est dans son lit; une petite rechute interrompt seulement sa convalescence.

Quant à moi je n'ai pas le temps de savoir si je me porte bien ou mal, car le temps m'emporte avec la rapidité d'un tourbillon. Le travail et les affaires bien pires que le travail me consument. Je jette en courant ma cendre au vent, mais je n'y jette pas mon cœur, et je le garde tout entier pour ce petit nombre d'amis de l'une et de l'autre fortune, au nombre desquels je suis heureux de vous compter ainsi que madame Valette.

Des désastres de saison et des maladies des vignes accroissent cette année nos tribulations rurales. Nous sommes seuls, comme il convient à des disgraciés de la Providence, au fond d'une vallée paternelle dont nous faisons de vains efforts pour n'être pas chassés comme Virgile de ses *dulcia arva*. Nous écrivons cinq heures le matin, nous arpentons le soir les sentiers de nos montagnes, nous nous couchons peu après le soleil. Notre demeure est le monastère de la monotonie occupée, point ennuyée.

Nous attendons M. et Mme Adam Salomon; nous n'aurons pas les Dargaud avant octobre.

Nous voudrions vous attendre, y compris la diane chasseresse de madame Valette.

Nous serons à Paris le 12 novembre.

Adieu et attachement.

## DCCCCXCIX

### A monsieur le rédacteur du Siècle

Saint-Point, 4 novembre 1852.

Monsieur le rédacteur,

Vous citez, d'après l'*Indépendance belge*, mon nom parmi ceux des hommes politiques qui seraient appelés au sénat du nouveau gouvernement. Dans l'intérêt de la vérité qu'on doit conserver à chaque caractère, permettez-moi de démentir un bruit qui n'a et ne peut avoir aucun fondement.

## M

### A monsieur Eugène Pelletan

Monceau, 14 novembre 1852.

Mon cher ami,

On voudrait sortir de son sépulcre pour lire et pour entendre cet admirable portrait de sa mémoire tracé par une main d'une telle amitié, et d'autant plus beau qu'il est plus partial. Jamais vous n'avez écrit rien de plus suave, de plus beau et de plus courageux. L'âme d'un pays qui conserve de telles voix n'est pas morte. Heureux ceux qui la comprennent en l'entendant!

J'irai dans peu de jours vous voir et vous remercier à Paris. Mais en attendant sachez quelles pulsations fortes et douces jusqu'aux larmes vous avez données d'un trait de plume aux cœurs nombreux qui vous aiment à Monceau.

Adieu et plus qu'amitié! attachement posthume de ma mémoire à votre nom.

Tâchez d'encourager à l'abonnement au *Civilisateur*, mon seul salut ici-bas, et voyez Havin pour mon histoire du *Siècle des Médicis*, qui me ressusciterait encore.

## XI

### A monsieur Boussin

A Cormatin.

Monceau, 15 novembre 1852.

Votre lettre, mon cher Boussin, est un cri de l'âme qui va au cœur. Elle est éloquente comme l'indignation. Il faut s'indigner quand on est jeune, il faut compatir quand on prend des années. Quand on se souvient de 1815 on comprend 1852. Gaulois toujours, jamais hommes.

N'en parlons plus, laissons faire au temps, ministre de la Providence. Il ramènera, je ne sais quand, de la dignité dans l'âme de ce peuple. Il faut le plaindre et le consoler même de ses faiblesses. Il en a eu pour la liberté à cause de son nom, et il se précipite dans le pouvoir absolu à cause de son nom aussi. Le monde roule, vous êtes jeune, vous verrez d'autres faces des choses : quant à moi, je ne verrai plus grand'chose ici-bas, mais j'en verrai, de plus haut, de plus belles. La philosophie plane sur tout cela, et Dieu sur la philosophie.

Venez donc philosopher à Monceau. On y est triste et

malade. C'est l'heure des amis, comme vous deux, qui méprisent la fortune et qui vengent, par leur fidélité, ceux qu'elle abandonne.

## MII

### A monsieur le marquis de la Grange

Monceau, 18 novembre 1852.

Merci des bons souvenirs et des bonnes nouvelles de mon histoire. J'ai bien besoin qu'elle ait de l'intérêt pour engager les libraires, mes seuls fermiers, à conclure un nouveau bail avec moi pour ma belle histoire des *Médicis*, pain de mes années futures : c'est là que je veux écrire le vrai grand siècle moderne.

Je regrette aussi de ne pas vous serrer la main cordialement et souvent. Je ne vais pas à Paris par bienséance, il ne convient pas que la République assiste à ses propres funérailles ; j'attends la fin des fêtes. Je pense (et dites-le-moi) que ce sera fini le vingt décembre.

Je passerai alors près de vous mes trois derniers mois de séjour à Paris, car mon hôtel me quitte avec ma fortune. Je tâche de vendre Monceau et de me replier à Milly, berceau très dégradé de mon enfance, mais je ne sais s'il ne faudra pas vendre même ce cher vestige de famille. Tâchez de populariser *le Civilisateur*, mon seul moyen de salut et de libération.

Ne croyez pas que j'aie imaginé *la Restauration*. Il n'y a rien d'écrit que sur pièces, mémoires, confidences ou souvenirs directs. Quant à madame du Cayia, j'en pense à peu près ce que vous en dites, mais on n'a que le droit de le faire penser sans le dire : il n'y a pas d'actes et de corps de délit contre elle.

Adieu. Ecrivez-moi sur le sens et les formes de la proclamation impériale pour que je règle mon départ.

Ma femme va bien mieux et me donne espoir. Parlez de nous à madame de la Grange pour qui nous sommes ce que nous fûmes, très tendres et bons amis.

Adieu encore.

## MIII

### A monsieur Valette

Professeur de philosophie.

Saint-Point, 29 juin 1853.

Non, je ne trouve jamais assez longue une lettre pleine de tant de haute philosophie pratique et surtout de tant d'amitié. Ne vous lassez pas plus d'en écrire que je ne me lasserai d'en lire.

Je suis en effet fort malheureux depuis six ans, et je n'ai plus même ces consolations de la perspective, car la perspective se raccourcit à mesure qu'on avance dans la vie ; c'est l'inverse des autres voyages. Je suis très malade et très obéré. Ce qui m'entoure souffre et s'afflige ; et de ce que je tente pour relever la destinée peu de chose réussit. Je retarde seulement le coup fatal. J'ajourne par le travail, mais la vie n'est qu'un ajournement.

Quant aux consolations puisées dans l'ordre humain, elles n'agissent pas sur moi. Je n'ai jamais mis mon espérance, comme Strafford, dans les fils de l'homme, elle est plus haut. Cependant elle s'éclipse quelquefois. Dieu semble toujours se déclarer contre ceux qui veulent faire son œuvre. Il combat pour ses ennemis contre ses amis. On s'étonne peu du manichéisme quand on a vécu un certain bon nombre d'années et bien étudié l'histoire : la terre entière est bien un Calvaire ou une roche tarpéienne,

calvaire pour les philosophes, roche tarpéienne pour les patriotes. Posez-vous cette rude question, et résolvez-la autrement que Brutus.

Je m'y perds. Je mourrai du moins avec cette conscience de n'avoir pas dit un mot et pas fait un acte dans ma vie publique qui n'eût pour objet le service de la vérité divine à mes dépens. Fut-ce une folie de la croix? fut-ce une duperie de la bonne volonté? Le ciel seul me le dira, c'est son affaire.

En votre qualité de philosophe spiritualiste et religieux, vous le savez d'avance. Vous habitez les hauts lieux, comme vous dites, au moral ainsi qu'au physique. Quant à moi je suis dans la fournaise, et je n'y vois que du feu.

Parlez de moi à l'aimable et bonne madame Valette dont le regard inspire la paix et l'affection.

Je suis toujours plus souffrant de l'estomac, et je ne puis être guéri par la médecine.

Mille amitiés.

FIN DU TOME QUATRIÈME.

# TABLE DES MATIÈRES

## 1839

## 1840

## 1841

## 1842



## 1843

## 1844



## 1845

# 1846



# 1847

## 1848

## 1849



## 1850

## 1851



## 1852

FIN DE LA TABLE DU TOME QUATRIÈME.

4011-81 — Corbeil. Typ. et stér. Crété.

